UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01589053 6

III,

K97/141

François Comte de Wimpffen

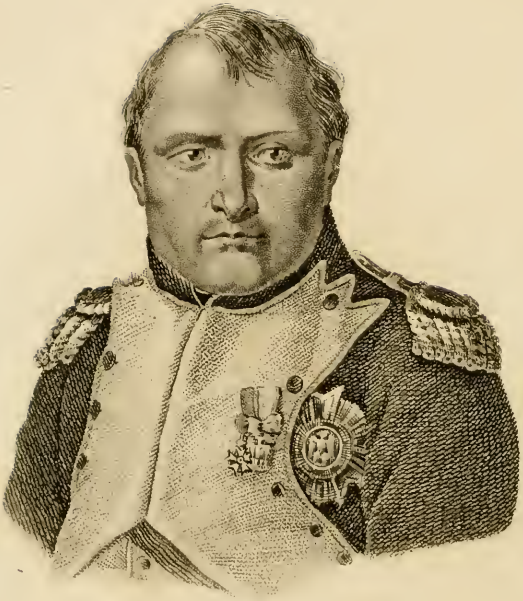
32070

# NAPOLÉON

DEVANT

# SES CONTEMPORAINS.

IMPRIMERIE DE PLASSAN,
RUE DE VAUGIRARD, N° 15



# NAPOLÉON

DEVANT

# SES CONTEMPORAINS.

PARIS,

BAUDOUIN FRÈRES, LIBRAIRES,

RUE DE VAUGIRARD, N° 17.

—

1826.

LIBRARY
OCT 16 1970
UNIVERSITY OF TORONTO

DC
202
1924

# NAPOLÉON

DEVANT

# SES CONTEMPORAINS.

## CHAPITRE PREMIER.

NAPOLÉON DEPUIS SA NAISSANCE JUSQU'A SA NOMINATION AU COMMANDEMENT DE L'ARMÉE D'ITALIE.

Napoléon retiré à l'île d'Elbe excitait la vive attention de tous les gouvernemens alarmés de voir si près d'eux celui qui pouvait reprendre le sceptre de l'Europe plus facilement qu'il ne l'avait conquis ; sur le rocher de Sainte-Hélène, chacun des mouvemens de l'illustre captif donnait une secousse au continent; on eût dit à l'inquiétude des cabinets que, d'un moment à l'autre, il allait apparaître sur les côtes de France et se créer encore une armée en paraissant. Parler de Napoléon à ces deux époques, c'était encourir les soupçons et la haine des princes ; en effet, après l'avoir renversé du trône, ils tremblaient encore à son seul nom, et auraient voulu pouvoir l'ensevelir dans un profond

oubli. Aujourd'hui les craintes n'ont plus même de prétextes ; Napoléon a cessé de vivre ; il n'y a plus ni inconvénient, ni danger à retracer les actions de cet homme extraordinaire. Sans doute, on ne peut ni tout dire, ni tout savoir sur Napoléon ; mais sans avoir la prétention d'offrir aux lecteurs un tableau complet de sa vie, il convient de saisir, pour raconter les faits dont elle se compose, le moment où les contemporains, encore tout pleins de leurs souvenirs, peuvent approuver ou contredire l'écrivain.

Napoléon a laissé et devait laisser une impression profonde en France ; avec lui, nous étions montés au sommet de la gloire et de la puissance ; avec lui, on nous a vus tomber dans un abîme ; il est resté au fond ; nous nous sommes relevés parce qu'un peuple ne périt pas comme un homme, mais chaque jour nous rappelle notre chute et ses funestes conséquences ; ainsi, notre orgueil national et notre patriotisme nous entretiennent sans cesse de Napoléon ; mais d'autres causes encore expliquent comment sa mémoire reste gravée si avant dans les cœurs.

Dans ses premières campagnes d'Italie, il avait conquis la paix ; après une absence ou un exil de deux années, il était revenu, couvert des lauriers d'Égypte, pour établir un gouvernement ferme et sage, et réparer les désastres qui nous avaient enlevé toutes les conquêtes que nous assurait le traité de Campo-Formio. Grâce à sa prudence et à sa fermeté, les partis, près de s'entr'égorger de nouveau, s'étaient réconciliés ; les ennemis déclarés d'autre-

fois ne se haïssaient plus, et goûtaient les fruits de la concorde. La France aurait préféré la liberté constitutionnelle à l'empire ; ses vœux étaient déçus sous le rapport politique, mais elle se plaisait du moins à reconnaître que Napoléon, qui la voulait grande, s'occupait sans relâche de la rendre florissante ; d'ailleurs le nouveau chef de l'État remplissait les devoirs d'un prince, avec une application et une constance qu'elle n'avait vues, peut-être au même degré, dans aucun de ses rois, Charlemagne et Louis XIV exceptés; encore Napoléon l'emporte-t-il sur tous deux, par la passion et la puissance du travail, et surtout parce qu'exempt des faiblesses de l'amour, il savait commander même à son goût pour les plaisirs. Si le pouvoir de Napoléon paraissait excessif à la Nation, si elle se voyait avec peine sous un maître, ce maître était du moins un grand homme; il régnait seul sur elle, et ne l'abandonnait, ni aux caprices des maîtresses, ni au pouvoir des favoris, ni à l'insolence des gens de guerre, ni à la tyrannie des ministres, ni à l'avidité des hommes de cour : plus ferme, plus réservé que Henri IV et deux de ses successeurs, il défendait le trésor public, sans avoir besoin d'un Sully pour le garder, et ne donnait pas le fruit des sueurs du peuple à des marquises de Verneuil, à des Montespan, à des Pompadour ou à des Dubarry. En administration, il avait des lumières ; il se montrait appliqué; il était ami de la justice, et beaucoup plus esclave des règles et des lois, qu'on ne l'aurait attendu de son caractère, et d'un penchant si mar-

qué pour la domination : mais ce qui caractérisait particulièrement le règne de Napoléon, ce que le peuple tout entier savait par une expérience plus éloquente que de belles paroles, ce que l'on sentait avec reconnaissance, surtout dans les chaumières, c'est qu'il conservait, avec l'égalité si chère aux Français, tous les bienfaits réels d'une révolution à laquelle plusieurs millions d'hommes doivent des vêtemens, une cabane, un champ, et du pain qui n'est plus trempé des sueurs ou des larmes de l'esclavage : aussi plus nous allons en avant; plus un système qui ne blesse pas moins les vrais intérêts du trône que ceux du peuple, acquiert de développement ; plus une conjuration habilement ourdie, mais qu'un seul acte de la volonté royale pourrait anéantir, s'applique et réussit à nous enlever les conquêtes de la révolution sur l'injuste système qui sacrifiait la majorité au petit nombre, et ravissait le nécessaire et les droits les plus sacrés à tant d'hommes, pour faire de quelques-uns des élus sur la terre, plus le nom de Napoléon devient populaire ; il l'était déjà beaucoup plus qu'on ne pense communément, il le devient chaque jour davantage. Nous en sommes arrivés au point qu'écrire contre Napoléon, même au nom de la liberté qui l'accuse avec justice, paraît une chose hors de propos, et que le peuple français demande, au lieu des déclamations passionnées qui ont fatigué sa patience, un récit naïf et sincère de la vie d'un capitaine sous lequel il a dicté pendant vingt ans la loi à l'Europe ; d'un chef illustre, dont le génie,

le règne, les créations, les triomphes, les revers, appartiennent à l'histoire nationale, et en font une partie essentielle.

Ces considérations expliquent assez les motifs de notre entreprise; elles annoncent aussi le caractère particulier de l'ouvrage. Il sera simple et sans faste : mais surtout il dira la vérité. Convaincu que la vérité seule est bonne, nous ne chercherons ni à louer ni à blâmer Napoléon; nous nous appliquerons à le montrer tel qu'il a été, mais non à le faire plus grand ou plus petit que nature, à le peindre meilleur ou pire que l'Europe ne l'a vu; au lieu d'être panégyristes ou dépréciateurs, nous nous efforcerons d'être peintres fidèles.

Napoléon Bonaparte naquit le quinze août 1769, à Ajaccio, dans l'île de Corse, réunie à la France en 1768. On a répandu le bruit que M. de Marbeuf était son père, mais on sait maintenant que le jeune Napoléon avait deux ans au moment où ce gouverneur passa pour la première fois en Corse. Napoléon devait le jour à Charles de Bonaparte, membre d'une cour souveraine, et à Lætitia Ramolino, son épouse. Les Bonaparte étaient originaires de San-Miniato en Toscane; leur maison avait été souveraine à Trévise. L'avantage de la naissance, et surtout une grande protection, firent entrer Napoléon à l'école militaire de Brienne. « Ma vie a été si éton-» nante, dit-il lui-même quelque part, que les admi-» rateurs de mon pouvoir ont pensé que mon enfance

» avait été extraordinaire, ils se sont trompés; mes pre-
» mières années n'ont rien eu de singulier : je n'étais
» qu'un enfant obstiné et curieux. » Il paraît que sa pau-
vreté lui fit éprouver des humiliations que sa fierté
dévorait en silence, mais avec une espèce de rage,
au milieu des élèves plus favorisés que lui par la for-
tune. Il eut aussi beaucoup à souffrir des bruits inju-
rieux répandus, soit sur la liaison de sa mère avec
M. de Marbeuf, soit sur la profession de son père
qui, cependant, membre de la cour royale d'Ajaccio,
comme nous l'avons dit plus haut, avait été encore
choisi, en 1779, par les États de la Corse, pour re-
présenter la noblesse dans une députation envoyée
au roi de France. Ces outrages lui fournirent deux
occasions de faire éclater jusqu'à la plus haute im-
prudence, mais avec beaucoup d'honneur pour son
caractère, la profonde indignation d'un fils attaqué
dans ce qu'il a de plus cher au monde, les auteurs de
ses jours. A dater de cette époque, il se fit, à son
égard, un changement favorable dans l'esprit des
maîtres et des élèves de l'école; les uns conçurent
de l'estime, les autres presque du respect pour Bo-
naparte. Appliqué, laborieux, solitaire, renfermé en
lui-même, il exerçait déjà sur ses condisciples l'in-
fluence d'un grand caractère; on lui obéissait déjà
comme à un homme fait pour commander; on subis-
sait l'ascendant de sa supériorité : pour lui, inflexi-
ble avec ses égaux, il paraissait docile à ses chefs, et
respectait surtout les règles établies; jamais il ne se
révolta contre l'ordre. On a remarqué que tous ses

jeux étaient des images de la guerre; il ne voyait que des camps, des fortifications, des armées en présence; il était déjà général. Exact à remplir tous ses devoirs d'élève de l'École, les sciences exactes obtenaient cependant de lui une préférence exclusive; elles convenaient à la sévérité de ses goûts, à la rectitude de son esprit; la littérature, les beaux-arts, avaient peu d'attrait pour lui; plus tard il leur donna de l'attention, et prit plaisir à converser avec les hommes distingués qui les cultivaient avec succès. Nous ne suivrons pas Napoléon, de Brienne à l'école militaire de Paris où il se fit aussi remarquer par la puissance de sa volonté, par ses heureuses dispositions, et par des promesses qui présageaient un brillant avenir. Au sortir de cette École, Bonaparte ne soupçonnant pas et ne pouvant pas soupçonner sa haute destinée, reçut, en 1785, le grade de sous-lieutenant d'artillerie, dans le régiment de La Fère, avec une joie inexprimable. «Le comble de mon ambition, dit-» il lui-même, se bornait alors à porter une épau-» lette à bouillons sur chacune de mes épaules; un » colonel de l'artillerie me paraissait le *nec plus ultrà* » de la grandeur humaine. »

Nommé capitaine en 1789, ce ne fut qu'en 1792 que Bonaparte eut l'occasion de se faire connaître. Il était le partisan déclaré de Paoli, alors fidèle à la France; celui-ci, à son tour, avait de la prédilection pour le jeune officier dans lequel il voyait déjà *un homme taillé à l'antique, un des grands hommes de Plutarque.* Mais quand Paoli voulut déserter la

cause de la France, et vendre la Corse à l'Angleterre, Bonaparte l'abandonna d'une manière éclatante, et se mit à la tête d'une partie des bataillons de gardes nationales réunies pour défendre l'indépendance de leur patrie ; tel fut son début dans la carrière des armes. Les Corses, attaqués par des forces supérieures, trahis par Paoli, leur chef, succombèrent dans une lutte inégale, et virent brûler, par les ennemis, la ville d'Ajaccio où la maison de Bonaparte fut incendiée ; il courut alors des dangers de toute espèce qui le forcèrent à se réfugier à Marseille avec sa famille pour éviter la proscription ; il était, à cette époque et long-temps encore après, un ardent zélateur de la liberté ; il ne pouvait voir sans enthousiasme les grandes fêtes populaires qui célébraient nos triomphes sur la coalition. Il avait encore les mêmes principes en arrivant au commandement de l'armée d'Italie ; il les professa pendant toutes ses premières campagnes.

Nous ne rapporterons pas les premiers faits d'armes de Bonaparte, ils ne firent qu'annoncer en lui d'heureuses inspirations et une grande valeur; de plus brillans succès lui étaient réservés sous les remparts de Toulon. Des traîtres ont livré cette ville aux coalisés ; les Anglais et les Espagnols occupent le port et les deux rades ; les forts et les batteries environnantes sont en leur pouvoir. Mais l'audace et la conviction qu'il n'est rien d'impossible à des soldats républicains régnaient alors dans les conseils ; plus une entreprise présentait de difficultés, plus les esprits

se sentaient disposés à la tenter. Le siége de Toulon est résolu précisément parceque la ville semblait imprenable par ceux qui ne pouvaient l'attaquer à la fois par mer et par terre. On envoie Bonaparte à Lyon pour obtenir des poudres ; il s'acquitte habilement de sa mission, transporte sous les murs de Toulon les munitions qu'il a rassemblées, et se rend au quartier-général où l'attendait le grade de chef de bataillon d'artillerie. On lui confie les divers travaux du siége ; il examine les lieux, reconnaît les inconvéniens du plan adopté pour la réduction de la ville, en présente un autre qui triomphe des observations et de la résistance des anciens officiers, grâce à l'appui du représentant du peuple Gasparin, assez éclairé pour deviner le premier les talens du jeune homme destiné à devenir l'un des plus grands capitaines du monde. Actif à exécuter avec audace ce qu'il avait conçu avec génie, Napoléon s'empare du poste des Arènes, enlève le petit Gibraltar où nos soldats font des prodiges qui paraissent invraisemblables, même quand on connaît la vérité ; se rend maître successivement des autres redoutes, et fait tomber Toulon aux acclamations de la Nation ; mais elle ne retint que le nom du brave et habile Dugommier qui avait, comme général en chef, la conduite supérieure du siége. Le grade de général de brigade, commandant l'artillerie de l'armée d'Italie, devint la récompense de Bonaparte. Il s'en montra digne par de nouveaux services à la journée del Cairo, à la prise d'Oneille, du col de Tende, et d'Orméa. Il avait

conçu dès lors le projet d'une invasion du Piémont, mais il ne put décider les représentans à profiter de la fortune, en adoptant une idée aussi hardie que juste. Bonaparte dirigea encore les mouvemens de cette même armée sur la Bormida, à l'action de Dégo et à la prise de Savone. En février 1795, il commandait à Toulon l'artillerie de l'expédition maritime destinée d'abord pour la Corse, et ensuite pour Rome. A cette époque, et par le moyen de son influence sur les canonniers, il calma une insurrection à l'arsenal, et sauva la vie des représentans Mariette et Chambon.

La reprise de Toulon, qui avait excité tant d'enthousiasme en France, parce qu'elle était à la fois une vengeance exercée contre la plus insigne des trahisons, et une victoire remportée sur le gouvernement anglais, alors le plus implacable de nos ennemis, et celui d'entre eux pour lequel la Nation toute entière avait le plus de haine, devait encore avec ses autres services recommander Bonaparte à la reconnaissance de l'autorité ; mais bientôt après il se vit, au contraire, suspendu de ses fonctions. Un conventionnel, nommé Aubry, s'appliquait alors à punir, par la réforme ou la destitution, les plus généreux défenseurs de la patrie. Aubry qui avait déplacé Bonaparte, voulait bien lui conserver son grade, mais non pas l'y rétablir dans l'arme de l'artillerie. « Vous êtes trop jeune, lui disait-il, laissez passer les anciens. » « On vieillit bien vite sur le champ de bataille, répondit Bonaparte, et j'en arrive. » Obligé

de patienter et de supporter l'injustice, Bonaparte dut se résigner à rester dans l'inaction au milieu de Paris où il menait une vie assez triste, assez inquiète même, lorsque sur l'avis des représentans du peuple, qui avaient été à l'armée d'Italie, il fut mis en réquisition par le comité de salut-public, au comité topographique où il conseilla des dispositions qui nous firent conserver la rivière de Gênes.

Le 13 vendémiaire an 4, un mouvement destiné par les meneurs, à préparer le retour de la dynastie des Bourbons, éclata dans quelques sections de Paris. Barras, nommé général en chef de l'intérieur, et chargé de combattre les insurgés, prit pour adjoint Bonaparte, en qualité de général de division; ce mouvement, réprimé en quelques heures, ne coûta pas une perte considérable aux vaincus, mais c'est toujours un grand malheur que de verser le sang des hommes. Au reste, ce malheur doit retomber sur les imprudens qui excitèrent une insurrection si mal concertée, ou sur les lâches qui laissèrent dans le danger, sans y prendre part, des citoyens entraînés par des suggestions perfides, et presque tous étrangers au but secret de l'entreprise. La Convention, attaquée par des hommes armés, usa du droit d'une défense légitime; quant à Bonaparte, il ne fit qu'exécuter, comme militaire, sans aucune passion personnelle, et au contraire avec tous les ménagemens possibles, les ordres de l'autorité qui gouvernait la France, de l'autorité avec laquelle la Prusse et les Bourbons d'Espagne avaient traité de puissance à

puissance. Cette journée, dont les victimes devaient exciter les plus vifs regrets, eut du moins l'avantage de hâter ce que l'on voulait surtout empêcher, l'établissement de la constitution de l'an 3, et la création d'un gouvernement régulier.

Sorti du sein de la Convention, le Directoire s'empressa de reconnaître les services de Bonaparte par la confirmation du grade de général de division et le commandement de l'armée de l'intérieur. Tout autre eût borné ses vœux à se maintenir dans un poste difficile, mais entouré d'un certain éclat; Bonaparte n'y vit qu'une dignité sans gloire, et se plaignait secrètement d'être condamné à une insupportable et stérile représentation.

L'amour pouvait seul faire diversion aux tourmens d'une âme ardente qui brûlait de s'élancer dans la carrière de la gloire. Bonaparte rencontrait dans la société madame de Beauharnais; elle lui adressa des choses flatteuses sur ses talens militaires, et cet éloge l'enivra. Né avec un caractère sévère, d'ailleurs timide avec les femmes, parce qu'il n'avait pas vécu dans la sphère brillante où elles exercent leur empire, il fut attiré par la douceur, la grâce, et un certain charme, qui étaient les dons particuliers de la veuve du général Beauharnais; il sentit qu'elle était nécessaire à son bonheur, et ne tarda point à s'unir avec elle. Heureux, si écoutant sa propre conviction, et mieux conseillé par son cœur que par la politique, il n'eût pas délaissé ensuite une compagne qui semblait lui avoir apporté en dot une prospérité sans mélange!

Nous étions en paix avec la Hollande, la Prusse et l'Espagne; la Russie, la Suède et le Danemarck ne se mêlaient pas de nos affaires: mais la Grande-Bretagne se maintenait en état d'hostilité ouverte contre nous; et l'Autriche, qu'elle soutenait par des subsides, continuait à nous faire une guerre opiniâtre sur le Rhin; il fallait ébranler cette puissance par une diversion au-delà des Alpes. Bonaparte présenta cette idée au directoire; elle fut adoptée sans obstacle, et valut à son auteur le commandement de l'armée d'Italie. Carnot, en proposant cette nomination, cédait à sa haute estime pour les talens de Bonaparte, mais il était aussi l'interprète du vœu des officiers et des soldats qui avaient exécuté les plans du général d'artillerie à Toulon et dans le comté de Nice.

Arrêtons-nous ici, et regardons tous les prodiges qu'avait enfantés la Révolution française jusqu'au moment où un jeune homme dont le génie ne s'était encore révélé qu'à quelques observateurs attentifs, mais bien éloignés cependant de prévoir ce qu'il y avait d'avenir en lui, vint commencer la haute fortune qui le rendit maître de l'Europe, et substituer son ascendant à celui de la République qui avait triomphé de toutes les coalitions formées contre elle.

La fin de l'année 1792 avait vu la chûte du trône, l'invasion des Prussiens et des Autrichiens dans la Champagne, la levée des volontaires, la naissance de la République presque créée sous le canon des ennemis, la victoire de Valmy qui les renvoya de France; des succès du côté de l'Italie, la prise de Mayence

sur le Rhin, l'héroïque résistance des habitans de Lille, la bataille de Jemmappes et la conquête de la Belgique. Cependant nous n'avions qu'une armée faible, sans accord, sans confiance, et pas un seul général de renom à l'ouverture de la campagne. Aussi la connaissance positive de notre situation à cette époque avait-elle fait naître les plus folles espérances dans le cœur des princes, des ministres et des généraux de l'Europe; il ne s'agissait de rien moins que d'occuper toute la France, de châtier Paris, et d'éteindre la liberté dans le sang de ses plus habiles défenseurs; mais la Nation, que la politique étrangère ne comptait pour rien dans ses calculs, avait reçu depuis 1789 une impulsion forte; elle était toute préparée à produire des prodiges par des inspirations sublimes : on méconnut ce caractère en elle; on l'irrita par la présence des armées ennemies; le duc de Brunswick et le téméraire Bouillé commirent l'imprudence de l'insulter par d'insolentes menaces; elle s'indigna de l'outrage, jura de se venger et tint parole. En quelques mois, cette France que l'on avait crue accablée, mais qui se relève si vite, même quand elle paraît dans une situation désespérée, devint l'étonnement, la terreur des princes qui l'avaient méprisée, l'espérance des peuples qui se félicitaient du succès de ses armes.

Les hostilités recommencèrent avec l'année suivante, et la fortune sembla d'abord nous sourire; mais bientôt on vit la déroute d'Aix-la-Chapelle, la perte de la bataille de Nerwinde, la chute de Mayen-

ce, Toulon et notre flotte livrés aux Anglais, Landau bloqué, la perte de la bataille de Truillas, Perpignan investi, la guerre civile dans nos contrées méridionales, le volcan de la Vendée ouvert au cœur de la France, nos places du Nord occupées par l'ennemi, Maubeuge en danger, Paris menacé une seconde fois par une armée formidable et dont la retraite se trouvait assurée dans toutes les hypothèses, et enfin la Nation sous l'influence d'une espèce de fatalité qui enchaînait les malheurs aux revers; voilà notre situation pendant une partie de l'année 1793.

Ce qui nous sauva peut-être fut la coalition de toutes les puissances de l'Europe contre nous; elle fit sortir du sein de la France un million de soldats, et quatorze armées qui se présentèrent à l'ennemi comme une barrière invincible sur la vaste étendue de nos frontières. Alors, une suite inouïe de triomphes répara de grands désastres, et remplit d'un immortel éclat l'année 1794. A ces temps se rapportent la défaite des Anglais à la bataille de Hondtschoote, la victoire de Watignies, les succès de Dugommier et de Masséna du côté de Nice, la ruine des armées royalistes dans la Vendée, la défaite des révoltés de Lyon et de Marseille, la délivrance de Landau jurée par nos soldats instruits de la reprise de Toulon, nos succès du côté des Alpes, dans le Piémont, et aux Pyrénées; alors vinrent successivement la bataille de Turcoing, l'un des plus beaux trophées militaires de la France républicaine, et l'immortelle victoire de Fleurus, qui nous valut la

reprise de nos places fortes du Nord, la possession de la Belgique, tout le pays en-deçà du Rhin ; et, par une conséquence inévitable de l'ascendant que nous avions obtenu, la conquête de la Hollande, dont la flotte fut prise par notre cavalerie sur le Texel. Nos armes triomphaient également du côté de l'Espagne, surtout aux Pyrénées Orientales où Dugommier, malgré les efforts d'une armée de soixante mille combattans, faisait capituler une garnison de quinze mille hommes enfermés dans Bellegarde, et soutenait cette belle opération par la bataille de la Montagne-Noire, gagnée par nous, grace à ses habiles dispositions, et à sa mort que nos soldats jurèrent de venger, comme une autre armée française voulut jadis venger la mort de Turenne. Il faut encore rapporter ici l'affaire de Quiberon, la soumission de la Vendée, préparée par les sages mesures du général Hoche, la prise de Luxembourg. Quelques autres succès mêlés de revers dus à la conduite, aujourd'hui si bien connue, de Pichegru, qui abandonna Jourdan et trahit la France, marquèrent la fin du règne de la Convention et les commencemens du Directoire exécutif. Depuis le 20 juin 1795 jusqu'au mois d'avril suivant, notre étoile avait un peu pâli, mais elle jetait encore beaucoup d'éclat et dominait sur l'horizon ; nos guerriers avaient éclipsé toutes les renommées militaires de l'Europe.

Pendant le cours des quatre années que nous venons de parcourir, nos quatorze armées ressemblaient à des armées romaines qui avaient pour

chefs des Camilles et des Fabricius. Animées du même enthousiasme pour la liberté, pleines du même désintéressement, enfantant des prodiges par une généreuse émulation, capables de résister aux plus grandes fatigues comme aux plus dures privations, occupées de la patrie et non pas d'elles-mêmes, ne demandant ni proie ni récompenses, elles offrent un spectacle unique dans l'histoire des peuples modernes. Nos soldats étaient, sans nul doute, les premiers soldats du monde pour le courage, mais surtout par des sentimens et des pensées qui rappelaient les plus belles époques des républiques anciennes. Les chefs, qui avaient grandi avec eux sur les champs de bataille, avaient acquis une haute réputation que relevait encore la simplicité de leur vie. On remarquait à leur tête plusieurs hommes d'élite sortis presqu'à la fois des rangs de nos armées : Kellerman qui leur avait montré le chemin de la victoire, Dumouriez né avec du génie pour la guerre, mais infidèle à la gloire et à la patrie; Dugommier plein de talens et de vertus, mais enseveli dans l'un de ses triomphes; Pérignon son heureux successeur; le sage Moncey; le modeste Jourdan qui a sauvé la France, et n'a jamais trompé personne; Pichegru qui, après avoir rendu de si grands services à son pays, allait flétrir ses lauriers en trahissant l'armée confiée à sa garde; Moreau destiné à le surpasser en génie militaire, et à expier la faiblesse ou plutôt la nullité de son caractère politique, en mourant les armes à la main contre des Français, et sous les dra-

peaux de l'étranger. De tous ces hommes à qui la liberté avait révélé leur génie et fourni un grand théâtre pour le développer, peut-être le plus étonnant était Lazare Hoche, le libérateur de l'Alsace, le pacificateur de la Vendée. Simple soldat avant la révolution, et général en chef à vingt-cinq ans, Hoche avait les talens d'un capitaine et ceux d'un homme d'état, mais la mort devait bientôt l'arrêter dans une carrière où il avait éclaté par des succès capables de le conduire au pouvoir, où peut-être il aurait pu se maintenir. Après ces vainqueurs des généraux de l'Europe, on distinguait au second rang des hommes dignes du premier : Desaix, né avec le génie de la guerre, à la fois audacieux et prudent, intrépide aux combats et habile dans le conseil; Gouvion-Saint-Cyr, presque égal à Moreau; Championnet digne de succéder à Jourdan; Kléber le bras droit de tous les généraux en chef et le seul qu'on osât leur substituer en leur absence, Kléber si grand à la bataille d'Héliopolis; et enfin Masséna, le premier des généraux de division sous Dugommier, et qui comptait déjà les plus étonnans faits d'armes, avant de se placer à côté des capitaines du siècle par la bataille de Zurich. Notre armée renfermait encore une foule de lieutenans habiles auxquels un général en chef pouvait confier le succès d'une entreprise en leur assignant le poste du talent et du danger; ils sont morts ou vivent couverts de gloire. Les moins illustres d'entre eux avaient une renommée, quand Bonaparte arrivait, avec le secret

de son génie, au commandement. Presque inconnu de nos armées, excepté de celle d'Italie, il était ignoré de la France : sans appui que l'estime de Carnot et la bienveillance mobile de Barras, qui eux-mêmes ne pouvaient avoir beaucoup de confiance dans leur position ; étranger aux partis, quoiqu'il eût une opinion et qu'il parût avoir donné des gages à la révolution, il n'avait ni influence politique, ni moyen d'en acquérir que par des victoires, et ne possédait pour trésors que sa fortune et son épée.

# CHAPITRE II.

CAMPAGNES D'ITALIE, JUSQU'AU DÉPART POUR L'ÉGYPTE.

Bonaparte prit le commandement de l'armée d'Italie le 20 mars 1796, époque dont l'anniversaire a été marqué pendant vingt ans par un si grand nombre d'événemens dans le cours de sa carrière. Cette armée, quoique renfermée long-temps sur un théâtre trop étroit pour elle, n'était ni sans gloire, ni sans enthousiasme; elle avait terminé une campagne heureuse par la brillante affaire de Loano où Schérer, fidèle au plan de Masséna, et admirablement secondé par cet intrépide général qui en eut presque tout l'honneur, fit perdre aux alliés 4000 hommes restés sur le champ de bataille, et 5000 prisonniers, outre tout le pays occupé par les Sardes; mais ce succès n'avait point eu les conséquences utiles que nous aurions dû en retirer. Lorsque Bonaparte arriva, l'armée, éparse dans les rochers qui bordent la rivière de Gènes, sans vivres, sans souliers, sans habits, sans armes, privée de solde, dépourvue d'artillerie, livrée à l'indiscipline, et composée de 40,000 hommes seulement, voyait devant elle 90,000 combattans, abondamment pourvus de tout, secondés par la facilité des communications, retranchés dans des positions inexpugnables, et commandés

par un vieillard expérimenté. Bonaparte, après avoir pourvu aux besoins les plus pressans de l'armée, commença par se concilier l'esprit des généraux qui, comme Masséna, auraient pu s'offenser de la préférence qu'il venait d'obtenir sur eux (1). Il s'empara plus facilement de l'esprit des soldats, en leur montrant l'Italie comme le terme de leurs privations et la source de leur gloire. « Camarades, leur dit-il, vous manquez de tout au milieu de ces rochers; jetez les yeux sur les riches contrées qui sont à vos pieds, elles nous appartiennent, allons en prendre possession. » A ces mots, toutes les voix répètent le cri français, le cri précurseur de la victoire; la conquête de l'Italie est jurée, chacun sera fidèle à son serment.

Bonaparte soumet ses opérations à un plan qu'il avait médité long-temps à l'avance, celui de séparer les armées autrichienne et piémontaise, commandées, la première par Beaulieu et Argentau, la seconde par Colli et Provéra. Argentau est attaqué, battu à Montenotte, puis rejeté sur Millésimo et jusqu'à Dégo, où il éprouve de nouvelles défaites. Beaulieu fuit, épouvanté, par Acqui et la vallée de Corba; Provéra, établi à Cossaria, se laisse envelopper, et se

---

(1) Cependant Masséna et Augereau, à la première nouvelle de sa nomination au commandement en chef de l'armée d'Italie, lui écrivirent l'un et l'autre pour le féliciter, en lui disant : « Depuis » long-temps, vous connaissez la justice que » je rends à vos talens militaires. »

met à la discrétion du vainqueur; Colli est chassé successivement de Montérémoto, de Céva et de Mondovi : rien ne résiste à l'impétuosité de nos braves. En moins de six jours, ils ont pris vingt-un drapeaux et cinquante pièces de canon : ils ont mis 20,000 hommes hors de combat, et se sont emparés des forteresses de Coni, de Tortone, et d'Alexandrie. Le roi de Sardaigne, tremblant pour son trône, demande un armistice, nous abandonne ses places fortes, et renonce à la possession de Nice, de Beuil, et de la Savoie. Les Autrichiens s'étaient retirés dans la Lombardie, sans avoir rien fait pour empêcher la défection de cette contrée. Bonaparte, qui les suivait toujours sans leur laisser un moment de repos, écrivit au Directoire : « Je marche sur Beaulieu ; je l'oblige à repasser le Pô; je le passe, immédiatement après, je m'empare de toute la Lombardie, et avant un mois, j'espère être sur les montagnes du Tyrol, trouver l'armée du Rhin, et porter, de concert avec elle, la guerre dans la Bavière. Ce projet est digne de vous, de l'armée, et des destinées de la France. »

Ainsi se découvrait déjà le génie qui devait nous rendre maîtres de l'Allemagne, et dicter la paix dans les murs de Vienne. Ce que Bonaparte annonçait au Directoire, il l'exécute au moment même. Les plaines de la haute Italie lui sont ouvertes : il laisse derrière lui le Piémont, et s'élance vers la Lombardie. Beaulieu s'imagine que les Français vont passer le Pô à Valence, il concentre ses forces entre la Sésia et le Tésin. Une manœuvre simulée lui donne

le change; le Pô est traversé entre les bouches du Tésin et de l'Adda. Les Français occupent Plaisance, et débusquent un corps de l'armée impériale du poste de Fombio; et de toutes les rivières que Beaulieu avait mises entre eux et lui, il n'a plus que l'Adda pour sa défense. Il dégarnit Pavie, et ne laisse que 2000 hommes dans la citadelle de Milan, rassemble ses troupes au pont de Lodi, et se décide à attendre son heureux rival. Tous les moyens de défense et une artillerie formidable protègent ce pont que le général Sebollendorf n'avait pas voulu couper, tant il regardait comme imprenable une position dont tout semblait nous défendre l'approche. Bonaparte, à peine arrivé, ne craint pas de donner le signal de l'attaque, quoique une partie de son armée n'ait pu le suivre; il s'avance sous une grêle de mitraille, place lui-même les deux batteries qui doivent balayer le pont et la rive opposée, et ordonne à Masséna de réunir ses grenadiers en colonne serrée pour forcer ce redoutable passage. Au milieu du pont, la mitraille qui vomit la mort de tous côtés, cause quelque hésitation dans la colonne; Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, l'intrépide Lannes, s'élancent pour soutenir la valeur des soldats, et le pont est emporté avec beaucoup de gloire, mais au prix de beaucoup de sang. Cette bataille rappelle un trait de notre gaîté militaire. Les vieux soldats de l'armée d'Italie étaient dans l'usage de donner un nouveau grade à leur jeune général par chaque victoire; c'est ainsi qu'il fut fait caporal à Lodi, sergent à Casti-

glione ; de là le nom de *petit caporal*, terme d'affection que les troupes lui donnaient toujours, et qui exerçait sur elles un pouvoir magique. Partout où se trouvait le *petit caporal*, on faisait des prodiges ; les généraux ennemis, avertis tout-à-coup de sa présence par nos efforts, disaient : « Bonaparte est là. »

La brillante journée de Lodi rejeta Beaulieu derrière le Mincio, nous ouvrit les portes de Crémone, de Pavie, de Pizzighittone, et de Milan. Abandonné par l'Archiduc, et enflammé par l'amour de la liberté, par les belles espérances que le vainqueur avait fait concevoir, Milan attendait en lui le libérateur de l'Italie : son entrée dans cette ville fut pour lui un triomphe aussi éclatant et plus touchant que ceux de César ou de Pompée ; elle fut une fête nationale pour les Italiens devenus les amis des soldats français, accueillis partout aux cris de *vive la liberté*. Le jour même de ce triomphe, le Directoire signait le traité de paix avec le roi de Piémont, et consacrait une fête solennelle aux victoires de la République ; le lendemain, Bonaparte pressait le siége du château de Milan, dont la reddition mit à sa disposition une nombreuse artillerie qui devait servir à la prise de Mantoue. Décidé à commencer promptement une nouvelle campagne, Bonaparte adresse à l'armée une proclamation qui respire, encore plus que la première, cet enthousiasme de liberté auquel la France avait dû les prodiges de ses armes et sa glorieuse indépendance. On y lisait entre les belles paroles qui firent tressaillir de joie la

terre classique de la liberté : « L'heure de la vengeance a sonné ; mais que les peuples soient sans inquiétudes, nous sommes les amis de tous les peuples. » Le départ de Bonaparte suivit cette proclamation digne de l'éloquence militaire des anciens ; il avait quitté Milan, au milieu des acclamations ; trois heures après, le tocsin donne à toute la Lombardie le signal d'une insurrection générale contre nous. On essaie d'arracher l'arbre de la liberté ; on foule aux pieds la cocarde tricolore ; à Binasco et à Pavie, les nobles et les prêtres, unis pour égarer le peuple et le soulever, excitent les Italiens au massacre des Français. L'existence de l'armée dépend d'une mesure prompte et sévère ; Bonaparte ne donne pas au mal le temps de s'étendre. Binasco disparaît dans les flammes, et Pavie, sourde aux représentations de l'archevêque Visconti, expie sa rébellion au milieu des horreurs du pillage ; il n'y eut de respecté que l'université, immortel ouvrage de Joseph II.

Le calme renaît, l'ordre se rétablit ; les Italiens se prononcent en faveur de l'indépendance nationale. Le général en chef règle le gouvernement de la Lombardie, fonde à Milan la république Cisalpine, et continue sa marche victorieuse.

Obligé de passer sur le territoire de Venise, il cherche à la neutraliser, et même à se la rendre favorable. Séduites par une proclamation entraînante, les autorités vénitiennes se prêtent aux vues du général ; il s'avance, se porte à Brescia, dirige en appa-

rence toutes ses forces vers la pointe supérieure du lac Garda, pour y forcer le passage du Mincio; renouvelle à Borghetto les merveilles du pont de Lodi; atteint Beaulieu à Valleggio et à Villa-Franca, le contraint de gagner les défilés du Tyrol, et vient camper devant Mantoue où le général vaincu était parvenu à jeter 15,000 hommes, l'élite de son armée.

Bonaparte presse le siége de Mantoue, avec toute l'ardeur de son caractère et toute la force de sa volonté. La place est vigoureusement attaquée; aussi, malgré un admirable système de défense, malgré 400 bouches à feu, qui ne cessaient de tonner, malgré une garnison aguerrie et commandée par des généraux expérimentés qui avaient tenté même des sorties heureuses, le boulevard de la haute Italie va tomber entre nos mains; il faut renoncer à cette conquête : le maréchal Wurmser accourt des gorges du Tyrol, avec 60,000 hommes qu'il vient réunir aux forces de Mélas, successeur de Beaulieu; ainsi nous aurons plus de 100,000 combattans à vaincre, avec moins de 40,000. Après une défense héroïque, Masséna, dont la position était entre Vérone et Rivoli, Masséna, attaqué par des forces immenses, avait été obligé de se replier sur Pavésano, pour ne pas compromettre le salut de sa division, et peut-être celui de l'armée ; autant en avait fait le général Sauret, à Salo; et Brescia était au pouvoir des Autrichiens. Bonaparte apprend ces premiers succès de l'ennemi; il ordonne à Augereau de se retirer à Réverbello; lève, avec une habileté pleine d'audace,

le siége de Mantoue ; abandonne son artillerie, sûr de la reprendre après la victoire, ou dans les murs de cette forteresse. Wurmser venait d'entrer dans cette ville, aux acclamations de joie de la garnison et des habitans; mais au lieu d'attaquer notre armée avec vigueur et célérité dans la position hasardeuse où elle se trouvait, il s'arrêtait à faire rentrer avec appareil tout l'équipage de siége que nous avions laissé devant Mantoue. Bonaparte ne perd pas un moment; ses mouvemens sont rapides comme ses pensées. L'ennemi nous trouve à Salo et à Lonato; nous courons à Brescia ; Quasdanowich est battu sur plusieurs points; Wurmser vient au secours des siens à Goïto, en poussant ses avant-postes jusqu'à Castiglione ; nous y marchons, l'ennemi cède à la vigueur de nos attaques sur ce point, comme à Lonato, mais Wurmser s'avance de nouveau avec 25,000 hommes pour donner la main à Quasdanowich : d'habiles manœuvres séparent ce général de Wurmser; sur le point d'être enlevé dans son camp de Gavardo, il perd la position de Lonato où Bonaparte, n'ayant avec lui que 1,200 hommes, dut à sa présence d'esprit, à son audace, et à sa fortune, la capitulation d'un corps d'armée considérable qui le sommait de se rendre. Alors éclate la bataille de Castiglione, le plus beau des trophées militaires d'Augereau, et l'une de ces grandes journées que Moreau, déjà porté aux faiblesses de la jalousie, enviait au génie de Bonaparte. Dans cette campagne de cinq jours, l'Autriche perdit 70 pièces de canon, tous ses caissons d'infanterie, 20,000 hommes, et

l'Italie dont une victoire immortelle nous assurait la possession.

Bonaparte ne laisse pas reposer la fortune; dès le lendemain de la bataille nous marchons; nouveaux échecs pour Wurmser; il est forcé de quitter la ligne du Mincio; son avant-garde est chassée de Vérone, lui-même éprouve encore des revers dans de brillantes actions qui complétèrent les victoires de Lonato et de Castiglione, et servirent de prélude à d'autres triomphes.

Le héros d'Italie, libre de suivre toutes les inspirations de son génie, profitait habilement de ce privilége réservé pour lui seul; mais sur le Rhin la division du commandement changeait des succès en défaites; le vainqueur de Fleurus avait d'abord marché en vainqueur jusque sur les bords de la Nab, mais, mal secondé par Moreau, il reculait devant l'archiduc Charles; à deux reprises, l'armée de Sambre-et-Meuse fut sur le point de périr, deux fois elle fut sauvée par la sagesse et l'activité de Jourdan, habile à profiter de la lenteur du prince Charles qui pouvait nous perdre, soit à Achten, soit dans le défilé de Peignitz. Moreau fut plus heureux; il remporta des victoires, et soutint avec honneur les désavantages d'une marche rétrograde qui convient si peu au caractère des Français; cependant le défaut de concert dans les opérations force enfin à une retraite difficile des armées qui auraient pu marcher de front jusqu'à Vienne. Nos soldats étaient les mêmes qu'en Italie; il se fit des prodiges d'héroïsme à

l'armée de Sambre-et-Meuse, au milieu des revers; le Rhin vit aussi notre armée digne des faveurs qu'elle sut arracher à la fortune, mais le génie et surtout le caractère de Bonaparte manquait à nos défenseurs sur cette partie du théâtre de la guerre. Au défaut d'un Bonaparte, il fallait du moins que le gouvernement sût imprimer une direction forte aux deux généraux, et les forcer à mettre de l'ensemble dans leurs opérations; l'autorité montra de la prévention contre Jourdan, une faveur déclarée pour Moreau, et de la mollesse envers tous deux.

Pendant que nos deux armées de la Sambre et du Rhin perdaient en vains efforts tant de courage, de talent et d'héroïsme même, l'armée d'Italie, renforcée par quelques troupes venues de l'intérieur, se préparait à d'autres triomphes, en déconcertant les nouveaux projets de l'ennemi; Bonaparte les avait devinés. Wurmser devait nous attaquer avec vigueur sur l'Adige, et s'efforcer de rétablir les communications avec Mantoue, tandis que le général Davidowich défendrait le Tyrol, à la tête de vingt mille hommes, et secondé des milices du pays. Bonaparte se décide à marcher au devant de ce dernier ennemi auquel les combats de Rovérédo et de Caliano enlèvent 8000 soldats, vingt pièces de canon, des drapeaux et beaucoup de munitions; la seule division Masséna avait pris part à l'action et dissipé tout un corps d'armée. C'est après la journée de Rovérédo, que Carnot écrivait au général en chef: «Quelle gloire pour vous, immortel Bonaparte!» Mas-

séna était enfin dans la ville de Trente ; une nouvelle action avec l'ennemi, retranché derrière le torrent de Lavis, rappelle le courage et les succès du vainqueur de Lodi, et continue nos succès de ce côté. Maintenant Wurmser appelle notre attention ; il est battu sur la Brenta par des troupes qui avaient fait vingt-deux lieues en deux jours pour le rejoindre sur ce point ; il manque d'être pris à Bassano, il se dirige vers Mantoue, tandis que Davidowich est forcé de se jeter dans le Frioul. Un pont que l'on avait négligé de couper retarda la ruine de Wurmser en lui permettant de se retirer sur Mantoue dont il ne sortira plus que pour être battu ou prisonnier. Tranquille désormais sur les tentatives de l'ennemi, et sur les dispositions prises pour le contenir et l'affamer, Bonaparte se rend à Milan pour consolider les conquêtes de la République, non moins menacée par les artifices de la politique la plus dangereuse, que par la force des armes.

Il est impossible d'énumérer les preuves d'audace, d'activité, de vigueur et de talent que firent alors nos soldats et leurs chefs : quant à Bonaparte, jamais il ne se montra plus grand homme de guerre : les marches de César et de Frédéric II n'ont rien de pareil à celles de nos troupes dans cette circonstance ; les savantes combinaisons de Turenne, unies aux illuminations soudaines du grand Condé, ne donneraient ici qu'une faible idée des opérations de leur jeune rival. L'étonnement augmente lorsqu'on voit, d'un côté, l'état critique, la faiblesse, souvent le

dénuement de notre armée, sans cesse décimée par la victoire, et réduite à suppléer au nombre par des prodiges. De même, en lisant la correspondance de Bonaparte avec le Directoire, en voyant le général qui expose avec tant de force lès périls qui peuvent ensevelir les Français en Italie, trouver en lui assez de génie et de constance pour triompher de tous les obstacles, on ne peut s'empêcher d'admirer un tel phénomène. Cependant, celui qui conduisait de front tant et de si vastes opérations militaires, tenait encore dans ses mains tous les fils de la politique : il lui fallait ménager et contenir Gênes; gagner ou effrayer Venise; intimider Naples et Rome; conduire des négociations avec les gouvernemens d'Italie ; suivre toutes les intrigues ourdies dans la Péninsule, en couper la trame sans cesse renouée ; déconcerter le fanatisme, réprimer les insurrections; veiller à la fois sur la mer comme sur la terre, et enfin se ménager, soit avec le Directoire exécutif, soit avec les amis de la liberté en France, qui, quoique divisés d'opinion, étaient d'accord dans leurs alarmes secrètes de l'essor que prenait une telle renommée.

La garnison de Mantoue, découragée par des défaites successives, chaque jour plus étroitement resserrée dans la place, s'affaiblissait rapidement par les maladies et la mortalité, conséquences naturelles de la disette. Le vieux Wurmser était abattu par la cruelle perspective de succomber, faute de secours qu'il n'osait plus espérer après la perte de deux armées envoyées pour délivrer Mantoue. Mais

le cabinet autrichien attachant, avec raison, la plus haute importance à la conservation de cette forteresse, profitait de nos revers d'Allemagne pour faire passer une quatrième armée en Italie. Déjà elle a traversé le Tyrol, sous les ordres de Davidowich et d'Alvinzy; ils amènent 45,000 hommes sur l'Adige ; Bonaparte n'en a que 33,000, la guerre et les maladies endémiques ont réduit nos forces à ce point. Placé entre l'armée qui marchait sur lui et la garnison de Mantoue qu'un mouvement heureux de l'ennemi pouvait délivrer, le général français veut battre d'abord Alvinzy et se jeter ensuite sur Davidowich; mais les événemens ayant contrarié ce plan, nécessitent, après de sanglans combats et des succès divers, l'une des plus terribles actions de la guerre, une bataille de trois jours.

Arcole, situé au milieu de marais vastes et profonds, entrecoupé de ruisseaux et de torrens, est hérissé de canons et barricadé. Les grenadiers français tentent le passage; mais nous sommes arrêtés pendant deux jours. Béliard, Launes, Masséna, Augereau, se surpassent eux-mêmes en héroïsme de courage; Augereau saisit un drapeau et s'avance sur le pont, une colonne se précipite avec lui, mais aussitôt la tête de cette colonne est renversée par le feu des ennemis. Bonaparte arrive et s'écrie : « Grenadiers, n'êtes-vous plus les vainqueurs de Lodi? Suivez-moi. » Il dit, et prenant en main un drapeau, il s'avance à leur tête. Son aide-de-camp est tué à ses côtés; lui-même ne doit son salut qu'au dévouement

de son état-major ; ses officiers l'environnent, et lui font un rempart de leurs corps. Il monte à cheval à l'extrémité du pont ; une décharge à mitraille renverse ceux qui l'entouraient ; son cheval, effrayé, se jette avec lui dans un marais. Au milieu des ennemis, les grenadiers voient le danger, ils s'écrient tous ensemble : « En avant pour sauver le général ! » Et aussitôt ils reviennent au pas de charge sur l'ennemi, le repoussent au-delà du pont et sauvent Bonaparte. Il se relève, se détermine à suspendre l'attaque, tente le passage à l'embouchure de l'Alpon, allume des feux sur la digue d'Arcole, afin de dérober sa marche à ses ennemis, et bientôt se trouve prêt à les combattre.

Il joint Alvinzi, l'attaque, lui enlève trente pièces de canon, 8,000 prisonniers, et le repousse au-delà de Vicence. Ensuite il court à Davidowich qui nous avait fait eprouver des échecs. Ce général était perdu par suite de nos manœuvres, si l'avis de la défaite de son général en chef ne l'eût engagé à rentrer promptement dans le Tyrol. Prévenu dans tous ses mouvemens, Wurmser tente vainement de venir au secours d'Alvinzy, et se voit forcé de rentrer dans Mantoue. La nouvelle de nos succès, portée à Paris, y causa un enthousiasme général, mais ils avaient été achetés par beaucoup de sang français que l'on pouvait peut-être éviter de répandre. Bonaparte ressemble trop ici au prince de Condé si prodigue de la vie de nos héroïques soldats. Dans l'année de ces merveilles, les vents seuls empêchèrent le géné-

ral Hoche de descendre avec une armée en Irlande, et de porter peut-être un coup mortel à l'Angleterre. On se rappellera long-temps l'héroïsme du général Humbert et de ses 1500 compagnons, seuls devant une armée de 30,000 hommes, et obtenant la plus honorable capitulation.

Les rigueurs de la saison suspendirent les combats en Italie; l'armée française avait besoin de repos. Bonaparte ne restait cependant pas inactif : il organisait les républiques cispadane et transpadane; méditait l'affranchissement de sa patrie que Paoli avait livrée aux Anglais; purgeait les Alpes des bandes de barbets qui en infestaient les passages, et veillait avec la plus sévère attention sur les besoins de notre armée, à laquelle il se rappelait sans cesse par des actions et par des paroles toutes dirigées vers un grand but. On le trouvait partout. Dans la nuit du 17 au 18 novembre, visitant les avant-postes, il aperçoit un factionnaire endormi, il s'approche, prend le fusil, et continue la faction de la sentinelle. Le soldat se réveille, reconnaît son général, et se croit perdu. « Rassure-toi, lui dit Bonaparte; après tant de fati-» gues, il est bien permis à un brave de s'abandonner » au sommeil; mais une autre fois choisis mieux ton » temps. »

Excitée par ses succès sur le Rhin, soutenue par la constante opiniâtreté de la volonté qui préside toujours à ses conseils, quel que soit le prince qui la gouverne, l'Autriche ne pouvait tarder à reprendre l'offensive. Un mouvement national avait été impri-

mé à la monarchie autrichienne. La jeunesse de Vienne elle-même accourait se ranger en Italie sous des drapeaux brodés des mains de l'impératrice et donnés par elle. De puissans renforts avaient été envoyés au général Alvinzi. Il devait combiner ses opérations avec celles de l'armée papale, et marcher avec le gros de ses troupes sur l'Adige et le lac de Garda, afin d'occuper l'armée française vers Rivoli, tandis que le général Provéra s'avancerait avec un corps de 8000 hommes sur Mantoue vers Legnago. Cette conception vicieuse et les rapides combinaisons de Bonaparte perdirent l'ennemi. Après des attaques où l'avantage nous resta, Joubert avait cependant été obligé de se replier ; Alvinzi s'attendait à le trouver seul sur le bas Adige, mais Bonaparte était présent derrière la position de Rivoli, et Masséna manœuvrait sur la gauche. Alvinzi ignore ces mouvemens ; il fait des fautes, et nous en profitons. Au moment où s'étant emparé du plateau de Rivoli qu'il avait tourné, il croit la division Joubert forcée de poser les armes, une colonne de son armée, coupée tout à coup, est réduite à se rendre. Le corps du prince de Lusignan éprouve aussi de grandes pertes. Vainqueur d'Alvinzi, Bonaparte charge Joubert d'achever la défaite de ce général, et s'élance avec la division Masséna au-devant de Provéra qui se dirigeait à marches forcées sur Mantoue. Malgré leurs fatigues, leurs combats, et 5000 prisonniers à garder, nos soldats, guidés par leur général en chef, arrivent sous les murs de cette ville presqu'aussitôt que

les colonnes autrichiennes. Provéra ne peut soutenir notre premier choc, son avant-garde est détruite, toutefois il échappe ; mais grâces aux précautions de Bonaparte, il cherche en vain à enlever le fort St.-Georges élevé devant Mantoue. Cependant il parvient à combiner avec le général Wurmser une attaque sur la Favorite ; cette attaque échoue dans une bataille célèbre qui force le vieux maréchal à rentrer dans la citadelle. Provéra resté seul, entouré de tous côtés, dépose une seconde fois les armes aux pieds du général français. Délivré de toute inquiétude sur ce point par la réduction du corps de Provéra, Bonaparte poursuit les restes de l'armée d'Alvinzi, et leur livre une suite de combats victorieux. Enfin, le 2 février, Mantoue, l'imprenable Mantoue, est obligée de capituler. Du 7 janvier, jour où commença le mouvement de l'armée ennemie, jusqu'au moment de la reddition de la forteresse, l'Autriche perdit 45000 hommes tués ou prisonniers, six cents bouches à feu, des magasins immenses, deux généraux rendus à discrétion, leur commandant en chef resté à la merci du vainqueur, soixante drapeaux qu'Augereau fut chargé de présenter au Directoire. Wurmser reçut, dans une capitulation honorable, le prix de son courage et la preuve éclatante de l'estime de Bonaparte dont la conduite fut aussi généreuse que politique, et produisit beaucoup d'effet à Vienne. Quelques jours après, le vieux maréchal avertit Bonaparte d'un projet d'empoisonnement formé contre lui. Le traité de Tolentino, conclu avec le pape,

couronna cette campagne digne d'une éternelle renommée. C'est le jour même de son entrée à Ancône, que Bonaparte médita les grands travaux qu'il a fait exécuter depuis dans ce port.

Un nouvel adversaire se présente à nous en Italie; c'est un prince de la maison impériale, l'archiduc Charles, illustré par des victoires récentes en Allemagne; mais l'armée d'Italie ne pouvait alors être vaincue par personne. Les victoires du Tagliamento et de St.-Michel ouvrent aux Français la province de Gorishia, la Carniole, l'Istrie et la Carinthie. Les ports de Fiume et de Trieste sont occupés, et la maison d'Autriche tremble dans Vienne. La rapidité des revers du prince Charles fut telle qu'on pouvait lui appliquer, avec un léger changement, le mot de César : *Je suis venu, j'ai vu, j'ai été vaincu.* En effet, ce fut en moins d'un mois, après l'ouverture de la campagne, que l'Autriche, qui avait orgueilleusement refusé les propositions de paix du vainqueur, se vit contrainte à la demander. Dans le moment où Bonaparte réduisait ainsi à la terreur notre ennemie infatigable, Hoche, à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse, gagnait la bataille de Neuwied, et menaçait la ville de Vienne, où peut-être il espérait arriver avant le général de l'armée d'Italie; il fut arrêté dans le cours de ses succès, ainsi que Moreau, par la nouvelle de la signature des préliminaires de paix à Léoben.

Tandis que Bonaparte s'occupe de faire cesser l'effusion du sang humain, on lève tout à coup l'étendard

de la révolte en l'absence de notre armée. Ancône, Sénaglia, le duché d'Urbin, retentissent de fanatiques déclamations. Les princes d'Italie appellent la population aux armes, et la soulèvent contre les Français. Le sénat vénitien, sous le voile d'une astucieuse neutralité, seconde leurs efforts, et veut fermer le retour de l'Italie au vainqueur qui travaillait autant pour elle que pour la France. Le signal du massacre est donné; le sang coule à Vicence, à Padoue, à Bergame. La seconde fête de Pâques voit massacrer nos soldats dans les hôpitaux de Vérone, et Venise a ses vêpres siciliennes. De pareilles atrocités ne restèrent pas long-temps impunies, et l'on saisit l'occasion de déclarer la guerre à Venise. Environnés de troupes françaises, craignant le juste ressentiment de Bonaparte, ne pouvant pas réprimer une insurrection populaire qui les menaçait de leur ruine, les patriciens, réduits à implorer notre secours, consentirent au sacrifice de leurs prérogatives; et, après cinq siècles de proscriptions, la démocratie vint s'asseoir sur les ruines de l'aristocratie d'un petit nombre de familles. Gènes suivit l'exemple de son ancienne rivale, et s'honora du titre de république ligurienne. En même temps nos victoires et notre politique affermissaient aussi la république Cisalpine reconnue par l'Autriche dans le traité de Campo-Formio qui ne fut signé que le 17 octobre 1797.

Dans l'intervalle de l'armistice à la signature du traité de paix avec l'Autriche, avait éclaté la journée

du 18 fructidor, entreprise inconstitutionnelle du Directoire et des Conseils, contre une partie de leurs membres accusés d'un complot pour la ruine de la République. L'esprit de réaction, que la Convention avait encouragé par d'imprudens exemples, et que le Directoire n'avait pas su arrêter par la sagesse et la fermeté ; les élections avaient amené dans le sein du Corps législatif beaucoup de royalistes qui voulaient le rétablissement de la monarchie, et conspiraient pour elle au mépris de leurs sermens : ils ont avoué, depuis, leurs vœux et leurs complots ; ils en ont reçu la récompense éclatante. Mais, comme il arrive toujours dans les mesures arbitraires, il y eut des victimes, et la déportation frappa de dignes amis de la liberté constitutionnelle. Ce malheur n'aurait pas eu lieu, si la machine politique avait eu dans ses élémens un moyen légal de dissoudre le Corps législatif. L'événement, quoiqu'inévitable, n'en porta pas moins un coup funeste à la constitution de l'an III, et à la puissance civile qui, travaillant à sa propre ruine sans le prévoir, se servait imprudemment de la force militaire. Pichegru fut convaincu enfin de manœuvres avec les émigrés, par la découverte de sa propre correspondance ; et Moreau, par une dénonciation tardive contre son général, eut le double malheur d'altérer sa gloire, et de se rendre très-suspect aux amis de la liberté. Aussi se vit-il dans la position la plus équivoque et la plus embarrassée quand il vint de l'armée à Paris. Bonaparte, sans cesse en butte à la haine et aux attaques d'une faction

ennemie du nouvel ordre des choses soutint, par ses proclamations et par l'entremise d'Augereau, la journée du 18 fructidor qui lui révéla sans doute la faiblesse du Directoire. Ainsi il se trouva en opposition déclarée avec Carnot, son ami, que frappait cette journée. S'il eût connu à cette époque les sentimens secrets d'Augereau, il n'aurait pas été trahi à Lyon par ce général vain et jaloux, qui faisait le républicain, et n'était qu'un homme aussi brave sur un champ de bataille qu'incapable et timide dans les affaires, sans principes comme sans caractère. On assure que Bonaparte blâma beaucoup la mesure de la déportation, et qu'il aurait voulu seulement un décret d'accusation contre quelques-uns des chefs.

La gloire de Bonaparte, déjà si grande à cette époque, s'accrut encore par la défection de Pichegru, par l'éclipse de la gloire de Moreau ; mais la mort inattendue de Hoche, qui aurait eu la volonté, peut-être la force, de lui disputer le pouvoir, le laissa vraiment sans compétiteur. Il avait d'ailleurs effacé ses rivaux comme capitaine ; il avait levé cent vingt millions de contributions en Italie, dont la moitié avait servi à nourrir l'armée, et l'autre moitié à pourvoir aux besoins de l'intérieur et à ceux de l'armée du Rhin ; il s'était montré homme d'État ; il avait institué des républiques ; il avait imposé la paix à l'Autriche ; il fut reçu à Paris avec une espèce de pompe militaire, mais non pas avec une reconnaissance sentie par le Directoire qui se garda bien de lui donner une fête populaire. Bonaparte avait es-

péré rentrer à Paris au milieu de tous les monumens des arts, fruits glorieux et légitimes de ses triomphes en Italie, et recueillis avec des soins religieux par une commission de savans et d'artistes, à la tête desquels étaient Monge et Berthollet. Sa présentation au Directoire, dans la cour du Luxembourg préparée pour cette cérémonie, eut lieu le 10 novembre 1797. Il était accompagné de Schérer et de Talleyrand-Périgord. A côté de lui, marchait le général Joubert, portant le drapeau de l'armée d'Italie. Les deux ministres prennent la parole; leurs discours n'excitent qu'une légère attention. Joubert prononce une courte harangue, et se jette avec abandon dans les bras de son général. Bonaparte reste debout ; il va parler. Tous les yeux sont fixés sur lui :

« Citoyens directeurs, dit-il, le peuple français, » pour être libre, avait des rois à combattre.

» Pour obtenir une constitution fondée sur la » raison, il avait dix-huit siècles à vaincre.

» La constitution de l'an 3 et vous, avez triomphé » de tous les obstacles; la religion, la féodalité et le » royalisme, ont, depuis vingt siècles, gouverné l'Eu- » rope; mais de la paix que vous venez de conclure » date l'ère des gouvernemens représentatifs.

» Vous êtes parvenus à organiser la grande Nation » dont le territoire n'est plus circonscrit que parce » que la Nature elle-même en a fixé les limites.

» Vous avez fait plus.

» Les deux plus belles parties de l'Europe, si célè-

» bres jadis par les arts, les sciences, et les grands » hommes dont elles furent le berceau, voient le » génie de la liberté sortir du tombeau de leurs an- » cêtres; ce sont les piédestaux sur lesquels les desti- » nées vont placer deux grandes Nations.

» J'ai l'honneur de vous remettre le traité signé à » Campo-Formio, et ratifié par l'Empereur.

» La paix assure la liberté, la prospérité de la Ré- » publique; lorsque le bonheur du peuple sera assis » sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière » deviendra libre. »

Le président du Directoire, Barras, répondit à ce discours en faisant un éloge pompeux de Bonaparte et de l'armée. Quelques jours après, les conseils donnèrent au général une fête brillante dans la galerie du Muséum. L'Institut se fit un honneur de le compter parmi ses membres, et lui déféra une place vacante par la proscription de Carnot; toute la Nation applaudit au choix du savant aréopage.

Cet enthousiasme ne pouvait qu'inquiéter le Directoire, alarmé dès long-temps de la gloire, de l'influence et des projets de l'homme qui attirait sur lui tous les regards de la France et de l'Europe. Ces craintes n'étaient pas sans fondement : Bonaparte s'était trahi lui-même en Italie, par un mot prophétique : « Je serai le Brutus des rois et le César de la » France. » Ce mot explique sa fortune et sa chute. Après avoir emprunté de la République la force qui l'a fait triompher de tous les obstacles, il devait pé-

rir par une faute méditée, même au milieu de ses triomphes, celle de renverser la liberté à laquelle il devait tout. Il ne fallait être ni Brutus ni César, mais premier magistrat d'un peuple libre.

# CHAPITRE III.

EXPÉDITION D'ÉGYPTE, JUSQU'AU RETOUR DE NAPOLÉON.

Le dissentiment et l'aigreur avaient déjà éclaté entre le Directoire et Bonaparte ; celui-ci sent la nécessité de quitter Paris, et d'occuper la renommée prompte à oublier ceux qui la laissent reposer ; il médite l'expédition d'Égypte, le Directoire embrasse avec joie l'occasion de l'éloigner. La plus grande activité règne dans nos ports ; un armement immense se prépare à Toulon. Quel en est le but ? La France veut-elle fonder un nouvel État ? Où va-t-elle porter sa liberté et sa civilisation ? Telles sont les questions que chacun s'adresse sans pouvoir y répondre, parce que le plus profond secret enveloppe l'expédition ; enfin, une flotte considérable appareille le 19 mai. Toutes les proclamations de Bonaparte, en Italie, avaient un caractère d'éloquence antique et semblable aux paroles de César ; celle qu'il adressa, en partant, à l'armée d'expédition, mérite d'être citée : « Soldats ! » vous avez fait la guerre des montagnes, des plaines, » et des siéges ; il vous reste à faire la guerre mari- » time. Les légions romaines que vous avez imitées » quelquefois, mais pas encore égalées, combattaient » Carthage, tour-à-tour sur cette même mer, et aux » plaines de Zama. La victoire ne les abandonna ja-

» mais, parce que constamment elles furent braves, » patientes à supporter la fatigue, disciplinées et unies » entre elles..... Le génie de la liberté qui a rendu, » dès sa naissance, la République arbitre de l'Europe, » veut qu'elle le soit des mers et des nations les plus » lointaines, etc. »

Cette proclamation était terminée par la promesse faite à chaque soldat, qu'au retour de l'expédition il serait possesseur de sept arpents de terre.

Peut-être aucun autre que Bonaparte n'eût entraîné à une expédition inconnue un pareil nombre d'hommes distingués, mais déjà son ascendant sur les esprits était immense. L'armée de terre s'élevait à 36,000 hommes; elle avait pour chefs les généraux Berthier, Cafarelli-Dufalga, Dommartin, Kléber, Desaix, Régnier, Bon, Dugua, Menou, Vaubois, Demouy, Lannes, Dumas, Lanusse, Murat, Davoust, Zayonscheck. L'armée navale était de 10,000 hommes, elle avait pour vice-amiral Brueys qui avait sous ses ordres les contre-amiraux Villeneuve, Blanquet-Duchayla, Decrès, et Gantheaume.

Le 9 juin nous voit devant Malte; nous nous en rendons maîtres; l'ordre des chevaliers est aboli, les esclaves musulmans sont mis en liberté. Nous faisons voile pour Alexandrie; dans treize jours nous allons nous trouver au milieu d'un peuple dont les mœurs, les usages, la religion, nous sont tout-à-fait étrangers. « Agissez avec eux, dit Bonaparte à ses soldats, » comme vous avec agi avec les Juifs et les Italiens; » ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans,

» comme vous en avez eu pour les rabbins et les évê-
» ques. Ayez pour les cérémonies que prescrit l'al-
» koran, pour les mosquées, la même tolérance que
» vous avez eue pour les couvens, pour les synago-
» gues, pour la religion de Moïse, et celle de Jésus-
» Christ : les légions romaines protégeaient toutes les
» religions. Vous trouverez ici des usages différens
» de ceux de l'Europe, il faut vous y accoutumer.
» Les peuples chez lesquels nous allons, traitent les
» femmes autrement que nous; mais dans tous les
» pays, celui qui viole est un monstre. Le pillage
» n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes ; il nous
» déshonore, il détruit nos ressources ; il nous rend
» ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir
» pour amis. La première ville que nous allons ren-
» contrer a été bâtie par Alexandre. Nous trouve-
» rons, à chaque pas, de grands souvenirs dignes
» d'exciter l'émulation des Français. »

Déjà les minarets d'Alexandrie se découvrent à leurs yeux : le débarquement s'opère : l'assaut des murailles est ordonné ; elles sont emportées. La ville se rend au vainqueur avant que la garnison ait eu le temps de capituler. Une foule de musulmans fanatiques se trouvaient rassemblés dans les murs d'Alexandrie ; Bonaparte s'empare de leur esprit en leur adressant, ainsi qu'à toute l'Égypte, le langage de la vraie politique, c'est-à-dire celui des intérêts, qui est entendu de tous les hommes. « Depuis trop
» long-temps, leur dit-il, les beys qui gouvernent
» l'Égypte insultent à la Nation française, et cou-

» vrent ses négocians d'avanies ; l'heure de leur châ-
» timent est arrivée. Depuis trop long-temps ce ra-
» massis d'esclaves, achetés dans le Caucase et la
» Géorgie, tyrannise la plus belle partie du monde.
» Dieu, de qui dépend tout, a ordonné que leur em-
» pire finît. Peuple de l'Égypte, on vous dira que je
» viens pour détruire votre religion ; ne le croyez
» pas : répondez que je viens pour vous restituer vos
» droits, punir les usurpateurs, et que je respecte
» plus que les Mamelucks, Dieu, son prophète et le
» Koran. Dites-leur que tous les hommes sont égaux
» devant Dieu. La sagesse, les talens et les vertus
» mettent seuls de la différence entre eux..... Y a-t-
» il une belle terre? elle appartient aux Mamelucks.
» Y a-t-il une belle esclave, un beau cheval, une belle
» maison? cela appartient aux Mamelucks. Si l'Égypte
» est leur ferme, qu'ils montrent le bail que Dieu leur
» a fait..... Qadhis, cheykhs, imans, tchorbadjys,
» dites au peuple que nous sommes aussi de vrais
» Musulmans. N'est-ce pas nous qui avons détruit le
» pape qui disait qu'il fallait faire la guerre aux Mu-
» sulmans? N'est-ce pas nous qui avons détruit les
» chevaliers de Malte? N'est-ce pas nous qui avons été
» dans tous les temps les amis du Grand-Seigneur,
» et l'ennemi de ses ennemis?.... Trois fois heureux
» ceux qui seront avec nous! ils prospéreront dans
» leur fortune et leur rang. Heureux ceux qui seront
» neutres! ils auront le temps de nous connaître, et
» ils se rangeront avec nous. Mais malheur, trois fois
» malheur, à ceux qui s'armeront pour les Mame-

» lucks, et combattront contre nous! il n'y aura pas » d'espérance pour eux : ils périront. »

Ce discours, soutenu par la victoire, ne pouvait que produire beaucoup d'effet. Kléber, naturellement frondeur, et porté à la raillerie, se moquait d'abord de ce que Bonaparte faisait pour honorer la religion musulmane ; mais dans la suite il reconnut, et avoua de bonne foi, que nous eussions été perdus en Égypte, sans la sage politique du général en chef, sous un rapport si important. Bonaparte, maître d'Alexandrie, en confie le commandement à Kléber, charge l'amiral Brueys de conduire sa flotte au mouillage d'Aboukir, et marche sur le Caire, traversant les déserts arides et les sables brûlans de Demenhour. Il rencontre à Chebreys un corps de Mamelucks, commandés par Mourad, les attaque et les taille en pièces. Arrivé au village d'Embubé où l'attend un autre corps de Mamelucks commandés par Ibrahim, il s'arrête un instant, à la vue des Mamelucks, du Nil, et des Pyramides, et des minarets du Caire, spectacles dont il aperçoit la profonde impression sur l'esprit des soldats, frappés d'étonnement; et tout-à-coup, dans une de ces inspirations familières à son génie qui eut toujours quelque chose d'oriental, il s'écrie, en étendant le bras vers les Pyramides : « Soldats! songez que, du haut de » ces monumens, quarante siècles vous contem- » plent. » Il dit, et range son armée en bataille; les Mamelucks se précipitent sur nous avec fureur, mais cette fureur expire devant notre résistance. Les Ma-

melucks luttent pendant dix-neuf heures contre nous, et viennent, à chaque nouvelle attaque, tomber aux pieds de nos carrés, comme sous les murs d'autant de forteresses. Trois mille Mamelucks périssent; quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les trésors, les magasins de l'ennemi, sont les fruits d'une victoire qui ne ressemblant à aucune des actions modernes, nous faisait remonter à plusieurs siècles en arrière.

Il ne restait aux deux beys d'autre ressource que d'évacuer le Caire. Bonaparte s'empare de la ville, y crée un divan chargé de la police intérieure, envoie Desaix à la poursuite de Mourad sur la route de la haute Égypte, marche en personne contre Ibrahim, l'atteint à Salahié, et le rejette dans la Syrie. Délivré de son plus dangereux ennemi, il retourne à son quartier-général. A son arrivée, il apprend que notre flotte a été brûlée à Aboukir. La nouvelle de ce désastre devait alarmer ses soldats; un mot les rassure : « Nous n'avons plus de flotte, dit-il; eh bien, » il faut rester dans ces contrées, et en sortir grands » comme les anciens. » Avec un homme tel que Bonaparte, on devine avec effroi, combien de grands desseins avortèrent par la perte de notre flotte.

Rien ne fut négligé pour assurer la tranquille possession de l'Égypte. Bonaparte connaissait l'influence des solennités publiques sur l'esprit des peuples; le renouvellement de l'époque à laquelle le Nil épanche ses eaux dans le canal du Caire, lui fournit l'occasion de célébrer une cérémonie consacrée par la

religieuse reconnaissance des siècles; et bientôt on célébra l'anniversaire de la naissance du prophète Mahomet, dans une fête qui dura quatre jours, avec tout le faste oriental. Le 1^er^ vendémiaire,. époque anniversaire de la fondation de la République française, donna aussi lieu à de magnifiques cérémonies; et la liberté, fille des lumières, reçut des hommages inattendus dans l'antique asyle du despotisme et de la superstition.

Cependant la ville du Caire prenait une face nouvelle, grâces aux soins d'une administration vigilante et à l'industrie naturelle des Français. On voyait s'élever des boutiques, des ateliers, des cafés, des restaurans, et tous les autres établissemens qui animent les cités de l'Europe.

Les intérêts de la science, essentiellement liés aux succès de l'armée, n'étaient pas plus négligés que ceux de la politique. Bonaparte, en quittant la France, s'était donné, pour cortége de paix, une élite d'artistes et de savans qui formèrent un institut sous sa présidence. On y voyait le savant Fourier, le judicieux Louis Costaz, l'inventif et vigilant Conté, beaucoup d'autres hommes du plus rare mérite, et à leur tête Berthollet et Monge, unis par l'amitié comme par le génie, et qui semblaient être les patriarches de la colonie savante. Explorer les merveilles de l'Égypte pour en enrichir la France et l'Europe, utiliser toutes les ressources du pays, en créer de nouvelles, et préparer par des bienfaits, la renaissance de la civilisation au milieu d'un peuple abruti par un

odieux calcul de ses oppresseurs, telle était la mission de l'institut d'Égypte ; elle fut remplie avec un zèle et un succès au-dessus de tous les éloges. La science fit des prodiges comme l'armée. Bonaparte ne négligeait rien pour la rendre plus forte ; il admit dans ses rangs les esclaves de race asiatique et africaine, et enrégimenta, sous le nom de légion nautique, 3000 marins échappés au désastre d'Aboukir.

Pendant que Bonaparte fondait tant d'établissemens utiles, un manifeste répandu avec profusion en Égypte, et un droit de timbre établi par les Français, devinrent le prétexte d'une insurrection qui faillit devenir générale : elle éclata au Caire, d'une manière terrible ; mille Français furent impitoyablement égorgés dans les rues et dans les maisons. Au même moment, les villes maritimes étaient attaquées par les Anglais. L'Égypte inférieure était à peine contenue par les généraux Menou et Dugua. Mourad tenait toujours la campagne dans la haute Égypte. Des secours avaient été demandés au Directoire ; il avait gardé le silence. Bonaparte sentit combien sa situation était critique. Il entre au Caire, avec ses braves, châtie les rebelles, et les contraint à implorer sa clémence. Les principaux instigateurs de la révolte sont livrés au supplice ; le divan est remplacé par un gouvernement militaire, et le peuple frappé d'une forte contribution. Cette rigueur ne fut que passagère, mais elle était indispensable au moment où la guerre, entre la Porte et la République, cessait d'être douteuse.

Le pacha de Syrie, Djezzar, venait de faire occuper par l'avant-garde de son armée, le fort d'El-Arish situé sur les frontières de l'Égypte. Bonaparte, peu accoutumé au rôle de la défensive, se détermine lui-même à attaquer son ennemi dans ses propres États, et l'expédition de Syrie est résolue. Après deux jours d'une marche pénible, il arrive devant le fort d'El-Arish, fait canoner une des tours du château, ouvre la brèche, et force la garnison de capituler. Une partie des barbares qui la composent se range sous nos drapeaux ; l'armée continue sa route au milieu des privations de toute espèce, et vient camper à Gaza, après une marche de soixante lieues. Trois jours de repos lui suffisent pour oublier ses souffrances ; elle se dirige ensuite sur Jaffa que défend une forte garnison, et que protègent de hautes murailles flanquées de tours. Au bout de quelques jours la place est investie, la tranchée ouverte, et la ville enlevée d'assaut.

De funestes conséquences nous firent payer bien cher la victoire qui avait été suivie des plus cruelles représailles de la mort des Français massacrés au commencement de l'action. Des symptômes de peste se manifestèrent ; une maladie contagieuse atteignit les Français, et les jeta dans le découragement. Bonaparte fit établir un hôpital, et ne craignit pas d'y aller visiter les malades : il parcourut toutes les salles, accompagné des généraux et du médecin en chef de l'armée, donna des consolations à ses infortunés compagnons, et toucha même leurs plaies, en

leur disant : « Vous voyez bien que cela n'est rien. » Au sortir de l'hôpital, on lui reprocha son imprudence. « J'ai fait mon devoir, répondit-il froidement. (1). »

La constance de Bonaparte a rassuré l'armée, ébranlée par une espèce d'effroi que peu d'hommes sont capables de surmonter; elle vole avec plus d'ardeur que jamais au combat et à la gloire. Kaiffa, Saffet, Nazareth, si célèbre par la naissance du Christ, Sour, bâtie sur les ruines de Tyr, Loubi, Seid-Jarra, et la prodigieuse bataille du Mont-Thabor, attestent l'héroïsme de nos soldats, et immortalisent Junot, Murat, Kléber et Bonaparte. Nous étions devant Saint-Jean-d'Acre, et nous n'avions pu prendre cette place malgré des efforts inouis; Sydney Smith nous avait enlevé notre artillerie de siége; la place était d'ailleurs défendue par un habile artilleur français, le colonel Phelipeaux, émigré, ancien condisciple de Bonaparte à l'école militaire de Paris, et par Djezzar, le plus courageux et le plus féroce des hommes. Mais au retour des troupes qui avaient été vaincre, ou plutôt détruire, par des prodiges presque fabuleux, une armée de Syriens qui marchaient au secours de Saint-Jean-d'Acre, une nouvelle artillerie de siége était arrivée, et, nos attaques ayant redoublé de vigueur, la ville, quoique

---

(1) Cette action sublime a enfanté un tableau digne d'elle, la peste de Jaffa, par M. Gros, élève de David.

sans cesse ravitaillée par la flotte anglaise, paraissait devoir céder; déjà l'étendard républicain flottait sur les remparts, mais de nouveaux secours et de nouveaux efforts dus à l'intrépide et infatigable Sydney-Smith, avaient augmenté les difficultés de l'entreprise; d'un autre côté, nous faisions des pertes considérables; les nouvelles de l'Égypte n'étaient pas rassurantes, les côtes étaient menacées; la basse Égypte s'insurgeait; une armée turque se rassemblait à Rhodes; il fallut lever le siége, et reprendre la route du Caire. La retraite eut lieu dans un ordre étonnant, malgré de grandes souffrances dans le désert et la continuation des ravages de la peste de Jaffa. Nous avions échoué devant Saint-Jean-d'Acre, toutefois les plus brillans lauriers pouvaient couvrir notre unique revers; Bonaparte qui connaissait la nécessité de tromper les Égyptiens sur ce revers, entoura son retour de tous les signes de la victoire, et fit illusion à un peuple dont le soulèvement pouvait être si redoutable : mais il sentit profondément que la résistance de Saint-Jean-d'Acre, semblable dans ses effets, au désastre d'Aboukir, venait de nous fermer une seconde fois le chemin de l'Orient, et d'arrêter l'essor d'une fortune qui n'aurait point eu d'égale; il a dit lui-même : « Si j'eusse pris » Saint-Jean-d'Acre, j'opérais une révolution dans » l'Orient. Les plus petites circonstances conduisent » les plus grands événemens; j'aurais atteint Cons- » tantinople et les Indes; j'eusse changé la face du » monde. »

De retour au Caire, Bonaparte apprend qu'une flotte de cent voiles turques est devant Aboukir, et menace Alexandrie : avec elle communiquait une armée de 20,000 hommes, sous les ordres du pacha de Romélie, Seidman-Mustapha. Bonaparte se porte au-devant de cette armée, l'attaque, et en peu d'heures la détruit entièrement. Dix mille hommes se jettent dans la mer, le reste est tué ou pris, et le trophée d'Aboukir venge la flotte française, mais ne répare pas une si grande perte.

Ayant détruit les armées ennemies, et délivré l'Égypte de leur présence, ne pouvant plus poursuivre les grands desseins attachés à l'entreprise, sans des secours que la métropole était hors d'état de donner, et instruit de l'état de la France, où la guerre et les revers avaient remplacé la paix et la gloire, Bonaparte, rappelé d'ailleurs par le Directoire en péril, résolut alors de quitter l'armée d'Orient dont il laissa le commandement à Kléber; il fit voile pour la France, sur une flottille composée de quatre bâtimens; il ramenait avec lui les généraux Berthier, Lannes, Murat, Andréossi, Marmont, Lavalette, son aide-de-camp, les savans Monge, Berthollet, Denon, Parceval-Grandmaison, et deux cent cinquante guides sous les ordres du général Bessières. Parti d'Alexandrie le 22 juillet, sa flottille mouilla dans la rade de Fréjus le 7 octobre, un an quatre mois et vingt jours après en être sorti à la tête de l'armée expéditionnaire. Son retour fut un triomphe : pendant sa marche jusqu'à

Paris, où il entra le 16 octobre, il fut accueilli par une affluence considérable de citoyens des villes et des campagnes, qui voulaient voir le héros d'Italie, le vainqueur de l'Orient, et mettaient toute leur confiance en lui.

# CHAPITRE IV.

RETOUR D'ÉGYPTE, ET SUITE, JUSQUES ET Y COMPRIS LA BATAILLE DE MARENGO.

Jetons maintenant un coup d'œil sur ce qui s'était passé en l'absence de Bonaparte. Après avoir justement puni le roi Ferdinand, ou plutôt la reine Caroline, d'une agression contre nos troupes stationnées à Rome, Championnet, général sorti de l'armée de Sambre-et-Meuse, avait renversé le trône de Naples; pour prix de ses services, le général avait été livré à une commission militaire par le Directoire, et conduit au tombeau par la douleur que lui causait le dénuement de l'armée. Une nouvelle coalition s'était formée; nous combattions l'Autriche sur le Rhin, en Suisse, et en Italie, avec des succès divers; mais enfin, nous avions perdu Rome et Naples, toutes nos conquêtes, et le fruit de tous nos exploits dans la Péninsule; des Russes étaient venus nous vaincre sur les bords de l'Adige; l'étoile de nos généraux avait pâli devant le féroce et habile Sowarow. A la vérité, peu de temps après, c'est-à-dire depuis l'arrivée de Bonaparte, Brune avait sauvé la Hollande en détruisant une armée anglaise, et l'immortelle bataille de Zurich, gagnée par Masséna, préservait la France de la plus redoutable des invasions. La

victoire était donc revenue sous nos drapeaux, cependant les périls de la patrie et de la liberté n'étaient qu'ajournés : la guerre civile relevait la tête dans les départemens de l'Ouest ; une vaste conspiration royaliste était ourdie d'un bout de la France à l'autre, mais particulièrement dans les départemens de l'Est et du Midi, qui touchaient à une conflagration générale. Le Directoire avait perdu sa force en violant les élections du peuple et la loi de l'État ; il avait subi des changemens funestes. Des calculs d'une misérable ambition dans certains députés avaient fait tomber le gouvernement entre les mains d'hommes faibles et inhabiles que l'on espérait gouverner. Dans les conseils, de bonnes intentions, mais ni supériorité de lumières, ni grandeur de caractère, ni direction forte et judicieuse. On se laissait pousser à des partis violens, au lieu de remédier par la sagesse, au mal qui les conseillait. L'administration, déshonorée par les dilapidations, était à la merci des traitans ; il n'y avait point de crédit, et par conséquent pas de finances : en un mot, la France ayant à soutenir les efforts d'une nouvelle coalition, courait à sa ruine, malgré les nombreux moyens de salut qu'elle renfermait dans son sein ; enfin, elle aurait péri même malgré de nouvelles victoires : elle ne pouvait être sauvée qu'au-dedans, et par un gouvernement ferme, habile, courageux et uni, ou plutôt la dictature d'un seul était indispensablement nécessaire ; mais depuis la mort de Hoche, on ne pouvait trouver ni un grand caractère, ni un homme

d'État, parmi les généraux en chef. Moreau, Jourdan, Bernadotte, Brune, Masséna lui-même, qui les surpassait tous en force d'âme et en génie militaire, étaient également incapables de régir le vaisseau de l'État, et d'affermir les destinées de la France. Dans le civil, même pénurie; Cambacérès, Merlin, Treilhard, Talleyrand, malgré sa réputation usurpée, Sieyes, malgré ses prétentions de législateur, Fouché, Barras, alors directeur, Carnot lui-même, qui fuyait alors la proscription, n'avaient ni la force, ni l'autorité, ni la réputation, ni le talent nécessaire au gouvernement. Bonaparte seul réunissait alors les conditions exigées par la nature des choses, et par des circonstances difficiles; lui seul pouvait imposer aux partis, maintenir les militaires, et rallier la Nation. Plus on approfondira la situation de la France à cette époque, plus on sentira que Bonaparte est venu l'arracher aux malheurs d'être de nouveau déchirée par les guerres intestines, exposée à l'outrage des revers inévitables que devait produire la plus détestable des administrations, ou à toutes les calamités d'une révolution nouvelle que le peuple Français n'aurait pu supporter, parce que les ressorts de la première étaient brisés, et ses moyens tombés dans un discrédit dont aucun pouvoir ne les eût relevés. Aujourd'hui que les yeux sont dessillés, les illusions détruites, on voit clairement que la France entière avait peur d'une révolution, et que la majorité appelait Bonaparte pour se préserver de cette terrible épreuve, mais aussi pour établir la liberté.

Tout le monde sentait que le gouvernement directorial n'en pouvait plus; sa chute avait été prévue, et presque prédite à jour fixe, et long-temps avant l'arrivée de Bonaparte : un changement se préparait; on avait voulu le faire avec Joubert et Moreau, mais le premier qu'on n'avait pas trouvé encore assez environné de gloire, était mort à la bataille de Novi, et le second, qui d'ailleurs inspirait des défiances depuis et avant le 18 fructidor, n'avait pas assez de décision dans le caractère pour oser prendre l'initiative d'un changement politique. Il disait lui-même : « Je ne suis qu'un soldat, je n'entends rien à gouverner. » Bonaparte survint, et tous les partis tournèrent les yeux vers lui; il reçut toutes les confidences, et résolut de les mettre à profit; l'occasion favorable ne tarda point à se présenter. D'après un plan combiné avec Sieyes qui, en désespoir de cause, avait pensé à mettre un prince de Prusse à la tête du gouvernement de la France, un décret rendu par les Anciens ordonna la translation du corps-législatif à Saint-Cloud, et chargea Bonaparte de l'exécution de cette mesure, prélude de la journée du 18 brumaire, préparée dans la maison du général, rue de la Victoire. En conséquence de ce décret, Bonaparte, entouré des officiers qui ont pris des engagemens avec lui, ou dont il connaît l'ancien dévouement pour sa personne, harangue en ces mots les militaires rassemblés autour de lui : « Soldats, le » conseil des Anciens m'a remis le commandement » de la ville et de l'armée; je l'ai accepté pour secon-

» der les mesures qu'il va prendre, et qui sont toutes » en faveur du peuple. La République est mal gou- » vernée depuis deux ans ; vous avez espéré que mon » retour mettrait fin à tant de maux : vous l'avez cé- » lébré avec une union qui m'impose des obligations » que je remplis ; vous remplirez les vôtres, et vous » seconderez votre général avec l'énergie, la fermeté » et la confiance que j'ai toujours vues en vous. La » liberté, la victoire et la paix replaceront la Répu- » blique française au rang qu'elle occupait en Europe, » et que l'ineptie ou la trahison a pu seule lui faire » perdre. Vive la République ! »

Le général en chef monte ensuite à cheval, et se rend au conseil des Anciens : « La République péris- » sait, leur dit-il, vous l'avez su, et votre décret vient » de la sauver. Malheur à ceux qui voudraient le » trouble et le désordre ! Je les arrêterai, aidé des » généraux Berthier, Lefèvre, et de tous mes com- » pagnons d'armes. Qu'on ne cherche pas dans le » passé des exemples qui pourraient retarder votre » marche. Rien dans l'histoire ne ressemble à la fin » du dix-huitième siècle ; rien dans la fin du dix- » huitième siècle ne ressemble au moment actuel. » Votre sagesse a rendu ce décret ; nos bras sauront » l'exécuter. Nous voulons une République fondée » sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur la re- » présentation nationale. Nous l'aurons ; je le jure, » je le jure en mon nom et en celui de mes compa- » gnons d'armes. »

Des applaudissemens couvrent la voix de Bona-

parte. Le décret des Anciens est proclamé dans tous les quartiers de Paris ; il produit sur les esprits une sensation assez vive. Les troupes mises à la disposition du général en chef, se réunissent en un moment ; la garde du Directoire, cédant à l'exemple par une défection coupable, se place d'elle-même sous les ordres du héros de l'Italie et de l'Égypte. Il passe l'armée en revue, et la répartit au Luxembourg, aux Tuileries, au palais des Cinq-Cents, à l'École Militaire, à l'Hôtel des Invalides, à Versailles, et à Saint-Cloud. Les généraux Lannes, Moreau, Murat, Marmont, Berruyer, sont à la tête des divers corps ; le général Morand commande la place de Paris ; le général Lefèvre, son chef immédiat, reste à la dix-septième division militaire. Les directeurs se voyant tout-à-coup sans gardes et sans pouvoir, protestent contre un acte qu'ils regardent comme attentatoire à l'indépendance de la représentation nationale. Mais leur règne était fini, et Barras le premier donna sa démission. Son secrétaire Bottot, qui en était chargé, trouva Bonaparte dans la salle des inspecteurs du conseil. « Qu'avez-vous fait de » cette France que je vous ai laissée si florissante ? » s'écria le général. Je vous ai laissé la paix, j'ai re- » trouvé la guerre. Je vous ai laissé des victoires, j'ai » retrouvé des revers. Je vous ai laissé les millions de » l'Italie, j'ai retrouvé partout des lois spoliatrices et » la misère. Qu'avez-vous fait de cent mille Français, » que je connaissais, tous mes compagnons de gloire ? » Ils sont morts ! Cet état des choses ne peut durer ;

» avant trois ans, il nous mènerait au despotisme. » Nous voulons la République, la République assise » sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté » civile, et de la tolérance politique. Avec une bonne » administration, tous les individus oublieront les » factions dont on les fit membres, pour redevenir Français. Il est temps, enfin, que l'on » rende aux défenseurs de la patrie, la confiance à » laquelle ils ont tant de droits. A entendre quelques » factieux, bientôt nous serions des ennemis de la » République, nous qui l'avons affermie par nos travaux et notre courage. Nous ne voulons pas de » gens plus patriotes que les braves qui ont été mutilés au service de la patrie. »

Irrités de l'audace de Bonaparte, quelques directeurs s'étaient proposé de le faire arrêter et fusiller ; leurs tentatives furent infructueuses, et ils donnèrent leur démission, à l'exemple de leur collègue Barras. Ainsi devait s'anéantir une autorité qui avait elle-même détruit sa force en violant la constitution, soit au 18 fructidor, soit aux élections de floréal an 6, où l'on employa, pour corrompre les électeurs ou pour violer les droits du peuple, des moyens presque aussi odieux, et encore plus violents peut-être que ceux dont le ministère Villèle a donné le scandale au milieu de la France.

Le lendemain, Bonaparte rassemble les troupes au Champ-de-Mars, les harangue avec l'énergie qui lui est propre, et part pour Saint-Cloud. Il entre d'abord dans le conseil des Anciens, il n'était suivi

que de ses aides-de-camp. « Le pouvoir dont vous » êtes investis, est grand; la sagesse qui vous anime » est plus grande encore; ne consultez qu'elle : la » patrie est en danger, prévenez les déchiremens; » évitons de perdre ces deux choses, pour lesquelles » nous avons fait tant de sacrifices, la liberté et l'éga- » lité. » Et la Constitution ! s'écria l'un des membres de l'assemblée. — « La Constitution ! Osez-vous l'in- » voquer? La Constitution ! vous l'avez violée dans » une foule de circonstances. Vous avez, en son nom, » violé tous les droits du peuple. Nous fonderons » malgré vous, la liberté et la République. Toutefois » je ne compte que sur le conseil des Anciens; je » n'ai jamais compté sur celui des Cinq-Cents. Il s'y » trouve des hommes qui voudraient nous rendre la » Convention, les échafauds, les comités révolution- » naires. Je vais m'y présenter; et si quelque ora- » teur, payé par l'étranger, parlait de me mettre hors » la loi, qu'il prenne garde de porter cet arrêt contre » lui-même. S'il parlait de me mettre hors la loi, » j'en appelle à vous, mes braves compagnons d'ar- » mes; à vous, mes braves soldats, que j'ai menés » tant de fois à la victoire; à vous, braves défenseurs » de la République, avec lesquels j'ai partagé tant de » périls pour affermir la liberté et l'égalité; je m'en » remettrai, mes vrais amis, à votre courage et à ma » fortune. »

Ce discours produit l'effet que Bonaparte en attendait. Il sort aussitôt du conseil des Anciens, et, accompagné de quelques grenadiers, il se trans-

porte à l'Orangerie où était réuni le conseil des Cinq-Cents. A la vue de ce cortége, la salle retentit d'imprécations. Ici des sabres! s'écrient les députés; ici des hommes armés! A bas le dictateur! à bas le tyran! Hors la loi le nouveau Cromwell! Le président du conseil, Lucien, prend la parole pour défendre son frère; il rappelle ses victoires, ses services : on lui répond par des murmures. Le tumulte redouble; l'effervescence des esprits est à son comble. Le général est entouré par des députés qui le menacent; on dit même qu'un poignard fut levé sur lui. Les grenadiers, excités par le général Lefèvre, se précipitent sur ses pas, et enlèvent Bonaparte, effrayé de cette scène qui pouvait finir comme la conjuration de Brutus. A peine il se voit au milieu des militaires, sur lesquels son pouvoir lui est connu, il reprend sa sérénité ordinaire, et profite du mouvement donné. Les grenadiers pénètrent dans la salle, la baïonnette en avant; les représentans de la Nation cèdent à la violence, l'Orangerie est évacuée, le conseil dissous, et le gouvernement renversé. En ce moment, une seule parole, moitié amicale, et moitié menaçante, suffit pour rallier Augereau, prêt à saisir l'occasion d'abattre l'homme dont il était secrètement jaloux; pendant ce temps, Bernadotte rêvait et n'osait pas exécuter le projet de soutenir la liberté; après de belles protestations de courage, et de grandes menaces, il allait se réunir au destructeur de la constitution de l'an 3; Moreau, de son côté, au lieu de prendre une attitude digne de sa réputation militaire,

acceptait l'obscure et humiliante commission d'aller expulser les membres du Directoire, auquel il avait prêté serment, et parmi lesquels était Gohier, son compatriote et son admirateur passionné.

C'est un malheur pour la France, que la constitution de l'an 3 n'ait pas pu se soutenir; elle nous avait donné pendant deux années, toute la liberté légale; la gloire et la paix avaient jeté sur elle beaucoup de lustre et d'éclat; le système d'instruction publique, créé par la Convention, produisait les plus heureux fruits et tendait à répandre, en peu de temps, beaucoup de lumières dans la société, en inspirant à la jeunesse le goût des études sérieuses, et l'amour de tout ce qui est utile; la liberté de la presse concourait au même but. Mais la constitution de l'an 3 portait en elle-même le germe de sa destruction, parce qu'elle ne contenait pas de contre-poids suffisant entre le Corps-Législatif et le Directoire : après des attaques mutuelles, l'une de ces autorités devait l'emporter sur l'autre. Toutefois le plus grand malheur de la constitution de l'an 3, c'est d'avoir succédé immédiatement à la Convention, et au mouvement réactionnaire qu'elle avait imprimé depuis le 9 thermidor. Entre les royalistes qui avaient conçu d'immenses espérances, et les républicains, qui, frappés de crainte à leur tour, voulaient échapper avec la liberté, au retour et aux vengeances de l'ancien régime, le combat était trop violent pour que le règne des lois pût s'établir; la révolution devait donc continuer au milieu du régime consti-

tutionnel, et l'ébranler sans cesse comme un fleuve fougueux attaque sans cesse les bords qui le contiennent, et en fait tomber successivement des parties considérables ; mais ces explications ne justifient pas l'illégalité du 18 brumaire, et la violation du pacte social par la force armée. Les députés furent plus coupables encore que le général, en abolissant la constitution de l'an 3, et en prononçant l'exclusion, et même la proscription de soixante de leurs collègues. Ces derniers seuls remplirent leurs devoirs, et méritèrent l'estime publique par une résistance courageuse ; aussi n'osa-t-on pas exécuter un arrêt illégal qui n'avait pas même de prétexte. Quant à Bonaparte, rien n'aurait pu le soustraire à la mort, s'il eût été vaincu : le succès justifia son audace, sans l'absoudre ; vainqueur, il avait à opter entre le rôle de César et celui de Washington ; il préféra le premier : un jour ce choix causera sa perte, annoncée au moment même de son élévation, par de sincères amis de la liberté, dont la prévoyance fut calomniée par ceux qui venaient de mettre l'État et eux-mêmes à la merci d'un homme.

Une commission exécutive composée de Roger-Ducos, Sieyes et Bonaparte, ou plutôt une véritable dictature où un général avait pour collègues deux consuls sans pouvoir, avait remplacé le Directoire ; elle céda bientôt la place au gouvernement consulaire. Cambacérès et Lebrun y succédèrent à Roger-Ducos qui ne pouvait rester à un poste de cette importance, et à Sieyes, trop opiniâtre pour céder,

trop faible pour lutter, et trompé dans le projet insensé qu'il avait formé d'absorber un jour un rival du caractère de Bonaparte. Le seul mot *absorber*, en révélant toute la pensée de Sieyes, dut hâter son exclusion. Dans la constitution de l'an 8, le gouvernement, c'est-à-dire, le premier consul Bonaparte, avait l'initiative des lois ; un Tribunat les discutait, un Corps-Législatif, réduit au silence, les votait ; un Sénat-Conservateur devait leur servir de gardien. Malgré ces simulacres de liberté, déjà Bonaparte laisse apercevoir autour de lui sa direction secrète ; sa marche rapide annonce un maître qui ne tardera pas à se déclarer; mais la France ne voit d'abord en lui que l'ami de l'ordre, le restaurateur du crédit, et l'homme ferme et habile qui veille sur elle au dedans comme au dehors. A cette époque, la paix dont la France et lui-même avaient besoin, était son désir sincère ; ses premiers soins tendent à l'obtenir. Deux jours après la mise en activité de la constitution, il fait connaître au roi d'Angleterre, sa nomination à la première magistrature de la République, et le vœu de la France pour la cessation de la guerre. Fox et Sheridan appuient ses ouvertures, Pitt, le mauvais génie de l'Europe, les fait rejeter. Bientôt le consul ouvre des communications de la plus haute importance avec les États-Unis ; ils nous envoient des plénipotentiaires ; à leur arrivée, Fontanes, orateur du gouvernement, prononce, dans une cérémonie imposante, l'éloge du fondateur de la liberté américaine. En même temps la plus heureuse des inspirations

rend à Paul Ier, ses soldats habillés de neuf et sans condition. Touché d'un procédé si noble et si peu usité, ce prince, d'un caractère bizarre, mais généreux, se retire de la coalition : par degrés l'admiration fonde entre Bonaparte et lui, une liaison qui devait changer la face du monde. On doit encore rapporter aux premiers temps du consulat, l'heureuse pacification de la Vendée, par les soins des généraux Brune et Hédouville. Délivré des inquiétudes que lui causait la renaissance des discordes civiles, Bonaparte tourne toutes ses idées vers la guerre qu'il faut pousser avec une énergie nouvelle, pour forcer l'Angleterre et l'Autriche à poser les armes. L'armée du Rhin est portée à 100,000 hommes, sous les ordres de Moreau; mais Masséna, envoyé en Italie, trouve à peine 25,000 combattans, nus, pâles, exténués par la fatigue et la faim; il fait encore des prodiges avec ce débris d'armée; enfin, séparé du général Suchet, et réduit à 12,000 hommes, il est réduit, quoique victorieux encore avec ce petit nombre, de s'enfermer dans les murs de Gênes. Il s'y surpasse lui-même, et excède de près de deux mois, le délai que le premier consul lui avait demandé pour aller le délivrer. Quarante-huit heures plus tard, Gênes était sauvée; Suchet, après des avantages signalés sur les Autrichiens, allait délivrer cette ville qui avait vu éclater tous les genres d'héroïsme dans les Français et dans leur général.

Cependant Moreau, fidèle au plan et aux ordres de Bonaparte, avait passé le Rhin, le 25 avril, à Kehl,

Brisach et Bâle. Ses savantes manœuvres étonnèrent les généraux ennemis Kray et Mélas, au moment où ils n'avaient pu encore deviner le but de ses opérations; Moreau gagna successivement les batailles d'Engen, de Hockack, de Mœskirch, de Biberac et de Memmingen. A la même époque, une armée de réserve s'était formée à Dijon, par une espèce d'enchantement, comme au temps des premiers dangers de la France. Bonaparte en prend le commandement à Genève, le 8 mai. Avec cette armée, presque composée de conscrits, il renouvelle les exemples d'Annibal, improvise le passage, presque fabuleux, du grand Saint-Bernard, et se dispose à tomber sur les derrières des Autrichiens, à leur enlever, suivant sa coutume, leurs magasins, leurs parcs, leurs hôpitaux, et à couper leur retraite vers l'Allemagne. Cependant le fort de Bard semble devoir arrêter long-temps notre armée; le passage de l'artillerie paraissait impraticable; un heureux stratagême aplanit les obstacles. On couvre les chemins de paille et de fumier, on enveloppe les roues de foin, et par là on amortit le bruit des chevaux et des voitures. Trente hommes attelés à la prolonge d'une pièce et d'un caisson, passent en observant un profond silence. Le terrible défilé est franchi, et l'on pousse en avant, comme si l'on eût voulu se porter du côté de Turin que Mélas s'était empressé de couvrir. Tout-à-coup le premier consul joint le corps de Moncey, descendu en Italie par le Saint-Gothard, et s'élance vers la capitale de la Lombardie. Il y fait son entrée le 2 juin, proclame le ré-

tablissement de la république cisalpine, annule les actes odieux du gouvernement autrichien, et fonde un ordre de choses conforme au vœu national.

L'armée, par ses ordres, traverse ensuite le Pô; elle rencontre l'ennemi à Casteggio et Montebello. Inférieur en nombre, le général Lannes attend que l'Autrichien Ott vienne le chercher dans ses positions. Il l'y reçoit intrépidement, et dispute le champ de bataille avec opiniâtreté; la division de Victor survient, son appui décide l'affaire en faveur des Français. Le premier consul arrive le soir, loue l'héroïsme du général Lannes, et récompense les soldats.

Ce n'était là que le prélude d'une journée plus décisive qui allait fixer les destins de l'Italie et ceux de la France. Ce fut le 14 juin que s'engagea dès le matin, la célèbre bataille de Marengo. Les chances en furent très-variées, et pendant plusieurs heures l'avantage demeura aux Autrichiens. Ils occupaient une ligne de dix lieues entre la Bormida, sous les murs d'Alexandrie, et comptaient 45,000 hommes. Nos troupes, beaucoup moins considérables, ne pouvaient se défendre que par des prodiges de valeur. Le nombre triomphait : les divisions de Victor et de Lannes étaient en déroute. Soutenues par deux bataillons et deux escadrons de la garde consulaire, elles reviennent enfin à la charge, et le combat se rétablit. Aussitôt arrive le général Desaix avec sa division que l'on attendait impatiemment. Bonaparte, d'un coup d'œil, ressaisit ses avantages, et en un instant il a reformé sa ligne de Saint-Julien

à Castel-Cériolo. Desaix reçoit l'ordre de marcher sur une colonne de grenadiers hongrois qui inquiètent la gauche de notre armée; il s'avance à la tête de ses braves, franchit les fossés, renverse tout ce qui s'oppose à son passage, et coupe l'aile droite de l'armée ennemie. Une balle le frappe au cœur; il tombe et meurt en regrettant de n'avoir pas fait assez pour la patrie : sa mort sera vengée. Sa division se précipite avec fureur sur les Autrichiens, la cavalerie de Kellermann les prend en flanc; la confusion se met dans leurs rangs, leurs colonnes sont rompues, 5,000 grenadiers mettent bas les armes. Marengo est emporté. Mélas repasse en désordre les ponts encombrés de la Bormida; il est sans ressources, ou n'en a plus que de désespérées dont il n'ose faire le périlleux essai. Il demande à capituler, et se retire derrière Mantoue, laissant aux Français, Gênes, le Piémont et la Lombardie. Un seul jour lui enlève tout ce qu'il a conquis, et l'Italie rentre sous les lois de la république française, ou plutôt sous celles de Bonaparte. Deux événemens remarquables se rattachent au 14 juin 1800, époque de la bataille de Marengo : au moment où Bonaparte triomphait de l'Archiduc, Desaix mourait à ses côtés, sur le champ de bataille, et Kléber tombait en Orient, sous le poignard d'un assassin.

Après une campagne de dix-sept jours, plus féconde en résultats que les campagnes des Turenne et des Condé, le vainqueur revient à Milan, et achève l'organisation de la république Cisalpine. De là il

part pour Paris, pour veiller sur l'intérieur; tout s'abaissa en ce moment devant sa fortune, mais on le croyait perdu avant la bataille, on l'espérait même, et des hommes qui s'étaient jetés dans ses bras au 18 brumaire, des hommes qui étaient dans sa confidence, conspiraient contre lui. Un général s'était chargé de le tuer à Dijon, ou de le faire tomber du pouvoir; l'entreprise n'était pas mûre, elle échoua, ou plutôt la fortune, en se déclarant pour Bonaparte, ajourna les projets de changement, et rompit la trame de la conspiration.

# CHAPITRE V.

DEPUIS LA BATAILLE DE MARENGO JUSQU'A L'ÉRECTION DE L'EMPIRE, ET A LA PAIX DE PRESBOURG INCLUSIVEMENT.

Moreau répondait dignement aux succès de l'armée de l'Italie ; quatre jours après la victoire de Marengo, il gagnait la bataille d'Hochstett, et vengeait ainsi la gloire nationale, d'un grand revers éprouvé par les armes de Louis XIV. De nouveaux succès, l'invasion du Vorarlberg, et de la vallée des Grisons, qui nous mettait en communication avec l'armée d'Italie, amenèrent la proposition d'un armistice par les ennemis ; il devait nous conduire à la paix, mais l'Autriche et l'Angleterre ne voulaient que gagner du temps. Bonaparte rompit les conférences de Lunéville : les hostilités recommencèrent le 12 novembre 1800. L'Autriche n'avait fait que reculer sa défaite, et l'aveu de son impuissance. La célèbre bataille de Hohenlinden où Moreau se montra un grand capitaine ; notre avant-garde à vingt lieues de Vienne ; les succès de l'armée gallo-batave, commandée par Augereau, et destinée à empêcher une diversion funeste à l'armée du Rhin ; les prodiges de l'armée des Grisons, aux ordres de Macdonald ; le passage du Splugen, au milieu de l'hiver, passage

encore plus étonnant peut-être que celui du Saint-Bernard ; la bataille de Pozzolo, gagnée par Brune, sur les bords du Mincio; celle de Montebello qui la suivit; le royaume de Naples obligé d'implorer l'intercession de Paul Ier, pour sauver son trône, ne laissaient plus à l'empereur d'Allemagne d'autre asile que la paix ; demandée par lui, elle fut conclue à Lunéville, le 9 février 1801.

Le bruit de nos victoires retentit dans toute l'Europe ; Paris fut illuminé spontanément, et donna au premier consul une fête brillante à laquelle assistèrent, réunis par les mêmes sentimens d'admiration pour le héros, les magistrats et les guerriers, les administrateurs et les membres des grandes autorités législatives, les savans et les poètes, les manufacturiers enrichis par le travail, et les hommes de l'ancien régime qui portaient alors avec modestie un nom plus ou moins célèbre dans les fastes de la noblesse et de la monarchie. On eût dit que tous voulaient s'unir intimement avec l'homme du destin, et remettre entre ses mains le passé, le présent et l'avenir. La victoire et la paix n'étaient pas le seul lien qui rattachât les esprits au premier consul. L'administration remise en honneur, la renaissance du crédit public, une protection éclatante accordée à l'industrie, la soumission des insurgés de la Bretagne, le rapprochement et la fusion des partis, un gouvernement sage et ferme, en cachant aux yeux du plus grand nombre la marche rapide d'une ambition ardente vers un pouvoir sans bornes, don-

naient les plus heureuses espérances, et paraissaient autant de bienfaits qui promettaient le bonheur à la Nation. Ce fut cependant à cette époque que Paris connut la trame ourdie par Topino-Lebrun, Arena, Demerville et Ceracchi, qui projetaient d'ôter la vie au premier consul. S'il eût pénétré la vérité dans cette affaire, il aurait pardonné à des hommes séduits et entraînés par des ambitieux qui voulaient sa ruine, parce qu'ils avaient le fol orgueil de croire qu'ils recueilleraient son héritage. Deux mois après cette affaire où les chefs laissèrent mourir leurs complices, ou plutôt leurs séïdes, éclata l'attentat du 3 nivose, dont les auteurs, aussi lâches que féroces, conçurent la pensée horrible de s'exposer à détruire tout un quartier populeux, pour donner la mort à un seul homme! Cet attentat, commis par des royalistes, fut d'abord attribué aux jacobins; et malgré les preuves les plus claires de leur innocence, il entraîna la déportation de cent cinquante victimes choisies par des passions ou légères, ou viles, ou cruelles. Chacun mit sur la liste l'individu dont il voulait se défaire par une raison quelconque, et les victimes allèrent mourir dans les mers de l'Inde, ou dans les déserts de l'Afrique : à peine s'est-il sauvé deux ou trois de ces infortunés. Bonaparte foula sous ses pieds, en ce moment, toutes les lois; mais il faut avouer que les corps constitués firent tous les efforts pour déterminer le chef de l'État à des mesures violentes; pendant que la police était à la recherche des véritables auteurs de la machine infernale, ce fut un délire

de rage autour de lui, pour obtenir la proscription de ceux auxquels la passion imputait une aussi exécrable entreprise. Au moment de l'explosion, Bonaparte, sauvé par l'adresse de son cocher, et la vîtesse de ses chevaux, imposa beaucoup à l'opinion en se rendant à l'Opéra comme il avait résolu de le faire.

Deux mois après ce funeste événement, le traité de Lunéville avait, comme nous l'avons dit plus haut, donné la paix à l'Allemagne et à la France. L'année 1801, presque commencée sous de si heureux auspices, vit successivement un concordat avec le Pape, et notre réconciliation avec Naples et Lisbonne, Constantinople et Saint-Pétersbourg; mais elle fut aussi remplie par des hostilités avec l'Angleterre, par de brillans avantages de notre marine dans différentes mers, et surtout par d'immenses préparatifs sur les côtes de l'Océan, hérissées de redoutes et de batteries formidables depuis la Garonne jusqu'à l'Escaut. Une armée de soldats victorieux et prêts à tout entreprendre au signal de leur chef, défendaient nos positions, et Nelson, avec sa flotte, éprouvait à plusieurs reprises, des pertes graves en voulant attaquer nos chaloupes canonnières. Pendant cette querelle enflammée qui pouvait finir par porter un coup funeste à l'Angleterre, notre armée d'Orient, mal conduite par Menou, avait été réduite à évacuer l'Égypte; mais elle revenait libre de reprendre les armes; et d'ailleurs notre position appuyée sur la confédération du Nord, et particulièrement sur notre étroite alliance avec la Russie,

était formidable; l'Angleterre se détermina à signer des préliminaires suivis du traité d'Amiens. Il est impossible de décrire l'enthousiasme qu'un événement si impatiemment désiré causa en France; jamais Bonaparte n'excita une plus vive reconnaissance qu'à cette époque. Pendant le cours de l'année 1801, après avoir échappé à la mort par un miracle, il avait rallié à lui toute l'Europe; il ouvrit presque l'année 1802 en donnant le repos au monde; ses bienfaits le rendaient encore plus cher que ses victoires ne l'avaient rendu grand.

Cependant de nouveaux soins appellent l'attention du premier consul : il consolide les institutions qu'il a créées en Italie, organise la Suisse et la Hollande sur le modèle de la République française. L'Université de France est rétablie, la Légion-d'Honneur instituée; récompense accordée aux services civils comme aux services militaires, sa devise, d'une noble simplicité, porte ces seuls mots : *Honneur et Patrie.* Le commerce, l'agriculture et l'industrie, prennent un rapide essor; de nobles encouragements excitent les sciences, les lettres et les arts, à de nouveaux progrès; mais nous avons à déplorer des revers à la Guadeloupe révoltée, et surtout la fatale expédition de Saint-Domingue : trompé par les conseils des anciens colons, Bonaparte méconnut les leçons de la terrible expérience que nous avions reçue, et envoya 20,000 vieux soldats périr sous le ciel brûlant des tropiques. Le manque de foi à Toussaint-Louverture, et sa mort dans une prison,

jetèrent aussi des nuages sur cette brillante époque du consulat. Ces tristes événemens furent oubliés au sein de l'ivresse que causait la pacification générale. Bonaparte ne négligeait d'ailleurs aucuns moyens de se concilier des partisans. Il accorda une amnistie aux émigrés non rayés de la liste, et leur ouvrit les portes de la France; il fit élargir les prêtres détenus. Mais sa politique sut mettre à profit les louanges méritées par son gouvernement; grâce à de secrètes inspirations, et peut-être même à des vues d'intérêt public, le Sénat continua le consulat pendant dix ans à celui qu'on appelait, qui était effectivement alors, l'homme nécessaire; l'homme nécessaire ne tarda pas beaucoup à se faire nommer consul à vie. Trois millions cinq cent soixante-dix-sept mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens votèrent librement, et trois millions trois cent soixante-huit mille deux cent cinquante-neuf se prononcèrent pour l'affirmative. L'histoire n'offre pas d'élection plus remarquable. Bonaparte, même dans sa plus haute fortune, alléguait toujours les suffrages populaires, et peu d'accord avec son propre système, reconnaissait ainsi la souveraineté du peuple qui certainement n'était pas dans ses doctrines politiques.

Le consul n'avait pu s'élever si haut sans froisser beaucoup d'intérêts, sans mécontenter beaucoup d'esprits, surtout sans causer les plus sérieuses alarmes à des espérances qui avaient cru toucher au moment d'un succès que son gouvernement sem-

blait anéantir. Une vaste conspiration se trama; elle avait pour but l'enlèvement ou la mort du premier consul. La police rechercha les auteurs du complot, et crut les découvrir dans Moreau, Pichegru et Georges Cadoudal; ils furent successivement arrêtés. On persuada à Bonaparte qu'il s'agissait d'un plan de contre-révolution. Un coup d'état parut nécessaire pour affermir sa puissance. Le duc d'Enghien, accusé de lui susciter des ennemis par de perfides insinuations, fut enlevé sur le territoire de Bade, amené à Vincennes, jugé, condamné et fusillé en vingt-quatre heures : c'était un crime et une faute; quoique dus à une fatale erreur dans la prononciation d'un nom, et plus encore aux conseils et à la froide politique d'un certain homme sans entrailles et sans cœur, ils n'en obscurcissent pas moins la gloire de Bonaparte; aussi ses ennemis le lui reprochent sans cesse, et ne parlent jamais ni des nombreuses conspirations tramées contre sa vie par des agens du parti royaliste qu'il avait sauvés, ni du 3 nivose qui condamne ses auteurs au mépris et à l'exécration de la postérité. Georges Cadoudal et ses complices subirent aussi la peine de mort. Le même sort était réservé à Pichegru, s'il ne se fût étranglé avec sa cravate dans la prison. Moreau, impliqué dans la conspiration, mais entouré d'une grande illustration militaire, échappa à la peine capitale. Le tribunal le condamna à une détention de deux années que l'on fit ensuite convertir en exil. De mauvais conseils domestiques, des brouillons sans caractère, une ja-

lousie qui avait commencé dès la première campagne d'Italie, et enfin la faiblesse entraînèrent Moreau qui voulait la chute de Bonaparte, et n'osait prendre le rôle hardi de conspirateur à découvert; s'il eût montré plus d'audace, il aurait pu sortir du tribunal, se mettre à la tête d'une partie de la force armée, et donner de grands embarras à Bonaparte ; mais il n'avait aucune audace dans la cité.

Bonaparte voulait qu'on insinuât à Moreau le désir de lui demander un entretien particulier; malheureusement l'homme chargé de cette négociation manquait d'esprit; d'un autre côté, ceux qui suivaient les progrès de l'affaire judiciaire, ne firent que des sottises, et empêchèrent le consul de prendre, à propos et avec succès, une de ces mesures politiques qui ont tant réussi à l'adroit Auguste pour éteindre les conspirations et régner par l'opinion.

Le traité d'Amiens n'avait été qu'une concession forcée de l'Angleterre ; elle ne tarda point à s'apercevoir qu'elle perdait tout à la paix, et chercha les moyens de rallumer la guerre; elle commença par refuser d'évacuer l'île de Malte; bientôt après, saisissant le prétexte de notre influence en Hollande et sur l'Italie, elle nous signifia le plus impérieux des *ultimatum*, fit des préparatifs considérables, et finit par mettre un embargo sur les bâtimens français et bataves; il fallut répondre par une déclaration de guerre, et par d'autres représailles à une guerre déjà commencée.

Bonaparte ne tarde pas à se venger de l'injuste agression du cabinet de Saint-James. Il ordonne au

général Mortier, qui commandait en Hollande, de marcher sur Hambourg. L'armée ennemie, sous les ordres de Valmoden, dépose les armes, et l'électorat de Hanovre est au pouvoir des Français. Bonaparte reprend son projet de descente en Angleterre; cent vingt-huit compagnies de canonniers sont organisées pour le service des côtes; 160,000 soldats portés sur des bateaux plats et des péniches, menacent l'Angleterre d'un débarquement soutenu par des flottes. A la nouvelle de ces préparatifs, tous les citoyens offrent au gouvernement des dons volontaires; l'armée de même veut y concourir; les villes votent à leurs frais la construction de plusieurs bâtimens de guerre; Soult est mis à la tête des troupes rassemblées au camp de Boulogne, l'amiral Bruix commande la flottille. Il y eut alors un mouvement de patriotisme et une émulation de sacrifices et de courage qui rappelèrent les dévouements sublimes de l'année 1792. Aux approches de l'ennemi, Bonaparte aurait trouvé un million d'hommes pour descendre en Angleterre, s'il eût été possible de les y transporter.

Aucun personnage historique ne s'est montré plus attentif que Bonaparte à saisir ses avantages; le 3 nivose lui avait donné le consulat à vie, la conspiration de Georges Cadoudal et de Pichegru lui donna la couronne. La République n'existait plus que de nom; les formes monarchiques s'introduisaient rapidement dans les habitudes du pouvoir, lorsque les grands corps de l'État, par un mouvement en appa-

rence spontané, mais concerté avec les confidens de la pensée intime, prennent tout-à-coup la résolution d'élever Bonaparte à la dignité d'empereur, et de fixer l'hérédité dans sa famille. Le 30 avril 1804, le Tribunat, institué comme une opposition légale dans la constitution de l'an VIII, donne le signal d'une proposition, aussi étrange qu'inattendue, que le seul Carnot combattit avec un noble courage, sans pouvoir arrêter l'élan de ses collègues; le lendemain, l'exemple du Tribunat gagne le Corps-Législatif, et dix-huit jours après la résolution adoptée par ces deux autorités, l'érection de l'empire est consacrée par un sénatus-consulte organique. Bientôt les colléges électoraux impriment à cet acte trop mémorable le caractère d'une espèce de consentement national.

Tout a changé de nom et de face : le Sénat crée les fonctions de grand-électeur, de connétable, de grand-amiral; d'archi-trésorier, d'archi-chancelier. En même temps, sont instituées de nouveau, les charges de gouverneur du palais, de grand-veneur, de grand-maître des cérémonies, et de grand-chambellan, vieux attirails du gouvernement monarchique. Cependant Napoléon, environné à Saint-Cloud d'hommages et de félicitations, n'oublie point ses compagnons d'armes; au faîte de la grandeur, son premier soin est de rapprocher de lui les généraux qui avaient secondé sa fortune. Bernadotte, Kellermann, Brune, Mortier, Lannes, Pérignon, Serrurier, Lefebvre, Murat, Masséna, Ney, Davoust, Bessières,

Jourdan, Augereau, Moncey, Berthier et Soult, reçoivent le titre de maréchaux de France. La plupart d'entre eux étaient illustres; la nouvelle dignité ne donna point de gloire à ceux qui n'en avaient point acquis les armes à la main. Les aigles placées sur les drapeaux de la république, nous apprirent que nous avions notre César; le même oiseau ornant, avec l'image du chef victorieux, l'étoile de l'honneur placée sur le sein des magistrats et des guerriers, nous révéla que nous avions un roi, et que ce roi voulait remplacer, dans tous les cœurs, la république et la liberté. Bonaparte s'appellera désormais Napoléon; et sans doute, dans ce changement, il avait à-la-fois l'ambition et le pressentiment d'effacer l'éclat de son premier nom, par la splendeur du second. L'empereur fit l'essai de sa nouvelle dignité par un grand acte de clémence : un pardon généreux fut accordé aux complices de Georges Cadoudal. « Je puis par-» donner à votre mari, dit-il à madame de Polignac, » car c'est à ma vie qu'il en voulait. » Puissent de tels bienfaits ne point s'adresser à des ingrats! L'institution de l'ordre de la Légion-d'Honneur avait été créée le 29 mai 1802 : deux ans après, la fête d'inauguration fut célébrée à l'Hôtel des Invalides; les soldats mutilés de la république, reçurent la décoration des mains de l'empereur.

Quatre jours s'étaient à peine écoulés depuis cette solennité imposante, que déjà le chef de l'empire était parti pour les ports de la Manche, où un nombre considérable de flotilles rassemblées, trahissent

des desseins que l'Angleterre devine avec inquiétude. L'arrivée de Napoléon, au camp de Boulogne, est signalée par une fête semblable à celle des Invalides : la décoration est distribuée en présence de 80,000 hommes disposés, autour du trône, en colonnes qui figurent les rayons de l'étoile : le fondateur de l'ordre en prête lui-même le serment, et ce serment est répété par les récipiendaires, aux acclamations de toute l'armée. Le même jour, on inaugure les nouveaux drapeaux surmontés de cette aigle infatigable qui doit planer bientôt sur l'Europe entière : la cérémonie se termine par des jeux, des danses et des feux d'artifice, dont la clarté va effrayer l'Angleterre jusque dans ses ports.

Cette puissance avait déjà fait plusieurs tentatives contre les flottilles de l'empire; ses efforts n'avaient eu pour résultat, que de mettre dans tout son jour la bravoure française. Dans le mois de mai, le commodore Sydney veut en vain fermer la route à l'amiral Verhuel qui amène le contingent de la marine batave; celui-ci, après un combat glorieux, fait entrer dans le port d'Ostende la première division de sa flottille; la seconde obtient le même succès, après avoir couru le même danger. Brest voit la honte de l'amiral Cornwallis; Honfleur jouit du même spectacle. Plusieurs affaires brillantes ont lieu devant Calais et Boulogne. Trois fois les Anglais font des efforts inouïs pour brûler le Hâvre; ils échouent trois fois. Nos troupes de terre qui, du rivage, assistent à ces engagements, briguent à l'envi l'honneur de

monter sur les corsaires et les bâtiments; l'embouchure de la Tamise est visitée par des grenadiers de la ligne, qui enlèvent une corvette et plusieurs navires marchands, jusque sous les yeux de Londres.

Avant de quitter Boulogne, Napoléon eut la satisfaction d'humilier lui-même le pavillon britannique: un combat s'était engagé entre la ligne d'embossage française, composée de cent quarante-six bateaux, et la flotte anglaise forte de quatorze bâtimens de guerre, dont deux vaisseaux de ligne et deux frégates. L'empereur monta à bord du canot de l'amiral Bruix, et commanda en personne les manœuvres. Il donna ordre de *serrer au feu*. Les Anglais, foudroyés par les batteries de terre, se retirèrent après deux heures de combat; ils perdirent un bâtiment. Cette petite affaire eut un grand résultat : elle porta au dernier degré l'enthousiasme de l'armée.

Cependant l'Autriche se trouvait dans une perplexité cruelle. Devait-elle reconnaître le nouvel empereur, ou hasarder une rupture? Elle avait consulté la Russie, mais sans pouvoir en obtenir aucune réponse. Averti par le passé, le cabinet Autrichien s'empressa d'accréditer auprès de Napoléon le comte de Cobentzel; c'est à Aix-la-Chapelle que l'ambassadeur présenta ses lettres de créance : déjà la cour de Rome et celle d'Espagne avaient reconnu la nouvelle dignité du premier consul; on priait dans presque toute la catholicité pour l'empereur Napoléon et sa famille.

Ce n'était pas assez. Le Pape allait venir à Paris,

pour couronner le nouveau Charlemagne, et son épouse. Pie VII arriva dans la capitale de France le 28 novembre; et tout fut bientôt prêt pour la grande consécration religieuse. Cette mémorable cérémonie eut lieu le 2 décembre, en présence des membres du sacré collége, dans l'église Notre-Dame où étaient réunies toutes les notabilités civiles, militaires et sacerdotales de l'empire. A peine le Pape a-t-il prononcé la formule sacrée et béni le diadême, Napoléon le saisit, le place sur son front, et couronne aussi l'impératrice. A ces deux inspirations d'un légitime orgueil, le Saint-Père dut comprendre que désormais Rome ne faisait plus les rois.

Ainsi fut consommée la révolution qui avait rétabli la monarchie sur les ruines de la république : les soldats la commencèrent; elle parut sanctionnée par le peuple. Soixante mille registres avaient été ouverts dans les cent huit départemens; chaque citoyen put y inscrire son vœu secret. Sur trois millions cinq cent soixante-quatorze mille huit cent quatre-vingt dix-huit votans, il n'y eut que deux mille cinq cent soixante-neuf votes négatifs. Cependant malgré ces suffrages pour un acte qui violait la constitution, personne ne demandait un maître; la France voulait le gouvernement de Bonaparte, mais elle ne désirait pas l'empire; sa création attrista beaucoup d'hommes sages et prévoyans. La cérémonie du sacre ne fut point populaire, et n'excita dans Paris qu'une vaine curiosité.

Déjà le nouvel empereur prenait le langage

d'un homme qui veut mettre à découvert ses intentions et sa puissance. Deux jours après son couronnement il disait, en recevant le serment de fidélité des troupes rassemblées dans le Champ-de-Mars, pour la distribution des aigles : « Soldats, voici » vos drapeaux. Ces aigles vous serviront toujours de » point de ralliement; elles seront partout où votre » empereur les jugera nécessaires pour la défense de » son trône et de son peuple. » On remarqua beaucoup que, roi de la veille, il osait déjà dire mon peuple. Quelques jours après, à l'ouverture du Corps-Législatif, il adressait aux représentans de la France des paroles rassurantes sur ses projets au-dehors : « Je ne » veux point accroître le territoire de l'empire, mais » en maintenir l'intégrité. » Les faits ne répondront pas aux paroles.

Des événemens non moins importans, par leur influence sur le sort de l'Europe, vont signaler l'année 1805. Dans le mois de mai, Napoléon est appelé à Milan par les vœux de la Lombardie qui lui décerne la seconde couronne de Charlemagne (1). Cette couronne avait été apportée de Monza; Napoléon, la prend sur l'autel où elle était placée, la pose sur sa tête, en prononçant ces mots : « Dieu me la donne, gare à qui la » touche! » La république de Gênes demande à être incorporée à l'empire français et forme trois nouveaux départemens. Enfin, une sourde fermentation agite les cabinets de l'Europe : bientôt Napoléon aura à combattre une troisième coalition, et l'armée

(1) La couronne de fer.

d'Angleterre prendra le nom d'armée d'Allemagne.

Napoléon ne regardait point la guerre comme défavorable aux intérêts de son pouvoir; cependant il avait cru politique de faire des ouvertures pacifiques à la cour de Londres, et le 14 janvier, il avait écrit pour la seconde fois, au roi d'Angleterre : « Je n'at-» tache pas de déshonneur à faire les premiers pas..., » j'ai assez, je pense, prouvé au monde que je ne re-» doute aucune des chances de la guerre.... La paix » est le vœu de mon cœur, mais jamais la guerre n'a » été contraire à ma gloire.... Je conjure Votre Ma-» jesté de ne pas se refuser au bonheur de donner la » paix au monde.... Une coalition ne fera jamais » qu'accroître la prépondérance et la grandeur con-» tinentale de la France....» Cette lettre demeura sans résultat : l'Angleterre sentait trop bien que la paix ne ferait qu'affermir le trône impérial ; elle avait tout préparé pour rompre la bonne intelligence des puissances continentales, et son machiavélisme parvint à pousser de nouveau la France sur les champs de bataille où elle avait tant de fois vaincu.

La Russie s'était engagée, par un traité secret avec le cabinet de Londres, à faire avancer *cent quatre-vingt mille* hommes pour enlever aux Français les avantages de leurs conquêtes. La Suède était entrée dans cette alliance, et l'Autriche, après quelque hésitation, crut y trouver une garantie contre les empiétemens de la France. Au commencement de septembre, l'archiduc Ferdinand se met à la tête de *quatre-vingt mille* soldats, et sans déclaration de guerre, envahit la Bavière ; *trente mille* hommes,

sous les ordres de l'archiduc Jean, prennent position dans les montagnes du Tyrol, et *cent mille* combattans marchent sur l'Adige avec l'archiduc Charles. La Prusse garde seule encore la neutralité; c'est le repos de l'incertitude; que l'armée française éprouve le moindre revers, et bientôt la coalition sera complète.

Napoléon apprend les formidables préparatifs de ses ennemis et déjà ses mesures sont prises. Un décret rétablit les gardes nationales qui volent à la défense des côtes, tandis que l'armée du camp de Boulogne se précipite vers les bords du Rhin : tous les moyens de transport sont mis en réquisition pour accélérer sa marche; bientôt elle fait sa jonction avec les troupes que Bernadotte amène de la Hollande et de la Bavière.

La coalition, qui avait cru nous surprendre, se voit menacée de toutes parts. L'empereur arrive à la grande-armée, à laquelle il adresse une proclamation où l'on trouve encore le grand peuple, mais plus la liberté. Ce n'est plus le Bonaparte d'Italie et le général de la République, qui commande et qui parle, c'est un nouveau Charlemagne. Le 1^er^ octobre, il est déjà sur les bords du Danube, et tourne les positions de l'ennemi : les attaques partielles de Wertingen, de Guntzburg, Memmingen, ne suspendent point sa course impétueuse; le 12, il entre dans la capitale de la Bavière, et délivre les États de son fidèle allié. De là, il se porte sur le pont d'Elchingen où quinze mille Autrichiens sont retranchés;

il force le passage, et, par d'habiles manœuvres, il contraint le général Mack à s'enfermer dans Ulm, avec *trente mille* hommes; le 20, cette ville est en notre pouvoir, et les troupes qui la défendaient, défilent sous les yeux du vainqueur. Un colonel autrichien s'étonne de voir l'empereur trempé par la pluie : « Si votre maître, lui dit Napoléon, a voulu » me faire souvenir que j'étais un soldat, il convien» dra, j'espère, que le trône et la pourpre impériale » ne m'ont pas fait oublier mon premier métier. »

Le prince Ferdinand se voit enlever, à Nuremberg, *seize mille* hommes, *cinquante* canons et *quinze cents* caissons. Lowers, Amstetten, Marienzell, Prassling, Lintz et Inspruck, donnent leurs noms à de nouvelles victoires. Mais Napoléon ne permet pas que son armée se repose sur tant de succès; il croit n'avoir rien fait, tant qu'il lui reste quelque chose à faire : « Nous ne nous arrêterons plus, avait-il dit en » ouvrant la campagne, que nous n'ayons assuré » l'indépendance du corps germanique, secouru nos » alliés, et confondu l'orgueil de nos injustes agres» seurs. Nous ne ferons plus de paix sans garantie; » notre générosité ne trompera plus notre politi» que. » Toutes les grandes opérations marchent de front; pendant que Masséna, à la tête de *quarante-cinq mille* hommes, franchit l'Adige, la Brenta, la Piave, le Tagliamento, l'Izonzo, et achève de mettre les Autrichiens en déroute à Castel-Franco, Napoléon, de son côté, après avoir passé l'Inn, se précipite sur les Russes qui accouraient au secours de

l'Autriche, les renverse sur plusieurs points, et le 13 novembre, il fait son entrée solennelle à Vienne.

L'empereur d'Autriche venait de quitter cette ville ; son intention avait été de placer en Italie le principal théâtre de la guerre ; la marche rapide des armées françaises avait singulièrement dérangé ses projets, et il se vit forcé de quitter sa capitale, lorsqu'il croyait les hostilités à peine commencées.

Napoléon ne s'arrêta qu'un moment à Vienne. Le 19, il chassait les Russes de Brunn, et établissait son quartier-général à Wischau. Mais tant de succès ne rendaient pas sa position moins critique : il se trouvait au centre de la Moravie, à deux cents lieues de la capitale, opérant sur un espace de quatre-vingt-dix lieues contre des forces numériques supérieures aux siennes, à gauche ayant à contenir la Bohême, à droite la Hongrie. Les victoires de Masséna et de Gouvion-Saint-Cyr, éclaircirent l'horizon : l'armée d'Italie, se frayant un glorieux chemin, fit sa jonction avec l'armée d'Allemagne, et par de savantes manœuvres toutes deux partagèrent, le 29, à Klagenfurt, les mêmes lauriers.

Le soleil du 2 décembre 1805 éclaire un des plus beaux jours de la France ; les Russes et les Autrichiens, au nombre de cent mille hommes commandés par le prince Charles et par Kutusow, se sont concentrés au village d'Austerlitz, et semblant attendre de nouveaux renforts, ils cherchent à reculer le combat ; Napoléon, par une feinte adroite, sait les forcer à un engagement. Il fait battre en retraite pen-

dant trois heures, comme effrayé de s'être avancé avec tant d'imprudence, et vient occuper une position qu'il avait remarquée quelques jours auparavant. Les généraux ennemis veulent profiter de ce mouvement; ils dirigent leurs principales masses vers le centre de notre armée qu'ils croient accabler, et se flattent de séparer nos deux ailes. Vaines tentatives! Napoléon a tout prévu; ses principales forces sont au centre : c'est là que la garde impériale russe, que l'on proclamait invincible, se mesure pour la première fois avec la garde impériale française : le choc est terrible, la lutte sanglante; mais l'avantage ne demeure incertain qu'un seul instant; bientôt les masses russes sont enfoncées, et notre cavalerie les pousse devant elle. Les maréchaux Lannes et Murat obtenaient les mêmes succès à l'aile droite; à l'aile gauche, le maréchal Soult les surpassait peut-être, et décidait la victoire.

Rapidement chassées des positions de Pratzen, de Sokolnitz et de Telnitz, les troupes coalisées précipitent leur fuite; leur déroute est telle, que six mille hommes se noient en traversant l'étang de Sokolnitz. Acculées contre le lac d'Augezd, les colonnes ennemies, n'ayant plus d'autre espoir de salut, s'aventurent sur la glace. Un parc d'artillerie, cinquante pièces, escortées de quatre bataillons, couvrent le lac; la glace ne peut soutenir ce poids énorme; elle rompt, et vingt mille hommes sont engloutis avec les canons et les bagages; une autre colonne presque entière trouve son tombeau dans les

eaux du lac Monitz. Enfin toute l'armée ennemie est dans la déroute la plus complète; à peine quelques débris parviennent à se rallier dans la position de Hodiegitz, et encore ne durent-ils leur salut qu'à la nuit.

La présence de Napoléon, d'Alexandre et de François II sur le théâtre du combat, fit donner à cette mémorable affaire le nom de *Bataille des Trois Empereurs ;* mais c'est sous celui de bataille d'Austerlitz qu'elle est à jamais inscrite dans les fastes de la gloire. Elle se livra précisément le jour du premier anniversaire du couronnement de Napoléon : la veille, les soldats avaient célébré ce jour par l'illumination soudaine de toute la ligne et par des acclamations d'enthousiasme ; le lendemain, ils lui offrirent, des mains de la victoire, plus de deux cents pièces de canon et quarante drapeaux enlevés à l'ennemi, présent digne de Napoléon.

Quarante mille hommes tués, trente mille prisonniers, telle fut la perte que les Russes et les Autrichiens eurent à déplorer : les Français comptèrent de leur côté deux mille morts et cinq mille blessés. Notre réserve, forte de vingt mille hommes, demeura dans l'inaction ; l'habileté des manœuvres rendit sa coopération inutile.

Il est impossible d'exprimer la bravoure et l'intrépidité que les troupes françaises déployèrent dans cette immortelle bataille : Napoléon, en parcourant leurs rangs victorieux, s'écrie avec l'accent de la reconnaissance : « Il faudrait une puissance

» encore plus grande que la mienne pour récom-
» penser dignement tous ces braves ! » Des secours pour les veuves et les enfans des blessés et des morts furent décrétés ; il annonça qu'une fête solennelle serait consacrée à célébrer cette glorieuse journée ; tous les corps de l'armée devaient y être représentés. « Vous avez vu votre empereur partager vos pé-
» rils et vos fatigues, je veux aussi que vous veniez le
» voir entouré de la grandeur et de la splendeur qui
» appartiennent au Souverain du premier peuple de
» l'univers. »

Parmi les immenses résultats de cette victoire, il faut compter l'affermissement de la Prusse dans sa neutralité : cette puissance s'était engagée par un traité secret à entrer dans la coalition au premier moment favorable ; mais, après la bataille d'Austerlitz, l'envoyé de Berlin changea son langage douteux en félicitations empressées : « Voilà, dit Napoléon,
» un compliment dont la fortune a changé l'adresse. »

Les jours suivans, tous les corps manœuvrèrent autour de l'armée austro-russe. Bientôt elle se trouva enveloppée de toutes parts. Les deux empereurs même couraient le danger d'être faits prisonniers. Le 24 décembre, l'empereur d'Autriche arrive au camp de Napoléon, et vient saluer le vainqueur à son bivouac. « Je n'habite pas d'autre palais depuis
» deux mois, dit Napoléon. » — « Vous savez si bien
» tirer parti de cette habitation, répond l'empereur
» François, qu'elle doit vous plaire. » Un généreux armistice est accordé. Les Russes obtiennent la fa-

veur de se retirer hors des États autrichiens par journées d'étape, et en passant par les monts Krapacks. Les conseillers d'Alexandre craignirent un rapprochement entre Napoléon et lui, et parvinrent à l'éloigner du théâtre des négociations; Alexandre s'éloigna en secret et avec précipitation; une fois dans les limites de son vaste empire, il ne se crut pas obligé de donner son assentiment aux diverses clauses du traité de paix qui fut signé à Presbourg le 26 décembre. Par ce traité, Napoléon faisait reconnaître son titre de roi d'Italie, et joignait à sa nouvelle couronne les États de Venise, la Dalmatie et l'Albanie; la qualité de roi qu'il avait donnée aux princes de Bavière et de Wurtemberg était aussi confirmée; et deux de ses plus fidèles compagnons d'armes recevaient en apanage la principauté de Neuchâtel et le grand duché de Berg que cédait la Prusse en échange de l'électorat de Hanovre. Ainsi la politique de Napoléon établissait autour de la France une barrière amie capable d'arrêter les invasions toujours imminentes de la Russie.

D'ailleurs, il méditait depuis long-temps l'idée immense de fermer aux Anglais tous les ports du Continent européen : de nouveaux désastres maritimes ne lui laissaient plus d'autres armes contre l'éternelle rivale de la France; car tandis que nos troupes de terre triomphaient en deux mois des puissances coalisées, notre marine succombait glorieusement au combat de Trafalgar, et avec elle s'évanouissait l'audacieux projet d'une descente en An-

gleterre. Jamais prince ne conduisit à la fois d'aussi vastes desseins que Napoléon à cette époque. Tandis qu'il marchait de victoire en victoire pour repousser l'injuste agression de l'Autriche, il avait à ses ordres les flottes de France, de Hollande, et d'Espagne. Si les ordres de génie donnés à l'amiral Villeneuve, qui perdit aux Antilles dix-sept jours irréparables, eussent été exécutés, trois escadres réunies à notre flottille surprenaient les Anglais dans le canal où ils n'eurent pendant quelque temps que vingt vaisseaux, portaient notre armée sur les côtes de l'Angleterre alors sans défense ; et cette autre Carthage, attaquée dans ses propres foyers, nous livrait peut-être l'empire du monde. Le funeste séjour qui retint notre armée navale aux Antilles, fut suivi d'une autre faute ; l'amiral français entra dans Cadix au lieu de se porter sur Brest avec l'escadre espagnole, comme il en avait reçu l'ordre. La bataille de Trafalgar eut lieu et détruisit à la fois les plus hautes espérances qu'un homme ait jamais pu concevoir. Lorsqu'à Vienne, au milieu de ses triomphes, Napoléon apprit le désastre de Trafalgar, il éprouva des transports de fureur ; mais bientôt sa raison lui révéla que ne pouvant plus rien attendre de la force des armes dans la lutte avec l'Angleterre, il n'avait d'autre ressource que d'exécuter le vaste projet du blocus continental qu'il avait conçu, et de créer des rois, de réunir de grands intérêts, et une ligne de puissances pour le soutenir.

# CHAPITRE VI.

DEPUIS LA PAIX DE PRESBOURG, JUSQU'A LA CONCLUSION DU TRAITÉ DE TILSITT.

La paix de Presbourg, quoique non ratifiée par la Russie, laissa du moins à Napoléon le loisir de jouir quelques mois de sa gloire et de l'admiration des Français, on peut dire même de leur amour. En ce moment la hauteur du génie, la rapidité des succès qui tenaient du miracle, l'éclat de la victoire, le retour de la paix si promptement rendue, enthousiasmèrent la nation, et obtinrent de la popularité à l'empereur. Si ses victoires avaient ébloui les regards de la multitude, Napoléon parut plus grand encore aux yeux des sages par l'emploi qu'il sut faire de son repos. La promulgation du *Code de procédure civile*, et la fondation de l'Université ; de sages dispositions pour le rétablissement ou l'ouverture des canaux et des grandes routes, la suppression des maisons de jeu dans tout l'empire, signalèrent les commencemens de l'année 1806. L'industrie était encouragée, le commerce intérieur soutenu, et les sciences dérobaient chaque jour de nouveaux secrets à la nature.

Cependant la Russie, après bien des tergiversa-

tions, avait pris une attitude hostile : elle fut accusée d'avoir fourni des ressources au roi de Naples qui venait de faire une levée de boucliers contre nous; c'était pour la quatrième fois que ce roi violait ses traités avec la France. A cette nouvelle, Napoléon déclare que Ferdinand a cessé de régner : il donne à Joseph, son frère, le trône des Deux-Siciles et une armée de cinquante mille hommes pour le conquérir. Le nouveau roi, ayant pour lieutenans Masséna et Gouvion-Saint-Cyr, renverse en peu de jours les obstacles qui s'opposent à son avènement, et le 10 février il a déjà pris possession de la capitale. En vain quelques bandes soudoyées par les Anglais se retranchent dans les gorges de la Calabre : Joseph, appuyé sur Napoléon, affermit son autorité, et tout espoir abandonne le prince que soutient la Russie.

A peu près à la même époque la couronne de Hollande est donnée à Louis, autre frère de Napoléon. La paix avec la Russie, conclue et signée le 26 juillet, des négociations entamées avec l'Angleterre, et presque conduites à leur maturité, l'établissement de la confédération du Rhin, portaient ombrage à la Prusse : alarmée de l'espèce de chaîne qui la pressait de tous côtés, cette puissance traita secrètement avec l'Angleterre, la Russie et la Suède. On vit une belle reine parcourir à cheval les rues de Berlin, appelant aux armes la jeunesse, et remplissant tous les cœurs d'une exaltation chevaleresque; la Prusse entière se leva. Les excès suivent souvent l'enthousiasme : l'ambassadeur

français devint l'objet des plus grossières provocations; la guerre était inévitable. Napoléon, occupé dans la capitale à fonder des monumens, apprend que la Hollande est menacée, la Saxe envahie, le territoire de la confédération germanique violé; il s'élance vers cette carrière des batailles que rouvrait l'imprudence de ses ennemis : il arrive le 6 octobre à Wurtzbourg, et adresse à l'armée, qui avait déjà fait deux marches pour rentrer en France, une proclamation bien remarquable parce qu'elle rappelait aux soldats le triomphe de la liberté en 1792. On y lisait : « Les insensés! qu'ils sachent donc qu'il serait mille fois plus facile de détruire la grande capitale, que de flétrir l'honneur des enfans du grand peuple et de ses alliés. Leurs projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans les plaines de la Champagne la défaite, la mort et la honte.... Marchons donc, puisque la modération n'a pu les faire sortir d'une étonnante ivresse. Que l'armée prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva, il y a quatorze ans. » Bientôt le passage de la Saale est forcé; les affaires de Hoff, Schleitz et Saafeld, ne sont que le prélude d'une affaire générale qui doit à jamais illustrer le nom d'Iéna, et que l'empereur avait voulu éviter. En effet, il écrivit au roi de Prusse une lettre dans laquelle il donnait à ce prince un avis salutaire et prophétique; il lui offrait même la paix : cette démarche resta sans succès, il fallut combattre.

L'action eut lieu le 14 octobre; la grande armée fit des prodiges de valeur. Les dispositions prises par

Napoléon séparèrent les ennemis ; la bataille fut, pour ainsi dire, double ; tandis que culbutés à Iéna, les Prussiens fuyaient en désordre sur Weimar, ils cédaient à Auerstaëdt au choc de la furie française ; Davoust, avec vingt-cinq mille hommes, soutenait en victorieux les efforts du principal corps de l'armée prussienne, composé de cinquante mille hommes, et commandés par les généraux de Frédéric II.

Vingt-cinq mille ennemis restèrent sur les deux champs de bataille. Soixante drapeaux, trois cents pièces de canon, d'immenses magasins, trente mille prisonniers, tombèrent entre nos mains. Les Prussiens regrettèrent davantage peut-être l'ancien compagnon d'armes du grand Frédéric, ce vieux Brunswick qui eut la douleur de survivre quelques jours à la honte de sa défaite, et de se voir réduit à mettre ses États sous la protection du vainqueur. Dans tout l'entretien avec le maréchal du palais du duc de Brunswick, Napoléon semble ressentir, comme la France elle-même l'avait senti, l'outrage que nous avait fait le trop célèbre manifeste de ce prince. « Si je faisais démolir Brunswick, disait l'empereur, et si je n'y laissais pas pierre sur pierre, que dirait votre prince ? La loi du talion ne me permettrait-elle pas de faire à Brunswick ce qu'il a voulu faire à ma capitale ? Annoncer le projet de démolir les villes, cela peut être insensé ; mais vouloir ôter l'honneur à toute une armée de braves, lui proposer de quitter l'Allemagne par journées d'étapes, à la seule sommation de l'armée prussienne, voilà ce que la postérité aura

peine à croire.... » Le duc fut cependant traité avec les égards dus à son malheur. Six mille soldats et plus de 300 officiers saxons, faits prisonniers à Iéna, furent renvoyés dans leur pays, sous la promesse de ne jamais servir contre la France.

Après cette glorieuse journée, nos soldats n'ont qu'à se présenter devant les villes; elles ouvrent leurs portes à la première sommation; les garnisons se rendent sans résistance, tout fuit ou capitule; la Prusse entière a été vaincue à Iéna. De revers en revers, Frédéric-Guillaume et son aventureuse épouse se retirent précipitamment; le prince Eugène de Wurtemberg amène à leur secours un corps d'armée; ce corps, battu par Bernadotte, nous abandonne le port et la ville de Halle. Quatorze mille hommes capitulent à Erfurt. Kalkreuth, après avoir en vain essayé de fléchir Napoléon en faveur du roi de Prusse, est battu à Greussen; Soult est devant Magdebourg; et le roi fugitif ne songe plus qu'à mettre l'Elbe et l'Oder entre lui et les vainqueurs.

Cependant Berlin était resté à découvert : Napoléon y fit son entrée le 27 octobre. Deux jours auparavant, en traversant Postdam, il visita le tombeau du grand Frédéric. L'épée, le cordon des ordres, la ceinture de ce prince, les drapeaux de sa garde durant la guerre de *sept ans*, furent envoyés à Paris : « Voilà, s'écria l'empereur, des trophées que je pré» fère à vingt millions; j'en ferai présent à mes vieux » soldats de la campagne de Hanovre. Les invalides » les garderont comme un témoignage des victoires

» de la grande armée, et de la vengeance qu'elle a » tirée des désastres de Rosback. »

Le séjour de Napoléon dans la capitale de la Prusse fut marqué par un de ces actes de générosité devant lesquels pâlit l'éclat des plus beaux faits d'armes. Le prince d'Hatzfeld s'était présenté à l'audience de Napoléon comme chargé seulement du gouvernement civil de Berlin, mais au moment même il venait avec tout le corps de la ville faire une action de soumission et implorer appui. Une lettre interceptée donna la preuve que ce prince informait Guillaume des mouvemens de l'armée française. La trahison était patente; la mort devait en être le prix. Mais la princesse vole au palais, se précipite aux genoux de l'empereur, et proteste de l'innocence de son époux : « Vous connaissez son écriture, madame, » lui dit Napoléon, je vous fais juge; » et il lui présente la lettre accusatrice. Madame de Hatzfeld, enceinte de huit mois, pousse un cri à cette vue, et s'évanouit. L'empereur s'empresse de la secourir, et lorsqu'elle a repris ses sens : « Eh bien, madame, lui » dit-il, vous tenez la lettre; c'est la seule preuve du » crime, jetez-la au feu. » Napoléon n'affectait point la clémence, il se montrait même sous des formes sévères, mais sa vie est pleine d'actions qui montrent en lui un cœur d'homme. Au reste il est constant que la guerre et la victoire le rendaient meilleur, plus généreux et plus enclin à pardonner.

L'armée ne ralentissait pas sa marche victorieuse. Les Prussiens, encore épouvantés de la défaite

d'Iéna, fuient sans aucun plan, se laissent couper par la cavalerie française, et se rendent par divisions. Seize mille hommes, presque tous gardes ou grenadiers, commandés par le prince de Hohenlohe, mettent bas les armes à Prentzlow; le lendemain cinq mille autres imitent leur exemple. Le général Lasalle, à la tête de douze cents chevaux, fait capituler la forte ville de Stettin, défendue par des forces quintuples des nôtres. Le 1^er^ novembre, quatre mille Prussiens à Andlaw, autant à Kustrin, tombent en notre pouvoir avec cent pièces de canon. Blücher, qui n'était parvenu à se sauver d'Auerstaedt qu'en faussant sa parole d'honneur, est atteint à Lubeck par les maréchaux Murat, Soult et Bernadotte. L'action dure le 6 et le 7 novembre : on se bat dans la ville et hors de la ville. La valeur française triomphe; Blücher est obligé de se rendre avec onze généraux et cinq cent dix-huit officiers, plus de vingt mille hommes, quatre mille chevaux et un matériel immense. Cette nouvelle perte, et la prise de Magdebourg, portent le dernier coup aux espérances de la Prusse. Enfin Mortier occupe la Hesse, le Hanovre, Bremen, et ferme la Baltique aux Anglais. Maître de la Prusse entière, Napoléon couronne ses triomphes, en portant un coup terrible au commerce de cette puissance par la saisie de ses marchandises, et surtout par le décret sur le blocus continental qui aurait pu devenir la ruine de la Grande Bretagne.

Dans un état aussi désespéré, il ne restait plus à la

Prusse qu'à attendre désormais les effets des promesses de la Russie. On ne prévoyait pas la bataille d'Austerlitz, et la destruction de la monarchie de Frédéric II, abandonnée à elle-même, par un allié si intime et si puissant, lorsque, le 4 novembre 1805, l'empereur Alexandre, réuni au roi et à la reine de Prusse, prêtait, sur le tombeau du vainqueur des généraux de Marie-Thérèse, ce serment de vengeance et d'union qui a fait tant de bruit en Allemagne!

Les troupes d'Alexandre, occupées à guerroyer contre la Turquie, se mirent enfin en mouvement; et quand Napoléon n'eût pas été averti de leur marche par ses ministres, il l'aurait devinée facilement à la conduite de la cour de Prusse. En apprenant l'apparition de ses alliés à Prague, Frédéric Guillaume, qui avait demandé humblement un armistice que nous avions eu encore la faiblesse d'accorder, rompit tout-à-coup les négociations. Ses espérances se ranimèrent, et quoique déjà la Silésie fût tombée en notre pouvoir, il semblait regarder la Pologne comme l'écueil de nos armes; mais sur un seul combat d'avant-garde, le général russe Beningsen, craignant un engagement sérieux, commença la campagne par évacuer Varsovie qu'il avait occupée avant l'approche de l'armée française. Cette retraite n'était pas d'un heureux présage.

En entrant sur le territoire de la Pologne, nous avions trouvé un puissant auxiliaire. L'amour de la patrie et le sentiment national, dit l'un de nos bulletins, est non seulement conservé dans le cœur du

peuple, mais il a été retrempé par le malheur : sa première passion, son premier désir, est de redevenir nation. Les plus riches sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement de la nation, et offrir leurs enfans, leur fortune et leur influence. « Mais, malgré le bon accueil qu'on » leur faisait, les sables et les boues du pays produisi- » rent une fâcheuse impression sur nos soldats; ceux- » ci n'en firent pas moins des prodiges aux combats » de Czarnowo, de Naseilsk, aux passages de l'Wrka » et de la Sonna, à Golymin et à Pulstuck. » Nous étions partout vainqueurs, mais il fallait acheter cher chacun de nos triomphes, et nous sentions bien la différence des Russes avec les Prussiens. L'acharnement des combats donnait une couleur terrible à cette nouvelle lutte, tandis que la boue, le dégel et la pluie désespéraient nos soldats, en nous empêchant de recueillir les fruits de leur valeur et de leur constance. Néanmoins nous menions de front et la reddition successive de toutes les places fortes de la Silésie, et la guerre avec l'armée de Beningsen. Après nos étonnans succès contre cette armée, contrainte à évacuer toute la Pologne prussienne, nous avions pris nos quartiers d'hiver; il fallut les lever le 5 février. L'ennemi avait reçu des renforts et marchait pour porter le théâtre de la guerre sur la basse Vistule. Les combats de Bergfried, de Waterdoff, de Deppen et de Hoff, attestèrent encore notre supériorité; ils furent suivis de la terrible bataille de Preussich-Eylau où les Russes, malgré des

prodiges de valeur, firent une perte immense, comme on en peut juger par le fait suivant. Napoléon, constamment exposé, puisqu'une grêle de boulets ne cessait de tomber auprès de lui, montra aux canonniers, pour point de mire, une colonne de 4,000 ennemis; en peu de temps elle disparut tout entière. Nous eûmes aussi beaucoup à souffrir, parce que l'armée russe, réunie sur un vaste plateau, pouvait à la fois nous attendre de pied ferme dans sa belle position, à demi-portée de canon et vomir la mort sur nous avec cent cinquante bouches à feu. Toute la France sentit combien l'affaire avait été chaude et dangereuse : le premier récit avait serré les cœurs; mais le bulletin du 2 mars, qui semblait étaler à plaisir les horreurs du champ de bataille, inspira une profonde horreur et nuisit beaucoup à Napoléon. On peut dater de cette époque l'impatience et presque l'indignation que la guerre finit par exciter dans la nation. Alexandre fit chanter un *Te Deum* de victoire après la bataille d'Eylau : mais 7,000 russes restés sur le champ de bataille, 45 pièces de canon, 18 drapeaux, sont des trophées réels; d'un autre côté, la marche du maréchal Lefèvre sur Dantzick, et par suite la prise de cette forteresse que nous verrons bientôt tomber, et dont nos prétendus vainqueurs ne purent empêcher ni l'investissement ni la chute, malgré l'intérêt imminent qu'ils avaient à la sauver, attestent que l'ennemi se mentait à lui-même, ou voulait imposer aux autres en célébrant ses prétendus succès à Eylau. Les militai-

res ont beaucoup remarqué dans le temps l'attitude de Napoléon et de notre armée dans ses positions en présence de l'ennemi et au milieu des rigueurs d'une affreuse saison à laquelle nous n'étions pas accoutumés.

Après avoir fait échouer les projets de l'armée russe, notre armée avait repris ses cantonnemens : c'était au plus fort de l'hiver que nous avions soutenu des luttes si rudes avec les Russes; de nouveaux combats furent livrés avant la fin de cette saison; les ennemis, chassés de Gluckstadt, de Mohlsack, de Wittenberg, battus sur toute la rive de la Saale, contraints d'évacuer la rive droite de la Passarge, devinrent plus circonspects, et n'osèrent de long-temps engager que des affaires d'avant-poste.

Pendant que nos armées s'illustraient en Silésie et en Pologne, le maréchal Mortier marchait de succès en succès dans la Poméranie suédoise, avec un corps de troupes dont les mouvemens se liaient à ceux de la grande armée. Napoléon ne faisait qu'à regret la guerre aux Suédois; ses instructions portaient de les traiter en alliés naturels un moment égarés : « S'ils » nous faisaient du mal, disait-il, ils en pleureraient » un jour; et nous, nous voudrions réparer le mal que » nous leur aurions fait; l'intérêt de l'état l'emporte » tôt ou tard sur les petites passions. »

Le blocus de Stralsund fut une des opérations les plus importantes du maréchal Mortier. Les ennemis firent plusieurs sorties qui tournèrent à leur détriment : un des faubourgs de la ville devint la proie

des flammes; c'est à ce sujet que l'empereur écrivit à Mortier : « Je regrette déjà ce qui s'est fait; je suis » fâché que le beau faubourg de Stralsund ait été » brûlé. Est-ce à nous de faire du mal à la Suède? Ce » n'est qu'un rêve : c'est à nous à la défendre, et non » à lui faire du mal. Faites-lui-en le moins que vous » pourrez. Proposez au gouverneur une suspension » d'armes, afin d'alléger et de rendre moins funeste » une guerre que je regarde comme criminelle, parce » qu'elle est impolitique. » Les vœux de l'empereur ne tardèrent pas à être exaucés. Le 18 avril fut conclu, entre le maréchal Mortier et le général Essen, un armistice que suivit bientôt une réconciliation complète, et qui permit à Mortier de se porter vers les murs de Dantzick où Lefèvre, par des exploits chaque jour renouvelés, mettait le sceau à sa gloire.

Le siége avait été mené avec vigueur, et le feldmaréchal Kalkreuth était presque réduit à l'extrémité. Vingt et un mille hommes de garnison, l'inondation qui protégeait les remparts, l'intempérie du climat, les sorties meurtrières des assiégés, l'étendue des fortifications, l'irrégularité d'un terrain entrecoupé de marais, de rivières et de canaux, de lacs et de collines, rien n'avait étonné Lefèvre et ses soldats : ils avaient surmonté des obstacles qui paraissaient invincibles; tout était prêt pour l'assaut, lorsque le général Kamenski débarqua au camp retranché de Newsahzweser, avec 20,000 hommes détachés de la grande armée russe. C'était un renfort que le général en chef Beningsen envoyait secrète-

ment à Kalkreuth, et, pour masquer son expédition, il tenta plusieurs attaques simulées contre Napoléon. Mais celui-ci devina son dessein; et, au moment où Kamenski débarquait ses troupes, le maréchal Lannes, à la tête des grenadiers d'Oudinot, faisait sa jonction avec le corps du maréchal Lefèvre.

Trois jours après, le 15 mai, une action sérieuse s'engagea entre ces deux armées. Des deux côtés, on fit des prodiges de valeur. Mais les Russes et les Prussiens furent mis en déroute, et cette journée leur coûta 4000 hommes.

Les assiégés tentèrent de nouveaux efforts : repoussés de tous côtés, ils furent enfin obligés de céder pour éviter l'assaut; la capitulation eut lieu le 20 mai. L'empereur en ratifia les conditions le 25, et conféra à Lefèvre le titre de duc de Dantzick. Le maréchal fit son entrée dans la ville à la tête du deuxième corps.

La prise de Dantzick nous rendait maîtres de l'embouchure de la Vistule, et couvrait parfaitement la gauche de notre armée. Les coalisés perdirent leur principal boulevard; cet événement, au lieu de les ramener à des sentimens pacifiques, sembla produire un effet contraire; ils rompirent brusquement des négociations entamées depuis plusieurs mois. Peut-être cette confiance leur venait-elle des puissans renforts qu'ils avaient reçus et de la promesse que l'Angleterre renouvelait de prendre une part plus active à la guerre; mais Napoléon faisait face à tout : il avait pris les précautions nécessaires pour préve-

nir une descente, et les Anglais n'osèrent pas paraître ; d'un autre côté, il recevait les contingens de la Hollande, de l'Italie, du Wurtemberg, de la Bavière, des princes de la confédération ; la France lui envoyait aussi de nouvelles recrues qu'une seule bataille allait transformer en héros. Durant les loisirs des négociations, l'empereur, du fond de ses camps, présidait le conseil-d'état : il complétait les codes de nos lois en promulguant les deux derniers qui embrassent la législation et la procédure criminelles; c'est de son repos que sortit en même temps ce fameux décret qui organisait le blocus continental, dessein gigantesque, à la poursuite duquel Napoléon fatigua sa fortune, et qui eût à jamais affranchi le continent de l'influence de l'Angleterre, si l'exécution complète du système eût duré quelque temps de plus.

Pendant son séjour à Varsovie, au commencement de mai, l'empereur reçut une ambassade du souverain de la Perse. Comme la puissance de l'Angleterre a son point d'appui dans l'Inde, Napoléon cherchait à se ménager en Asie d'utiles relations. Il fut convenu que désormais il y aurait une légation nombreuse de Persans à Paris, et de Français dans la capitale de la Perse.

C'est du milieu de ces soins politiques, après avoir tenté toutes les voies de réconciliation, et proposé une paix dont la base devait être *égalité* et *réciprocité* entre les deux masses belligérantes, que l'empereur, attaqué dans ses cantonnemens, donna le

signal des combats. Le même jour, 5 juin, les Russes et les Prussiens furent repoussés à Spandaw et à Lomitten. Des deux côtés on rivalisa de valeur et d'intrépidité. Le 6, l'ennemi veut enlever d'assaut les murs de Deppen : il perd 2000 hommes et échoue dans sa tentative. Le 9, l'empereur entre dans Gluckstadt, que les Français viennent d'emporter de vive force. Le lendemain, le mouvement continue sur Heilsberg : partout le terrain demeure aux Français, et bientôt ils se trouvent devant cette ville, après avoir, par un changement subit de front, intercepté complètement le chemin d'Eylau. L'ennemi avait choisi lui-même cette position, et l'on s'attendait à une action générale; mais à dix heures du soir, on le vit passer sur la rive droite de l'Alle, abandonnant tout le pays de la gauche, et laissant à notre disposition ses blessés, ses magasins et ses retranchemens, fruit de quatre mois de travail et de sollicitudes. Le 12, à la pointe du jour, l'armée française entra à Heilsberg; la cavalerie légère continua de poursuivre les ennemis dans la direction de Barteinstein, pendant que d'autres corps agissaient pour le déborder, en arrivant avant lui sur ses magasins. Un plein succès couronna cette manœuvre.

Toutes ces affaires, où l'armée française acquit de nouveaux titres de gloire, ont pâli et se sont éclipsées devant celle qui va s'engager à Friedland, et qui doit décider du sort de la campagne. Le 14, l'ennemi débouche sur le pont de Friedland; le premier coup de canon se fait entendre : « C'est un jour

» de bonheur, s'écrie Napoléon ; c'est l'anniversaire » de la bataille de Marengo ! » L'action ne devint générale qu'à cinq heures du soir ; à ce moment, nos différens corps d'armée étaient en place. Jamais armées ne montrèrent plus d'héroïsme et d'acharnement ; à onze heures du soir on se battait encore ; les Russes ne cédèrent la victoire qu'après des efforts inouis pour nous l'arracher ; mais, comme à Austerlitz, les flots engloutirent par deux fois des milliers de Russes qui ne trouvèrent pas d'autre asile contre la furie de nos attaques. Les maréchaux Soult, Mortier, Lannes, Murat et Ney, firent des prodiges. La garde russe fut écrasée ; Napoléon avait constamment dirigé cette vaste ligne de bataille : on le voyait dans les lieux les plus exposés au feu de l'ennemi, donner froidement ses ordres au milieu des balles et des boulets qui pleuvaient de tous côtés. Suivant son usage il coucha sur le champ de bataille, et le lendemain il était sur la route de Wehlau. Le 19, il entra dans Tilsitt où l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient séjourné pendant trois semaines. Toutes les colonnes de la grande-armée touchaient aux frontières de la Russie.

L'affaire de Friedland fut comme un coup de foudre qui paralysa l'ardeur des coalisés : Kœnigsberg, leur principal entrepôt de guerre, tomba au pouvoir des Français avec d'immenses approvisionnemens de toute espèce, des munitions considérables, et des fusils pour toute une armée. Plusieurs autres villes

et forteresses ouvrirent leurs portes : partout le découragement remplaçait la résistance.

Le 20 juin 1807, fut signé à Tilsitt un armistice au nom de l'empereur des Français et de l'empereur de Russie. Le lendemain, Napoléon fit mettre à l'ordre du jour la proclamation suivante qui n'est qu'un résumé de cette rapide et brillante campagne.

« Soldats !

» Le 5 juin nous avons été attaqués dans nos cantonnemens par l'armée russe. L'ennemi s'est mépris sur notre inactivité; il s'est aperçu, trop tard, que notre repos était celui du lion. Il se repent de l'avoir troublé.

» Dans les journées de Gieltstadt, de Heilsberg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de campagne, enfin, nous avons pris cent vingt pièces de canon, sept drapeaux, tué, blessé ou fait prisonniers soixante mille Russes; enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances; la place de Kœnigsberg, les trois cents bâtimens qui étaient dans ce port, chargés de toute espèce de munitions, cent soixante mille fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

» Des bords de la Vistule nous sommes arrivés sur ceux du Niémen, avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement; vous avez cette année dignement célébré

» celui de Marengo qui mit fin à la guerre de la se-
» conde coalition.

» Français! vous avez été dignes de vous et de
» moi; vous rentrerez en France couverts de tous
» vos lauriers, et après avoir obtenu une paix glo-
» rieuse qui porte avec elle la garantie de sa durée.

» Il est temps que la patrie vive en repos à l'abri
» de la maligne influence de l'Angleterre; mes bien-
» faits vous prouveront ma reconnaissance et toute
» l'étendue de l'amour que je vous porte.

» NAPOLÉON.

» Au camp impérial de Tilsitt, 22 juin 1807. »

C'est véritablement à cette époque que, suivant l'expression de Napoléon, le monde pouvait être partagé en deux.

Pendant les négociations eut lieu cette fameuse conférence connue sous le nom d'entrevue des deux empereurs. Un grand radeau, sur lequel s'élevait un pavillon, avait été préparé au milieu du Niémen : c'est là que Napoléon et Alexandre s'embrassèrent en présence des troupes qui se pressaient sur l'une et l'autre rive : ils demeurèrent deux heures ensemble; cette conversation décida du sort de l'Europe.

La moitié de la ville de Tilsitt fut neutralisée. Les souverains de France et de Russie habitaient dans la même rue; les communications les plus amicales s'établirent entre les deux cours. Alexandre intercéda pour le roi de Prusse qui fut admis dès le lende-

main dans les hautes conférences. Les souverains séjournèrent trois semaines à Tilsitt, et chaque jour éclairait de nouveaux témoignages d'attachement, de plus vives protestations d'amitié.

La victoire avait mis entre les deux monarques une différence de position dont le traité de Tilsitt, qui fut signé le 7 juillet, se ressentit beaucoup moins que du désir qu'avait Napoléon d'entraîner la Russie dans son système continental. La plupart des clauses furent consacrées à ce vaste projet, et c'est à l'ardeur avec laquelle l'empereur le poursuivait qu'il faut sans doute attribuer l'abandon de la Pologne qui nous avait montré un si grand dévouement. A la vérité la destination d'une partie de ce royaume fut changée : tout ce qui avait été ravi à la Prusse passa sous la domination plus douce du roi de Saxe avec le nom de grand-duché de Varsovie. La reconnaissance des trois frères de Napoléon, Joseph, Louis, Jérôme, comme rois de Naples, de Hollande et de Westphalie, forma un des principaux articles du traité. Le roi de Prusse dut à l'appui de la Russie, aux sollicitations de la reine et à l'imprudence de la générosité française, la conservation d'une moitié de ses États; enfin Napoléon acceptait la médiation d'Alexandre pour un rapprochement avec l'Angleterre, à laquelle, en attendant, toutes les côtes, tous les ports de la Prusse demeurèrent fermés. Telle est la substance du traité de Tilsitt, par lequel nous exigeâmes moins dans la victoire que nous n'aurions pu obtenir dans la défaite; mais

ce traité, qui pouvait réaliser les vastes projets de Napoléon pour abaisser à jamais la puissance qui a usurpé l'empire des mers, et qui formait le seul obstacle au développement de la grandeur de la France, comme à la stabilité de ses institutions, était une immense conquête de la politique favorisée par la victoire.

Les monarques se séparèrent dans la plus parfaite intelligence; et quoique la Suède, à l'instigation des Anglais, eût recommencé les hostilités, Napoléon revint à Saint-Cloud le 27 juillet, laissant le soin de vaincre ses nouveaux ennemis au maréchal Brune qui s'acquitta de cette mission avec bonheur et célérité. Des acclamations universelles saluèrent le retour de l'empereur; on se pressait pour voir l'homme qui avait exécuté de si grandes choses, et fait de toutes les nations un piédestal à la France : l'enthousiasme était inexprimable, et peut-être Napoléon ne sut-il pas résister lui-même à l'ivresse générale. On le voit avec peine saisir, dans une si grande circonstance, l'occasion d'abolir le tribunat. Un sénatus-consulte, en date du 19 août, supprima ce dernier refuge de la liberté mourante. La destruction du tribunat ne fit pas de sensation dans le peuple, mais elle affligea les sages; après avoir déjà mutilé ce corps par des éliminations illégales, Napoléon annonçait, en le détruisant, qu'il ne voulait pas même souffrir une ombre d'opposition en France. Cette mesure fut encore vue de mauvais œil, parce qu'elle prouvait que la constitution même de l'an VIII,

si bien disposée dans les intérêts du pouvoir, n'était qu'un vain simulacre. Du reste, notre gloire montée à son comble, la prospérité publique, l'abondance du numéraire, les progrès de l'industrie, occupaient tous les esprits, et empêchaient les sages de faire entendre leur voix contre un système calculé d'usurpation de tous les pouvoirs de l'État. Les peuples se plaignent du joug qu'on leur impose; mais leur servitude est encore plus leur crime que celui de leurs maîtres. On n'hésite point à leur enlever des droits dont ils ne paraissent sentir la perte que lorsque leur indifférence est punie par les suites funestes qu'elle amène.

La paix du Continent ne devait pas être de longue durée. Le Portugal, que sa position topographique rendait presque étranger aux mouvemens du reste de l'Europe, avait conservé avec les Anglais ses anciennes liaisons, et contrariait, au mépris des conventions, le système qui devait affranchir à jamais le Continent de la funeste influence des insulaires qui étendaient leur pouvoir sur toutes les parties du monde; Napoléon résolut de fermer les ports de ce royaume aux marchandises de la Grande-Bretagne. Il traita avec le gouvernement espagnol pour le passage d'une armée, et avant la fin de novembre le général en chef Junot fit son entrée triomphale dans Lisbonne, à la tête d'une armée de 25,000 hommes auxquels se joignirent quelques divisions espagnoles. Le lieutenant de Napoléon montra, dans cette circonstance, quelque chose de l'audace réflé-

chie de son modèle; il osa entrer dans la capitale du Portugal au milieu d'une population de 300,000 âmes, n'ayant avec lui qu'une avant-garde de 400 hommes, sans cavalerie, sans artillerie, sans munitions; cette conduite imposa au peuple et à la flotte anglaise. La conquête du pays, abandonné par le prince-régent et par toute la cour, n'éprouva point d'obstacles. Pendant ce temps, un corps des meilleures troupes espagnoles était dirigé sur la grande armée; des événemens encore plus importans se préparaient.

# CHAPITRE VII.

DEPUIS LE TRAITÉ DE TILSITT, JUSQU'A LA NOUVELLE RUPTURE AVEC LA RUSSIE, EN 1812.

Pendant la dernière campagne de Prusse, la démonstration la plus hostile du cabinet de Madrid, un appel aux armes contre nous, des manifestes et des armemens, avaient un instant causé de sérieuses inquiétudes à l'empereur : il se rappelait d'ailleurs que cette puissance avait manisfesté de mauvais desseins contre nous à plusieurs époques, notamment avant Marengo, et pendant les négociations de 1803 : en outre, exposé à tout moment au danger d'avoir à combattre les masses du Nord, il avait senti profondément, à l'époque de cette levée de boucliers, que nous ne pouvions être complètement en sûreté, que par la coopération du Midi, et que l'alliance indissoluble de l'Espagne et du Portugal avec la France offrait seule un contre-poids suffisant aux coalitions septentrionales. Mais cette alliance, devait-il l'espérer durable entre sa dynastie et celle des Bourbons? La nature des choses et l'expérience du passé ne permettaient guère d'espérer ce résultat.

Pendant que la Cour des Comptes s'installe à Paris, que le Code de Commerce est mis en vigueur,

que le territoire de l'empire s'accroît de plusieurs provinces étrangères, et que les Français font une promenade militaire à Rome; tout-à-coup l'armée que Murat conduit contre le Portugal, entre en Navarre et en Catalogne. Bientôt Figuières et Saint-Sébastien, et d'autres places fortes de l'Espagne, nous sont ouvertes; ces peuples nous voient arriver avec une joie inexprimable. Ils sentent le besoin de notre appui, et attendent tout de Napoléon. La confusion et l'anarchie régnaient dans le gouvernement, par suite des querelles sans cesse renaissantes au sein de la famille royale. Deux partis se menaçaient hautement, celui du prince Ferdinand et celui de la reine, ou plutôt de Manuel Godoy, parvenu, à force d'intrigues, du rang le plus subalterne, aux premières dignités du royaume. Le luxe effronté de ce favori avait soulevé contre lui l'indignation nationale, et Ferdinand se servit de cette haine pour forcer son père à lui céder la couronne. Le vieux monarque abdiqua, le 19 février, en faveur d'un fils imprudent. Sur ces entrefaites, Murat s'avançait vers Madrid. A peine est-il entré dans cette capitale, que Charles proteste en secret contre son abdication. Le général en chef propose au père et au fils, l'arbitrage de l'empereur; bientôt un nouveau mandataire de Napoléon, flattant les prétentions des deux partis, décide enfin Charles et Ferdinand à faire le voyage de Bayonne. Napoléon était dans cette ville depuis le 15 avril. La famille royale d'Espagne y arriva successivement avant la fin du

mois. Le prince des Asturies se présenta sous le titre de Ferdinand VII; mais Napoléon refusa de reconnaître le titre de roi en sa personne. Les visites des nouveaux venus au château de Marac étaient fréquentes; l'empereur eut avec eux de longs entretiens qui finissaient par des témoignages réciproques de confiance. Le résultat de ces conférences fut l'abdication de Charles IV, la renonciation de sa famille au trône des Espagnes, et la cession de ses droits à l'empereur. Après ces actes de faiblesse d'une part et de fausse politique de l'autre, Charles prit la route de Compiègne, Ferdinand celle de Valençay, et Napoléon s'occupa de donner un roi et une constitution aux Espagnols. Assurément Joseph valait beaucoup mieux, comme roi et comme homme, que le pauvre Charles IV, esclave d'un favori, et Ferdinand VII, qui venait de détrôner son vieux père; assurément la constitution de Bayonne était infiniment préférable au mauvais gouvernement de l'Espagne; et certes aujourd'hui ses peuples seraient plus heureux s'ils eussent accepté ce présent d'un ennemi qui les affranchissait de tant de servitudes sous lesquelles ils gémissent encore; mais la conduite de Napoléon, qui ne voyait dans tous ces changemens qu'un immense coup d'état, avait eu les apparences de la trahison, dès-lors tout fut perdu. L'enthousiasme pour le vainqueur de l'Europe était si grand dans la péninsule, que l'on s'apprêtait à le recevoir sous des arcs de triomphe et sur des tapis de fleurs; à peine la nouvelle des événemens de Bayon-

ne fut connue dans la péninsule, que tous les Espagnols poussèrent un cri de vengeance, et jurèrent de ne déposer les armes que lorsque Ferdinand serait libre. Déjà des juntes s'organisent dans toutes les provinces, et reçoivent leur impulsion de la junte suprême établie à Cadix. Il se forme des guérillas qui se répandent dans les bois et les montagnes, observent de là nos troupes, et s'élancent, de leurs hauteurs inaccessibles, sur les détachemens isolés.

Le 2 mai, Madrid se soulève inopinément, et plus de 500 Français furent égorgés dans les rues; Murat, qui se laissait tromper par les protestations des Espagnols, et ne soupçonnait pas, au moment même, l'incendie qui couvait sous la cendre, ajouta au défaut de prévoyance un singulier défaut de jugement; la vengeance terrible qu'il exerça dans la capitale, en mitraillant le peuple, eut les plus fatales conséquences. Plusieurs autres villes suivirent l'exemple sanguinaire que Madrid avait donné. Dès les premiers jours, de représailles en représailles, la guerre prit un caractère de férocité digne des siècles de barbarie; les Espagnols nous immolaient en haine de la servitude; les Français vengeaient avec fureur des frères impitoyablement massacrés.

Tous ces malheurs auraient été prévenus, si Murat avait eu la capacité nécessaire pour exécuter les admirables instructions que la sagesse de Napoléon avait tracées dans la lettre suivante :

29 mars 1808.

« M. le grand-duc de Berg, je crains que vous ne » me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que » vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 20 » mars a singulièrement compliqué les événemens : » je reste dans une grande perplexité.

» Ne croyez pas que vous attaquiez une nation dé- » sarmée, et que vous n'ayez que des troupes à mon- » trer pour soumettre l'Espagne. La révolution du » 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Es- » pagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf : il a tout » le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on » rencontre chez des hommes que n'ont point usés » les passions politiques.

» L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Es- » pagne. S'ils craignent pour leurs priviléges et pour » leur existence, ils feront contre nous des levées en » masse *qui pourront éterniser la guerre.* J'ai des par- » tisans ; si je me présente en conquérant, je n'en » aurai plus.

» Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'ac- » cuse d'avoir livré l'Espagne à la France ; voilà le » grief qui a servi à l'usurpation de Ferdinand ; le » parti populaire est le plus faible.

» Le prince des Asturies n'a aucune des qualités » qui sont nécessaires au chef d'une nation ; cela » n'empêchera pas que, pour nous l'opposer, on n'en » fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de vio- » lence envers les personnages de cette famille : il

» n'est jamais utile de se rendre odieux, et d'en-
» flammer les haines. L'Espagne a plus de cent mille
» hommes sous les armes, c'est plus qu'il n'en faut
» pour soutenir avec avantage une guerre intérieure :
» divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de
» soulèvement total à la monarchie entière.

» Je vous présente l'ensemble des obstacles qui
» sont inévitables, il en est d'autres que vous sentirez :
» l'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion
» de multiplier nos embarras; elle expédie journelle-
» ment des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes
» du Portugal, et dans la Méditerranée : elle fait des
» enrôlemens de Siciliens et de Portugais.

» La famille royale n'ayant point quitté l'Espagne
» pour aller s'établir aux Indes, il n'y a qu'une révo-
» lution qui puisse changer l'état de ce pays : c'est
» peut-être celui de l'Europe qui y est le moins pré-
» paré. Les gens qui voient les vices monstrueux de
» ce gouvernement, et l'anarchie qui a pris la place de
» l'autorité légale, font le plus petit nombre; le plus
» grand nombre profite de ces vices et de cette anar-
» chie.

» Dans l'intérêt de mon Empire, je puis faire beau-
» coup de bien à l'Espagne. Quels sont les meilleurs
» moyens à prendre?

» Irais-je à Madrid? exercerais-je l'acte d'un grand
» protectorat, en prononçant entre le père et le fils?
» Il me semble difficile de faire régner Charles IV :
» son gouvernement et son favori sont tellement dé-

» popularisés, qu'ils ne se soutiendraient pas trois » mois.

» Ferdinand est l'ennemi de la France, c'est pour » cela qu'on l'a fait roi. Le placer sur le trône sera » servir les factions qui, depuis vingt-cinq ans, veu- » lent l'anéantissement de la France. Une alliance de » famille serait un faible lien : la reine Élisabeth et » d'autres princesses françaises ont péri misérablement » lorsqu'on a pu les immoler impunément à d'atro- » ces vengeances. Je pense qu'il ne faut rien préci- » piter, qu'il convient de prendre conseil des événe- » mens qui vont suivre..... Il faudra fortifier les corps » d'armée qui se tiendront sur les frontières du Por- » tugal, et attendre.....

» Je n'approuve pas le parti qu'a pris V. A. I. de » s'emparer aussi précipitamment de Madrid. Il fal- » lait tenir l'armée à dix lieues de la capitale. Vous » n'aviez pas l'assurance que le peuple et la magis- » trature allaient reconnaître Ferdinand sans contes- » tation. Le prince de la Paix doit avoir dans les em- » plois publics des partisans; il y a, d'ailleurs, un » attachement d'habitude au vieux roi, qui pouvait » produire des résultats. Votre entrée à Madrid, en » inquiétant les Espagnols, a puissamment servi Fer- » dinand. J'ai donné ordre à Savary d'aller auprès » du vieux roi voir ce qui s'y passe : il se concertera » avec V. A. I. J'aviserai ultérieurement au parti qui » sera à prendre; en attendant, voici ce que je juge » convenable de vous prescrire :

» Vous ne m'engagerez à une entrevue, *en Espa-*

» *gne,* avec Ferdinand, que si vous jugez la situation » des choses telle, que je doive le reconnaître comme » roi d'Espagne. Vous userez de bons procédés en- » vers le roi, la reine et le prince Godoy. Vous exi- » gerez pour eux, et vous leur rendrez les mêmes » honneurs qu'autrefois. Vous ferez en sorte que les » Espagnols ne puissent pas soupçonner le parti que » je prendrai : cela ne sera pas difficile, *je n'en sais* » *rien moi-même.*

» Vous ferez entendre à la noblesse et au clergé » que, si la France doit intervenir dans les affaires » d'Espagne, leurs priviléges et leurs immunités se- » ront respectés. Vous leur direz que l'Empereur dé- » sire le perfectionnement des institutions politiques » de l'Espagne, pour la mettre en rapport avec l'état » de la civilisation de l'Europe, pour la soustraire au » régime des favoris..... Vous direz aux magistrats et » aux bourgeois des villes, aux gens éclairés, que l'Es- » pagne a besoin de recréer la machine de son gou- » vernement, et qu'il lui faut des lois qui garantis- » sent les citoyens de l'arbitraire et des usurpations » de la féodalité, des institutions qui raniment l'in- » dustrie, l'agriculture et les arts. Vous leur peindrez » l'état de tranquillité et d'aisance dont jouit la » France, malgré les guerres où elle s'est toujours » engagée; la splendeur de la religion, qui doit son » établissement au concordat que j'ai signé avec le » Pape. Vous leur démontrerez les avantages qu'ils » peuvent tirer d'une régénération politique : l'ordre » et la paix dans l'intérieur, la considération et la

» puissance à l'extérieur : tel doit être l'esprit de vos » discours et de vos écrits. Ne brusquez aucune dé- » marche; je puis attendre à Bayonne, je puis passer » les Pyrénées, et me fortifiant vers le Portugal, aller » conduire la guerre de ce côté.

» Je songerai à vos intérêts particuliers, n'y songez » pas vous-même..... Le Portugal restera à ma dis- » position..... Qu'aucun projet personnel ne vous » occupe, et ne dirige votre conduite, cela me nui- » rait et vous nuirait encore plus qu'à moi.

» Vous allez trop vite dans vos instructions du 14; » la marche que vous prescrivez au général Dupont, » est trop rapide, à cause de l'événement du 19 mars. » Il y a des changemens à faire, vous donnerez de » nouvelles dispositions, vous recevrez des instruc- » tions de mon ministre des affaires étrangères.

» J'ordonne que la discipline soit maintenue de la » manière la plus sévère : point de grâce pour les » plus plus petites fautes. L'on aura pour l'habitant » les plus grands égards; l'on respectera principale- » ment les églises et les couvens.

» L'armée évitera toute rencontre, soit avec des » corps de l'armée espagnole, soit avec des détache- » mens : il ne faut pas que d'aucun côté, il soit brûlé » une amorce.

» Laissez *Solano* dépasser Badajos, faites-le obser- » ver; donnez vous-même l'indication des marches » de mon armée, pour la tenir toujours à une distance » de plusieurs lieues des corps espagnols : *si la guerre* » *s'allumait, tout serait perdu.*

» C'est à la politique et aux négociations qu'il ap-
» partient de décider des destinées de l'Espagne. Je
» vous recommande d'éviter des explications avec
» Solano, comme avec les autres généraux et les gou-
» verneurs espagnols.

» Vous m'enverrez deux estafettes par jour ; en cas
» d'événemens majeurs, vous m'expédierez des offi-
» ciers d'ordonnance : vous me renverrez sur-le-
» champ le chambellan de T....., qui vous porte
» cette dépêche ; vous lui remettrez un rapport dé-
» taillé. Sur ce, etc.

» NAPOLÉON. »

Cependant nous avons formé des armées, et nous sommes en état de faire sentir notre force à l'Espagne. Partout nous faisons reculer l'ennemi ; la Catalogne, l'Aragon, la Navarre, sont témoins de nos victoires ; Moncey, dans le royaume de Valence, renouvelle par des succès brillans ses vieux lauriers républicains. Moins heureux, le général Dupont, démentant ses exploits, sa gloire, son caractère, consent à faire capituler des Français à Baylen : les Espagnols violent la capitulation, et des milliers de nos soldats sont entassés sur les pontons de l'Angleterre. Ce général habile, recommandé par d'importans services, commit alors une faute impardonnable : il ne lavera jamais la tache qu'il a imprimée à son nom, par un revers qui a donné aux Espagnols cette force de l'opinion et cette confiance en soi-même avec lesquelles les individus et les peu-

ples triomphent de tous les périls, et grandissent tout-à-coup d'une manière démesurée. Rome, Sparte, et, de nos jours, Londres, si rigoureuse envers l'amiral Binck, auraient donné un exemple terrible, même envers un général qui n'aurait été que malheureux ; l'indulgence et la faiblesse que montra le chef du gouvernement français, dans une circonstance qui demandait qu'un grand exemple fût donné aux généraux chargés d'une guerre si difficile ; l'opposition mal à propos généreuse, ou plutôt secrètement hostile, qui défendit le célèbre captif, ont coûté bien des malheurs à la France. Napoléon craignit de passer pour un tyran ; il ne fit pas son devoir de roi. La bataille de Médina, où quatorze mille de nos soldats dispersèrent cinquante mille ennemis, vengea, sans le réparer, l'échec de Baylen ; le maréchal Bessières fit oublier, par ses belles manœuvres, les fautes du général Dupont qui lui était bien supérieur par le talent et la renommée.

La résistance des Espagnols devait bientôt nécessiter la présence de Napoléon dans la Péninsule ; son frère Joseph, nommé roi d'Espagne, le précéda de quelques mois, et fit, le 20 juillet, son entrée à Madrid d'où Murat était parti pour aller s'asseoir sur le trône de Naples.

La marche et l'exaltation des troupes victorieuses du général Castanos, audacieux violateur de la convention de Baylen, l'arrivée d'une armée anglaise en Portugal, sous les ordres d'Arthur Wellesley (depuis lord Wellington), et une maladie contagieuse dont les

Français furent atteints, obligèrent bientôt Joseph à se retirer dans la ville de Vittoria; toutes nos forces reçurent l'ordre de se concentrer sur Burgos.

Ces fâcheuses nouvelles arrivèrent à Napoléon en même temps que celle de la capitulation de l'armée de Portugal. Junot, après de glorieux efforts, pressé de tous côtés par une population armée, ayant à combattre à la fois les Anglais, les Portugais et les Espagnols, isolé d'ailleurs dans un pays ennemi où toutes les ressources lui étaient fermées, traita avec le général Wellesley à des conditions honorables. Nos troupes furent embarquées avec armes et bagages, et conduites en France.

L'empereur n'était accoutumé qu'à vaincre : une résistance aussi imprévue irrita son âme; il résolut d'aller montrer aux champs de bataille de l'Espagne le vainqueur d'Austerlitz et de Marengo. Mais, avant de se diriger vers le Midi, il fit le voyage d'Erfurth, où plusieurs souverains s'étaient donné rendez-vous. Il s'y assura des intentions amicales de la Russie, et resserra les liens de confiance qui lui attachaient Alexandre; ou plutôt ces deux princes firent entre eux ce grand partage de l'Europe, où l'un devait être souverain du Midi et l'autre du Nord. L'invasion de l'Espagne faisait partie du système continental contre l'Angleterre et du vaste plan tracé par deux grandes ambitions d'accord. Il n'y a point dans la vie de Napoléon d'époque pareille à celle des conférences d'Erfurth; l'Europe entière et ses rois s'abaissaient devant lui, tandis que l'empereur de Russie,

se croyant à peine l'égal de l'empereur de France, admirait en lui la supériorité du génie et s'honorait de l'amitié d'un grand homme. Enfin, ce qui est bien au-dessus des triomphes de l'orgueil, Napoléon commandait à la ligue formidable des peuples et des rois contre l'Angleterre. Il fallut enfin quitter le théâtre de sa gloire. Certain de l'assentiment d'Alexandre, Napoléon dirigea une partie de la grande armée vers les Pyrénées, et prit lui-même cette route après avoir fait à Paris l'ouverture de l'assemblée législative. La nature lui avait sans doute donné un corps infatigable comme son génie.

Napoléon parut enfin en Espagne. Arrivé le 5 novembre à Vittoria, sa présence fut une commotion électrique qui releva le courage des Français, et sembla abattre l'orgueil des ennemis. L'armée d'Estramadure dispersée près de Gamonal, l'armée de Galice détruite à Espinosa de Los Monteros, les deux armées d'Andalousie et d'Aragon culbutées non loin de Tudela, tels furent les exploits qui rouvrirent en 15 jours aux Français la route de Madrid. Lorsque Napoléon se présenta devant cette capitale, les habitans paraissaient disposés à la défendre : les rues étaient dépavées et barricadées; les couvens, les maisons, crénelés et matelassés. Tout annonçait un siége, quand les autorités civiles et militaires vinrent implorer la clémence de l'empereur. Une amnistie générale fut proclamée; tranquilles désormais sur les intentions des Français, qu'on avait peints des couleurs les plus noires, les citoyens re-

prirent paisiblement leurs travaux et leurs habitudes.

Le premier soin de l'empereur, après l'occupation de Madrid, fut d'abolir l'inquisition et les lois barbares qui servaient de règle à cet horrible tribunal; il rendit la liberté aux nombreuses victimes englouties dans les cachots, réduisit le nombre des couvens, prit des mesures pour détruire l'influence des moines, s'appliqua à ralentir les progrès de la superstition, et rabaissa la féodalité qui semblait avoir grandi en Espagne, tandis qu'elle expirait dans presque toute l'Europe. Par ces actes, dont les principes étaient puisés dans l'esprit de la liberté et du christianisme, on eût dit qu'il voulait légitimer son pouvoir et sanctifier sa conquête.

Napoléon quitta Madrid pour voler à la rencontre des Anglais qui avaient mis le pied en Espagne presque en même temps que lui; mais le général Moore et ses alliés, tremblant au seul nom de l'empereur, reculaient de position en position, et évitaient le combat par la fuite. On ne put atteindre leur arrière-garde qu'aux environs de Lugo : on la mit dans une déroute complète.

Les Anglais, après avoir perdu, dans leur retraite, près de 9,000 hommes, 10,000 chevaux, leur artillerie, leurs magasins et leur caisse militaire, se crurent trop heureux de gagner, à la faveur des ténèbres, le port de la Corogne; leur dessein était de se rembarquer. Ne trouvant point de vaisseaux pour les recevoir, ils firent les dispositions de défense; le seul point qui rende la Corogne accessible fut envi-

ronné de fortifications nombreuses. Vaines précautions! Les Français attaquèrent cette position formidable le 16 à deux heures après midi; le combat fut long et opiniâtre, la nuit seule y mit fin; le général Moore resta sur le champ de bataille avec 2,500 des siens; le général Baird perdit un bras; le commandement de l'armée britannique passa entre les mains du général Hope qui n'attendit pas le jour pour la faire embarquer.

Ainsi, tant que Napoléon présida aux affaires d'Espagne, la victoire fut fidèle à nos armes : sa présence faisait taire les rivalités et imprimait à la guerre cette impulsion vigoureuse qui ne peut résulter que de l'unité des mouvemens. Le moment n'était pas loin où tous les généraux allaient agir chacun de leur côté, de peur qu'en suivant la direction de leurs égaux, ils ne leur parussent inférieurs. Il fallut cependant courir les risques de cette mésintelligence, trop commune de tout temps parmi les officiers français; dès le 23 janvier 1809, l'empereur était de retour à Paris. Quel motif avait donc ainsi précipité son retour? Le traité de Tilsit était-il violé? la Prusse et la Russie appelaient-elles de nouveau la France sur les champs de bataille? Non, cette fois, c'est l'Autriche seule qui nous défie.

Le cabinet de Vienne n'apporta jamais de bonne foi dans ses traités avec nous; on se rappelle comment et par qui fut violé le traité de Campo-Formio; on n'a point oublié la fin tragique de nos ministres plénipotentiaires à Rastadt. Le traité de con-

cert entre l'Angleterre, la Suède, la Russie et l'Autriche, conclu au mois d'avril 1805, pour nous réduire à nos anciennes limites, l'agression de cette dernière puissance, malgré ses protestations d'amitié jusqu'au moment où ses troupes entraient à Munich, étaient un nouvel avertissement qui devait nous mettre en garde contre notre allié. Dès le commencement de 1806, Napoléon eut à regretter d'avoir accordé des conditions trop favorables à l'Autriche par le traité de Presbourg. Cachant avec soin ses armemens, elle les avait continués en pleine paix, elle avait porté ses troupes sur les frontières de la Bohême ; c'était immédiatement après la paix implorée par le vaincu avec les plus vives instances, et accordée par le vainqueur avec la plus grande générosité. Les incroyables succès de la campagne de Prusse suspendirent les desseins de l'Autriche. Mais en 1807, la formation de la landewerh et des réserves nationales, un vaste système de défense et d'invasion, et tous les préparatifs du système d'insurrection, de corruption et d'invasion dont nous avons vu les développemens, nous menaçaient d'une guerre prochaine. Au mois d'avril de la même année, on trouve la convention de Bartenstein où l'Autriche figure avec la Suède dans une coalition contre nous. En 1808, nouveaux sujets d'alarmes; l'Autriche a résolu de porter son armée à 400,000 hommes, et continue ses préparatifs avec ardeur, à l'abri des dénégations les plus formelles. Elle fait plus encore pour nous tromper ; l'empereur d'Autriche

n'ayant pas été admis aux conférences d'Erfurt, envoie dans cette ville un ambassadeur à Napoléon avec une lettre toute amicale et toute pacifique. Sur cette lettre, Napoléon dissout la grande armée, évacue la Silésie, et dégarnit l'Allemagne des troupes dont il avait pu disposer. Pendant que nous donnions cette satisfaction à l'Autriche afin de lui ôter toute espèce d'ombrage, elle avait renoué avec l'Angleterre, et profitait de la présence de Napoléon en Espagne pour continuer ses armemens; ils étaient presque achevés au moment de l'arrivée de l'empereur à Paris. Dès le mois de février suivant, les troupes allemandes étaient déjà sur le pied de guerre; et la Prusse, traitée avec tant d'indulgence par Napoléon, et abandonnée à elle-même par l'Autriche pendant la campagne d'Iéna, entrait en négociation contre nous avec l'Autriche.

Cependant Napoléon doutait encore des intentions hostiles de cette puissance, et se flattait de conjurer une rupture. Obligé enfin de reconnaître l'imminence de la guerre, il se hâta de réorganiser l'armée d'Allemagne; mais il résolut d'attendre à Paris l'attaque de ses ennemis; il voulait que l'initiative des hostilités fût prise par la cour de Vienne. Celle-ci n'hésita pas un moment à ouvrir la campagne sans aucune des formalités en usage parmi les nations policées. Le 1^er^ avril, l'archiduc quitta Vienne. Le 6, il dénonça la guerre dans une proclamation à son armée, au nom du salut public; le 8, l'empereur François quitta solennellement sa capitale,

pour aller, disait-il, se mettre à la tête des défenseurs de la patrie; le même jour, violant la foi des traités, il commença la guerre en prenant l'offensive sur tous les points.

A cette époque, l'empereur Alexandre qui venait de donner dans le congrès d'Erfurt tant de preuves d'estime, d'admiration et de confiance à Napoléon, se laissa influencer par une visite du roi et de la reine de Prusse, et prenait, peut-être en secret, de premiers arrangemens contraires aux intérêts de la France.

Le 16 avril, Napoléon, qui naguère combattait au fond de la Péninsule, se trouvait à la tête de ses légions du Rhin; sa présence produisit sur les ennemis l'effet de la tête de Méduse : ils se trouvèrent battus, ou du moins désorganisés avant d'avoir été attaqués. Dès les premiers chocs, la fortune se montra fidèle aux Français; le 19, le combat de Tann ouvrit la campagne d'une manière glorieuse pour nous; le 20, l'empereur, entouré des Bavarois et des Wurtembergeois, électrisés par la confiance qu'il leur témoignait en voulant vaincre avec eux seuls, battit séparément le corps du général Hiller et celui de l'archiduc Louis, fort de soixante mille hommes; le 21, le duc de Rivoli, envoyé la veille pour couper les communications de l'ennemi et passer sur les derrières de l'armée autrichienne, contribuait puissamment au brillant succès de Landshut, qui nous rendit maîtres du centre des communications de l'archiduc Charles, et du dépôt général de ses magasins et de son artillerie; le 22 vit, à Eckmülh, cent dix mille

Autrichiens attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche, et successivement chassés de leurs positions, fuir dans la plus épouvantable déroute devant cinquante mille combattans, et perdre, avec vingt mille prisonniers, presque toute leur artillerie; le 23, nous courions gagner la bataille de Ratisbonne, qui rouvrit au roi de Bavière les portes de sa capitale, et aux troupes françaises la route de Vienne. Pendant l'action, l'empereur fut frappé au pied droit d'une balle amortie qui lui fit une forte contusion : « Ce ne peut être, dit-il froi-» dement, qu'un Tyrolien qui m'ait ajusté de si loin : » ces gens sont fort adroits. » Il passa le 24 une revue générale où furent distribuées des décorations et d'autres récompenses : on lut à l'armée la proclamation suivante :

« Soldats, l'ennemi, enivré par un cabinet par-» jure, semblait ne plus conserver aucun souvenir » de vous; son réveil a été prompt : vous lui avez » apparu plus terribles que jamais.

» Naguère il a traversé l'Inn, et envahi le terri-» toire de nos alliés; naguère il promettait de por-» ter ses armes au sein de notre patrie; aujourd'hui » défait, épouvanté, il fuit en désordre. Déjà mon » avant-garde a passé l'Inn; avant un mois, nous se-» rons à Vienne. »

Napoléon tint parole. L'armée de l'archiduc Charles, battue dans toutes les rencontres, n'opposait plus qu'une molle résistance; elle venait de céder Ratisbonne; toute son énergie semblait paralysée.

De victoire en victoire, l'empereur arriva devant la capitale de l'Autriche, le 10 mai, à neuf heures du matin, précisément à la même heure, le même jour et un mois juste après le passage de l'Inn par l'armée autrichienne. Cette fois, la ville paraissait disposée à repousser la force par la force ; l'archiduc Maximilien, renfermé dans l'enceinte de la ville avec seize mille hommes, avait fait le serment de s'ensevelir sous ses ruines ; sommé deux fois de se rendre, il ne répondit que par des coups de canon : les habitans ne respectèrent même pas le caractère sacré de parlementaire ; ils faillirent massacrer le général Lagrange qui revint au camp couvert de blessures.

L'empereur fit bombarder une ville où les droits les plus saints de la guerre avaient été si outrageusement violés. A minuit, près de deux mille obus avaient éclaté dans les divers quartiers de Vienne : partout régnait la consternation. Cependant un officier autrichien était venu annoncer que la jeune archiduchesse Marie-Louise, retenue dans la capitale par une indisposition grave, était exposée au feu des assiégeans : aussitôt Napoléon fit changer la direction des batteries.

L'archiduc Maximilien, menacé de perdre ses communications, se hâta de sortir de Vienne, en l'abandonnant à la discrétion des Français. Une pareille conduite inspira ces réflexions à l'empereur : « Les » princes de cette maison ont abandonné leur capi- » tale, non comme des soldats d'honneur qui cèdent » aux circonstances et aux droits de la guerre, mais

» comme des parjures que poursuivent leurs propres » remords. En fuyant de Vienne, leurs adieux à ses » habitans ont été le meurtre et l'incendie ; comme » Médée, ils ont de leurs propres mains égorgé leurs » enfans. » Les Français firent le 13 mai leur entrée solennelle dans la capitale de l'Autriche. L'empereur resta avec sa garde à Schœnbrun. « Soldats, » avait-il dit à ces braves, soyons bons pour les pau- » vres paysans et pour le bon peuple qui a tant de » droits à notre estime ; ne conservons aucun orgueil » de nos succès ; voyons-y une preuve de cette jus- » tice divine qui punit l'ingrat et le parjure. »

Sur ces entrefaites, le Tyrol se soumettait aux armes victorieuses du duc de Dantzick ; et le vice-roi Eugène, surmontant des difficultés nombreuses, s'approchait de la grande armée avec laquelle il avait ordre de faire sa jonction.

L'empereur ne s'arrêta que peu de jours aux environs de Vienne ; son usage n'était pas de se reposer tant qu'il avait des ennemis en face. Il s'empara de l'île de Lobau dont l'occupation assurait nos communications et offrait un point d'appui pour commencer les travaux nécessaires au passage du Danube dont les Autrichiens bordaient la rive opposée. Trois ponts, formant ensemble une longueur de 500 toises, sont jetés; nos troupes s'y précipitent, et bientôt elles se trouvent à portée de leurs adversaires. Mais quelle infériorité numérique ! L'archiduc Charles est à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, que soutiennent deux cent trente pièces de canon ;

Napoléon n'a que trente mille hommes à leur opposer, qui vont avoir à combattre sur un terrain où le Danube, auquel elles se trouvent adossées, est leur seule retraite.

La journée du 21 se passa tout entière en combats terribles. Les corps commandés par les maréchaux Lannes et Masséna y firent des prodiges, et brisèrent tous les efforts d'un ennemi dont les masses auraient dû nous écraser. Le lendemain eut lieu la fameuse bataille d'Essling. Dès quatre heures du matin notre armée, qui avait reçu dans la nuit 15,000 hommes venus de l'île de Lobau, se trouvait engagée. Masséna supportait avec constance les attaques de l'ennemi ; mais las de se tenir sur la défensive, il s'était précipité sur eux et les avait culbutés. En ce moment Napoléon s'étant aperçu que le centre des Autrichiens prenait un développement extraordinaire, conçoit le projet de le couper en deux. En conséquence de ses ordres, le duc Montebello conduit l'attaque, le duc d'Istrie la soutient; le centre de l'armée ennemie est enfoncé; c'en était fait d'elle; la victoire était certaine, et la paix assurée, lorsqu'à sept heures on vient annoncer à Napoléon qu'une crue subite du Danube avait emporté les trois ponts établis sur le Danube. Un parc de réserve, une partie de notre grosse cavalerie et le corps entier du maréchal Davoust étaient retenus de l'autre côté du fleuve. A cette nouvelle, le calme et le sang-froid de Napoléon ne l'abandonnent point ; seulement il ordonne au duc de Montebello de ralentir son mouvement

et de prendre position entre Gross-Aspern et Essling.

L'ennemi était dans la plus épouvantable déroute ; il voit notre mouvement de retraite, le ralentissement de notre feu ; il revient à la charge, et depuis neuf heures du matin jusqu'à sept heures du soir, il fait des efforts inouis pour culbuter l'armée française. Elle fut sublime dans cette journée : Masséna y rendit d'immortels services, et jamais Napoléon ne montra plus de sang-froid; ses dispositions étaient admirables; son œil veillait partout; mais Gross-Aspern et Essling attiraient particulièrement son attention ; le premier de ces villages fut pris et repris quatre fois; le second, huit fois; la jeune garde, composée de conscrits, montait sur des colonnes de cadavres autrichiens, et s'élançait ensuite sur l'ennemi avec une furie dont rien ne peut donner l'idée. La vieille garde, impatiente de combattre, mais retenue par les ordres de l'empereur qui ménageait une dernière ressource à la victoire, était immobile; les colonnes ennemies craignirent de se briser contre cette colonne de granit. Tandis que nous étions obligés de ménager nos munitions, et d'attendre les Autrichiens à quarante pas pour frapper à coup sûr, ils nous tiraient plus de 40,000 coups de canon. La lutte finit à neuf heures du soir. L'ennemi eut 15 à 20,000 hommes tués ou mis hors de combat ; notre perte fut aussi considérable ; notre grosse cavalerie, et presque tout le corps des carabiniers, périrent dans cette affaire qui nous laissa pour trophées 4 drapeaux, 1500 prisonniers. Les

ennemis eurent à regretter 4 feld-maréchaux, 8 généraux, et 663 officiers; mais, outre le brave général Despagne, et d'autres généraux également distingués, la France déplora la mort de l'un des plus intrépides lieutenans de l'empereur, d'un homme aussi brave, aussi loyal que Bayard, et bien plus habile que ce frère d'armes de François Ier. Sur la fin de la journée, le maréchal Lannes fut renversé par un boulet qui lui fracassa le genou. L'empereur vole aussitôt vers le brancard sur lequel on le transportait, le serre dans ses bras et lui dit : « Lannes, me reconnais-tu? c'est l'empereur, c'est Bonaparte, c'est ton ami. — Oui, Sire; dans une heure vous aurez perdu celui qui meurt avec la gloire et la conviction d'avoir été votre meilleur ami! — Non, non, tu vivras, s'écrie l'empereur; puis se tournant vers son chirurgien : N'est-il pas vrai, Larrey, que vous me répondez de ses jours? » Vaine espérance! tous les secours de l'art ne purent prolonger que d'une semaine cette vie illustrée par tant de glorieux faits d'armes. La mort de Montebello fit un vide dans l'armée, et produisit en France l'effet d'un sinistre présage.

C'est à la bataille d'Essling que le général Walther, voyant l'empereur payer de sa personne et s'exposer comme un simple soldat, lui cria, dans un moment de péril imminent : « Sire, retirez-vous, ou je vous fais enlever par mes grenadiers. » Cependant on avait travaillé, depuis dix heures du matin, à la réparation des ponts dans l'île de Lobau,

mais l'ennemi contrariait ces travaux en lançant dans le fleuve des arbres, des brûlots, des barques et des radeaux chargés de pierres. D'un autre côté, une fonte de neiges dans les montagnes avait élevé les eaux de huit pieds. Dans le cours de la journée, on n'avait pu que par intervalle faire parvenir à l'armée quelques secours en hommes et en munitions, qui avaient toutefois rendu de grands services. Tandis que l'on cherchait à rétablir les communications, 12,000 blessés se pressaient sur la rive du Danube ; Napoléon s'occupait de hâter le passage de ces infortunés. Enfin, on le conjure de se retirer ; le Danube était couvert de débris ; il grossissait avec une effrayante rapidité ; des vents impétueux soulevaient ses flots ; la nuit était profonde ; tout annonçait une traversée des plus périlleuses. Napoléon, suivi du prince de Neufchâtel et d'un officier d'ordonnance, monta sur un frêle esquif éclairé par un flambeau. Il part, le flambeau s'éteint, et tout disparaît ; il ne reste de cette scène que le bruit du Danube furieux qui porte le nouveau César et sa fortune. Avant de quitter le champ de bataille, Napoléon avait envoyé au maréchal Masséna l'ordre d'effectuer sa retraite sur l'île de Lobau dans le plus grand silence, après avoir augmenté le feu de ses bivouacs, afin de donner le change à l'ennemi. A quatre heures du matin, il n'y avait plus un seul Français sur la rive gauche, et le pont était déjà replié. Napoléon, parvenu sur le bord opposé, retrouva le corps du maréchal Davoust, la division de carabi-

niers et de cuirassiers du général Saint-Sulpice ; mais d'affreuses privations furent imposées aux troupes renfermées dans l'île de Lobau, et presque tous les blessés périrent faute de secours. L'honneur demeura intact à Essling, mais l'affaire n'en fut pas moins un désastre dont le récit, quoique ménagé, produisit les sensations les plus douloureuses, et causa une espèce d'effroi dans Paris. Il semblait que l'on commençât à douter de l'étoile du grand homme. Le prince Charles ne sut pas profiter de notre affreuse situation ; et Napoléon, plus ferme, plus courageux, plus habile et plus fécond en ressources que jamais, fit faire des travaux dignes des Romains dans l'île de Lobau, et prépara ainsi la victoire décisive qui devait couronner la campagne. Tous les avis, même celui de l'inébranlable Masséna, soutenaient la nécessité de quitter l'île ; Napoléon, obstiné à la garder, parce qu'il avait une grande conviction de ses forces, et qu'il sentait d'ailleurs ses avantages sur un adversaire qui n'avait pas pu nous détruire lorsque nous étions dans une situation presque désespérée, demeura dans sa position, sans que rien pût altérer sa constance.

Pendant ces efforts de géant, Poniatowski défendait la Pologne contre l'archiduc Ferdinand, et obtenait des avantages qui auraient été bien autrement importans si la Russie eût fait en notre faveur autre chose qu'une simple démonstration hostile contre l'ennemi : en Italie, l'armée autrichienne, forte de son nombre et comptant sur des moyens

insurrectionnels, avait d'abord obtenu des succès; mais enfin le prince Eugène les avait vengés en prenant aux Autrichiens une grande partie de leur armée et 60 pièces de canon : cette heureuse et brillante revanche l'avait mis à même de faire sa jonction avec la grande armée au Sommavering. Réuni avec le corps du maréchal Marmont, qui avait suivi, d'après les ordres de l'empereur, les mouvemens des troupes d'Italie, vers les frontières de l'Istrie et de la Carniole, il amenait un puissant renfort. Les paroles que l'empereur adressa aux troupes d'Eugène suffiront pour donner une idée de leurs opérations depuis le commencement de la guerre : « Soyez les bienvenus, leur dit-il, je suis content » de vous. Surpris par un ennemi perfide, avant que » toutes vos colonnes fussent réunies, vous avez dû » rétrograder jusqu'à l'Adige; mais, lorsque vous re- » çûtes l'ordre de marcher en avant, vous étiez sur » le champ mémorable d'Arcole, et là vous jurâtes, » sur les mânes de nos héros, de triompher.

» Vous avez tenu parole à la bataille de la Piave, » aux combats de San-Michele, de Tarvis, de Goritz; » vous aviez pris d'assaut les forts de Malborghetto, » de Pradel, et fait capituler la division ennemie re- » tranchée dans Prewald et Laybach.

» Vous n'aviez pas encore passé la Drawe, et déjà » 25,000 prisonniers, 60 pièces de bataille, 10 dra- » peaux, avaient signalé votre valeur. Depuis la Drawe, » ils n'ont pu retarder votre marche. »

La réunion de nos forces nous donnait une at-

titude formidable; Napoléon avait le sentiment profond de ce qu'il pouvait désormais espérer; en effet, on lit dans le 24e bulletin, en date du 1er juillet, ces mots prophétiques : « A présent que le passage du Danube est assuré, que nos ponts sont à l'abri de toute tentative, le sort de la monarchie autrichienne sera décidé dans une seule affaire. Jamais ni Alexandre, ni César, ni Frédéric II, n'avaient ainsi prononcé d'avance l'arrêt irrévocable de la perte de leurs ennemis. Le jour même où Napoléon condamnait la maison d'Autriche, il portait son quartier-général à l'île de Lobau; le 2, des démonstrations calculées attiraient l'attention de l'ennemi sur un point et le détournaient du véritable but de l'opération; le 4, à deux heures après minuit, l'armée avait passé sur quatre ponts, et débouché, la gauche à 1,500 toises au-dessous d'Enzersdorff, protégée par les batteries, et la droite sur Villau. Une obscurité profonde et un violent orage secondaient notre opération. Le 5 manifesta pour tout le monde le projet de l'empereur qui se trouvait alors avec son armée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, qui tourné par nos manœuvres, voyait tous ses travaux devenus inutiles, et se trouvait obligé de sortir de ses positions pour venir nous livrer bataille sur le terrain qui nous convenait. L'affaire d'Enzersdorff, qui fit tomber comme par enchantement devant nous tous les camps retranchés de l'archiduc, et notamment les ouvrages d'Essling et de Gross-Aspern, élevés avec tant de soins pendant quarante jours, ne fut

que le sanglant prélude de celle qui s'engagea le lendemain. Cette bataille pouvait être prévenue, si nous fussions parvenus à nous maintenir dans la position de Wagram que nous avions enlevée. Le 6, l'empereur, après avoir passé toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, à une portée de canon de Wagram, mit l'armée en mouvement à la pointe du jour; la gauche de l'armée autrichienne sous les ordres du prince de Rosemberg, voulut déborder le maréchal Davout; les deux corps opposés, faisant un mouvement inverse, se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil et donnèrent le signal de la bataille. La présence de l'empereur sur ce point, ses ordres rapides et le courage des troupes obtinrent un grand avantage sur l'ennemi, et le rejetèrent au delà du Neusiedler. Pendant que Napoléon prenait d'autres dispositions pour mettre à profit les erreurs de ses adversaires, on vint le prévenir que l'archiduc attaquait avec fureur le village enlevé par le duc de Rivoli; que notre gauche était débordée de 3,000 toises, et que l'intervalle de Gross-Aspern à Wagram paraissait couvert d'une immense artillerie. Il n'en fallait pas douter, c'était une faute de l'ennemi; Napoléon en profite avec son génie ordinaire; il passe sur toute la ligne entre les deux armées, ordonne au général Macdonald une attaque sur le centre des Autrichiens, la fait soutenir par 100 pièces d'artillerie, conduit lui-même ce grand mouvement décisif; en même temps il ordonne au maréchal Davout de tourner Neusiedler pour se rap-

procher du centre, et fait recommander au duc de Rivoli de tenir bon dans sa difficile position. Toutes ces dispositions sont exécutées avec autant d'audace que de précision; dans un clin d'œil le centre de l'ennemi perd une lieue de terrain et rétrograde; le duc de Rivoli l'attaque alors en tête; le maréchal Davout, qui a enlevé Neusiedler, marche sur Wagram, qu'il enlève au bout de deux heures, soutenu par Oudinot. A midi la retraite de l'archiduc était prononcée, et se faisait avec quelque désordre; le soir il était hors de vue. Le peuple de Vienne, monté sur les tours et les clochers, l'empereur d'Autriche du haut d'un belvéder, virent la perte de cette bataille dont les résultats furent 10 drapeaux, 40 pièces de canon, 20,000 prisonniers, 4,000 morts et 9,000 blessés. Ces avantages furent achetés assez cher par les Français, mais dans une proportion bien moindre que celle des malheurs de l'ennemi. Nous eûmes à déplorer la mort du jeune et intrépide Lasalle, le premier de nos généraux de cavalerie. Le fameux colonel Oudet, l'un des chefs d'une association secrète contre Napoléon, promu la veille au grade de général, avait péri dans une embuscade avec 22 de ses officiers. L'armée, composée en grande partie de conscrits et de nouveaux soldats, avait fait des prodiges; elle obtint de brillantes récompenses; les généraux Oudinot et Macdonald reçurent le bâton de maréchal de France sur le champ de bataille. Le duc de Raguse eut part à cette brillante récompense qui nous coûtera bien cher un jour!

Quoique nous fussions victorieux, l'archiduc avait fait devant nous une habile retraite ; son armée, plus forte en nombre que la nôtre, pouvait encore se montrer d'une manière imposante, et disputer la victoire malgré quelques nouveaux échecs ; mais, d'un côté, les Français puisaient de nombreuses forces dans le succès, et François II savait, par expérience, combien leur caractère et le génie de leur chef étaient propres à profiter de la fortune ; et de l'autre, le prince Charles, quoique ayant de grands éloges à donner à son armée, n'avait plus retrouvé ces vieilles bandes autrichiennes qui avaient lutté avec tant d'opiniâtreté contre nous ; enfin, nous étions maîtres de la capitale, et, après avoir deux fois relevé la maison d'Autriche, nous pouvions être tentés de l'abandonner à son mauvais sort. Le 11 juillet, le prince de Lichtenstein se présenta, aux avant-postes français, avec la mission de proposer un armistice qui fut signé dans la nuit même. La paix ne tarda point à le suivre ; les conditions en furent sévères ; elles devaient l'être : l'Autriche cédait à la France tous les pays situés à la droite de la Save, le cercle de Goritz, le territoire Monte-Falcone, Trieste, la Carniole, le cercle de Vellach. Les princes confédérés, le roi de Saxe, l'empereur de Russie, reçurent aussi des indemnités aux dépens de l'Autriche ; en même temps, elle sanctionnait tous les changemens survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal, en Italie ; enfin, elle entrait dans la ligue formée par Napoléon

contre l'Angleterre et accédait au décret qui réunissait à l'empire sous la dénomination de Provinces Illyriennes, tous les pays que la victoire venait de nous donner.

Napoléon était à Schœnbrunn, et les conditions de ce traité n'étaient pas encore définitivement ratifiées, lorsque, passant un jour la revue de sa garde, il fut assailli par un jeune étranger, d'un extérieur intéressant, d'une figure douce et belle, qui s'élança brusquement sur lui, le bras levé; le maréchal Berthier détourne la main de l'étranger; le général Rapp le saisit aussitôt. L'empereur, sans donner le moindre signe de trouble ou d'émotion, continue d'ordonner les manœuvres.

On ne trouve sur le jeune homme qu'un poignard, quatre frédérics d'or et un portrait de femme. Les questions dont on le presse ne lui arrachent d'autre réponse que celle-ci : Je voulais parler à l'empereur. Napoléon commande qu'il soit conduit en sa présence; cette entrevue est digne de l'histoire.

« D'où êtes-vous, et depuis quand êtes-vous à Vienne ? — Je suis d'Erfurt, et habite Vienne depuis deux mois. — Que me vouliez-vous? — Vous demander la paix et vous prouver qu'elle est indispensable. — Pensiez-vous que j'eusse voulu écouter un homme sans caractère et sans mission? — En ce cas, je vous aurais poignardé. — Quel mal vous ai-je fait?—Vous opprimez ma patrie et le monde entier; si vous ne faites point la paix, votre mort est nécessaire au bonheur de l'humanité. En vous tuant, j'aurais fait

la plus belle action qu'un homme d'honneur puisse entreprendre.... Mais j'admirais vos talens ; je comptais sur votre raison, et, *avant de vous frapper*, je voulais vous convaincre. — Est-ce la religion qui a pu vous déterminer? —Non : mon père, ministre luthérien, ignore mon projet ; je ne l'ai communiqué à personne ; je n'ai reçu de conseil de qui que ce soit ; seul, depuis deux ans, je médite votre changement ou votre mort. — Étiez-vous à Erfurt quand j'y suis allé l'année dernière? — Je vous y ai vu trois fois. — Pourquoi ne m'avez-vous pas tué alors? — Vous laissiez respirer mon pays ; je croyais la paix assurée, et je ne voyais en vous qu'un grand homme. — Connaissez-vous Schneider et Schill? — Non. — Êtes-vous franc-maçon, illuminé? — Non. — Vous connaissez l'histoire de Brutus? — Il y a deux Romains de ce nom ; le dernier est mort pour la liberté. —Avez-vous eu connaissance de la conspiration de Moreau et de Pichegru? — Les papiers m'en ont instruit. —Que pensez-vous de ces hommes? — Ils ne travaillaient que pour eux et craignaient de mourir. — On a trouvé sur vous un portrait : quelle est cette femme? — Ma meilleure amie, la fille adoptive de mon vertueux père ! — Quoi, votre cœur est ouvert à des sentimens aussi doux, et, en devenant un assassin, vous n'avez pas craint d'affliger, de perdre les êtres que vous aimiez? — J'ai cédé à une voix plus forte que ma tendresse. — Mais en me frappant au milieu de mon armée, pouviez-vous échapper? — Je suis en effet étonné d'exister encore. — Si je vous

faisais grâce, quel usage feriez-vous de votre liberté ? — Mon projet a échoué, vous êtes sur vos gardes... Je m'en retournerais paisiblement dans ma famille.» Napoléon fit appeler son médecin Corvisart, et lui demanda s'il ne trouvait pas dans ce jeune homme quelques symptômes de démence. Après l'avoir examiné avec soin, le médecin répondit qu'il ne reconnaissait pas même en lui la plus légère altération. Napoléon inclinait beaucoup au pardon; et même après la condamnation il voulait encore faire grâce; mais enfin le jeune Séide reçut la mort avec calme et courage.

Pendant l'intervalle de l'armistice à la paix, qui ne fut signée que le 14 octobre, l'Angleterre, déterminée à faire des diversions en faveur de l'Autriche, tenta une expédition dans les Abbruzzes et la Calabre alors en insurrection. Cette tentative fut repoussée avec autant d'énergie que de bonheur et d'habileté, par Murat qui remplit alors son double devoir de roi des Napolitains et d'allié de la France. Dans le même temps, l'Angleterre méditait de s'emparer de Flessingue où dix vaisseaux de ligne étaient déjà réunis, de ruiner les chantiers d'Anvers, où s'achevaient 20 autres bâtimens de guerre, et de rendre la navigation de l'Escaut à jamais impraticable; cette entreprise, qui nous surprenait au dépourvu, pouvait occasioner la perte d'Anvers, si l'ennemi eût mis de l'audace et de la célérité dans ses opérations. Les prompts secours amenés par le roi de Hollande, les mesures vigoureuses qui furent prises

à Paris, la présence, l'activité, la popularité militaire du maréchal Bernadotte, firent échouer les plans des Anglais qui se retirèrent pleins de confusion, après avoir perdu par le fer, et surtout par la fièvre des Polders à Flessingue, plus de 12,000 hommes. Cette campagne de Walcheren fut aussi désastreuse pour l'ennemi que les plus sanglantes défaites; elle nous couvrit de gloire; peut-être même accéléra-t-elle la paix.

Après avoir rendu à Schœnbrunn le décret qui instituait l'ordre des trois Toisons, et prononcé la réunion des États romains au royaume d'Italie, l'empereur reprit le chemin de la France, et arriva, le 26 octobre, à Fontainebleau. Il était alors le monarque le plus puissant de l'Europe; sa cour n'était composée que de rois. Tous les souverains de sa création, tous les princes confédérés, avaient été appelés successivement pour assister aux fêtes de la paix. Rien ne manquait à la gloire de Napoléon; un héritier lui parut manquer à la stabilité de son ouvrage et à l'avenir de la France.

Jusqu'à présent nous n'avons guère assisté qu'à des batailles : ici commence un autre ordre d'événemens. C'est une douloureuse scène de famille qui vient réclamer notre attention. L'union qui attachait Joséphine à l'empereur avait été paisible et heureuse; jamais aucun nuage n'en avait troublé la sérénité; Napoléon était rempli de soins affectueux, d'attentions délicates pour la femme qu'il avait aimée la première, qui peut-être lui avait découvert

le secret de son propre génie, et dont la tendre et fidèle amitié lui avait souvent transmis les vœux de l'opinion ; mais cet hymen ne donnait point de successeur au trône ; tout espoir de fécondité était désormais perdu ; et cependant le vaste empire que Napoléon avait formé de parties presqu'hétérogènes, ne pouvait être consolidé que par la naissance d'un héritier et la perspective d'une dynastie durable. La politique voulait d'ailleurs qu'un guerrier, si récemment parvenu au pouvoir suprême, cherchât un appui dans l'alliance de quelque maison, assise sur l'autorité des siècles et environnée de la vénération des peuples. Tels étaient les motifs mis en avant, et certes ils ne sont pas sans importance ; mais en fouillant dans le cœur de l'homme, en interrogeant les actions mêmes de Napoléon, il faut avouer qu'il sacrifia beaucoup à l'orgueil de s'allier avec les successeurs des Césars et l'une des plus anciennes maisons de l'Europe ; il ne sentit pas assez sa propre grandeur, et méconnut sa position qui faisait de lui le souverain des rois de l'Europe ; en devenant leur allié, il descendait jusqu'à eux : il oublia le génie fallacieux de la cour de Vienne où, bien avant Charles-Quint, on n'hésita jamais à violer les engagemens les plus sacrés. Comment put-il croire à la sincérité d'un prince qu'il avait humilié si profondément, et qui avait reconnu par tant d'ingratitude et de déloyauté le rétablissement de son trône, relevé deux fois par la générosité du vainqueur ?

Joséphine avait eu sur le trône le pressentiment de son divorce avant même peut-être que l'empereur n'y eût songé. Dans ses inquiétudes, elle l'avait souvent pressé de faire consacrer par l'église leur mariage qui consistait en un simple contrat civil passé en mars 1796 : Napoléon avait fini par céder à ses importunités, et le cardinal Fech leur avait donné la bénédiction nuptiale dans un appartement des Tuileries.

La consécration religieuse ne devait pas arrêter la politique ; et Fouché, qui oubliant l'appui et les services de Joséphine, s'entremettait sans pudeur dans une affaire qui devait porter un coup si cruel à la meilleure des femmes, n'était pas homme à concevoir des scrupules. Quoi qu'il en soit du plus ou moins de part que ce célèbre intrigant prit à l'événement, lorsque Napoléon fut décidé à former une chaîne nouvelle, connaissant l'attachement que lui portait Joséphine, et ayant pour elle une affection sincère, il prit toutes sortes de ménagemens et de précautions pour amortir l'effet d'une si fâcheuse nouvelle : le prince Eugène fut chargé de résoudre sa mère à ce grand sacrifice; et quoique le divorce projeté mît en question ses propres droits et ses espérances, il s'acquitta d'une mission aussi délicate avec autant de succès que de dévouement : après un entretien qu'elle eut avec son fils, Joséphine se montra résignée. Le 17 décembre le sénat promulgua divers actes relatifs à la dissolution du mariage contracté par Bonaparte et Joséphine. De son côté

aussi, l'officialité diocésaine de Paris le déclara nul, se fondant sur cette disposition du concile de Trente : « Tout mariage est nul, du moment qu'il n'est point fait en présence du curé de l'une des parties contractantes ou de son vicaire, assisté de deux témoins. » Le jugement condamnait en outre Napoléon à une amende de 6 fr. envers les pauvres; mais il en fut relevé par l'officialité métropolitaine qui confirma le jugement, hors ce point. Ainsi tous les corps de l'État, civils et ecclésiastiques, semblaient autoriser la résolution d'un second hymen. Joséphine, à qui le titre d'impératrice fut conservé, se retira au château de Navarre dans le département de l'Eure; ses douces vertus y brillèrent du même éclat que sur le trône, et l'environnèrent de respect et d'amour. Comme les grandeurs ne lui avaient point communiqué leur orgueil contagieux, elle les quitta sans effort : les excellentes qualités de son esprit et de son cœur lui rendaient toutes les conditions également heureuses, pourvu qu'elle pût réparer des maux et soulager des infortunes; ce ne fut point les Tuileries qu'elle regretta, mais Napoléon. Dans sa retraite, elle eut encore la consolation d'être visitée par son ancien époux qui lui garda toujours un attachement inaltérable. Sur le rocher de Sainte-Hélène, le vainqueur de l'Europe, devenu le prisonnier des rois qu'il avait conservés ou créés, trahi, abandonné, oublié par son beau-père, privé de sa seconde épouse, séparé de son fils, exprima sur Joséphine des regrets qui sont le plus glorieux des

éloges, et le plus solennel aveu d'une grande faute. En effet, son mariage avec une princesse d'Autriche a perdu Napoléon et renversé sa fortune.

La dissolution du mariage de Napoléon fut à peine connue, que toutes les cours de l'Europe briguèrent une alliance qui donnait de si hautes espérances à leur politique. Il fut tour à tour question de la grande duchesse Catherine de Russie et de la duchesse Anne sa sœur; mais il s'éleva des discussions relatives à l'exercice du culte grec, durant lesquelles l'Autriche insinua des propositions d'hymen avec une archiduchesse. L'empereur François II s'en ouvrit au comte de Narbonne, alors à Vienne; il s'étonnait qu'on n'eût pas songé à sa fille, et offrit son *enfant chérie;* le comte transmit cette conversation au palais des Tuileries. En même temps l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le prince de Schwartzemberg recevait de sa cour les instructions nécessaires. Napoléon assembla son conseil le 1^er^ février, et lui soumit l'état des négociations avec les cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg. Les voix se partagèrent entre ces deux puissances, mais la majorité pencha du côté de l'Autriche. On ne perdit pas un moment pour consommer ce grand acte politique. Le soir même, l'arrangement fut conclu par le prince Eugène avec le prince de Schwartzemberg : aussitôt le maréchal Berthier partit pour Vienne. Le 7 février, le contrat de mariage, dont la teneur était absolument la même que celle du contrat de Louis XVI avec l'archiduchesse Marie-

Antoinette, fut signé par le ministre des relations extérieures de France et l'ambassadeur d'Autriche. Un message de l'empereur annonça, quelques jours après, au sénat assemblé, que le prince de Wagram était parti pour Vienne avec la mission d'y faire la demande de la main de l'archiduchesse Marie-Louise. Ce fut le 11 mars que Berthier épousa solennellement la princesse, au nom de l'empereur; elle ne tarda pas à prendre la route de France.

Sa première entrevue avec Napoléon eut lieu dans la forêt de Compiègne le 28 mars; l'empressement de l'empereur, ses prévenances, parurent produire l'impression la plus favorable sur l'esprit de la jeune princesse. Le mariage civil fut contracté le 1^er^ avril à Saint-Cloud; le lendemain Napoléon et Marie-Louise firent à Paris une entrée magnifique, et entendirent partout sur leur passage les acclamations du peuple qui, d'ailleurs, trouva dans l'archiduchesse Marie-Louise un air de candeur et de modestie. Quoique Joséphine fût aimée, la nouvelle impératrice obtint cet accueil, parce que les Français regardaient la jeune princesse comme le gage de la durée de la paix, et la source de la stabilité des choses. La bénédiction nuptiale fut donnée à Napoléon et à Marie-Louise par le grand aumônier de France, le cardinal Fech, dans une salle de la galerie du Louvre qui avait été disposée en chapelle, avec des tribunes pour les rois, les princes étrangers et le corps diplomatique. Les rois, les reines et les princesses de la famille impériale assistèrent à cette imposante céré-

monie; le sacré collége presque tout entier y figurait, et l'on voyait groupés autour des deux époux tous les corps de l'état, toutes les dignités civiles et militaires, l'élite de la France. Jamais fête plus pompeuse ne fit briller la magnificence d'un prince ; mais la gloire de Napoléon éclipsait seule la splendeur de ce spectacle; on n'apercevait qu'elle au milieu de cette enceinte où étaient représentées toutes les grandeurs de l'Europe et du monde entier. Toutefois l'union de Napoléon avec une princesse d'Autriche, trouva des censeurs sévères et donna lieu à de funestes prédictions.

La guerre contre l'Angleterre continuait toujours; l'Espagne était en feu; mais les secousses lointaines qui devaient un jour contribuer au renversement de l'empire, se faisaient alors à peine sentir sur les côtes et la frontière méridionales. Et d'ailleurs, Napoléon avait toujours la ressource de finir cette guerre et de lever de plus grands obstacles apportés à la paix générale par l'Angleterre, en rétablissant Ferdinand VII, et en reconnaissant l'indépendance de l'Espagne. La France avait mis toutes ses espérances de bonheur dans Napoléon, dont elle attendait la paix du monde. Quel spectacle donnait le présent! quelles étaient les promesses de l'avenir! La nation, après avoir remporté tant de triomphes, faisait tous les jours de nouvelles conquêtes dans le domaine des beaux-arts, des sciences et de l'industrie. L'émulation s'était répandue dans les campagnes avec les lumières; la plupart des laboureurs, fiers d'avoir été

soldats ou de compter sous les drapeaux des membres de leurs familles, avaient la conscience de leur dignité; désormais aucune puissance ne pouvait plus les résoudre à courber la tête devant les prétentions gothiques de l'orgueil héréditaire; des manufactures et des fabriques s'étaient élevées comme par enchantement au sein des principales villes ; leur exploitation entretenait l'aisance dans la classe ouvrière, tandis que leurs produits contribuaient à la félicité de la classe moyenne et aux plaisirs des classes supérieures. Toutes les études de l'esprit humain avaient obéi à la même impulsion et fait des progrès non moins merveilleux : les mathématiques, enrichies de plusieurs découvertes importantes, avaient servi de levier aux autres sciences exactes; la physique, la chimie, l'astronomie, la médecine, s'étaient presque avancées jusqu'aux bornes imposées à notre intelligence. Les belles créations de la peinture et de la sculpture embellissaient les édifices publics; le génie de David avait fécondé d'autres génies, et s'il n'avait pas d'égaux, ses élèves étaient devenus ses émules. La littérature, qui semblait assoupie depuis un demi-siècle, s'était réveillée au bruit de sa gloire; les muses avaient repris leurs lyres, et se croyaient revenues aux siècles héroïques. Il s'en faut de beaucoup que le mariage de Louis XIV ait produit des chants dignes d'entrer en parallèle avec ceux qu'enfanta l'union de Marie-Louise avec Napoléon. Tel était alors l'empire auquel Napoléon associait la fille

des Césars : tout avait grandi comme pour se mettre à la hauteur d'un tel homme.

L'oisiveté était insupportable à l'empereur : il profita du repos qui laissait respirer une partie de l'Europe pour visiter la Belgique et montrer à cette population, devenue française, la fille du successeur de Joseph II. Partout, sur leur passage, éclatèrent les marques les plus vives d'allégresse et d'amour; ces hommages s'adressaient surtout à l'impératrice à laquelle se rattachaient les vœux et les espérances pour le maintien de la paix. Dans le cours de son voyage, de respectueuses représentations furent adressées à Napoléon sur la stagnation du haut commerce ; il répondit à toutes, et particulièrement aux remontrances de la députation de Hollande, par des raisons pleines de force et de vérité.

De nouvelles fêtes accueillirent les deux époux à leur retour dans la capitale; mais le bal donné par le prince de Schwartzemberg, au nom de l'Autriche, fut troublé par un accident affreux qui coûta la vie à un grand nombre de personnes. Le feu prit à la salle du bal, et se propagea avec une rapidité effrayante. L'empereur fut un des premiers à s'apercevoir qu'une bougie avait enflammé les draperies qui ornaient les fenêtres. Aussitôt il courut vers l'impératrice qui était à une autre extrémité de la salle, la prit sous le bras en lui disant : « Venez, madame, » ceci est sérieux, » et la reconduisit aux Tuileries. Il ne tarda pas à reparaître à l'hôtel du prince de Schwartzemberg, et dirigea lui-même les efforts em-

ployés pour éteindre l'incendie. Ce cruel événement rappela aux Français les malheurs arrivés à Paris lors de l'entrée de Marie-Antoinette, à l'époque de son mariage avec Louis XVI, et produisit la plus funeste impression sur les esprits. On trouve ici de singuliers rapprochemens ; le mariage de deux princesses autrichiennes, dont l'une a perdu Louis XVI sans le vouloir, et dont l'autre a été la cause innocente de la ruine de Napoléon, furent inaugurés par des malheurs publics !

On sait qu'une grande révolution s'était opérée en Suède. Gustave, qui avait osé tirer l'épée dans l'assemblée des États, avait été forcé d'abdiquer. Le duc de Sudermanie régna à sa place sous le nom de Charles XIII : le nouveau roi n'avait qu'un neveu; mais la mort l'enleva subitement. Alors un parti appela Bernadotte, de l'aveu du vieux souverain. Cette nouvelle fut apportée à Paris quelques mois après le mariage de Napoléon ; il donna, non sans quelque prévoyance de l'avenir, son assentiment à l'élévation de son ancien compagnon d'armes ; il lui fournit même une somme considérable, ne voulant pas qu'un Français, choisi par la Suède pour régner un jour sur elle, parût dans ce pays d'une manière indigne de nous et du nouveau rang auquel la fortune le portait. L'empereur ne devait pas s'attendre à trouver un jour Bernadotte au premier rang de ses ennemis. S'il eût connu ce général comme il aurait pu le connaître, jamais il n'aurait consenti à lui frayer le chemin du trône de Suède. Bernadotte

n'aimait point Napoléon. Au 18 brumaire, l'audace et la résolution avaient seules manqué à ce général, alors trempé tout entier dans les idées républicaines et lié intimement avec les hommes de l'opinion la plus prononcée, pour se déclarer contre l'auteur de cette journée. Plus tard Bernadotte était entré dans une conspiration contre Napoléon ; il devait marcher sur Paris avec des troupes qu'il commandait dans l'Ouest. Il n'osa point agir, ou fut déconcerté par la vigilance du consul. Un homme sage et digne d'une éternelle estime, l'ex-constituant Mounier, alors préfet dans ces contrées, rendit de très-grands services, en apaisant, au lieu de l'envenimer par l'exagération du zèle d'un esclave et le dévouement d'un ambitieux qui veut bâtir sa fortune à tout prix, une affaire que des séides de police auraient rendue très-grave. Devenu l'allié de Napoléon, Bernadotte n'en était pas mieux disposé pour lui, tout le monde le savait; sa fortune due tout entière à Napoléon, les premiers honneurs de l'armée, le titre de prince, n'avaient point changé ses secrètes dispositions contre l'empereur qui, par une certaine facilité de caractère qu'on lui refuse injustement, ou par suite de la trop grande connaissance des hommes qui le rendait indulgent, avait pardonné beaucoup de choses à un ancien compagnon d'armes, à un guerrier célèbre par des actions d'un grand éclat, à un proche parent. Entre les preuves de cette indulgence on cite la conduite de Bernadotte à la bataille d'Iéna ; elle causa, dit-on, les plus vifs et

les plus justes mécontentemens à Napoléon, sans attirer aucune peine au maréchal qui reprit, il est vrai, une glorieuse revanche à Lubeck et dans le reste de la campagne. Napoléon se souvenait des services et oubliait les torts : il avait en outre de l'attachement pour ceux qui avaient couru les mêmes dangers que lui; il ne pouvait se séparer d'eux. Toutes ces causes, sans lui faire illusion sur le caractère jaloux, mobile et mécontent d'un homme qu'il était facile de juger, l'empêchèrent de s'arrêter à cette pensée que Bernadotte, devenu roi, n'offrirait pas plus de garantie à la politique, qu'il n'en avait offert à la parenté comme général. C'est une grande faute en politique que le consentement donné aux espérances de l'ambition de Bernadotte, et cette faute fut sentie au moment même par les hommes accoutumés à juger *ce soldat qui allait passer roi*, expression originale de nos troupes quand elles apprenaient l'avènement au trône de quelque enfant de la révolution.

Cette époque présenterait le spectacle d'une parfaite tranquillité, si les différends de l'empereur et du pape n'eussent jeté des nuages sur l'horizon. La querelle, suivant les récits du temps, remontait à 1805. Après le couronnement, Pie VII quitta Paris avec le regret de n'avoir pas obtenu la récompense du dévouement qu'il avait montré, des services qu'il avait rendus. A peine le pape eut-il mis le pied sur le sol de la Péninsule, que le génie italien s'empara de lui. Bientôt Rome devint le foyer des complots tramés contre la France, et Napoléon put accuser l'évêque

d'Imola de suivre les exemples de Pie VI, auteur des diverses insurrections qui avaient été préparées pour ensevelir notre armée au milieu de l'Italie, que les émissaires du Saint-Siége mettaient partout en feu sur nos pas. En effet, Napoléon put justement soupçonner et même accuser Pie VII d'avoir soutenu les Anglais dans leurs tentatives pour soulever les peuples contre nous. L'empereur essaya vainement de ramener son allié à des sentimens meilleurs. Le pontife, obsédé par le sacré collége, emporté, malgré lui, par l'ambition inhérente à la Tiare qui, même encore aujourd'hui, croit à sa souveraineté sur les princes et sur les peuples, ne se relâchait de rien. Les torts du chef de l'Église, ou plutôt du sacré collége trop enclin à vouloir gouverner son chef, devinrent si graves, les insultes si patentes, que l'empereur sentit la nécessité de les réprimer enfin. Il s'empara des forteresses et de quelques provinces du pape, et finit par occuper Rome elle-même. Malgré cette occupation, les deux guerres que nous avions à soutenir, l'une avec l'Espagne et semblable à un volcan dont le gouffre s'élargissait chaque jour pour dévorer nos légions, l'autre dont la bataille d'Essling semblait rendre l'issue douteuse, enhardirent le Saint-Père jusqu'à fulminer une bulle d'excommunication; c'était méconnaître le siècle, les circonstances et l'homme auquel on avait affaire, que d'employer de pareilles armes contre Napoléon. Il ne pouvait pas même être effleuré par cette menace, mais son orgueil en fut offensé.

Il pardonna toutefois au pape, à un vieillard, à son allié, à son ami, et ne voulut s'en prendre qu'au cardinal Pacca.

Par suite de tous ces démêlés, au milieu de la fermentation du peuple de Rome, excité par les nouvelles de la guerre et aussi par des trames secrètes, le pape fut enlevé de son palais et transféré à Florence; Napoléon apprit cette nouvelle à Schœnbrunn. Suivant un récit qui paraît arrangé avec une complaisance extrême, le général Radet aurait pris sur lui une mesure aussi importante que celle de l'enlèvement du chef de la chrétienté; il est impossible d'admettre une telle supposition. Tout porte au contraire à penser que la politique de Napoléon, justement alarmée des dispositions hostiles de la cour de Rome, et des dangers d'une explosion préparée par elle en Italie, pendant que presque toutes nos forces étaient rassemblées sur deux points séparés par plus de cinq cents lieues, avait tout prévu, tout réglé, tout ordonné d'avance. Il savait que le pape, hors de Rome et du contact de ses perfides conseillers, n'était point à craindre; il se contenta de l'envoyer à Savone en l'entourant de tous les égards possibles, soit dans la route, soit dans cette ville : Pie VII y resta plusieurs mois. Il aurait pu retourner à Rome en renonçant à la puissance temporelle; mais au lieu d'y consentir, et par suite de l'obsession de ses conseillers, il adressa à Florence et à Paris des brefs qu'un décret de Napoléon fit rejeter comme contraires aux lois de l'État et à la discipline ecclésiastique. Ces en-

treprises de la puissance qui détrônait autrefois les princes en déliant leurs sujets du serment de fidélite, entreprises que le fier Louis XIV et même le faible Louis XV auraient réprimées ou punies; ces prétentions de vouloir faire de l'église un État dans l'État, d'établir pour le Saint-Siége une suprématie que les souvenirs de l'autorité de Charlemagne rendaient si étrange pour le chef de la Nation française au XIX^e^ siècle; ces injures faites à un grand peuple et à un grand prince, avaient amené enfin la réunion de l'état de Rome à l'empire. Nous verrons plus tard que ce vain accroissement de territoire ne touchait pas Napoléon, et qu'il avait conçu un vaste plan pour rattacher par la religion la France, l'Europe et tous les pays chrétiens à son système de gouvernement. L'idée était colossale, comme beaucoup de celles qu'il concevait, quand il s'abandonnait aux conseils et au vol de son génie.

# CHAPITRE VIII.

DEPUIS LA GUERRE DE RUSSIE, JUSQU'A L'ABDICATION EN 1814.

L'Angleterre, toujours à l'affût des occasions de nuire à la France, voulut profiter de ces tracasseries religieuses et des changemens survenus dans l'état politique pour rompre la bonne intelligence qui régnait encore en apparence entre Paris et Saint-Pétersbourg. Elle n'eut pas de peine à obtenir de l'influence sur le cabinet russe refroidi pour Napoléon depuis son étroite alliance avec l'Autriche ; et si elle ne put l'amener à une rupture ouverte, du moins elle réussit à lui faire fermer les yeux sur l'inexécution du système continental. Les marchandises anglaises s'introduisirent avec facilité dans les ports de la Baltique ; cette infraction au traité de Tilsit excita de la part de Napoléon de vives plaintes contre lesquelles il avait fourni lui-même des argumens ; aussi n'obtint-il que des réponses peu satisfaisantes ; dès lors il se mêla de l'aigreur dans les relations des deux cours.

Mais le sentiment de son bonheur parut remplir seul les pensées de l'empereur durant cette année. Le Ciel lui accorda une faveur qui semblait être un

gage de stabilité pour son trône et de tranquillité pour l'Europe. Il eut un fils, l'empire un héritier. Le 19 mars, à sept heures du soir, l'impératrice ressentit les premières douleurs; le lendemain elles recommencèrent. L'enfant se présenta par les pieds; le célèbre accoucheur Dubois fit part de ses craintes à Napoléon, et lui demanda ce qu'il aurait à faire s'il était impossible de sauver à la fois la mère et l'enfant. « Ne pensez qu'à la mère, s'écria » vivement l'empereur, et donnez-lui tous vos soins! » Le travail dura 26 minutes; l'accoucheur fut obligé d'employer les ferremens. L'enfant resta près d'un quart d'heure sans donner aucun signe de vie; tous les secours de l'art lui furent prodigués, et bientôt il respira. L'empereur entra alors avec sa famille, et prenant son fils dans ses bras : « C'est un roi de » Rome! » dit-il. Cette heureuse nouvelle fut annoncée par 101 coups de canon qui retentirent dans la France et dans l'Europe entière. Les fêtes du mariage furent renouvelées; tout l'empire y prit part, et la plupart des cours étrangères y furent représentées. La Russie même sembla partager l'allégresse commune; mais ce rapprochement ne devait pas être de longue durée; et les destinées préparaient de grandes révolutions sur la face du monde. C'est à cette époque qu'il faut rapporter des paroles bien remarquables échappées à Corvisart dans un de ces momens de causerie où Napoléon permettait beaucoup de liberté à ceux qui n'avaient pas l'ambition ou l'étourderie de s'immiscer mal à propos dans les

affaires. « Sire, dit le médecin phisosophe au puissant empereur, qui parfois laissait aller ses paroles plus loin que ne le permet la prudente politique; « général de l'armée d'Italie à 26 ans, victorieux dans plusieurs campagnes, auteur de la paix de Campo-Formio, couvert des lauriers d'Égypte, premier consul, consul à vie, empereur, chargé de nouveaux triomphes, mari d'une archiduchesse d'Autriche, maître de l'Europe, et père d'un fils, où votre majesté veut-elle aller?» Taisez-vous, mauvaise tête, répondit Napoléon en riant, vous serez toujours républicain.

Est-ce Napoléon, est-ce Alexandre qu'il faut accuser d'avoir voulu rompre une alliance dont dépendait le repos du Continent? Pour résoudre cette question, il faut d'abord se rappeler que dans toutes les guerres précédentes où la Russie a figuré, Napoléon a toujours été attaqué; que dans tous les traités il a toujours été trahi par les puissances étrangères secrètement d'intelligence avec la Russie pour recommencer la lutte que la victoire venait d'interrompre; ensuite il faut mettre en opposition la conduite des deux princes depuis le moment qui les a vus en présence. En 1805, l'armée russe, écrasée dans les champs d'Austerlitz, se trouve, avec son empereur, à notre merci; Napoléon, qui veut la paix, leur ouvre un passage; Alexandre, qui veut la guerre, s'éloigne pour ne pas subir l'ascendant du vainqueur. Il fait plus, il refuse de signer le traité de paix; et, en 1806, nous le retrouvons d'accord avec la Prusse qui, prête à nous trahir, nous avait mena-

cés des plus grands malheurs pendant que nous étions enfoncés dans la Moravie, et aux prises avec ses deux formidables alliés. Deux campagnes glorieuses, mais qui coûtèrent beaucoup de sang à l'humanité, furent les résultats de l'agression de la Russie. La magnanimité française à Austerlitz aurait dû nous réconcilier avec Alexandre qui ne pouvait nous reprocher une guerre légitime avec la Prusse, lorsque le désir de dépouiller la Turquie l'avait seul poussé contre cette puissance. La bataille de Friedland décida encore une fois la querelle en notre faveur. Napoléon, ayant acquis une supériorité immense sur son ennemi, pouvait lui porter un coup mortel en favorisant le rétablissement de la Pologne; il se hâta d'accepter un armistice et d'accorder au vaincu la paix à des conditions d'une générosité sans exemple. Il sacrifiait tout à un grand dessein, celui de fonder l'avenir de la France sur un long repos du Continent. L'Angleterre était l'âme de toutes les coalitions, il fallait abattre sa puissance pour tarir la source des guerres européennes; ce projet vaste et sage convenait à Alexandre, il paraît l'adopter à Tilsit avec l'empressement de la conviction; un grand accord politique confirme à Erfurt, une année après, l'alliance des deux empereurs, à qui l'attentat de l'Angleterre contre la flotte danoise, dans la rade de Copenhague, devait faire sentir également le besoin de s'unir contre une puissance qui n'avait alors rien de sacré, ni la vie des princes, ni les lois les plus inviolables entre les nations.

C'est à Erfurt qu'Alexandre approuve notre invasion de l'Espagne, nouveau moyen de diminuer l'influence anglaise et de fermer le Continent à ses armes comme à ses marchandises. L'Autriche, dont nous avions conservé le trône et l'empire, profite de cette expédition et des embarras qu'elle nous suscite, et nous attaque avec des moyens formidables qu'elle avait préparés avec une insigne trahison. Alexandre est tenu de nous seconder dans une circonstance qui peut devenir décisive contre nous; que fait-il? au lieu de 150,000 hommes qu'il a promis, il ne met à notre disposition que 30,000 soldats qui n'arrivent en ligne qu'après la signature de l'armistice de Znaym. C'était se conduire en ennemi. En effet, si une coopération prompte, si un déploiement de forces considérables, eussent appuyé nos efforts, Napoléon n'aurait pas été obligé de retirer une armée entière d'Espagne, et de rendre ainsi la confiance à ses ennemis de la Péninsule. On peut conclure de tout ceci que, même en paraissant allié fidèle de Napoléon, Alexandre était toujours membre de la coalition, et faisait pour elle ce que la circonstance permettait. S'il eût voulu ouvertement la paix comme il voulait secrètement la guerre, l'Autriche n'aurait pas osé remuer; l'Espagne, arrachée à l'Angleterre, eût reçu des lois qui auraient prévenu ses affreux malheurs d'aujourd'hui, malheurs qu'elle doit en partie à la politique du Czar. Napoléon devait être mécontent d'Alexandre, cependant ce même prince demanda et obtint une in-

demnité aux dépens de l'Autriche, action moins honteuse cependant que d'avoir reçu à Tilsitt une partie des dépouilles du roi de Prusse. Tout annonce que la conduite de la Russie avec la France, en 1809, était tout-à-fait hostile sous des apparences de concert et d'harmonie; mais si l'on pouvait révoquer en doute cette vérité, comment répondrait-on à une preuve irrésistible des intentions secrètes d'Alexandre? Le colonel Boutourlin, auteur du *Récit de la campagne de* 1812, raconte que, sur de simples indices d'un refroidissement futur, ce prince s'appliqua à organiser sourdement les moyens de défense que lui présentaient les immenses ressources de ses États, ce qui veut dire qu'on se préparait à la guerre. Or, dans le système constant des coalisés depuis 1792, ces termes signifient qu'on se préparait à nous attaquer; le colonel Boutourlin avoue encore que, dès 1810, Alexandre rassemblait contre nous la plus grande partie de ses forces dans la partie occidentale de son empire; il ajoute que, sur la fin de la même année, cinq divisions de l'armée du Danube furent portées sur le haut Dniester. Maintenant voici une déclaration bien plus forte. De l'aveu du même écrivain, confident et interprète des pensées de son maître, l'empereur Alexandre n'était pas de bonne foi en signant le traité de Tilsit avec tant de démonstrations de sincérité; il n'était pas de bonne foi dans ces paroles à Napoléon : « Je ne suis pas moins que vous l'ennemi de » l'Angleterre. » Malgré ses protestations solennelles, notre nouvel allié, l'ami de Napoléon, *ne songeait*

*qu'à gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte que l'on savait bien être dans le cas de se renouveler un jour!* Il y a du Charles-Quint dans cette prévoyance et dans cette dissimulation. Mais comment caractériser le rôle du prince russe à Erfurt? Doit-on ne voir qu'une duplicité d'Ulysse dans cet enthousiasme qui éclata devant tous les rois de l'Europe présens à la scène où Alexandre s'appliquait à lui-même ce vers d'Œdipe :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux.

Quels desseins cachaient donc la confirmation solennelle du traité de Tilsit et les vastes projets d'alliance et de concert entre les deux empereurs? L'approbation de la guerre d'Espagne n'aurait-elle été qu'un piége tendu à Napoléon, par suite d'un accord secret avec l'Autriche qui allait l'attaquer, et dans les intérêts de la coalition toujours vivante, toujours unie, toujours conjurée contre la France?

On peut ajouter à tous ces argumens une déclaration précieuse : un écrivain français, qu'on n'accusera pas d'injustice ou de sévérité envers l'empereur de Russie, nous révèle qu'en 1810 ce prince fut au moment de tomber à l'improviste sur Napoléon ; celui-ci n'ignorait pas ce mauvais dessein, et cependant, au lieu de briser brusquement l'alliance, il employa toute l'année 1811 à tâcher de conserver la paix. Pendant le cours des négociations, Napoléon eut plus d'une occasion de reconnaître évidemment

les sentiments plus que suspects de son allié : en effet, un traité signé à Pétersbourg entre le duc de Vicence et M. de Romanzoff, et envoyé à Paris avec la ratification de l'empereur Alexandre, portait, article 1^er^, « que la France s'engageait à ce que le royaume de Pologne ne fût pas rétabli. » Ce traité était très-favorable aux projets d'extension de la Russie; Napoléon le signa avec une seule modification, qui consistait à promettre de ne contribuer ni directement ni indirectement au rétablissement du royaume de Pologne. Rien de plus positif, et en même temps de plus raisonnable, que cette modification; d'un côté elle rassurait notre allié, de l'autre elle prévenait justement la conséquence qu'on n'aurait pas manqué de tirer de la clause en question : en effet, il aurait paru nous imposer la nécessité d'une accession à une guerre contre les Polonais, dans le cas où ce peuple viendrait à tenter de briser ses fers, conduite que ni l'honneur, ni l'intérêt, ni la politique de la France, ne permettaient à son chef. L'empereur Alexandre qui convoitait la Pologne et voulait la reprendre, malgré les arrangemens consentis par lui, sentit qu'il était deviné, et se montra très-blessé de n'avoir pas obtenu une ratification pure et simple du traité. Les discussions qui s'élevèrent à cet égard, l'augmentation de l'armée russe sur les frontières du duché de Varsovie, l'insistance de la Russie pour obtenir Dantzick en échange d'Oldenbourg, confirmèrent les soupçons de Napoléon sur la volonté d'Alexandre de profiter, pour s'emparer de la Pologne,

des obstacles que la France pouvait éprouver en Espagne, politique parfaitement semblable à celle de l'Autriche, à l'époque de sa levée de boucliers contre nous, en 1809. Le refus fait par le czar, dans le cours de 1811, de donner des pouvoirs au prince Kourakin, pour traiter avec le duc de Bassano de tous les griefs des deux puissances, l'inexécution de la promesse d'envoyer M. de Nesselrode à Paris pour le même objet, étaient de nouveaux traits de lumière; mais les commencemens de 1812 achevèrent de lever tous les voiles. Le 25 mars, Czernicheff, chargé d'une mission extraordinaire auprès de Napoléon, porta de nouvelles propositions à son souverain; elles étaient toutes dans un esprit de conciliation, et favorables à la Russie; mais ce même envoyé n'était venu que pour interroger l'aspect de la France; agent hostile, sous la livrée de la paix il avait corrompu un employé du ministre de la guerre, et portait à son maître, avec les propositions que celui-ci était bien résolu de ne pas accepter, des renseignemens sur nos forces qu'il voulait connaître pour y mesurer les siennes. Le 17 avril, on avait fait des ouvertures pacifiques à lord Castelreagh; le 25 du même mois, le duc de Bassano, en communiquant ces ouvertures au comte de Romanzoff, rappelait le désir constant de Napoléon de ramener l'harmonie entre les deux empires. Et dans quel moment Napoléon tentait-il un rapprochement par une communication directe avec le gouvernement russe? c'était lorsque le prince

Kourakin, voulant nous enfermer dans le cercle de Popilius, nous transmettait l'ultimatum d'Alexandre qui voulait l'entière évacuation de la Prusse, c'est-à-dire nous désarmer par nos propres mains pour nous abattre sans péril, nous vaincre, et recueillir les fruits de la victoire sans avoir même combattu. En effet, évacuer provisoirement la Prusse comme le demandait alors Alexandre, c'était lui abandonner les forteresses, les armées, le territoire et toutes les ressources de ce royaume que Frédéric avait voulu mettre à la disposition de la Russie, en 1811, c'était nous livrer nous-mêmes à l'ennemi. L'auteur d'une proposition si audacieuse, qu'elle paraîtrait insensée si elle n'eût pas été destinée à manifester les intentions de l'ennemi, ne voulait que provoquer un refus par un outrage; il mettait la paix au prix du déshonneur, pour que la guerre fût inévitable. Napoléon comprit tous les mauvais desseins que dévoilait cette conduite, et, au lieu d'écouter les conseils de sa fierté naturelle, il n'essaya pas moins de tous les moyens d'éviter une rupture, par l'entremise de plusieurs ambassadeurs; l'un ne put faire entendre la vérité, l'autre ne fut pas même admis. Maintenant, si l'on rapproche de tous ces faits les rassemblemens des divisions russes de Moldavie sur les frontières de la Pologne, en 1810; si l'on veut voir Alexandre prêt à tomber sur Napoléon qui avait désarmé le recrutement extraordinaire ordonné dans tout l'empire, à une époque où, à l'exception des garnisons

des places fortes de la Prusse, il n'y avait plus dans toute l'Allemagne qu'une faible armée française à Hambourg ; si l'on veut se donner la peine de regarder les menées sourdes qui se tramaient avec le cabinet de Berlin, la disposition des armées russes placées sur la lisière de la Prusse et de la Pologne, et les immenses magasins formés à Minsck, à Wilna, etc.; si, après avoir interrogé toutes les tergiversations, ou plutôt tous les refus opposés à la paix par l'ennemi, on considère enfin cet ultimatum de 1812, qui était une véritable déclaration de guerre, suivi de toutes les preuves de l'obstination du czar à rejeter toute conciliation avant que l'épée fût sortie du fourreau, on pourra juger que, dans la lutte terrible entre les deux colosses de l'Europe, Napoléon n'a point été l'agresseur. On n'a cessé de lui imputer ce crime, du vivant de son adversaire ; mais heureusement celui-ci, débarrassé du besoin de dissimuler, et oubliant ou désavouant à dessein le langage qu'il tenait avant l'ouverture de la campagne, lorsque l'incertitude des événemens l'engageait à tromper ses sujets et les peuples de l'Europe par des proclamations mensongères, n'a pas craint de laisser éclater, dans les récits du colonel Boutourlin, ses projets hostiles, ses préparatifs secrets, et sa résolution de guetter ou d'amener une occasion favorable pour nous attaquer au milieu de la paix.

Un dernier argument parle encore en faveur de l'empereur français : menacé depuis plus de deux

ans, obligé enfin de se mettre sur ses gardes, et de se préparer à une immense expédition devenue indispensable pour empêcher l'invasion de l'Allemagne, et par suite celle du territoire français, ce n'est qu'en février et en mars 1812 qu'il conclut une alliance avec la Prusse et l'Autriche, au risque peut-être de se laisser devancer par les trames de l'ennemi avec lequel ces deux puissances avaient tant de fois marché contre nous. Alors rien ne fut négligé pour retenir la Porte ottomane dans notre alliance; la mort du sultan Sélim dérangea de grands projets, et n'empêcha point la politique française de chercher tous les moyens d'obtenir du sultan Mahmoud la continuation de la guerre avec la Russie. L'Angleterre l'emporta au camp du grand visir par une fraude heureuse, au moment où notre succès paraissait assuré au divan. Mahmoud était dans les intérêts de la France, il les soutenait encore, lorsqu'il apprit que la paix venait d'être signée par le grand visir; il hésita long-temps à y donner sa ratification. Quant à la Suède, il est avéré aujourd'hui que Charles Jean même, au moment où il avait renoncé à la France par un traité secret avec Alexandre, mettait sa coopération à la guerre au prix de la cession de la Norwège qu'il eût fallu enlever au Danemarck pour la garantir à la Suède. « Je n'achèterai pas un allié douteux aux dépens d'un ami fidèle, » telle fut la réponse de Napoléon; elle honore d'autant plus son caractère, que sa haute raison ne lui dissimulait pas

l'importance du secours de la Suède qui aurait pu donner de sérieuses inquiétudes à la Russie, et lui porter des coups terribles, en menaçant sa capitale, comme l'avait fait de nos jours un roi chevaleresque. La politique n'a pas toujours fait céder la morale et la justice à des intérêts aussi graves que ceux que Napoléon fit taire devant le respect de la foi jurée. La connaissance personnelle que Napoléon avait de l'inimitié de son ancien lieutenant, ne diminue en rien le mérite de sa loyauté envers le Danemarck; en effet il savait bien que, pour retenir Bernadotte dans notre alliance, il suffisait d'augmenter la récompense de sa fidélité. On n'insiste sur cette explication que parce que même des écrivains français oublient que tous les rapports des étrangers avec nous, depuis la guerre de la Révolution, et même pendant presque tout le règne de Louis XV, n'ont été qu'une longue et cruelle déception.

La guerre était inévitable et allait éclater. M. de Ségur prétend qu'elle fut retardée de deux mois par les mesures qu'il fallait prendre pour conjurer la famine. Le général Gourgaud, qui a puisé ses documens à une bonne source, puisque le frère du ministre qui lui a fourni des renseignemens si précieux, était alors chargé des subsistances, assure au contraire que dès le 15 août 1811, et au milieu des fêtes de cette journée, Napoléon, averti que les apparences de la récolte n'étaient pas favorables, avait réuni à l'improviste et formé, avec plusieurs de ses conseillers que la solennité du jour

amenait à Saint-Cloud, un conseil où toutes les mesures pour obtenir les approvisionnemens de secours nécessaires à la France furent prises. Ces mesures furent telles que, dès la fin de cette même année, leur exécution était complète : il n'en coûta que douze millions à la France pour conjurer ce fléau. On n'est pas bien certain que les dates soient ici d'une parfaite exactitude, on a lieu de croire même que le conseil dont il s'agit eut lieu beaucoup plus tard, et lorsque les consommations de l'automne et d'une partie de l'hiver eurent donné des alarmes sérieuses pour le printemps. Quoi qu'il en soit de cette dissidence d'opinions, il n'en sera pas moins convenable de révéler ici une circonstance peu connue ; elle prouvera avec quelle attention Napoléon savait saisir la vérité utile, et la mettre à profit au moment même. Un avis, donné à un ministre par un homme de lettres, et par un ancien administrateur des subsistances, lui révéla la proximité d'une famine, et la nécessité des mesures les plus promptes et les plus secrètes ; en effet, il n'y avait pas un instant à perdre, et une seule indiscrétion aurait eu les conséquences les plus graves. Une heure après cette confidence, l'empereur, instruit par son ministre, avait reconnu l'imminence du péril, et délibérait déjà sur les moyens à prendre pour le détourner : en moins de deux jours il avait pris toutes les résolutions, donné tous les ordres nécessaires dans une conjoncture si délicate, et la France était déjà préservée de la famine ; Napoléon

emportait cette assurance avec lui avant d'entrer en campagne.

Au mois d'avril, la grande armée, réunie sur plusieurs points, se porta vers l'Elbe, l'Oder, et bientôt après vers la Vistule ; le 12 du même mois, l'empereur Alexandre prit le commandement de son armée, à Wilna. Napoléon ne quitta la capitale que le 9 mai suivant : de Paris à Dresde où il espérait que la présence de tous les rois de l'Europe réunis sous nos drapeaux, et faisant cause commune avec nous, déterminerait Alexandre à la paix, sa marche fut un triomphe continuel. Les départemens de la France qu'il traversa l'accompagnèrent de tous leurs vœux pour le succès de ses armes, après l'avoir reçu avec des acclamations et sous des arcs de triomphe. L'Allemagne ne montra pas moins d'empressement pour le grand capitaine, qu'elle avait vu relever plusieurs fois le trône de l'empereur d'Autriche, et donner des couronnes à ses princes.

Rien de plus imposant que le séjour de Napoléon à Dresde, au milieu de l'empereur d'Autriche, des divers rois, et d'une foule de princes d'Allemagne qui attendaient tout de son génie et de sa fortune. Dans cette cour de rois, Frédéric fut si sensible à l'accueil de Napoléon, qu'il lui offrit son fils pour aide de camp, et le présenta même aux aides de camp de l'empereur, en demandant leur amitié pour ce jeune compagnon d'armes. Cette réunion politique avait pour but de montrer que la guerre de Russie était européenne ; elle l'était effectivement,

et Napoléon, victorieux, aurait obtenu et mérité les actions de grâce du Continent qui, offensé de l'accroissement démesuré de la Russie, et trop certain que l'Angleterre seule rallumait la guerre et soudoyait les princes depuis 30 ans, aurait applaudi à la diminution de la puissance russe, et surtout à la ruine de l'influence anglaise doublement funeste à son commerce par la guerre perpétuelle, et par l'introduction de ses marchandises. Napoléon resta à Dresde jusqu'au 29 mai, cherchant toujours à éviter une rupture. Aux avantages que lui promettait le retour de la paix entre Alexandre et lui, on peut juger qu'il ne faisait la guerre qu'à regret, et seulement pour rétablir le blocus continental, seule voie pour forcer l'Angleterre à laisser enfin s'établir et durer la paix générale, sans laquelle rien ne pouvait s'asseoir en France, en Europe et dans le monde.

Notre armée, composée de 325,900 hommes présens sous les armes, dont 155,400 Français, et 170,500 alliés, comptait neuf corps d'infanterie, auxquels se joignait la garde impériale, et quatre grands corps de cavalerie, avec 984 bouches à feu. C'est avec ces forces que Napoléon se disposait à entrer en Russie; c'est à cette immense armée que, désespérant de ramener Alexandre à des sentimens pacifiques, après le retour du comte de Narbonne envoyé près de ce prince, il adressa, le 22 juin, de son quartier général de Wilkowiski, la proclamation suivante :

« Soldats, la Russie a juré éternelle alliance à la

» France, et guerre à l'Angleterre ; elle viole aujourd'hui ses sermens. Elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par là nos alliés à sa discrétion. Nous croit-elle donc dégénérés? Ne serions-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre ; le choix ne saurait être douteux. Marchons en avant ; passons le Niémen ; portons la guerre sur le territoire de Russie : elle sera glorieuse aux armées françaises ; la paix que nous conclurons, mettra un terme à la funeste influence que le cabinet moscovite exerce depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe. »

Napoléon quitta Wilkowiski dans la nuit du 22 au 23, et vint établir son quartier général au hameau de Nogariski, sur la droite de la route de Kowno : au point du jour il se rendit aux avant-postes, parcourut la rive gauche du Niémen, et ordonna, aussitôt après cette reconnaissance des lieux, la construction de trois ponts à environ une demi-lieue d'un village situé en face de Kowno : à minuit ils étaient terminés, et l'armée commença aussitôt à entrer sur le territoire russe. Macdonald, le même jour, passait le Niémen à Tilsit ; Jérôme et Schwartzemberg ne devaient pénétrer en Russie que quelques jours plus tard ; Eugène restait momentanément en observation sur la rive gauche du fleuve.

Les forces russes, partagées en trois armées, dispersées depuis la mer Baltique jusqu'à la Gallicie,

étaient imposantes même avant que l'ennemi pût disposer de l'armée de Finlande et de celle de Moldavie: cependant l'empereur Alexandre qui, trompé par de faux renseignemens, croyait notre armée moins nombreuse qu'elle ne l'était réellement, éprouvait de grandes anxiétés en songeant qu'il avait à lutter contre des soldats victorieux dont ses troupes avaient éprouvé la supériorité à Austerlitz et à Friedland. Napoléon avait gardé un secret si profond sur ses desseins, et avait marché avec tant de rapidité, que les habitans des rives du Niémen furent surpris de son arrivée : les Russes n'étaient pas mieux informés des mouvemens d'une masse d'hommes si considérable et qui occupait tant de place devant eux. Les premières troupes qui passèrent le fleuve s'emparèrent de Kowno, occupé seulement par quelques cosaques; de cette ville, Napoléon s'avança avec sa garde, ayant devant lui Murat à la tête de notre cavalerie en avant garde; Davout, qui le suit immédiatement, se dirige à marches forcées sur Wilna. L'empereur de Russie ayant abandonné cette résidence depuis deux jours, et ses troupes s'étant retirées, Napoléon, qui espérait une bataille, entra le 28 à Wilna au milieu d'un peuple qui le saluait comme son libérateur. Les Russes, après avoir brûlé leurs magasins et le pont, se retirèrent vers Drissa; le pont rétabli, Napoléon les fit poursuivre vivement dans cette direction, et s'arrêta dans la ville que nous venions d'occuper, pour constituer la Lithuanie. Un gouvernement provisoire fut composé de sept des

principaux seigneurs du pays ; l'enthousiasme était dans toutes les classes du peuple lithuanien qui espérait la liberté. Au milieu de ce mouvement, Napoléon se livrait à tous les soins du gouvernement de la France, à tous les travaux de la guerre ; lui seul était capable d'embrasser un si vaste ensemble, de descendre à tous les détails, et de conserver encore la liberté d'esprit nécessaire pour suivre tous les mouvemens de la politique de l'Europe, et enfanter des résolutions de génie pour étonner, confondre, atteindre et battre l'ennemi, qui fuyait à la fois par terreur, et à dessein de nous attirer au cœur de la Russie où il espérait nous étouffer entre plusieurs armées réunies.

Cependant la diète de Varsovie, ouverte le 26 juin, et constituée en confédération générale, avait proclamé le rétablissement du royaume de Pologne, et donné le signal de la liberté à toute la nation : le 14 juillet, une députation de la diète vint à Wilna présenter à Napoléon l'acte de confédération, et les résolutions générales qu'elle avait prises. Le sénateur Wibicki portait la parole, et dit, après avoir tracé le tableau des moyens odieux et criminels qui avaient été employés pour démembrer son pays : «que les Polonais n'avaient été soumis ni par la paix, » ni par la guerre, mais par la trahison ; qu'ils étaient » donc libres de droit devant Dieu comme devant » les hommes ; qu'aujourd'hui pouvant l'être de fait, » ce droit devenait un devoir ; qu'ils réclamaient l'in- » dépendance de leurs frères, les Lithuaniens, encore

» esclaves; qu'ils s'offraient comme centre de réunion » à toute la famille polonaise; mais que c'était à celui » qui dictait au siècle son histoire, en qui la force de » la Providence résidait, à appuyer des efforts qu'il » devait approuver; que les Polonais, libres de droit » devant Dieu et devant les hommes, venaient de- » mander à Napoléon-le-Grand de prononcer ces » seules paroles : *Que le royaume de Pologne existe*, » et qu'il existerait; que tous les Polonais se dévoue- » raient au chef de la quatrième dynastie française, » devant qui les siècles n'étaient qu'un moment, et » l'espace qu'un point. »

Napoléon répondit : « Gentilshommes, députés » de la confédération de Pologne, j'ai entendu avec » intérêt ce que vous venez de me dire; Polonais j'au- » rais pensé et agi comme vous; j'aurais voté comme » vous dans l'assemblée de Varsovie. L'amour de son » pays est le premier devoir de l'homme civilisé.

» Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à con- » cilier, beaucoup de devoirs à remplir.

» Si j'avais régné pendant le premier, le second et » le troisième partages de ce royaume, j'aurais armé » mes peuples pour le défendre. Aussitôt que la vic- » toire m'eut mis en état de rétablir vos anciennes » lois dans votre capitale et une partie de vos provin- » ces, je le fis sans chercher à prolonger la guerre qui » aurait continué à répandre le sang de mes sujets.

» J'aime votre nation. Pendant seize ans, j'ai vu vos » soldats à mes côtés dans les champs de l'Italie et » dans ceux de l'Espagne. J'applaudis à ce que vous

» avez fait; j'autorise ce que vous voulez faire; je ferai » tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos ré- » solutions ; si vos efforts sont unanimes, vous pou- » vez concevoir l'espérance de réduire vos ennemis à » reconnaître vos droits..... Je vous ai tenu le même » langage dès ma première entrée en Pologne. Je dois » y ajouter que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche » l'intégrité de ses domaines, et que je ne puis sanc- » tionner aucune manœuvre, ou aucun mouvement, » qui tende à troubler la paisible possession de ce » qui lui reste des provinces de l'ancienne Polo- » gne, etc.

» Faites que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, » Polotsk, Mohilef, la Volhinie, l'Ukraine, la Podo- » lie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans » la grande Pologne, et la Providence couronnera » votre bonne cause par des succès ; je récompense- » rai ce dévouement de vos contrées, qui vous rend » si intéressants, et vous acquiert tant de droits à » mon estime et à ma protection, par tout ce qui » pourra dépendre de moi dans ces circonstances. »

Cette réponse, dictée par la plus sage politique, affligea la Pologne, refroidit son enthousiasme, sans l'empêcher de faire encore des prodiges en notre faveur. En France, l'opinion qui avait déjà prononcé l'affranchissement du peuple asservi par le coupable triumvirat du nord, blâma beaucoup la conduite de Napoléon, et en tira de funestes présages pour le succès de notre expédition ; il sembla que Napoléon doutait de sa force, et commettait une grande faute ;

cette impression fut générale ; cependant le chef de notre armée obéissait à la prudence et même à la nécessité. Napoléon avait fait d'avance pour la Pologne tout ce qu'il pouvait faire, en obtenant de l'Autriche la cession éventuelle de la Gallicie, à la condition du retour des provinces illyriennes pour le cas où le royaume de Sobieski viendrait à être rétabli ; mais ce but ne pouvait être atteint que par la victoire et la paix ; d'ailleurs à ce seul mot, *la Pologne existe*, l'insurrection aurait éclaté dans la Gallicie autrichienne, province qui renfermait autant de cœurs dévoués à la patrie que celles où le sentiment de l'indépendance est le plus exalté : dès lors, le traité par lequel Napoléon avait ménagé les plus chers intérêts de la Pologne ; dès lors l'Autriche, devenue hostile, pouvait mettre contre nous 300,000 hommes, transporter la victoire du côté de l'ennemi, écraser le grand allié qui se proposait d'être le libérateur de la nation polonaise. Mais, dira-t-on, la liberté nous eût donné quatre millions de défenseurs intrépides et belliqueux : la réponse à cette objection est simple ; irritée d'une mesure si déloyale et si dangereuse pour elle, l'Autriche avait deux moyens de vengeance ; éclater d'abord contre nous, ou attendre que nous fussions enfoncés dans les déserts de la Russie : dans le premier cas, il aurait fallu nous retirer de la Pologne qui, surprise avant d'être réunie et d'avoir pu se donner une organisation forte, aurait succombé sous les efforts réunis des Autrichiens, des Russes, qu'auraient bientôt suivis les Prussiens, si mal disposés

pour nous, et appelés par l'espoir de recueillir une partie du butin, comme dans les partages précédens: dans la seconde hypothèse, qui n'eût pas différé long-temps la marche de notre nouvel ennemi, la Pologne, privée de notre appui, cruellement punie de sa levée de boucliers, et exposée au malheur d'être comme l'Italie soumise au joug de fer de l'Autriche qui ne souffre pas même une ombre de liberté dans la partie de la péninsule où elle règne par ses soldats, eût été enveloppée à jamais dans notre ruine. Puisque l'on juge Napoléon avec tant de sévérité, depuis que l'événement a trompé les calculs de son génie dans une expédition utile, nécessaire peut-être à l'Europe, quelle responsabilité péserait sur sa mémoire, s'il eût commis la faute que l'enthousiasme des Polonais et les sentiments de la France trompée par des vues généreuses, semblaient lui imposer comme un devoir!

Le plan de l'empereur avait complètement réussi. Dès l'ouverture de la campagne, il avait coupé l'aile gauche commandée par le prince Bagration, le corps de Doctoroff, ainsi que la division russe Dorokow, du centre de l'armée, qui fut obligée de fuir vers la Duna, sur son camp de Drissa, abandonnant les magasins immenses qui avaient été réunis en Lithuanie et en Samogitie, et nous laissant maîtres de ces deux provinces.

Rempli à Wilna de tous les soins de l'empire que la guerre ne lui fit jamais négliger, Napoléon, occupé en outre à organiser le gouvernement de la Li-

thuanie, à élever des ouvrages de fortification autour de la capitale de ce pays, à bien se pénétrer des projets de l'ennemi, à presser l'arrivée de ses équipages de pont, de ses parcs et de ses nombreux convois de vivre ; enfin, à entretenir l'enthousiasme des Polonais; Napoléon continuait ses opérations militaires, par ses lieutenans, jusqu'au moment prévu d'aller rejoindre ses troupes rassemblées sur le point où devaient commencer les grandes opérations que lui seul pouvait conduire. Les Russes étaient en retraite sur toutes les routes, et certes le début de la campagne n'était pas propre à enfler leurs espérances; c'est pourtant dans ce moment que M. de Balachoff se rendit auprès de Napoléon avec des paroles d'Alexandre, de la plus étrange nature, quoiqu'elles fussent enveloppées d'apparences pacifiques. « Il » était, disaient-elles, encore temps de traiter. Une » guerre que le sol, le climat et le caractère russe » rendraient interminable, était commencée ; mais » tout rapprochement n'était pas devenu impossible, et » d'une rive à l'autre du Niémen on pourrait encore » s'entendre. » Le parlementaire ajouta : « que son » maître déclarait devant l'Europe qu'il n'était point » l'agresseur; que son ambassadeur à Paris, en de- » mandant ses passeports, n'avait pu entendre rompre » la paix, qu'ainsi les Français se trouvaient en Rus- » sie sans déclaration de guerre. » Mais M. de Balachoff venait proposer à Napoléon de conclure un armistice, et négocier de la paix, à condition que l'armée française repasserait le Niémen ; c'est-à-dire

qu'elle se retirerait devant ceux qui n'osaient soutenir sa présence, devant des ennemis réduits à fuir en abandonnant leurs magasins et tous les moyens de défense qui leur avaient causé tant de dépenses et d'efforts. Avant l'ouverture de la campagne, Alexandre voulait que nous eussions la lâche imprudence de lui livrer la Prusse dont nous étions les maîtres, et maintenant il voulait que Napoléon repassât le Niémen, qu'il renonçât aux immenses avantages de son plan de campagne, et donnât ainsi aux Russes le temps de se réunir vers leur camp retranché de Drissa. Assurément l'auteur de propositions pareilles ne voulait point la paix, et, pour rendre la guerre plus inévitable, il ajoutait en quelque sorte la dérision aux faux semblans du désir de rétablir l'harmonie. Napoléon, dans le cours de ses victoires, n'avait jamais voulu soumettre le caractère et la dignité d'Alexandre à de pareilles épreuves; il ne lui demanda jamais, ni à Austerlitz, ni à Friedland, ni dans les nouvelles contestations qui vinrent troubler l'alliance, des choses que la raison et surtout l'honneur ne permissent pas d'accorder : les faits parlent, à cet égard, plus haut que les récits de l'intérêt et des passions.

Sur ces entrefaites, Murat, à la tête de la cavalerie de l'avant-garde, et aussi pressé par son ardeur guerrière que par les ordres de l'empereur, poursuivait les Russes sans relâche; il les avait atteints sur la route de Swentziany, et les poussait sur Druia, toujours victorieux, mais sans pouvoir engager l'en-

nemi à une résistance qui amenât une bataille. D'autres chefs prenaient la même direction par d'autres routes. Pendant leurs mouvemens, l'empereur suivait des yeux l'armée russe divisée en deux masses inégales ; l'une, avec son empereur, vers Drissa ; l'autre, avec Bagration, encore vers Myr. Accoutumé à juger de loin, ou plutôt à devancer les projets de ses ennemis, la retraite d'Alexandre sur Drissa lui fit prévoir celle que Bagration allait tenter de Grodno vers Vitepsk, par Osmiana, par Minsk et Docktzitzy, ou par Borisof; aussitôt il plaça Minsk entre ces deux corps, y jeta Davout avec deux divisions d'infanterie, les cuirassiers de Valence et plusieurs brigades de cavalerie légère. Voici l'ensemble des opérations conçues par son génie et qui devaient produire d'immenses résultats.

D'un côté, le roi de Westphalie pousserait Bagration sur Davout, qui alors serait en mesure de le détruire; de l'autre, Murat, Oudinot, Ney, déjà devant Drissa, contiendraient les forces de Barclay de Tolly, tandis que Napoléon, prêt à soutenir tous les efforts, à profiter de tous les avantages, marcherait avec le gros de son armée sur Vitepsk entre Davout et Murat, et pénétrant ainsi entre les deux armées qu'il avait à combattre, et les dépassant même, porterait un coup décisif à Alexandre inquiet et incertain sur celle de ses deux capitales que nous allions menacer. Comme il n'arrive que trop souvent à la guerre, même sous les plus grands capitaines, l'événement ne répondit pas aux espérances. Il paraît

que Jérôme attaqua négligemment; ce prince eut encore un autre reproche à se faire. Davout avait devancé Bagration à Minsk, où peut-être nous eûmes le tort de rester quatre jours; il écrivit au roi de pousser vivement l'ennemi sur un défilé dont nous allions occuper l'issue à Glusck; mais, irrité de se voir sous le commandement du maréchal, Jérôme quitta l'armée et sauva ainsi Bagration. Ce général qui commandait 35,000 hommes, fut battu à Mohilow par Davout, qui n'avait que 12,000 soldats; mais il parvint à rentrer dans l'intérieur de la Russie pour se joindre à Barclay de Tolly, au-delà de Smolensk. Voulant justifier un échec avec une telle supériorité de forces, les ennemis ont dit qu'ils avaient cru se trouver en présence de Napoléon. Nous verrons à tout moment dans la retraite, cette grande image de Napoléon apparaître sans cesse aux Russes, et paralyser le courage de leurs soldats comme l'audace de leurs généraux. Le génie est une puissance presque surnaturelle, et l'ascendant qu'il exerce est une force irrésistible qui produit des miracles.

Cependant les ordres de Napoléon sont exécutés, son armée réunie; il le sait; certain désormais que Bagration, poussé de tous côtés, ne peut plus atteindre Vilna, il apprend que les forces de Barclay se sont concentrées dans le camp de Drissa; sur ces nouvelles, il part de Vilna le 16 juillet, et le 18 il est à Klubokoé. Une adresse pleine de vaines injures contre lui avait été répandue par Barclay dans l'armée française, afin d'exciter nos soldats à déserter

leurs drapeaux ou bien d'accepter un asile en Russie. Napoléon daigna y répondre par la lettre d'un grenadier français, insérée dans les journaux; l'adresse ne valait pas cet honneur. Le même conseil fut donné, le même appât présenté avec aussi peu de succès aux troupes allemandes. De son côté, l'empereur de Russie, à peine arrivé au camp de Drissa, avait également publié une proclamation, soit pour tromper et rassurer les Russes sur les motifs de sa retraite, soit pour montrer à leurs yeux comme un plan destiné à différer les combats jusqu'au moment où leur réunion permettrait de les abandonner à toute l'ardeur de leur courage, une fuite nécessaire, une fuite désordonnée, fruit des profondes et habiles combinaisons de Napoléon. Cette même proclamation annonçait l'intention de combattre et de vaincre dans une position redoutable par sa nature et par tous les secours de l'art; mais à peine les Russes connurent-ils le mouvement de Napoléon, que craignant qu'il n'arrivât avant eux à Vitepsk où ils espéraient se réunir à Bagration, ils se hâtèrent de prendre cette direction. Ainsi fut évacué le camp retranché de Drissa, auquel l'ennemi travaillait depuis un an. Alexandre rendit alors un ukase qui ordonnait de faire sur-le-champ une levée de cinq hommes sur cinq cents dans les gouvernemens de Vitepsk, de Mohilow, de la Podolie, de la Livonie, etc. Ce moyen de défense était plus efficace que la construction laborieuse d'un camp qui n'était pas à l'abri d'une attaque de vive force, et dans le-

quel l'ennemi, tenu en échec par une partie de nos troupes, pouvait être tourné avec le reste et se trouver en très-grand danger. Jusqu'alors le czar avait cherché à cacher ses revers; mais, convaincu de l'insuffisance de ses forces, alarmé des progrès de Napoléon, et se voyant forcé d'abandonner les grands magasins qu'il avait formés sur sa vaste ligne d'opérations, il se décida enfin à instruire ses sujets des périls qui menaçaient l'empire. C'est dans ce but qu'il adressa deux proclamations, l'une, à la nation; l'autre à la ville de Moskou. La république française, attaquée par tous les rois, ne parlait pas autrement d'indépendance, de patrie et de dévouement, que le monarque moscovite invoquant, dans sa détresse et dans son effroi, le secours de ses sujets. On ne pouvait s'empêcher de sourire en entendant le successeur de Pierre, de Paul I^ers^, et de Catherine II, appeler Napoléon le tyran universel, et surtout les soldats français des légions d'esclaves. Nul doute en effet qu'Alexandre ne fût profondément frappé de terreur et ne vît dans Napoléon un autre Tamerlan plus redoutable encore que celui à qui la Russie n'avait échappé que par miracle, puisque, s'adressant à toutes les classes de la société, il rappelait l'époque désespérée, où un simple boucher, Kosma-Minin, profondément ému des malheurs de la patrie tombée sous le joug des Polonais, conçut et exécuta le projet de la délivrer. Dans la bouche de celui qui voulut toute sa vie être souverain absolu de droit et de fait, et prétendait imposer son joug et ses volontés à l'Europe,

comme le temps l'a prouvé, quelles étonnantes paroles que celles par lesquellesAlexandre, l'autocrate de toutes les Russies, appelait le peuple entier aux armes ! « Le tyran trouvera partout dans chaque noble » un Pojarski, dans chaque ecclésiastique un Palitzin, » dans chaque paysan un Minin. » Alexandre suivit bientôt ses proclamations et quitta l'armée pour se rendre à Moscou, afin de presser, par sa présence, les sacrifices qu'il demandait. En même temps, le grand-duc Constantin quitta le commandement de la garde et partit pour Pétersbourg.

Alexandre abandonne les soldats auxquels il venait de promettre le combat et la victoire; Napoléon marche à la tête des siens pour obtenir l'un et l'autre. Le revers accidentel de Sébastiani, trop sujet à se laisser surprendre, ne l'arrête qu'un moment; il veut prévenir Barclay à Vitepsk. De cette position, il pourra prendre à revers l'armée de son rival, le séparer du midi de son empire, et l'écraser avec l'ensemble de nos forces; que si, au contraire, Barclay est entré avant nous dans cette capitale, Napoléon espère qu'on voudra la défendre, et de là une bataille qu'il désire, parce qu'il est assuré du triomphe. Dans cette double intention, il se dirige sur Beszenkowiczi; il rappelle Murat et Ney, en laissant Oudinot à Potolsk, et se rend de sa personne à Kumen. Enfin, le 25, le canon gronda, mais ce n'était encore qu'un engagement peu sérieux du vice-roi avec l'arrière-garde de Barclay à Beszenkowiczi. Napoléon y accourut, passa le pont que nous avions rétabli sur

la Dwina, poussa lui-même une reconnaissance, et suivit les Russes pendant deux lieues; cette reconnaissance convainquit que la totalité de l'armée russe était passée, qu'elle remontait la Dwina. Certain de ces deux faits, il rentra dans Beszenkowiczi. Nos armées y arrivaient en ce moment sur les routes du nord et de l'ouest. Ses ordres de mouvement, dit M. de Ségur, avaient été exécutés avec une telle précision, que tous ces corps, partis du Niémen à des époques et par des routes différentes, malgré des obstacles de tout genre, après un mois de séparation, et à cent lieues du point où ils s'étaient quittés, se trouvèrent à la fois réunis à Beszenkowiczi, où ils arrivèrent le même jour, à la même heure.

L'ennemi nous avait prévenus dans Vitepsk; après y être entré par la droite de la Dwina, il avait traversé cette ville et venait au-devant de nous pour défendre les longs défilés qui la couvre. Une rencontre ne pouvait pas tarder entre les deux partis; car, dès le 25 juillet, Murat marchait vers Ostrowno avec sa cavalerie; un premier choc avec les troupes commandées par Palhen et Osterman, où nous eûmes d'abord l'avantage pour être repoussés ensuite, se termina par la retraite forcée des Russes exposés aux plus grands dangers s'ils eussent persisté à vouloir conserver leur position. Le roi de Naples et nos troupes rivalisèrent d'audace et de valeur dans cette circonstance. Le lendemain 26, un nouveau succès, vivement disputé dans la position d'Ostrowno occupée par les Russes, et défendue par une rivière, un

ravin et des bois épais, couronna les efforts extraordinaires des troupes aux ordres de Murat, d'abord seul à leur tête, et secondé ensuite des corps commandés par le prince Eugène. Le 27, à la pointe du jour, l'ennemi, attaqué dans un bois, malgré les batteries qui le protégeaient, vit toutes ses positions emportées et fut rejeté dans la plaine au-delà d'une petite rivière qui se jette dans la Dwina, sur Vitepsk. C'est à cette affaire que deux compagnies de voltigeurs, commandées par les capitaines Guillard et Savary, attirèrent l'attention de toute l'armée. Ayant pris les devants, elles marchaient en avant sur une masse de dix mille hommes de cavalerie qui les enveloppa bientôt de toutes parts; elles devaient être perdues; mais elles se réunirent avec le plus grand sang-froid, et soutinrent avec succès, pendant une heure entière, une lutte inégale et terrible. Leurs efforts donnèrent à la cavalerie française le temps de déboucher. Témoin de ce brillant fait d'armes, Napoléon envoya demander de quel corps étaient tous ces braves ; *ils répondirent du 9^e^, et les trois-quarts enfans de Paris !... — Dites-leur*, reprit l'empereur, *que ce sont tous des braves gens : ils méritent tous la croix.*

Le 28, l'armée française entra dans Vitepsk après une affaire peu sérieuse. D'abord les Russes, placés dans une position très-forte, devant une capitale et derrière les rives de Luczissa, au nombre de plus de quatre-vingt mille hommes, semblaient annoncer la ferme intention de livrer une grande bataille; Napoléon crut y toucher, et il avait raison de le croire.

Barclay voulait effectivement tenter enfin la fortune des armes ; mais la nouvelle, qu'il reçut le soir, de la retraite de Bagration vers Smolensk, changea subitement une détermination que nous attendions comme l'objet de tous nos vœux. L'ennemi prit toutes les mesures nécessaires pour masquer le mouvement rétrograde qu'il exécuta pendant la nuit. Aussitôt qu'on s'en fut aperçu, toutes les divisions se mirent à sa poursuite, à l'exception de la garde impériale qui vint s'établir à Vitepsk où Napoléon paraissait vouloir séjourner.

L'armée entière éprouva la vive sollicitude et toute la bienveillance de son chef. S'il rencontrait des convois de blessés, il les arrêtait, s'informait de leur sort, de leurs souffrances, des actions où ils avaient été frappés, et ne les quittait qu'après les avoir consolés par ses paroles et secourus par ses largesses. En même temps qu'il s'occupait avec la plus vaste sollicitude des besoins de l'armée, qu'il dirigeait les mouvemens de la guerre, et soutenait sa correspondance avec l'Europe, il trouvait du temps pour prodiguer des soins paternels aux officiers, aux soldats, et de nobles récompenses qui les enflammaient d'une nouvelle ardeur. Sa garde était l'objet d'une attention particulière ; lui-même en passait chaque jour la revue, prodiguant la louange, quelquefois le blâme, et entrant dans tous les besoins avec une patience merveilleuse. Un jour il fit rassembler les grenadiers à pied de ce corps d'élite, et leur ordonna de reconnaître pour leur colonel le général comte Friant.

Pour donner plus d'importance à la cérémonie, Napoléon tira son épée, reçut lui-même ce général, et l'embrassa en lui disant : « C'est la récompense de » vos bons et loyaux services ; mais j'ai encore besoin » de vous ; continuez à commander votre division » pendant cette campagne; vous m'y êtes encore plus » nécessaire qu'à la tête de vos grenadiers que j'ai » toujours sous les yeux. » Cette nomination fut accueillie avec enthousiasme. Les grenadiers virent dans ce choix une preuve d'estime pour leur corps, composé en grande partie des braves qui, en Italie, en Égypte, en Allemagne, avaient combattu sous les ordres du vaillant officier qui devenait leur chef.

La ville de Vitepsk, chef-lieu du gouvernement de Polotsk, était presque déserte : toute la population avait pris la fuite. Le pays, ruiné par des nuées de cosaques qui, avant de l'abandonner, avaient détruit tout ce qu'ils n'avaient pu emporter, n'offrait que peu de ressources. Depuis plus de deux mois la Pologne et la Lithuanie, dans un espace d'environ trois cents lieues, n'avaient présenté à nos soldats que des villages sans habitans et des campagnes saccagées. L'armée, long-temps assujétie à des privations, se trouvait dans une situation d'autant plus alarmante, qu'éloignée de ses magasins, il lui était impossible de former de nouveaux approvisionnemens. Réduite à se suffire à elle-même, elle fut obligée de déployer une grande activité pour se procurer des subsistances. L'enlèvement des convois ennemis était le moyen le plus efficace de sortir de cet état de

détresse. Le colonel Banco, à la tête de deux cents chasseurs, s'empara dans Velij d'un grand nombre de voitures chargées de farine. L'escorte russe était de quinze cents soldats, cavaliers et fantassins. Il les attaqua, et fit cinq cents prisonniers.

Tandis que Napoléon était à Vitepsk, et que les troupes du centre étaient cantonnées entre le Dnieper et la Dwina, l'armée russe de Moldavie, ayant cessé ses hostilités contre les Turcs, détachait sans cesse de nouvelles troupes pour renforcer celles de Wolhynie. Deux divisions russes, sous les ordres du général Kamenski, après avoir vainement cherché à se joindre au prince de Bagration, se réunirent au corps de Tormasow. Ces troupes, formant une armée de trente mille hommes, se portèrent par une marche rapide et à l'improviste vers Kobrin, où elles cernèrent deux régimens d'infanterie et deux escadrons formant l'avant-garde du septième corps aux ordres du général saxon Klengel. Cet officier, entouré de forces supérieures, ne se rendit qu'après un combat des plus opiniâtres; il espérait toujours être dégagé par le général Reynier; mais celui-ci n'ayant pu arriver qu'après la capitulation, fut forcé lui-même de se retirer sur Slonim, avec le regret d'avoir placé trop loin de lui une colonne qui ne pouvait ni se replier, ni être secourue à propos.

Cette invasion, faite dans le temps même que Napoléon s'enfonçait au centre de la Russie, répandit l'alarme parmi les Polonais ; ils craignirent la vengeance des Russes. Toutefois ces appréhensions

furent bientôt dissipées par la réunion des Saxons avec les Autrichiens qui, d'Ighumen, marchèrent sur Slonim. Ces auxiliaires continuèrent à opérer ensemble, et couvrirent ainsi le duché de Warsovie.

Les différens corps qu'on avait laissés pour observer l'armée de Wolhynie, combattirent avec des succès variés : pendant que le général Latour-Maubourg poursuivait Bagration qui semblait vouloir se jeter du côté de Mozouir, les généraux Grouchy et Colbert poussèrent des reconnaissances sur Lepel, s'emparèrent d'Orcha, jetèrent un pont sur le Dniéper et enlevèrent un convoi d'artillerie. Le maréchal Davout chassa dix mille Russes de Mohilow. L'armée de Bagration paraissait en pleine retraite, lorsque trois mille cosaques, qui en formaient l'avant-garde, surprirent nos avant-postes, et firent au 3e régiment de chasseurs une centaine de prisonniers parmi lesquels se trouvait le colonel.

Le lendemain Davout livra un combat dont l'important résultat fut de séparer Bagration de Barclay de Tolly, et de le forcer à se jeter derrière le Dniéper, pour se porter sur Smolensk, seul point par où il fût possible aux armées russes de faire leur jonction.

Tandis que ces événemens avaient lieu sur notre droite, le maréchal Macdonald, à la tête d'un corps prussien, s'avançait, comme le gros de l'armée, sans combattre; mais arrivé sur les bords de l'Aa, l'une de ses divisions se trouva engagée à Baousk, dans une lutte inégale contre les troupes russes du général Le-

wis. La cavalerie ennemie, quoique beaucoup plus nombreuse, fut culbutée, et les Prussiens demeurèrent maîtres du champ de bataille. Le comte de Brandebourg, frère naturel de leur roi, fut blessé dans ce combat. Les Russes, poursuivis au delà de la rivière d'Ezkaon, se rallièrent pour revenir à la charge; leur attaque fut vigoureuse : les chances en furent longtemps indécises; mais les Prussiens se battirent avec tant de courage, qu'ils triomphèrent enfin de l'acharnement de leurs adversaires. Le résultat de la journée fut un drapeau pris et plusieurs centaines de prisonniers. Peu de jours après, le général Ricard s'empara de la place de Dunabourg, dont les fortifications avaient coûté cinq ans de travail. Mais l'action la plus glorieuse pour nos armes, fut celle du second corps placé entre Polostk et Drissa; elle dura trois jours. La victoire fut remportée par le maréchal Oudinot sur le comte de Wittgenstein dont les bataillons enfoncés et les soldats jetés dans la Drissa, laissèrent dans nos mains quatorze pièces de canon, treize caissons, et plus de deux mille prisonniers : le terrain, couvert de leurs morts, offrait le tableau du plus affreux carnage. Les généraux Legrand, Verdier et Castex, ainsi que les troupes sous leurs ordres, déployèrent la plus grande valeur. Le général Koulniew, l'un des officiers les plus distingués de l'armée russe, périt dans cette affaire.

Dans sa position de Vitepsk, Napoléon espérait que les Russes réunis vers Smolensk feraient quelques faux mouvemens, dont il pourrait profiter

comme à Austerlitz. Il était dans cette attente, quand on vint lui apprendre l'échec qu'avait éprouvé le général Sébastiani, surpris ou culbuté à Inkowo par un corps de dix mille hommes de cavalerie. C'est le 8 que ce malheur arrive; le 10, l'empereur est en marche pour exécuter la grande idée de se porter rapidement sur la rive gauche du Dniéper, et, en remontant ce fleuve, de s'emparer de Smolensk, afin de surprendre les Russes en avant de cette ville qu'ils ont quittée. Pour cette opération il fallait réunir l'armée, et la porter sur un nouveau théâtre, en changeant, devant l'ennemi, à sa portée et à son insu, notre ligne d'opération de Vitepsk contre celle de Minsk. La manœuvre de Napoléon est si bien combinée, ses lieutenans sont accoutumés à tant de ponctualité, de précision et de secret, que dans quatre jours l'armée française, qui occupait une étendue de plus de cinquante lieues, est sous la main de son chef. Pendant que Barclay de Tolly et Bagration, désormais réunis, cherchent vainement un Français devant eux, Napoléon se trouve avec une masse de cent quatre-vingt-cinq mille hommes sur le flanc gauche et sur les derrières de ces deux généraux qui pensaient peut-être nous prendre au dépourvu dans nos cantonnemens. La hardiesse ou plutôt le génie de cette opération ont été admirés des Russes, et resteront gravés dans la mémoire des hommes de guerre comme l'une des merveilles de la stratégie.

Napoléon avait conduit ses opérations avec tant

d'habileté, que les généraux russes n'apprirent que par Smolensk le danger qu'ils couraient. Ils étaient dans une telle ignorance de ses mouvemens, qu'ils refusaient d'y croire, lorsque la défaite du général Newerowski à Krasnoe vint enfin les désabuser d'une inconcevable erreur. Bagration, instruit le premier de la marche de Napoléon sur Smolensk, rétrograda le premier sur cette ville; Barclay, averti quelques heures plus tard, prit la même direction en toute hâte. Il était temps, déjà Ney paraissait devant Smolensk réduite à n'avoir pour défenseurs, d'abord que ce même Newerowski, battu et fugitif, et ensuite Raiewski, qui avait amené dix-neuf mille hommes au secours du vaincu. Les deux généraux russes avaient été promptement rejetés sous les murs de la place, dont les habitans sortaient des temples où ils venaient de remercier Dieu des victoires des troupes russes, quand ils les virent arriver sanglantes, et dans le désordre d'une défaite. C'est dans ce moment de surprise, de trouble et de terreur, que Ney tenta d'enlever d'assaut Smolensk, en attaquant la citadelle; heureux s'il eût suivi son dessein avec sa vigueur accoutumée! La citadelle n'était qu'en terre, elle devait tomber devant nous, et Bagration et Barclay ne seraient arrivés que pour nous voir maîtres d'une cité que l'on regardait comme la clef de la vieille Russie, et qui, conservée tout entière au moyen de la surprise, nous aurait livré des ressources, une population, et une situation également importantes. Le salut de Smolensk, dû à l'ignorance

d'un fait, est un de ces événemens si communs qui trahissent à la guerre les plus savantes combinaisons du génie. Ce n'est pas assez d'avoir trompé, comme Napoléon venait de le faire, deux généraux à la tête de cent vingt mille hommes sur les mouvemens d'une armée gigantesque dont tant de causes naturelles devaient révéler la marche à nos ennemis, il faut encore que l'exécution des mesures prises par le génie de la guerre et la prévision de l'expérience réponde à ces élémens de succès.

Barclay et Bagration, plus heureux qu'habiles, ayant précipité leur marche, parvinrent enfin à jeter du secours dans cette ville ; l'empereur en les voyant arriver avec toutes leurs forces, espéra une bataille, et s'écria comme à Austerlitz : Je les tiens. Mais ils évitèrent de courir une chance si redoutable avec un tel homme et une telle armée ; Barclay se contenta de défendre la ville pour sauver du moins l'honneur des armes, et nous faire acheter le plus chèrement possible un triomphe inévitable dans sa propre pensée. Barclay occupait Smolensk avec trente mille hommes ; le reste de son armée était en réserve sur la rive droite, communiquant par des ponts construits au-dessous de la ville. Napoléon les fit détruire par le prince Poniatowski, et l'attaque générale commença immédiatement. La cavalerie légère du général Bruyères chassa celle des Russes ; dans le même temps, soixante pièces de canon mitraillèrent les masses qui couvraient le bord opposé ; le maréchal Ney s'efforçait d'enlever la ville, le

général Morand le faubourg de droite, le général Gudin celui de gauche, et le général Dalton emportait avec la plus grande intrépidité un plateau hérissé d'artillerie. Les Russes, chassés des ouvrages avancés et refoulés impétueusement dans leurs remparts, les défendirent avec opiniâtreté, mais on les déposta par des obus. Des batteries d'enfilade placées par le général Sorbier, commandant l'artillerie de la garde, rendirent impossible aux assiégés l'occupation des chemins couverts. Le combat dura jusqu'à la fin du jour. Bientôt après, on aperçut des colonnes de fumée et des torrens de flammes qui, dans un instant, se communiquèrent aux principaux quartiers de Smolensk.

A une heure après minuit la ville fut abandonnée. Le 18 août, à deux heures du matin, les premiers grenadiers se disposaient à monter à l'assaut, lorsqu'à leur grande surprise, ils approchèrent sans résistance, et reconnurent que la place était entièrement évacuée. L'armée entra aussitôt dans Smolensk au milieu des débris que le feu achevait de dévorer. Les Russes n'y avaient laissé que quelques canons de rempart : d'immenses magasins avaient été la proie des flammes; toute la population était en fuite.

On s'occupa promptement de rétablir sur le Boristhène les ponts qui avaient été brûlés ; l'armée française les franchit et se porta à la poursuite des Russes qui se retiraient par la route de Moscou. A une lieue,

on atteignit le premier échelon de leur arrière-garde, qui fut aussitôt culbuté qu'aperçu.

L'affaire de Smolensk priva l'armée ennemie de douze mille combattans dont le tiers resta sur la place. Quoique nous fussions les assaillans, cette perte fut triple de la nôtre. A côté d'un soldat français, on voyait les cadavres de cinq à six Russes. L'ennemi eut plusieurs généraux tués. De notre côté, le général polonais Grabowski mourut glorieusement sur le champ de bataille. Les généraux Morand, Friand, Gudin et Bruyères acquirent dans cette journée une nouvelle illustration, et les généraux Zaionsheck, Grandeau et Dallon prouvèrent par leurs efforts et par leurs blessures combien ils avaient contribué à la victoire.

Cette affaire où cent mille hommes avaient été engagés de part et d'autre, était une véritable bataille; les Russes y furent vaincus malgré les avantages de la position; long-temps protégés par leurs retranchemens, ils perdirent cependant beaucoup plus de monde que nous qui nous trouvions à découvert devant eux; ils eurent l'humiliation de ne pas oser mettre en ligne une armée immense pour sauver une ville importante; mais leur résistance intrépide nous fit éprouver des pertes considérables; et le récit d'une affaire si acharnée, dont le résultat était la conquête d'une ville en cendres, produisit en France une impression douloureuse; frappé de stupeur comme après la bataille d'Eylau, et alarmé sur les suites d'une lutte terrible entre deux empires, on souhai-

tait, sans l'espérer, qu'une nouvelle bataille de Friedland vînt effacer et couronner un succès payé par beaucoup de sang.

La nécessité avait contraint Barclay à livrer le combat de Smolensk; en effet la route de Moscou, au sortir de Smolensk, cotoyait le Dnieper, et l'artillerie française la traversait de ses feux; le général ennemi n'osa pas se servir de cette route, même à la faveur de la nuit, pour y risquer son artillerie, ses bagages et ses ambulances. Il suivit d'abord la route de Pétersbourg et reprit ensuite celle de Moscou par deux chemins de traverse, qui conduisirent au même point son armée qu'il avait partagée en deux colonnes. Les Français, aussi ardents que leur chef, aussi prompts que ses ordres, poursuivirent Barclay sans relâche; ils n'avaient plus, pour atteindre le débouché de la grande route par laquelle l'ennemi se retirait, qu'à forcer le passage de la Kolowdnia, et la hauteur du plateau de Valontina que les Russes nomment le *champ sacré.* Ney venait d'emporter violemment celui de la Subna; mais Barclay, averti de cet échec de ses troupes, étant arrivé avec de nouvelles troupes, arrêta notre mouvement offensif. Napoléon s'était arrêté à une lieue et demie du maréchal Ney; mais avant de rentrer à Smolensk, à cinq heures du soir, il avait pris toutes les mesures nécessaires pour faire coïncider les mouvemens du maréchal, du roi de Naples et du duc d'Abrantès. Tous les récits s'accordent à rejeter sur ce dernier la faute qui permit aux Russes de défendre la position de

Valontina, au lieu d'être réduits à l'abandonner, comme l'empereur l'avait prévu. D'après les dispositions faites il dut penser que le duc d'Abrantès, après avoir passé le Dnieper, avait continué sa marche vers la grande route, et, en débordant ainsi la position des Russes par la gauche, les avait obligés à une retraite précipitée. Malgré les instances réitérées du roi de Naples, malgré les ordres et les instructions de l'empereur que lui fit connaître l'officier d'ordonnance, Junot ne voulut jamais se porter sur la route en arrière des Russes. On ne peut expliquer l'obstination d'une telle désobéissance que tout autre que Napoléon aurait punie avec la dernière sévérité; mais après avoir destitué le coupable de son commandement, il se laissa fléchir par le maréchal Duroc et les autres anciens camarades de Junot. La faute de ce dernier était d'autant plus grave que Morand, l'un des généraux du maréchal Davout, avait été jeté sur la droite de l'ennemi, conformément aux ordres de l'empereur, à travers des forêts; encore une heure de marche et nos soldats, animés d'une ardeur extraordinaire, allaient déboucher sur la route de Moscou et derrière les Russes; malheureusement Napoléon, instruit de l'augmentation successive des forces de l'ennemi devant le maréchal Ney, rappela le général Morand, et Barclay, qui, surpris par sa gauche et par sa droite, ayant encore à nous combattre en face, devait succomber sous tant d'efforts réunis, fut sauvé d'un péril extrême. Au lieu d'une victoire complète, nous ne remportâmes à Valontina

que beaucoup de gloire achetée par beaucoup de sang et par la mort de l'intrépide général Gudin, l'un des officiers les plus distingués de l'armée par la réunion des vertus civiles et militaires, et par les plus brillants exploits. Notre bonne étoile voulut qu'il fût dignement remplacé; le général Gérard, le plus ancien des généraux de brigade de la division, en prit le commandement, et soutint le parallèle avec un tel prédécesseur.

L'empereur fut sincèrement affligé de la perte du général Gudin; mais il regrettait surtout les sacrifices que nous avait coûté l'inexécution des ordres qui devaient les prévenir, en nous arrachant une victoire assurée dont les résultats eussent été incalculables pour le reste de la campagne. Cependant, le lendemain, sur le champ de Valontina, encore couvert des débris de la guerre et des trophées de la victoire, il parut avoir mis ses douleurs en oubli pour récompenser une armée dont la gloire transportait d'admiration le vainqueur même d'Austerlitz. Jamais ses regards n'avaient été plus affectueux; jamais son langage plus éloquent. « Ce combat était le plus » beau fait d'armes de notre histoire militaire; les » soldats, qui avaient succombé, étaient morts d'une » mort immortelle; ceux qui entendaient ses paroles, » des hommes avec qui l'on pouvait conquérir le » monde. »

Il fut magnifique dans ses récompenses envers le corps du maréchal Ney et les régimens de la division du général Gudin, veuve d'un héros. Le 127^e^, qui n'a-

vait pas encore reçu le baptême du feu, marchait sans aigle; l'empereur lui en remit une de ses propres mains. C'est en face de ces soldats qu'il dit au général Gérard, successeur de Gudin : « Voilà comme j'aime un champ de bataille ; quatre Russes contre un Français ! Gérard, c'est fort bien. » Arrivé devant le 7e léger, il fit former un cercle par tous les capitaines, et leur dit : « Désignez-moi le meilleur offi» cier du régiment. — Sire, ils sont tous bons. — » Voyons, désignez-moi le meilleur. — Tirez, ils sont » tous bons. — Allons, ce n'est pas répondre. Dites» moi comme Thémistocle : Le premier, c'est moi ; » le second, c'est mon voisin. » Alors, on nomma le capitaine Moncey, blessé, et dans ce moment absent. Quoi ! dit l'empereur, Moncey, qui a été mon page, le fils du maréchal ! Voyons un autre. « Sire, c'est le » meilleur. — Eh bien, je lui donne la décora» tion (1). » Les officiers, les sous-officiers, les soldats furent interpellés de même pour connaître les plus dignes de récompense et d'avancement ; les officiers désignaient, les soldats confirmaient, et l'empereur approuvait les choix ; on ne peut dire à quel point ces manières paternelles et ces élections populaires électrisaient l'armée ; son enthousiasme était à son comble ; mais, après avoir éclaté par des transports unanimes, il vint s'emparer de l'âme du héros qui l'avait excité ; ce fut alors qu'il s'écria, dit-on : « Poursui-

---

(1) Général Gourgaud.

» vons nos succès ; avec de pareilles troupes on peut » aller au bout du monde. »

Les Russes, fidèles au système de défense qui leur était prescrit par la plus impérieuse des nécessités, celle de leur salut, se retiraient en détruisant tout ce qui se trouvait sur leur passage ; chassant devant eux les habitans et emmenant les bestiaux, ils incendiaient les maisons, coupaient les ponts, embarrassaient les routes, et saccageaient les récoltes.

Notre armée s'avançait au milieu de cette affreuse dévastation. Divisée en trois colonnes, elle occupait un espace de six lieues de largeur, et ne donnait pas à l'ennemi le temps de s'arrêter. Aussitôt qu'il paraissait vouloir prendre position, il était attaqué et débusqué sur-le-champ. Il avait manifesté l'intention de tenir dans un défilé en avant de Dorogobouj, et y avait élevé des redoutes ; mais, à notre approche, il les abandonna après avoir incendié la ville. Les jours suivans amenèrent de nouvelles escarmouches où la valeur de nos soldats obtint toujours l'avantage. Le 28 août, le général Caulincourt était aux portes de Viazma dont les Russes ne défendirent que faiblement la belle position. Après un léger combat, ils mirent le feu aux ponts, ainsi qu'aux principaux édifices, et se retirèrent. L'armée entra dans cette ville au moment où elle était la proie des flammes. On parvint à maîtriser le feu et à sauver les deux tiers des maisons. La population entière avait fui vers Moscou ; le nombre des malheureux

qui refluaient vers cette capitale s'élevait déjà à plus de quinze cent mille.

Nos troupes, pressées par des besoins de tout genre, et plus encore par l'espérance d'une affaire décisive qu'elles ne souhaitaient pas avec moins d'ardeur que leur chef, poursuivaient leur marche avec la plus grande activité ; une seule journée suffit à l'avant-garde pour arriver à Gjatz, où nous trouvâmes les granges pleines et une abondance qui nous était bien nécessaire. Le quartier-général alla bientôt s'y établir. Le 4 septembre, une reconnaissance poussée en avant vint annoncer que l'armée russe était postée sur le Kologha. Une forte position qu'elle occupait à Griednewa fut attaquée sur-le-champ ; elle s'y défendit et l'évacua pendant la nuit.

Le lendemain, Napoléon ayant mis, dès le point du jour, toutes ses colonnes en mouvement, donna l'ordre d'enlever un mamelon fortifié qui couvrait la gauche de l'ennemi. Le feu commença à quatre heures du soir. Après deux heures d'un combat très-vif, la redoute fut emportée à la baïonnette par la division Compans : les Russes, mis en déroute, laissèrent sur le champ de bataille une grande quantité de morts. Mille de nos soldats périrent dans cette affaire ; mais, soutenue par d'autres opérations heureuses, elle nous avait rendus maîtres de la position qui couvrait le centre gauche de la ligne de bataille des Russes.

Toute la journée du 6 se passa en reconnaissances de part et d'autre. Les deux armées étaient à peu près d'égale force : chacune d'elle comptait dans ses

rangs cent trente mille combattans. Les Russes n'étaient plus commandés par le général Barclay de Tolly qu'ils accusaient d'avoir causé leur honte par une retraite marquée de tant de désastres, et qui avait augmenté l'audace des Français. Quel que fût le plus ou moins de justesse de ces accusations, l'armée obéissait maintenant au prince Kutusow, désigné par tous les Moscovites comme le sauveur de la patrie. C'étaient les victoires de Kutusow qui avaient tout préparé pour faciliter avec le divan des négociations avantageuses : les officiers et les soldats vénéraient ce vieux guerrier, si célèbre dans les annales de la Russie : en le revoyant parmi eux, ils avaient fait éclater des transports de joie. Pour mettre à profit ces dispositions si précieuses dans tous les grands périls, Kutusow, à peine arrivé, avait annoncé que bientôt on ne rétrograderait plus; et, dans la vue de sauver Moscou, dont Napoléon n'était qu'à cinq journées de marche, il avait choisi entre Gjatz et Mojaïsk une forte position où l'on pût livrer une de ces mémorables batailles dont les résultats décident souvent du sort des empires. Il se flattait de nous arracher la victoire, tandis que les Français, pleins du sentiment de leur gloire passée, excités par la fuite d'un ennemi qui ne pouvait s'exposer au déshonneur de n'avoir pas tenté de défendre la capitale de l'antique Russie, et le palladium de l'empire, ne doutaient pas un moment du succès de nos armes.

Le 7, l'empereur, réveillé par le mémorable évé-

nement qui se préparait, était, à deux heures du matin, avec les maréchaux, sur le plateau tout couvert de cadavres russes, dont sa prévoyance s'était emparé l'avant-veille pour en faire le pivot de ses opérations et l'instrument de la ruine de l'ennemi. Pendant qu'il arrête toutes les dispositions de la bataille, les ordres de mouvement qu'il avait donnés s'exécutent ; déjà les officiers sont prêts, les soldats saisissent leurs armes, et tous n'attendent que le signal du combat. Alors les colonels, se plaçant au milieu de leurs régimens, firent battre un ban, et chaque capitaine, entouré de sa compagnie, lut la proclamation suivante :

« Soldats! voilà la bataille que vous avez tant désirée ; désormais la victoire dépend de vous ; elle » nous est nécessaire ; elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour » dans la patrie! Conduisez-vous comme à Austerlitz, » à Friedland, à Vitepsk, à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de vous : » Il était à cette grande bataille sous les murs de » Moscou. »

Toute l'armée répondit à ces paroles énergiques par des acclamations souvent réitérées qui se prolongeaient encore, lorsqu'à travers un épais brouillard on vit sortir un soleil radieux : *C'est le soleil d'Austerlitz!* s'écria alors Napoléon. Ce mot courut rapidement de rang en rang dans toutes les divisions, comme un de ces traits prophétiques par lesquels

Napoléon leur avait si souvent annoncé des triomphes.

A six heures du matin, un coup de canon, tiré d'une des batteries armées par le général Sorbier, annonça que l'affaire était commencée : cent vingt bouches à feu, mises en position sur notre extrême droite, répondirent à ce signal.

Les efforts de nos colonnes se dirigèrent d'abord sur la gauche de l'ennemi, qui fut tournée par les corps de Davout et de Poniatowski. Un feu terrible d'artillerie et de mousqueterie s'engagea bientôt; notre gauche, sous les ordres du vice-roi, s'empara de Borodino qui fut emporté à la baïonnette par la division Delzons. A sept heures, le maréchal Ney s'ébranla avec son corps et se dirigea sur le centre des Russes; alors l'affaire devint générale, et mille pièces de canon de part et d'autre vomirent la mort avec un épouvantable fracas. Trois lignes de batteries françaises tiraient sur les rangs ennemis et les foudroyaient. Jamais peut-être nos soldats n'avaient montré plus d'intrépidité; enfin, après quatre heures d'un combat aussi opiniâtre que meurtrier, les Russes furent enfoncés et deux de leurs redoutes enlevées, l'une, par les divisions Ledru, Compans et Marchand; l'autre, par la division Morand. Ces ouvrages formidables furent aussitôt garnis de notre artillerie.

Cependant les masses ennemies, qui n'avaient pu résister à un premier choc, se reformèrent et s'avancèrent en colonnes serrées pour reprendre leurs

retranchemens; mais écrasées par une décharge de trois cents bouches à feu et par la cavalerie, elles abandonnèrent le champ de bataille qui était couvert de leurs morts. Maîtres des principaux points, il nous restait à emporter les positions de droite. Attaquées par le général Morand, elles tombèrent en peu d'instans en notre pouvoir, et nous commencions à nous y établir, quand, assaillis par des forces supérieures, nous en fûmes chassés à notre tour.

Enhardi par ce succès, Kutusow voulut faire une dernière tentative, et, soutenu par ses réserves ainsi que par la garde russe, il se précipita sur notre centre. Le combat se ralluma avec une nouvelle furie. Des troupes fraîches se portèrent contre ces colonnes qui, arrêtées par la division Friant, mitraillées par quatre-vingts bouches à feu, restaient immobiles, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer. Le roi de Naples, profitant de cette incertitude pour charger avec toute sa cavalerie et celle de Latour-Maubourg, les dispersa de tous côtés. La réussite de cette charge fut complète; cependant, quoique la victoire fût acquise aux Français, le canon ne cessait de tirer avec violence et frappait continuellement de nouvelles victimes. A la nuit, les décharges devinrent plus rares; on ne les entendit plus que par intervalles, et le silence de la dernière redoute des Russes donna la certitude qu'ils se retiraient par la route de Mojaïsk. Cette bataille, l'une des plus sanglantes de notre temps, coûta aux Français quinze à

vingt mille hommes. Il n'y eut presque pas de division qui ne déplorât la mort d'un ou plusieurs de ses chefs. Nous perdîmes les généraux de brigade, Huard, Plausonne, Compère, Marion, Romœuf et Lanabère, ainsi que le général comte de Lepel, aide-de-camp du roi de Westphalie. L'intrépide Montbrun succomba également. Dès long-temps son audace et sa bravoure avaient fait pressentir qu'un tel guerrier ne devait périr que sur un champ de bataille; digne successeur du général Lasalle, il mourut comme lui, après avoir été comme lui l'honneur de notre cavalerie légère. Le général Auguste Caulaincourt l'avait remplacé en annonçant le dessein de le venger; mais bientôt envoyé par le roi de Naples pour tourner avec le 5e régiment de cuirassiers la grande redoute de l'ennemi qui foudroyait encore le vice-roi, il renversa tout sur son passage, pénétra le premier dans cet ouvrage tout rempli de sang, et tomba au moment, frappé par une balle. Le grand écuyer son frère était présent quand on vint annoncer ce succès et cette perte à l'empereur, et ne voulut pas se retirer malgré la profonde douleur dont il avait été saisi en écoutant la fatale nouvelle. Le nombre des généraux blessés s'élevait jusqu'à trente, parmi lesquels étaient les chefs de corps, Grouchy, Nansouty. Latour-Maubourg et les généraux de division, Friant, Rapp, Compans et Dessaix. Les Russes, de leur côté, eurent environ cinquante mille hommes hors de combat, et au moins cinquante généraux tués ou blessés. Parmi ces derniers, on distinguait les princes de Bagration et Charles de Mecklen-

bourg, ainsi que les généraux Tutsckoff, Rajewski, Gortschakoff, Konivitzen, Kretoff, Woronsow, Krapowitski, Boehmetieff 1er et 2e.

Les Français prirent plus de cinquante pièces de canon, et firent plusieurs milliers de prisonniers. Le maréchal Ney, qui, par la sagesse de ses opérations, son courage et la vigueur de ses attaques, avait principalement contribué à la victoire, reçut de Napoléon le nouveau titre de *prince de la Moskwa.* Le vice-roi avait aussi fait des prodiges pendant cette affaire qui vit remporter plusieurs victoires en une seule, et mit dans tout son jour l'étonnante supériorité des Français sur les meilleurs soldats du monde après eux. Jamais l'armée russe ne montra plus de constance, de courage, de mépris de la mort.

Napoléon campa sur le champ de bataille, et se mit le lendemain à la poursuite des vaincus. Bientôt son avant-garde parut devant Mojaïsk dont elle s'empara après un combat glorieux. L'ennemi saccagea la ville, et ne l'abandonna qu'après l'avoir bien défendue, laissant les places et les rues remplies de morts et de blessés. Ce fut un malheur pour nous de n'avoir pas pu nous emparer de cette ville le 8 au soir, ainsi qu'on en avait le projet. La bonne contenance de l'arrière-garde et la résistance qu'elle nous opposa, avant d'abandonner Mojaïsk, préserva d'un grand désastre l'armée de Kutusow, dont la retraite désordonnée, pendant une seule nuit, après une bataille si terrible, aurait livré à nos coups une masse confuse et incapable de combattre. Le même évé-

nement, qui laissa Napoléon dans une ignorance fâcheuse de l'état de l'ennemi, nous empêcha d'arriver aussitôt que lui à Moscou, et de nous emparer d'une partie de l'infanterie de Kutusow, rejetée en désordre jusque sous cette ville, que nous aurions surprise avant qu'on eût pensé à l'incendier. L'armée française ne parut devant Moscou que le 14 septembre, sept jours après la bataille qui avait ôté aux Russes tout espoir de sauver cette grande cité.

A l'aspect de cette immense cité, il n'y eut pas un Français qui n'éprouvât un sentiment de satisfaction et d'orgueil. Moscou était l'objet de leurs vœux; ils regardaient cette capitale comme la fin de leurs fatigues et le terme de l'expédition. En découvrant les coupoles dorées, les clochers et les obélisques de cette ancienne résidence des Czars, les soldats ne purent concentrer leur joie, et par un mouvement spontané, ils s'écrièrent tous : Moscou! Moscou! Moscou!

L'avant-garde, arrivée aux portes de la ville, prit des dispositions pour reconnaître ce qui se passait dans son enceinte. La cavalerie y entra, et s'avança vers le château impérial du Kremlin. Trois ou quatre mille hommes, auxquels s'étaient joints quelques habitans, en avaient barricadé les portes, et manifestaient l'intention de s'y défendre. Ces malheureux, égarés par une tradition bien trompeuse, et croyant cette citadelle inviolable, cherchèrent un instant à en disputer l'entrée; mais nos troupes, guidées par le roi de Naples, les eurent promptement dispersés. Le

reste de l'armée s'approcha bientôt de Moscou, et les divers corps s'établirent à l'intérieur ou installèrent leurs bivouacs sous ses murailles. Napoléon y entra vers midi, à la tête de son état-major, et occupa le Kremlin, autour duquel il logea la garde impériale.

On ne tarda pas à reconnaître que la ville était déserte. Les Russes, en se retirant, avaient incendié la Bourse, superbe et vaste bâtiment qui renfermait une immense quantité de marchandises ; mais ils avaient épargné les autres édifices. Les soldats entrèrent dans les maisons abandonnées pour y chercher des vivres, et se répandirent partout. Chacun avait pris ses logemens, et on jouissait de la plus grande sécurité, lorsque vers la nuit on s'aperçut que le feu se propageait; on n'y fit d'abord qu'une légère attention, et on ne considéra les incendies partiels, qui se développaient de loin en loin, que comme la suite de quelque accident. On essaya même de les éteindre; mais en peu de temps l'embrasement se déclara en plus de cinq cents endroits, et envahit tous les quartiers. Il fut alors impossible de ne pas en deviner les causes; il était évident que les Russes accomplissaient, par le sacrifice de leur ville sainte, le terrible système de défense avec lequel ils nous avaient combattus jusqu'alors. Cependant on ignorait encore par quels intermédiaires les flammes se propageaient avec tant de promptitude, dans une multitude de points si distans les uns des autres. On apprit que dix mille forçats, que l'on avait rendus à

la liberté, s'étaient chargés à ce prix de consommer l'un de ces actes affreux par lesquels un maître absolu dispose arbitrairement du bien et même de la vie de ses sujets. L'embrasement, poursuivant ses ravages, gagna les hôpitaux où se trouvaient plus de vingt mille malades ou blessés russes. Le désastre qui s'ensuivit révoltait l'âme et la glaçait d'effroi. Un Hollandais nommé Schmidt, qui avait promis d'abord de détruire l'armée française à l'aide d'un ballon incendiaire, avait été chargé de construire des torches, des fusées, et d'autres machines inflammables pour l'exécution du projet de l'incendie de Moskou arrêté dès long-temps dans la pensée du gouverneur. Rostopschine était si déterminé à cet épouvantable sacrifice que Kutusof, craignant que Moskou ne fût brûlée avant la retraite de l'armée russe, crut devoir abuser ce furieux, en feignant les plus grandes espérances pour la victoire, et le dessein de livrer, s'il le fallait, une seconde bataille pour assurer le salut de la ville.

Le 16 au soir, Napoléon, ne se voyant plus en sûreté dans une ville dont la ruine paraissait inévitable, abandonna le Kremlin, et alla avec sa suite s'établir au château de Péterowskoï. Les généraux sortirent aussi de Moskou. Pendant la nuit, l'incendie devint encore plus terrible. Les flammes s'étendaient du nord au midi : agitées par les vents, elles s'élevaient jusqu'au ciel. On apercevait les fusées incendiaires que les malfaiteurs lançaient du haut des clo-

chers, elles sillonnaient des nuages de fumée, et de loin ressemblaient à des étoiles tombantes.

On a presque célébré l'incendiaire de Moskou comme un de ces vieux Romains capables de tout immoler à leur patrie. Mais la Russie et son prince auraient-ils péri si Napoléon eût obtenu la victoire? Leur plus grand malheur se serait borné à recevoir une paix, exemple de déshonneur; cette paix aurait conservé la capitale de l'empire, et la vie de quatre cent mille hommes qui ont péri des deux côtés. Pourquoi donc avoir imposé un si épouvantable sacrifice à son pays qui ne le demandait pas? Moskou, brûlée par son peuple, offrant la ville sainte et lui-même en holocauste à la gloire ou au salut de la patrie, serait une action sublime, même quand elle serait une erreur; Moskou livrée à une horde de malfaiteurs, aux flammes et au pillage, à la dévastation par le magistrat chargé de sa garde et de sa défense nous semble un attentat inutile dont la responsabilité pèsera dans tous les siècles sur la tête de son auteur. Quant à Kutusof, il avait promis, juré sur ses cheveux blancs de se faire tuer devant Moskou, de la défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang; il n'a point tenu des engagemens si sacrés; il a fait plus, il a trompé jusqu'au dernier moment cette malheureuse ville et Rostopschine lui-même qui, à son tour, trompait le peuple par des sermens solennels! Non seulement il n'a point osé combattre de nouveau pour empêcher Moskou de tomber dans nos mains, mais encore, assuré de sa retraite, il a eu la faiblesse ou

l'indignité d'abandonner l'antique capitale des czars aux fureurs d'un barbare, au lieu de la sauver par un signe de sa volonté, souveraine en ce moment, comme celle de son maître; et d'imprimer à sa renommée militaire, à la gloire de ses braves soldats, la tache éternelle d'avoir été réduits à laisser détruire la capitale de l'empire, pour échapper à la crainte d'une défaite que le génie, le courage et un désespoir sublime devaient tenter de changer en triomphe. Encore si le héros qu'on veut nous faire admirer avait du moins couronné son action en mourant les armes contre nous, comme Brutus dans un combat à outrance contre les fils de Tarquin! Mais détruire une ville, sacrée pour toute une nation, et ne pas chercher les périls de la guerre; mais après avoir consommé cet épouvantable sacrifice, venir se plonger dans les délices d'une capitale étrangère, et se montrer insensible au désastre dont on devrait porter le deuil éternel dans son cœur même quand on croirait avoir obéi aux conseils de la plus haute vertu, voilà des contrastes bien étranges; et sans doute il est difficile de concevoir cette manière d'être homme, d'aimer son pays, et de comprendre la gloire.

Ah! si Napoléon eût incendié Moskou, même pour sauver son armée, quels cris de fureur se seraient élevés contre lui? Quels titres l'Europe lui aurait prodigués! Il aurait été un Attila, un fléau de Dieu. Comment a-t-on pu louer le comte Rostopschine! et comment excuser le vieux maréchal Kutusof, plus coupable peut-être, puis-

qu'il commandait encore à quatre-vingt-onze mille hommes? Quelle opposition entre le général ennemi et l'empereur des Français! Kutusof, avec des forces considérables, abandonne à une ruine éternelle Moskou encore intacte et tout entière; et quand cette ville nous environne d'un océan de feux, quand tous les ponts, tous les passages du Kremlin sont occupés par les flammes, quand l'impétuosité, la violence du vent et la raréfaction de l'air, causée par l'ardeur de l'incendie, occasionent une horrible tourmente dans laquelle le prince de Neufchâtel et l'officier d'ordonnance ont failli être enlevés, Napoléon accoutumé aux dangers de tous genres, hésite à reculer devant celui-là, et ne cède qu'avec peine le palais des czars à l'incendie qui l'assiège de tous côtés.

Nous rentrâmes, pour notre malheur, dans ce redoutable asile de Moskou; on sait comment l'indomptable nécessité nous y arrêta d'abord; comment l'espérance de la paix, espérance qui aurait été justifiée par le succès si, comme après la bataille d'Austerlitz, on n'eût pas fait violence aux dispositions particulières d'Alexandre, prolongea notre séjour dans cette ville. Une attaque sur nos cantonnemens et une surprise terrible dans laquelle Murat et le prince Poniatowski défendirent dignement l'honneur de nos aigles contre l'armée de Kutusof, mirent fin à toute incertitude; la retraite fut résolue; elle eut lieu d'abord sur Kalouga, après une marche imprévue qui trompa complètement le général ennemi. Pendant ce

temps, Mortier faisait sauter le Kremlin et rejoignait notre armée à Vereïa, non sans avoir exécuté les ordres admirables que Napoléon lui avait adressés pour le salut de nos malades dans les hôpitaux. Mortier amenait avec lui le général russe Wintzingerode, fait prisonnier, le trésor, les trophées, et tous les Français restés à Moskou, malgré les ordres de Rostopschine; mais dans l'intervalle, 18,000 Français et Italiens, commandés par le vice-roi, avaient soutenu à Malo-Jaroslavetz le choc de 80,000 Russes, dont 10,000 hommes étaient restés sur le champ de bataille. Le soir même de cette victoire, Napoléon, s'avançant avec sécurité, faillit être enlevé par 10,000 Cosaques; mais ils expièrent leur témérité.

Après l'action de Malo-Jaroslavetz, si glorieuse pour nous, Kutusof, encore ébranlé d'un choc si terrible contre des forces si inférieures en nombre, se retira dans une espèce de déroute vers le sud, tandis que Napoléon, vainqueur, marcha vers le nord au lieu d'écraser le général russe qu'il aurait pu détruire. Quel métier hasardeux, quelle redoutable épreuve que la guerre, puisque la résolution qui nous a perdus peut-être, reposait sur les raisons les plus capables de déterminer et d'entraîner même un grand capitaine!

Le 28 octobre, nous revîmes Mojaïsk. A quelques lieues de là, nous retrouvâmes le grand champ de bataille encore couvert de tous ses débris et de tous ses morts. Bientôt nous atteignîmes Gjatz, et ensuite Wiasma dont 12,000 hommes d'infanterie

russe, couverte par une nuée de Cosaques, nous coupèrent la route entre le prince d'Eckmulh et le vice - roi. Il y eut là une victoire aussi vaillamment disputée que chèrement achetée. Smolensk ne nous fut rendue qu'après des prodiges de souffrance, de malheurs, de triomphes et d'héroïsme; nous y apprîmes du moins les succès du maréchal Saint-Cyr, opposé au général Wittgenstein, faible compensation de tous les maux conjurés contre nous ! En effet, dans le moment où tous les fléaux d'un des plus terribles hivers de la Russie venaient tomber sur nous et dévorer notre armée, l'empereur apprenait en même temps la conspiration de Mallet à Paris; la jonction imprévue du deuxième et du neuvième corps qui avaient quitté la ligne d'opération de Minsk, sur laquelle il se dirigeait lui-même; le combat désavantageux de Czazniki; la marche de Wittgenstein, déjà à quatre journées de Borizof; le revers de Baraguay-d'Hilliers, qui, culbuté à Elnia, s'était laissé enlever la brigade Augereau et des magasins, et surtout la route par laquelle Kutusof peut nous prévenir à Krasnoé, comme il l'a fait à Viasma; ajoutons à ce tableau les malheurs du vice-roi devant le Wop, les chevaux de trait dévorés à Smolensk par nos soldats, la perte des troupeaux de Krasnoé, d'affreuses maladies répandues parmi nos troupes; enfin, pour mettre le comble à tant de calamités capables d'ébranler l'âme la plus forte, Schwartzemberg, par sa retraite sur

Varsovie, a découvert Minsk et Borizof, le magasin et la retraite de l'armée.

C'est dans cet état, et réduits à 56,000 hommes, que nous étions attendus par Kutusof, à la tête de 90,000 soldats. Il devait écraser la colonne conduite par Napoléon, il n'en eut pas l'audace; Napoléon réduit à fuir, mais inébranlable dans les plus affreuses extrémités, lui apparaissait encore comme le dieu de la guerre; l'ennemi, qui n'avait osé frapper un si grand coup, parvint du moins à séparer Eugène, Davout et Ney de l'empereur; une défaite plus glorieuse que des victoires, une défaite qui atteste à jamais combien les ennemis nous étaient inférieurs en courage et en habileté, signala l'héroïsme de nos troupes et les grandes qualités du vice-roi. A la nouvelle de cet événement funeste, Napoléon, au risque d'être enveloppé par Kutusof, se détermine sans hésitation à retourner sur ses pas pour sauver le prince qu'il parvint à délivrer par une attaque violente sur Chirkowa et Maliewo. Nous devions encore périr ici. La réputation colossale de Napoléon fut une seconde fois notre salut; la fortune sembla vouloir le récompenser de la résolution magnanime de s'enfoncer dans la Russie, au milieu des masses ennemies, pour attirer sur lui tous leurs efforts, et leur arracher Davout et Ney, ses lieutenans. Après un combat terrible, qui nous aurait détruits jusqu'au dernier homme si les Russes nous eussent ressemblés, Napoléon a vu reparaître Davout; tout-à-coup il apprend que notre avant-garde

ne peut plus se défendre, et que de grands périls sans doute retiennent encore le maréchal Ney à Smolensk et derrière nous; Napoléon brûle de sauver cet intrépide maréchal pour lequel il donnerait tout au monde; mais nous allions être enveloppés de toutes parts; il faut aller occuper Krasnoé, sous peine d'y trouver bientôt l'armée ennemie; nous partons; Bessières, laissé à l'arrière-garde, remplit d'une manière admirable une mission périlleuse, combat en lion, et se retire avec 3000 hommes au pas ordinaire devant 50,000 ennemis!

A Dombrowna, nous étions hors de la vieille Russie, hors de ses neiges et de ses cendres; en même temps, le ciel s'adoucit, le dégel commence, on reçoit quelques vivres; mais la nouvelle se répand que Minsk, notre unique espoir, vient de tomber au pouvoir des Russes commandés par Tchitchakof. Deux armées ennemies nous coupent la retraite; les 40,000 hommes commandés par Wittengstein, menacent à notre droite l'intervalle qui nous sépare de Borizof; voilà notre position avec environ 12,000 hommes sous les armes. En ce moment, nous retrouvons enfin le maréchal Ney; vainqueur des Russes pendant trois jours, et après avoir passé devant eux le Borysthène, il n'a plus que les restes des 5000 hommes avec lesquels il a combattu contre une armée, mais quel renfort qu'un tel homme! On en jugera par les services qu'il est destiné à rendre encore. Dès long-temps Napoléon avait pensé à prévenir la chute de Borizof; ses ordres eussent

empêché ce malheur ; on ne les exécuta point ; persuadé du contraire, il marchait sur cette ville, lorsqu'il apprit qu'elle était tombée au pouvoir de Tchitchakof. Maintenant deux armées nous poussent vers la Bérézina ; une autre armée borde cette rivière ; au lieu de penser à s'échapper du milieu d'elles, Napoléon forme la résolution de forcer le passage. Dans cette extrémité, les corps de Victor et d'Oudinot nous sont rendus ; mais, malgré ces renforts, le fleuve qui nous arrête, doit être notre écueil et notre tombeau. Les préparatifs, l'audace, la constance et le génie de Napoléon imposent à Kutusof et trompent l'amiral russe au point qu'on aurait dit que nous lui dictions tous ses mouvemens ; la Bérézina est franchie, et Napoléon rend grâces encore à son étoile qui peut-être n'a jamais mieux justifié le fatalisme véritable ou la fiction politique de cet autre César.

Tout semble sauvé ; le malheur survenu au général Partouneaux, séparé de nous et cerné par les troupes de Wittgenstein, nous rejette dans de nouveaux périls ; le 28 novembre, les trois armées russes ont fait leur jonction ; c'en est fait de nous si un prodige ne nous arrache à la plus cruelle des situations. Ce prodige nous est accordé. Wittgenstein se laissa contenir le temps nécessaire par les efforts d'une poignée de soldats que commande Victor ; Tchitchakof est complètement battu par l'héroïque prince de la Moskowa ; Kutusof arrive trop tard sur la Bérézina. Là, pendant trois jours et trois nuits,

environné de tous les désastres, Napoléon au milieu de sa garde, inébranlable comme lui, portant ses regards et sa pensée sur les deux théâtres du combat et sur le fleuve, tenta tous les efforts pour arrêter les effroyables suites du désordre causé par la terreur des malheureux qui assaillaient les ponts du fleuve, soutint le deuxième corps de ses ordres et de sa présence, protégea le neuvième corps et son passage avec son artillerie, et s'unit aux efforts du général d'Éblé pour sauver de ce naufrage le plus de débris possible. Lui-même enfin dirigea les restes de son armée vers Zembin où le prince Eugène l'avait précédé ; en quatre jours, il parvint à Moloditsch ; il y devança encore le trop peu diligent amiral russe. Des vivres, du fourrage, une belle journée, un froid supportable, et un soleil brillant nous apportèrent quelques consolations dans cette ville ; nous la quittâmes par Smorgoni ; les grands périls étaient passés; alors Napoléon après avoir tracé le vingt-neuvième bulletin, qui fit en France une impression dix fois plus terrible que celle du récit de la bataille d'Eylau, résolut de quitter son armée dont il laissa le commandement au roi Murat. Les plus hautes raisons politiques, le salut même de l'empire, commandait cette résolution, approuvée d'ailleurs par tous les généraux qui mettaient en elle, avec raison, tout leur espoir; si elle n'eût pas été aussi rapidement exécutée qu'elle avait été promptement conçue et mûrement délibérée, Napoléon, captif de ses amis devenus ses ennemis et liés en secret par des intérêts communs

d'ambition, d'orgueil et de vengeance, eût livré la France à leur merci. Mais à peine était-il parti, que le désordre se mit dans les rangs de ce grand corps dépourvu de la grande âme qui avait seule la puissance de le mouvoir et de le gouverner encore, malgré la conjuration des élémens; Murat ne sut pas prendre l'ascendant; Bessières, trop faible, était incapable d'autre chose que d'obéir habilement à une volonté absolue qu'il respectait comme un oracle; d'un autre côté, le vice-roi connaissait trop la discipline pour essayer de prendre le commandement sur le lieutenant de l'empereur. Toutefois, et malgré ces obstacles, l'harmonie pouvait se rétablir à mesure que nous avancions vers le terme de notre retraite; mais l'hiver éclata plus terrible que jamais le lendemain du départ de Napoléon, et nous causa des désastres inouis qui achevèrent la perte de l'armée.

Près de terminer le récit de cette campagne qui pouvait avoir pour conséquences la nécessité de la paix pour l'Angleterre, seule instigatrice d'une guerre d'extermination contre nous, le repos durable du continent, et une gloire éternelle pour la France, le cœur a besoin de chercher quelques consolations, et ne peut les trouver que dans les prodiges de courage, de constance, d'héroïsme, de vertu guerrière que notre armée a faits alors, qui surpassent tout ce qu'on a dit des armées romaines au temps où leur discipline reposait sur des mœurs simples, sur des institutions fortes, sur l'habitude de ne jamais céder

à la fortune, et sur la conviction d'une fatalité qui appelait le peuple-roi à l'empire du monde.

Nos succès jusques à Moskou, les revers des armées ennemies à chaque bataille qu'elles osent attendre ou recevoir, les périls dont elles sont environnées par les dispositions hardies et savantes de l'empereur, les hasards qui les ont sauvées plusieurs fois d'une ruine inévitable à laquelle leurs généraux les plus habiles n'ont échappé que grâce à l'inexécution des ordres du génie, attestent l'étonnante supériorité des soldats français sur les soldats russes que Frédéric II a peints si redoutables. Mais cette supériorité éclate encore bien plus dans notre désastreuse retraite; c'est là qu'il faut chercher surtout la preuve de l'ascendant irrésistible de l'éducation, des talens et des vertus militaires, et la puissance de l'amour de la gloire enflammé dans le cœur des chefs et des soldats par une suite de triomphes inouis.

Quand la faim, la soif, les maladies, un climat d'airain, un hiver extraordinaire, même en Russie, quand le désordre causé par tant de fléaux, étaient conjurés pour notre perte; quand la guerre des élémens se réunissait contre nous à celle des hommes et la surpassait en horreurs de toute espèce; quand les déserts et les forêts nous voyaient périr par milliers dans les neiges et les glaces; quand la mort nous poursuivait partout avec les plus horribles images et ne laissait pas reposer un moment nos regards ou notre pensée; quand la grande armée n'é-

tait plus qu'une division; quand cette division conservait à peine la force de porter ses armes, nos soldats ont encore vaincu presque toutes les fois qu'on en est venu aux mains. Enfin lorsque des armées nombreuses, libres de combiner leurs mouvemens, campées sur des hauteurs inaccessibles que défendaient les feux croisés de cinq cents pièces de canon, s'enflammaient de l'espoir de nous voir passer sous le joug, ou mourir au pied de leurs retranchemens, elles n'ont pu, elles n'ont pas osé achever le malheureux et informe débris échappé à l'inclémence du ciel et à tous les genres de désastres!

En voyant ce prodige on serait tenté de penser que notre gloire personnifiée dans les restes des premiers soldats du monde, dans le maréchal Saint-Cyr, dans le maréchal Davout, dans le prince Eugène, dans le héros de la Bérésina, dans une foule d'illustres capitaines, et d'officiers dignes d'eux, dans Napoléon surtout qui semblait quelquefois la représenter seul par l'ascendant de son génie sur elle et sur l'Europe, s'était interposée entre nous et les ennemis dont elle glaçait le courage en leur criant : « Oserez-vous attaquer Napoléon et les derniers de vos vainqueurs? Ne les réduisez pas à l'extrémité de vaincre ou de périr! » A Dieu ne plaise que le malheur de nos armes me rende injuste envers nos ennemis, et que je veuille rabaisser leur armée pour venger la nôtre. Les soldats russes sont à plusieurs égards les meilleurs soldats modernes; ils ont des corps de fer; ils

sont sobres, patiens, d'un courage obstiné; ils meurent avec une indifférence ou une résignation qui ont les mêmes effets que le dévouement passionné, ou la constance naturelle et réfléchie; dans la défense ils ont une force de cohésion, une puissance de masse; dans l'attaque une violence, dans la mêlée un acharnement qui leur donnent souvent l'avantage, et fait toujours acheter la victoire à leurs ennemis par de sanglans sacrifices. On reconnaît beaucoup de science stratégique et d'expérience à leurs officiers qui ont aussi une valeur pleine d'éclat; parmi leurs généraux, il est des noms justement célèbres; mais, sans vouloir porter atteinte à aucune de leurs renommées militaires, je ne craindrai pas de dire que si Napoléon, avec des forces moins imposantes que celles de Kutusof, eût trouvé les Russes dans la position désespérée qui nous mit plus d'une fois à leur merci, leur armée aurait péri ou capitulé tout entière : je l'honore assez pour croire qu'elle aurait choisi le premier de ces partis (1). On peut porter avec quelque orgueil le nom de Français après un revers qui fournit l'objet d'une comparaison si glorieuse. Quant à Napoléon, il sortit de cette épreuve aussi grand qu'il y était entré : l'homme et le guerrier restèrent au même rang, mais le prince fut frappé au cœur. La fortune venait de retirer à son

(1) On nous a permis d'emprunter ce morceau.

favori le prestige de l'infaillibilité guerrière : ce prestige n'avait reçu qu'à Saint-Jean-d'Acre une atteinte douteuse et dès long-temps effacée par l'éclat des armes de l'empire. Ces seuls mots prononcés dans toute l'Europe : Il est vaincu ! Il a pu être vaincu ! étaient l'arrêt du triomphateur. Napoléon le sentit peut-être, et dans un homme de ce caractère, dans un homme dont la pénétration égalait le jugement, un tel aveu, si bien qu'il fût caché au fond du cœur, entraînait de grandes conséquences.

Le 18 décembre. à onze heures du soir, Napoléon arrive aux Tuileries; le lendemain dès neuf heures du matin il est au lever; ses ministres et les officiers de sa maison l'entourent; et malgré la fatigue d'un voyage de quatorze jours et de quatorze nuits, cette première journée est employée en conférences avec l'archi-chancelier, avec les ministres, avec les conseillers d'état et les différens chefs de service. Le dimanche l'empereur reçoit les premiers corps de l'État. Tous les yeux sont fixés sur lui avec une inquiète curiosité. Le vingt-neuvième bulletin, qui aurait dû le précéder de plusieurs jours, n'était arrivé que depuis vingt-quatre heures. Les figures étaient encore empreintes de la stupeur causée par une telle lecture. L'empereur n'en craint pas le premier effet, il ne cherche pas à l'atténuer, il a trop bonne opinion du caractère national pour redouter cette grande épreuve; il se montre calme et ne désespérant pas de la fortune. Il est le premier à parler de

ses malheurs (1); il les avait plutôt exagérés qu'affaiblis dans son bulletin, il n'évite pas d'aborder avec franchise un si triste sujet, et de confirmer la grandeur du mal par ses paroles; mais il le répare en quelque sorte par sa fermeté. C'était bien connaître la France que de ne point user des dissimulations de la faiblesse dans une pareille conjoncture. La France, retrempée par les terribles épreuves de la révolution, était capable de soutenir le langage de la vérité quel qu'il pût être, et de répondre à la constance de son chef; aussi se montra-t-elle prête à donner tout ce qui lui fut demandé au nom du salut public.

Si l'on ne veut pas compter comme l'expression fidèle de l'opinion, les adresses qui arrivèrent de toutes parts pour témoigner à Napoléon la joie et la confiance qu'inspirait son retour; si l'on attribue à l'adulation, à la nécessité, à la politique, l'expression des sentimens des hommes les plus honorables de la mère patrie et de vingt nations étrangères uniquement gardées alors par nos loix civiles ou par leurs sermens; on sera forcé du moins de reconnaître les signes du dévouement le plus entier dans les immenses sacrifices qui coururent au-devant de l'empereur après le désastre de Moskou. La double conviction que Napoléon était nécessaire à la France et à toutes les parties adoptives de l'empire; que rien n'était perdu puisqu'on le voyait reprendre les

---

(1) Manuscrit de 1813, par le baron Fain.

rênes du gouvernement, sans paraître un moment ébranlé par un revers inoui, régnait à Paris, à Lyon, à Hambourg, à Bruxelles, à Milan. L'Italie surtout sentait que toutes ses destinées reposaient sur Napoléon. C'était la vérité qu'elle faisait entendre dans l'une de ces mémorables adresses qu'il sera toujours glorieux d'avoir inspirées à la reconnaissance : « Notre royaume, sire, est votre ouvrage; il vous » doit ses lois protectrices, ses monumens, ses routes, » ses canaux, la prospérité de son agriculture et de » son industrie, ses lycées, son université, l'honneur » des arts et la paix intérieure dont il jouit. Les peu- » ples d'Italie le déclarent hautement à l'univers : il » n'est aucun sacrifice auquel ils ne soient résolus pour » que votre majesté achève le grand œuvre qui lui a » été confié par la providence. Dans des circon- » stances extraordinaires, il faut des moyens extraor- » dinaires, et nos efforts sont illimités. Il faut des » armes, des armées, de l'or, de la fidélité, de la » constance! Tout ce qui dépend de nous, sire, » nous vous l'offrons. Ce n'est point le conseil de » l'autorité, c'est la conviction, c'est le sentiment, » c'est le cri général exprimé par le besoin de » notre existence. » Les auteurs de ces adresses publiaient alors une vérité incontestable et révélée à chacun par un sentiment qui ne pouvait le tromper. Le dernier des Italiens savait ce qu'était son pays sous Napoléon, et connaissait d'avance ce qu'il deviendrait sous le joug de l'Autriche. Les deux positions mises en parallèle offraient ces différences re-

marquables. Avec nous il y aurait eu au-delà des Alpes une patrie Italienne, avec l'Autriche il n'y a qu'une province conquise; avec nous une glorieuse adoption et tous les bienfaits d'un pouvoir bienveillant et protecteur, avec l'Autriche une dépendance pénible, et tous les inconvéniens d'une servitude sans récompense; le génie de Napoléon, porté d'une prédilection particulière pour l'Italie, tendait à ce qu'elle fût grande et heureuse, la politique de l'Autriche n'a voulu, ne voudra jamais faire de la Péninsule qu'une province destinée à fournir des hommes et de l'or à un prince étranger qui, trop certain de ne pouvoir la garder toujours, ne la traitera jamais comme les possessions d'Allemagne qui forment le corps de sa puissance.

Au milieu de tous les soins qui se disputaient alors sa pensée, Napoléon donna beaucoup d'attention à la conspiration de Mallet; cette tentative presque folle, et qui ne pouvait avoir qu'une issue malheureuse, lui inspira des ombrages contre l'esprit de liberté qui vivait en France comme un feu caché sous la cendre; il sentit la faiblesse de la dynastie qu'il croyait avoir établie sur des bases plus solides. Des rapports vrais, peut-être, mais envenimés par des passions haineuses et basses, par l'ambition de plaire, pour parvenir, avaient déposé dans son cœur des soupçons graves sur la part qu'une portion du sénat pouvait avoir dans le complot. Indépendamment de cette circonstance particulière, c'est dans les souvenirs de la république, que, depuis long-

temps, on lui montre le plus grand danger contre lequel il doive se prémunir. La conspiration Mallet vient donner une nouvelle force à ces insinuations; le spectre grandit à ses yeux, et il se décide à faire reculer encore la révolution de quelques pas (1). De là, ces idées de légitimité, d'hérédité dans lesquelles il se jette et entraîne avec lui la foule des fonctionnaires et des citoyens qui se rattachent à son gouvernement. Personne n'eut, ou la prévoyance, ou la bonne foi, ou le courage de lui dire qu'il remuait alors des doctrines qui lui seraient fatales; qu'il travaillait pour la dynastie des Bourbons en proclamant, en adoptant avec une telle ardeur les idées monarchiques pures et sans aucun mélange de liberté, d'institutions vraiment constitutionnelles, au moment où, pour résister à l'Europe, il faudrait faire, à propos, d'habiles concessions à l'esprit national qui demandait du moins à entrevoir une liberté sage, au bout des nouveaux sacrifices que la France offrait d'elle-même. On doit remarquer ici que Napoléon s'est plus souvent fait du mal à lui-même par ses paroles que par ses actions. Ainsi il s'en faut beaucoup que le dessein de couronner l'impératrice et le roi de Rome, et les principes qui devinrent autour de lui le texte obligé de toutes les adresses des corps constitués, des magistrats, des juges, des administrateurs, lui aient porté autant de

(1) Expressions du baron Fain.

préjudice que l'allocution au conseil d'état, dans laquelle il déclarait la guerre à la révolution en l'attribuant à des aberrations de l'idéologie. Qu'on ne croie pas pourtant que ce mot eût été jeté au hasard; Napoléon s'en servait comme d'une allusion, et pour faire entendre à tels et tels personnages qu'il connaissait leurs pratiques et avait les yeux ouverts sur eux : le terme d'idéologie était la menace d'un homme qui ne jugeait pas à propos d'éclater. Mais cette sortie, et surtout les expressions dont Napoléon se servit, n'en étaient pas moins une faute grave; dès ce moment il se présentait aux yeux des amis de la liberté, quelle que pût être la différence de leurs opinions politiques, comme un prince de l'ancienne dynastie qui, élevé dans toutes les superstitions du pouvoir, traite de chimère les droits les plus sacrés des peuples, et transforme en rebellion leurs plus justes entreprises contre le despotisme qui a dépassé toutes les bornes de la justice et foulé aux pieds les plus saintes lois. Témoin de l'effet immédiat du discours de Napoléon, je ne saurais assez dire combien il éveilla de sentimens hostiles contre lui. Malgré la crainte qu'imposait aux uns un mystère à demi dévoilé, malgré la réserve qu'imposaient aux autres la présence et l'autorité d'un homme capable des plus fortes résolutions, je lisais sur les figures la force des impressions entrées dans le fond des cœurs. Toutefois la France restait attachée à Napoléon et ne le séparait pas de la révolution qui avait fait tant de bien à la masse du peuple. Le peuple,

solennellement appelé dans ce péril au secours de la patrie, aurait répondu à la voix de Napoléon comme il avait jadis répondu à celle de la liberté.

Pendant cette puissante préoccupation d'une idée importune qu'agrandissent son génie, son orgueil, et son ambition de fondateur d'une dynastie, Napoléon ne perd pas de vue le théâtre de l'Europe. Les affaires d'Espagne, la situation de l'Italie, l'armée de Russie, les dispositions de nos alliés d'Allemagne, l'état incertain de nos relations politiques, occupent tour-à-tour sa pensée. Dans le premier de ces pays, après la perte de la bataille de Salamanque et la levée du siége de Cadix, le château de Burgos avait arrêté le héros qu'une folle admiration, déjà passée comme une mode frivole, voulut un moment mettre en parallèle avec Napoléon, et même au-dessus de lui; bientôt nos armes avaient repris l'offensive, rétabli le roi Joseph à Madrid et forcé l'armée de Wellington à se replier sur le Portugal au milieu des outrages de toute espèce commis avec impunité, au milieu des pertes qu'elle n'aurait jamais dû éprouver (1), et en nous abandonnant 4500 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le lieutenant-général lord Paget; presque toute la Péninsule est occupée par nos troupes, au nombre de 270,000 hommes présens sous les armes. Tranquille de ce côté, l'empereur peut appliquer toutes ses ressources à rétablir sa fortune dans le Nord.

---

(1) Ce sont les propres expressions de Wellington lui-même.

L'empereur en arrivant à Paris a trouvé sous sa main les cent cohortes de garde nationale qu'avant son départ pour la Russie, il avait organisées comme une réserve de guerre en cas de besoin, et une garantie pour l'empire en son absence. Cent cinquante cadres de bataillons, composés de vieux officiers et sous-officiers tirés de l'armée d'Espagne, viennent donner à ces jeunes bataillons la maturité qui leur manque. A ces ressources, Napoléon ajoute quarante mille vieux canonniers de marine qui vont devenir les rivaux des vétérans de notre redoutable infanterie; en même temps, la cavalerie se reforme autant que le permettent les circonstances et nos ressources; soutenu par ces moyens, et résolu de mener de front la guerre d'Espagne et celle du Nord, Napoléon se propose de les soutenir avec deux armées de trois cent mille hommes chacune, la première dans la Péninsule, la seconde en Allemagne.

Les soins de la campagne prochaine n'empêchent pas Napoléon d'appliquer son esprit à la politique extérieure; les négociations reprennent leur cours avec plus d'activité que jamais; elles regardaient surtout l'Autriche qui paraissait avoir tant de raisons de nous être fidèle. Cependant cette puissance ébranlée par de brillantes promesses de l'Angleterre et de la Russie, ne les avait que trop écoutées, quand le retour imprévu de Napoléon à Paris que l'on croyait enfermé à Vilna, détermina l'empereur François à envoyer le comte Bubna près la cour des Tuileries. Ce négociateur apportait les solennelles protesta-

tions de la cour de Vienne; elle voulait rester inébranlable dans notre alliance. *N'est-ce pas le cabinet autrichien lui-même qui l'avait recherchée? Si elle était à refaire, il la voudrait telle qu'elle est.* Ce n'était pas la France, c'est la Russie, que nous craignons, disait le comte Bubna; l'empereur crut à la sincérité de ces paroles, à la bonne foi de son beau-père; mais, à Paris, soit que certains hommes, plongés très-avant dans les affaires, connussent les intentions secrètes et l'ascendant des conseillers du monarque autrichien; soit que le plan général de concert entre l'Angleterre, la Russie, la Prusse et l'Allemagne, eût été répandu dans la société par des indiscrétions volontaires et calculées; soit que le silence obligé du gouvernement français fût mal interprété par la curiosité générale; soit que le comte Bubna ne tînt pas partout le même langage, sa mission, au lieu de rassurer les esprits, eut quelque chose de sinistre et de mystérieux pour l'opinion publique : il sembla surtout que l'on avait, pour la susceptibilité de cet envoyé extraordinaire, des égards peu compatibles avec la dignité ou la fierté de Napoléon. En général, le peuple français ne partagea pas un moment les illusions ou les espérances de ce prince sur le concours ou la loyauté de l'Autriche. Il lui eût été utile d'entendre chaque jour les conversations des salons de la capitale, mais plus encore de connaître les entretiens de quelques hommes jadis investis de sa confiance et déjà parvenus à une trahison commencée.

L'empereur, pendant la retraite de Moskou n'avait, jamais perdu de vue le point essentiel de Vilna; il avait donné tous les ordres nécessaires pour que cette ville fût en état de résister à une attaque sérieuse; et si les ordres n'avaient pas été entièrement exécutés, il existait quelques travaux de palissades. Avant de quitter l'armée, il avait tout lieu d'espérer que les renforts d'hommes qu'elle recevait, en même temps que les approvisionnemens considérables qui se trouvaient à Smorgoni, Oszmiana et Vilna mettraient les corps à même de se réorganiser; sa lettre du 5 décembre, au major général Berthier, atteste avec quelle prévoyance il avait tout réglé dans la double hypothèse de réaliser l'armée à Vilna, ou d'opérer avec ordre, en cas de nécessité, une retraite sagement combinée, si l'ennemi venait à déployer des forces supérieures. Mais comme nous l'avons dit, l'hiver se déclara tout-à-coup contre nous du jour au lendemain avec une fureur inouie. A ce malheur, qu'aucune puissance humaine ne pouvait adoucir, nos troupes n'étant ni conduites ni retenues par le roi de Naples, ajoutèrent la faute de faire des marches rapides et de franchir en trois jours trente lieues qui les séparaient de Vilna. Ces marches et la rigueur atroce du froid ne pouvaient qu'achever la désorganisation de l'armée. Cependant elle eût pu séjourner et se refaire à Vilna; tout avait été préparé pour cela par l'empereur; mais la faiblesse du roi de Naples a laissé fondre en quarante-huit heures le corps du maréchal Saint-Cyr et la division du général

Loison, qui devaient suffire dans les premiers momens pour défendre la position de Vilna. Enfin nous avons atteint cette ville ; le même prince se montrant au-dessous de ses devoirs et de ses fonctions, au lieu de prendre des mesures pour arrêter la déroute dont il était en partie la cause, parce qu'il n'avait pas su commander, abandonne nos soldats à eux-mêmes ; et Vilna, qui contenait en abondance tout ce dont ils avaient besoin, devient par un épouvantable désordre, un lieu de destruction où toutes les privations, toutes les rigueurs du climat, toutes les souffrances les déciment au pied des bâtimens qui renfermaient tous les secours que la vigilance de Napoléon et les soins de son ministre leur avaient préparés. Au milieu de ce désastre les ennemis arrivent, et surprennent cette masse confuse dans la ville qui pouvait les arrêter du moins quelque temps. Il faut évacuer Vilna dans un désordre impossible à décrire, et se diriger sur Kowno. Aucun ordre ne fut donné pour l'évacuation. Infanterie, artillerie, tout se précipite pêle-mêle sur une route funeste, en abandonnant à l'ennemi nos immenses magasins. A une lieue nous trouvons le défilé de Ponari qu'il eût été facile de tourner par la gauche avec le secours d'un guide, et dont les hauteurs devenues un rempart de glace, nous forcent à abandonner nos transports, notre artillerie, nos bagages, tout notre matériel. L'entrée à Kowno devient plus funeste encore que l'entrée à Vilna ; nos troupes pillent les magasins amassés pour elles ; le passage subit d'une

cruelle famine à une extrême abondance produit plus de mal encore que le fer ennemi n'en pouvait causer. Le roi de Naples a pris la fuite; le maréchal Ney, à la tête de trente hommes, un fusil à la main, ayant à ses côtés le général Gérard, soutient l'attaque des Russes dans Kowno avec cette poignée de braves, et après avoir assuré la retraite parvient aussi à échapper à l'ennemi. Il se jette avec ses compagnons dans les forêts prussiennes, et arrive à Gumbinnen où bientôt Murat apprend que depuis Kowno l'armée marchait sans arrière-garde.

Les débris de l'armée, les forces aux ordres du prince Eugène, les corps de Macdonald et de Reygnier, les troupes prussiennes et allemandes qui nous seraient restées fidèles si nous ne nous fussions pas abandonnés nous-mêmes, le onzième corps commandé à Berlin par le maréchal Augereau, les garnisons enfermées dans les places fortes, les ressources de la Prusse, offraient tous les moyens d'arrêter l'ennemi à qui l'hiver avait fait aussi éprouver des pertes immenses, et qui ne nous poursuivait que lentement avec des forces sur lesquelles nous pouvions bientôt reprendre l'avantage du nombre, comme nous n'avions cessé d'avoir la supériorité du courage : le roi de Naples ne vit point tous ces élémens de succès, et abandonne l'armée le 16 janvier, malgré les vives instances du major général qui le suppliait de retenir le commandement. Le prince Eugène succédant à Murat, s'efforce de répondre à l'attente de la France et de l'empereur.

Quelques jours avant la nouvelle de la défection de Murat, on reçoit aux Tuileries de fâcheuses nouvelles. Le général Yorck, qui depuis Mittau, commandait l'arrière-garde du duc de Tarente, a conclu, le 30 décembre, un arrangement amical avec le général russe que jusqu'alors il avait combattu. Peu d'heures après, le général prussien Massenbach, qui était auprès du duc de Tarente avec une brigade prussienne, est sorti du camp français pour aller rejoindre le général Yorck. Ainsi nous sommes abandonnés en présence de l'ennemi par le corps auxiliaire qui faisait notre principale force. Frédéric-Guillaume désavoue d'abord publiquement la conduite de ses généraux, il ordonne leur arrestation, et protestant de sa fidélité il promet d'augmenter son contingent en le portant à 30,000 hommes et d'envoyer à Paris le prince de Hatzefeld qui devait la vie à la générosité de Napoléon. C'était un choix de bon augure et plein de convenance que celui du personnage chargé de porter toutes ces résolutions au cabinet des Tuileries, et de resserrer l'alliance politique des deux cours par une alliance de famille. Les paroles solennelles de la Prusse, le renfort de 20,000 hommes qu'elle annonce, le onzième corps intact à Berlin, l'arrivée du général Grenier avec les troupes qu'il amène d'Italie, la jonction de ces forces aux imposans débris de la grande armée, concourent à rassurer l'empereur pour le moment ; on peut espérer que les Russes ne passeront pas la Vistule, et qu'au pis-aller les portes de l'Allemagne leur seront fermées

par l'Oder. Mais, en concevant cette espérance, Napoléon redouble d'ardeur dans ses vastes préparatifs, et ne néglige aucun des moyens honorables de conciliation; c'est dans ce moment qu'il trouvait encore le temps d'avoir de longues conférences avec le pape et de signer avec lui un concordat qui aurait mis la paix dans l'Église et dans l'État, en opérant la séparation si désirable du spirituel avec le temporel dont le mélange porte le trouble dans la société, au nom et par les mains de celui qui doit en être le centre d'harmonie. On peut juger aujourd'hui par l'exagération des prétentions ultramontaines, combien Napoléon avait de sage prévoyance dans l'esprit.

Cependant, d'un côté le roi de Prusse, malgré ses protestations, et sans doute pressé par les ennemis prêts à devenir ses alliés, quitte brusquement Posdam pour aller à Breslau; de l'autre, notre armée affaiblie par les défections, accélère sa retraite sur l'Oder; le vice-roi, digne lieutenant de l'empereur, rallie autour de Posen, les restes de nos forces, tandis que les maréchaux vont chercher sur l'Elbe et sur le Rhin les nouveaux corps qui s'y rassemblent. Mais la trahison nous menace encore. Les nouvelles troupes promises par Frédéric Guillaume et commandées par le général Bulow ouvrent un passage à l'ennemi dont les cosaques franchissent l'Oder. Varsovie nous restait, mais le prince de Schwartzemberg, par suite d'arrangemens avec les Russes, leur a livré cette capitale, le 7 février. Les trois corps d'armée qui la couvraient, se sont mis en retraite par deux

routes différentes. Les Autrichiens et l'armée polonaise qu'ils entraînent ont pris le chemin de Cracovie; le général Reynier se dirige vers la Saxe; un combat inégal à Kalisch avec Wintzingerode le sépare de la cavalerie saxonne, il rallie son infanterie et marche sur Glogau et sur Dresde. Alors le vice-roi, qui a rendu un service immense, et préservé la France de l'invasion des soldats du Nord en se maintenant plus d'un mois à Posen, ne peut garder cette position. Il part le 12 février, arrive le 18 à Francfort sur l'Oder, et réunit déjà 30,000 hommes; mais les suites de la trahison, l'apparition des cosaques conduits par les Prussiens devant Berlin, le forcent à marcher sur cette capitale; aussitôt notre départ, les places fortes de l'Oder voient arriver l'ennemi. Les forces russes augmentent sans cesse devant nous; il faut céder après de vains efforts pour se maintenir au milieu d'un pays agité par des passions ardentes et par la présence de l'ennemi. Yorck en livrant le Niémen, nous a forcés de nous retirer sur l'Oder; Bulow, en livrant l'Oder que viennent de franchir les armées de Wittgenstein et de Wintzingerode, nous contraint de nous retirer sur l'Elbe par la route de Wittemberg. La Prusse, par cette double trahison, nous porta un coup terrible; sans elle, les Russes, au lieu d'oser continuer l'offensive auraient été arrêtés dans leur marche par le vice-roi, et l'arrivée de nos renforts les aurait bientôt forcés à quitter les bords de la Vistule, ou à se battre avec désavantage contre nous.

L'ouverture du corps législatif eut lieu dans ces

graves circonstances, l'empereur y tint le langage de la constance inaltérable et de la profonde connaissance de ses forces; la France était encore tout entière; elle avait des ressources immenses. Napoléon le savait, mais il voulut faire passer cette conviction dans tous les esprits; c'est dans ce but que le comte Montalivet, ministre de l'intérieur, reçut l'ordre d'exposer à la tribune nationale le tableau fidèle de la situation de l'empire.

Cependant le roi de Prusse, livré à ses sentimens d'honneur personnels, ou retenu dans notre alliance par la politique perfide de son cabinet qui attend le moment favorable pour éclater, ne cessait point de se montrer fidèle; il paraissait s'entremettre sincèrement entre la Russie et nous pour le rétablissement de la paix. Mais, bientôt subjugué par les chefs de la jeunesse allemande et par l'influence des sociétés secrètes, il se laisse entraîner; des édits royaux publiés les 3, 9 et 10 février appellent aux armes toute la population; et le prince, qui, le 16 du même mois, se présentait encore comme un médiateur et comme un ami, avait signé le 1^er^ mars son traité d'alliance avec la Russie, et bientôt réuni à Breslau avec l'empereur Alexandre, il proclamait l'innocence du général Yorck et lui accordait, comme une preuve de satisfaction et de confiance illimitée, une faveur remarquable en ajoutant à son commandement celui des troupes du général Bulow. On assure que des menaces du gouvernement provisoire réduisirent Frédéric-Guillaume à cette extrémité; la vérité or-

donne d'ajouter que la nation, humiliée par la victoire, vexée par l'occupation, entraîna son prince par une force irrésistible, et voulut venger tous les affronts couronnés par le traité de Tilsit dans lequel pourtant la Prusse avait tout reçu sans rien donner. Frédéric-Guillaume n'avait aucun moyen de résister à ce torrent; mais il fit plus que nous abandonner, il voulut encore entraîner dans la coalition du nord le respectable roi de Saxe qui respecta ses engagemens avec nous.

Cette défection politique, après la trahison militaire, donna le signal de l'insurrection à toute *l'Allemagne bientôt inondée par des proclamations* où les généraux, les princes, les rois, les empereurs parlent pour la première fois le langage des révolutions si étrange dans leur bouche. Les peuples, sur qui les seuls mots d'indépendance et de liberté auront toujours une influence magique, s'abandonnent aux fallacieuses promesses de ceux qui avaient versé le sang d'un million d'hommes pour remettre la nation française sous le joug du despotisme. Voici ce qu'on dit à l'Allemagne pour exciter son patriotisme et tromper sa bonne foi; voici les professions de foi que l'on proclame, et dans lesquelles les Russes se font surtout remarquer par une perfide et grossière exagération qui aurait dû dessiller tous les yeux; Wittgenstein est devenu tout-à-coup un apôtre de l'égalité : « Allemands, dit-il, nous vous ouvrons les rangs » prussiens; vous y trouverez les fils du laboureur » placés à côté des fils du prince. Toute distinction de

» rangs est effacée par ces grandes idées : le roi, la » liberté, l'honneur et la patrie.

» Entre nous il n'y a plus d'autre distinction que » celle du talent et de l'ardeur avec laquelle on vole au » combat pour la cause sacrée... *La liberté ou la mort!* » Tels sont les mots de ralliement de tous les soldats de Frédéric-Guillaume. Le général d'York publie à Kœnisberg une proclamation qui contient ces passages étranges dans un pays soumis au gouvernement de Frédéric II : « *Les représentans de la nation assemblés, ont décrété, outre l'armement général, l'organisation d'un corps national de cavalerie pour renforcer l'armée... Citoyens de la Prusse, formons ce corps pour servir d'exemple aux autres provinces.* » Outre la conséération du principe de l'insurrection des peuples converti en exemple par les rois, il était curieux sans doute d'entendre, de voir le fameux mot d'ordre de 1793, *la liberté ou la mort!* prononcé par un grand seigneur, et par le général de l'autocrate de toutes les Russies. La convention, ses mesures et son langage, servaient alors de modèles aux rois qu'elle avait tant effrayés; ils empruntaient à son école des moyens irrésistibles pour soulever tous les peuples contre nous; ce rapprochement méritait d'être remarqué.

La défection de la Prusse donne aux alliés cent mille hommes; mais heureusement, la sage et courageuse résistance du vice-roi à Posen qui avait laissé le temps à un premier renfort d'arriver sur l'Elbe, et le délai qu'a entraîné la nécessité de couvrir la

défection prussienne, ont mis Napoléon à même de rassembler déjà des forces. La levée de 1813 a paré aux événemens de Russie, la levée du mois de janvier ordonnée par le sénat à la nouvelle de la trahison de la Prusse, offre les moyens de contrebalancer l'ascendant que ce malheur peut donner aux armes de l'ennemi; enfin par une dernière mesure de prévoyance Napoléon veut que la conscription de 1814 soit rendue disponible, et portée à 180,000 hommes par un rappel dans les classes antérieures. La levée de 10,000 gardes d'honneur entre comme mesure politique dans l'ensemble de nos préparatifs; Napoléon par une espèce de pressentiment semble prendre les fils comme otages de la conduite des pères.

Alors le roi de Suède, qui s'est contenté jusqu'à ce jour d'aider les alliés de ses conseils, cède à l'appas de la Norwège et de la Guadeloupe, et prend les armes contre son pays natal; l'ambition aveugle à ce point le lieutenant, l'allié, le parent de Napoléon. Pendant tous ces mouvemens, que fait l'Autriche? Elle dissimule, elle attend, elle nous cache sa connivence secrète avec le roi de Prusse, que dès le mois de décembre 1812 elle excitait *à continuer ses efforts pour secouer le joug qui lui avait été imposé, à ne point arrêter le noble élan qui, vers la fin de* 1812, *l'avait porté à préparer les moyens de seconder les efforts que l'empereur de Russie avait annoncé vouloir consacrer au soutien de l'indépendance de l'Europe.* Ce jour même, d'après la lettre

autographe de François II, la détermination du gouvernement autrichien de ne pas séparer ses intérêts de ceux de la Prusse ne pouvait être douteuse. La puissance capable de s'ouvrir ainsi à l'ennemi qui avait résolu de nous trahir, cherche à nous abuser en envoyant partout des messagers de paix qui n'obtiennent aucun crédit, parce que la pensée secrète de leur cabinet est trop bien connue. En effet l'Autriche que la retraite de son contingent, en vertu d'une convention avec les Russes, devait nous rendre déjà si suspecte, était allée au-devant d'Alexandre à Vilna et s'était jetée dans les bras de ce prince.

C'est ici le moment de remarquer que, par la convention du 19 mars entre la Prusse et la Russie, il avait été stipulé que tous les princes allemands seraient *appelés à concourir sans aucun délai à l'affranchissement de leur patrie, faute de quoi ils seraient privés de leurs États.* Une proclamation du maréchal Kutusof, ajoutant des développemens de barbare à cette convention qui violait tous les droits des États et renversait tous les principes sur lesquels on prétendait appuyer la stabilité des trônes, avait ajouté : « *l'empereur de Russie et le roi de Prusse se* » *plaisent à penser que, parmi les princes allemands, il* » *ne s'en trouvera aucun qui veuille être et rester parjure* » à la cause de l'Allemagne, mériter par là d'être » anéanti par la force de l'opinion publique et par la » puissance des armes prises si justement. » Assurément l'empereur Alexandre n'aurait pas osé parler ce langage d'Attila s'il n'eût été assuré du consente-

ment et de la participation de l'Autriche; ou, s'il eût commis cette faute, l'Autriche à la fois pénétrée d'indignation et remplie des plus justes alarmes, aurait à l'instant même fait pencher la balance en notre faveur par l'union de ses forces avec celles de la France. Dans la vérité, l'Autriche était déclarée en secret contre nous, et comme les renforts que devait nous donner la Prusse, après la défection de ses généraux, étaient destinés à nous faire la guerre; de même, à Vienne, la levée de la landvher destinée, disait-on, à soutenir l'alliance, était une force rassemblée contre nous et promise à nos ennemis. Il n'est point de ruse, point de manège, point de démonstration que le gouvernement autrichien n'ait employé alors pour nous tromper. Notre ambassadeur Otto finit par guérir de sa première défiance et devint complètement dupe de cette hypocrisie diplomatique. Le comte de Narbonne, son successeur, ne tarda point à en percer le mystère; au moment où il écrivait que la Russie et l'Angleterre avaient repris leur influence entière sur le cabinet; que tout était hostile à Vienne contre nous, l'ambassadeur et général Schwartzemberg arrivait à Paris pour nous assurer que l'alliance était indissoluble. Tout Paris fut promptement instruit des révélations du nouvel ambassadeur français, et dès lors l'opinion rangea l'Autriche au rang de nos ennemis et mit ses armées en ligne devant nous. L'horizon politique prit alors une couleur sombre qui ne s'éclaircira que par intervalles pendant toute la campagne de 1813.

La guerre continuait toujours; le prince Eugène,

après avoir défendu la ligne de l'Elbe pendant un mois, avait été forcé de la quitter et d'abandonner le vertueux roi de Saxe aux conseils et à l'influence de l'Autriche; mais avant de partir de Dresde, nous avons vu éclater, en face des parlementaires de Wintzingerode, les ressentimens des Saxons contre nous, triste présage des défections dont nous serons les victimes sur le champ de bataille. Dans le moment où les alliés passaient l'Elbe sur notre droite, une insurrection éclatait vers le Bas-Elbe et Hambourg, et leur ouvrait le passage sur notre gauche. Cette circonstance, qui laissait le Danemarck à découvert, mit dans tout son jour la loyauté de son prince et la noble politique de l'empereur. Heureusement nos victoires sauveront un généreux allié en lui rendant la confiance et la force de résister aux indignes menaces qu'on lui fait s'il ne consent à s'armer contre nous. En attendant, les troupes légères de l'ennemi ont franchi l'Elbe et débordé nos deux ailes; mais l'empereur ayant prescrit les marches qui devaient arrêter l'ennemi sur les bords de ce fleuve, le vice-roi avait habilement suivi les instructions du grand capitaine; il avait même repris l'offensive, et si le sanglant combat de Mochern n'était pas une victoire, cependant il avait été assez glorieux pour suspendre le mouvement offensif des alliés. Voilà l'état des choses. Enfin, après avoir donné, dans la régence de Marie-Louise, une preuve politique de déférence à l'Autriche, Napoléon part le 15 avril pour l'armée; le 24 il était à Mayence et le 26 à Erfurt. Là, il reçoit des nouvelles de Vienne, auxquelles il répond avec

une fermeté tempérée par la sage politique d'un homme qui ne veut pas d'une paix offerte comme une capitulation, mais qui se garde bien de rejeter les moyens de conclure la paix à des conditions raisonnables.

Cependant toute l'armée a dépassé la Thuringe et démasqué son mouvement sur la Saale. L'empereur part d'Erfurt le 28 à la tête de 80,000 hommes, que le vice-roi va renforcer de 40,000 combattans. Le 29, l'armée du prince de la Moskowa, la garde impériale et l'armée du maréchal Marmont s'avancent sur la route de Hambourg par le défilé d'Auerstaedt, nom devenu si fameux par la défaite de l'armée prussienne dans la campagne d'Iéna ; à droite, dans cette vallée, est le corps du général Bertrand ; un peu plus loin, du côté de Saalfed, le corps du duc de Reggio forme l'extrême droite ; à gauche manœuvre l'armée du prince Eugène. Déjà sur ce point gronde dans le lointain le canon du général Lauriston et du duc de Tarente ; celui-ci est en présence du général d'Yorck qui l'a si traîtreusement abandonné. Nous marchons sur Hambourg ; le prince Eugène a passé la Saale à Mersebourg : voilà la jonction faite. Dès sa première marche, l'empereur est en ligne avec 120 mille hommes et marche sur Weissemfels. Un premier avantage récompense les efforts et enflamme l'ardeur de nos soldats. Sept mille hommes de cavalerie sont battus par une infanterie de nouvelle levée. Le 1^er^ mai, l'ennemi en force veut défendre le défilé entre les villages de Rippach et de

Poserna dont il occupe les hauteurs avec de l'artillerie ; l'empereur paraît, commande, et la position est enlevée. Des forces lui arrivent ; Napoléon fait mettre en ligne douze pièces de la garde ; le général Drouot les dirige, et les Russes reculent de nouveau. Cependant d'autres divisions ont franchi le défilé ; mais on n'a presque pas besoin de leur concours. Le début de cette glorieuse affaire porta un coup bien sensible au cœur de Napoléon ; l'un de ses vieux compagnons d'armes, le maréchal duc d'Istrie, fut enlevé par un boulet. L'armée suit la route de Lutzen sur laquelle débouche aussi le vice-roi. Ses troupes prennent position en avant de Lutzen ; la jeune garde bivouaque autour du monument de Gustave Adolphe, le fondateur de cette grande école guerrière du 17^e^ siècle, que nous devions surpasser après avoir subi, vers le milieu du siècle suivant, l'ascendant de la supériorité des généraux qu'elle avait formés. L'empereur compte encore alors sur la coopération du contingent autrichien, et envoie en conséquence des ordres au prince Poniatowski pour soutenir des forces qui n'étaient plus à sa disposition. Il n'y a rien de plus propre à faire juger de la prévoyance, de l'habileté, du génie de Napoléon, que les préludes militaires de la bataille de Lutzen.

L'armée était en marche sur Leipsick, et l'empereur s'occupait à regarder la fusillade de l'avant-garde avec l'ennemi autour des maisons de cette ville, lorsqu'une canonnade épouvantable se fait entendre autour de nous et presque sur nos divisions :

en même temps de profondes colonnes apparaissent dans la plaine, c'est l'armée alliée qui a passé la nuit à moins de trois lieues de nous et qui débouche tout entière de Pégau. L'empereur surpris, mais non déconcerté, accepte la bataille qu'on lui présente, et change au moment toutes ses dispositions. Par ses ordres, que le vice-roi devine et que les autres généraux exécutent, nos jeunes conscrits font en présence de l'ennemi une manœuvre digne d'une armée de vétérans, et volent au secours du maréchal Ney. L'empereur les devance; il s'est fait précéder par 80 pièces d'artillerie de la garde : « Nous paierons aujourd'hui de nos personnes, dit-il, en arrivant sur le terrain; c'est une bataille d'Égypte; l'infanterie et l'artillerie doivent se suffire. Je ne crains pas de m'abandonner à la valeur innée de nos jeunes conscrits. » Il touche enfin à Kaya au moment où l'affaire engagée entre ces jeunes conscrits et 100,000 hommes acharnés à s'emparer de Lutzen semblait tourner entièrement contre nous; sa présence produit sur les troupes un enthousiasme extraordinaire. Nous reprenons le village de Kaya. Alors le duc de Raguse arrive en ligne, et le général Compans, à la tête de la divison de marine, arrête 25,000 hommes de cavalerie dans le village de Starsiedel; toutefois la crise est terrible au centre sur lequel le général en chef Wittgenstein dirige toutes ses forces. Le maréchal Ney est partout, les généraux tombent à ses côtés, il reste inébranlable. Pendant plus de quatre heures on se bat avec un

acharnement sans exemple : l'empereur Alexandre et le roi de Prusse placés sur une éminence regardent le combat; en face, l'empereur est au milieu du feu, au plus fort de l'action, prodiguant sa vie comme le dernier soldat et soutenant l'armée, faisant relever les troupes fatiguées, ralliant lui-même les bataillons qui ont reculé, et portant remède à tous les inconvéniens, tandis que les boulets, les grenades tombaient, et que les balles même sifflaient à ses oreilles. C'était ainsi qu'il attendait, en résistant à un échec épouvantable, le moment de la victoire prévu par sa prudence. Enfin l'on commence à apercevoir sur la droite dans le lointain, la poussière et les premiers feux du général Bertrand. Au même moment, et par suite de l'étonnante précision de ses ordres, et de l'extrême ponctualité de leur exécution, le prince vice-roi entre en ligne sur la gauche, et le onzième corps, commandé par Macdonald, aborde les villages où l'ennemi appuie sa droite.

Effrayé du mouvement qui tend à l'envelopper, l'ennemi tente un dernier effort sur Kaya dont il achète la possession par des flots de sang et par la mort de ses chefs les plus importans. Notre centre fléchit, quelques bataillons de conscrits se débandent; Napoléon se jette au milieu d'eux; ses paroles les ramènent aux combats. Alors il fait donner la jeune garde; en même temps une batterie de 80 pièces de canon est placée en écharpe pour déborder le village par la droite; Napoléon reste au milieu des pièces

que l'ennemi couvre de mitraille, le village est repris, et les alliés forcés dans leur position sont en pleine retraite. La droite de l'armée s'étend pour donner la main au général Bertrand ; sur la gauche le vice-roi a merveilleusement secondé les opérations principales, en coupant la retraite de l'ennemi sur Zuenchau comme l'empereur le lui avait ordonné.

Cette brillante journée rappelle l'époque où nos jeunes volontaires, tirés des ateliers ou de la charrue, affrontèrent pour la première fois les vieilles bandes de l'Europe ; mais elle montre en même temps ce que nous aurions fait de grand, si un capitaine comme Napoléon eût soutenu de son génie les efforts d'un courage sublime. La victoire nous conduit en six jours à Dresde; Napoléon tient un langage juste et sévère à la municipalité de cette ville, et pardonne aux indignes persécutions que les habitans s'étaient permises après nos malheurs de Moskou. « Bénissez votre roi, dit-il, car il est votre sauveur. Qu'une députation d'entre vous aille le prier de vous rendre sa présence; je ne pardonne que pour l'amour de lui. »

L'armée a étonné l'empereur lui-même, il lui témoigne sa reconnaissance et son admiration par l'une des plus belles proclamations qu'il nous ait laissées comme modèles d'éloquence militaire. Dans le même moment il rend au comte de Narbonne, notre ambassadeur à Vienne, un compte aussi vrai que précis de la brillante affaire qui, après nous avoir donné la victoire, doit encore rattacher l'Autriche à notre alliance. Une vaine résistance et la

crue subite de l'Elbe arrêtent un moment notre marche; notre avant-garde se met à la poursuite de l'ennemi qui se retire sur Bautzen; tandis que nos différens corps d'armée sont en grande manœuvre, Napoléon passe huit jours à Dresde. Cet intervalle de temps fut rempli par des soins immenses au milieu desquels Napoléon ne négligea pas de témoigner tous les égards les plus délicats au respectable roi de Saxe de retour dans sa capitale. Le vieux monarque en parut touché jusqu'au fond du cœur. C'est à Dresde que la prévoyance de l'empereur sentit la nécessité de renvoyer le prince Eugène en Italie et de prévenir ainsi les conséquences d'une trahison de l'Autriche. Avant la campagne, cette puissance avait entamé des négociations hostiles contre nous avec tous les États de la confédération. Au moment de la bataille de Lutzen, François II était à la veille de se déclarer notre ennemi, la victoire des Français le porta à envoyer des paroles pacifiques à Napoléon par l'entremise de M. de Bubna; mais en même temps il expédiait le comte de Stadion au camp des alliés. Le comte de Stadion avait toujours été l'âme des haines européennes contre la France, un fougueux partisan de la guerre d'extermination; ce choix seul était un trait de lumière. La mission de M. de Bubna révèle les prétentions de l'Autriche; les conférences qu'elle entraîne produisent le consentement de Napoléon à un congrès qui se réunirait à Prague, et l'offre de la conclusion d'un armistice. Néanmoins tout se prépare pour

une nouvelle lutte entre les masses belligérantes, Napoléon marche sur Bautzen pour vaincre, et cependant il présente encore un armistice aux ennemis : on le refuse, il faut se battre. Le 20 mai, nous passons la Sprée devant les Russes et les Prussiens; à midi nous sommes dans la plaine où nous devons nous établir; à deux heures, la division Compans enlève la ville pendant que la division Bonnet s'empare des hauteurs occupées par le général prussien Kleist; de nouvelles hauteurs se présentent à Nider-Kayna; nous combattons avec acharnement pour les franchir; sur la droite les succès sont plus rapides; malgré les efforts de Miloradowitch, nos troupes couronnent déjà les sommités des montagnes au-dessus de Bautzen; le combat se soutient pendant cinq heures autour de cette ville; les alliés font des efforts inouis pour se maintenir, mais la division Bonnet a terminé la lutte en enlevant aux Prussiens la position importante de Nider-Kayna. Le duc de Reggio s'est avancé jusques aux vallées de Cunewald; les ducs de Tarente et de Reggio ont rejeté leurs adversaires sur le camp retranché; suivant la coutume de Napoléon, notre plan d'attaque et nos habiles manœuvres ont rendu inutile une partie des travaux immenses de l'ennemi pour nous arrêter; cependant cette affaire de Bautzen, si glorieuse pour nos armes, n'est que le prélude de la grande bataille qui nous attend.

Elle commence le lendemain à cinq heures du matin, par une canonnade sur le front de l'ennemi, qui croit à une attaque sérieuse en face de lui; sur

notre droite, tous les efforts s'accumulent pendant plusieurs heures contre le duc de Reggio, qui, obligé de céder à des forces supérieures, a perdu toutes ses positions et se voit ramené sur la Sprée. Dans ce moment critique, le général Gérard reçoit du duc de Tarente l'ordre d'opérer un mouvement de retraite; mais il s'obstine à rester en ligne, demande une brigade, et reprend enfin toutes les positions occupées par les alliés. Vers dix heures, un bruit soudain d'artillerie attire tous les regards vers notre gauche : l'ennemi est aux prises avec 60,000 hommes jetés au-delà des dernières positions de Blucher par le maréchal Ney. Conformément aux ordres de l'empereur, le mouvement de ces troupes, commencé le 19, avait mis en défaut la pénétration des généraux russes, et après avoir chassé devant elles les corps d'Yorck et de Barclay de Tolly, elles venaient de déboucher sur le flanc droit de Blucher, amusé par le canon des lignes de Bautzen. L'ennemi alarmé se trouble, et court au théâtre du danger. Le village de Preititz vient d'être pris; le corps de Kleist, les réserves, la garde prussienne courent le reprendre et dégarnissent le centre de l'armée; Napoléon saisit cette circonstance et met en mouvement toutes les troupes; les unes courent à Blucher, les autres se jettent sur les lignes du centre; nos soldats y pénètrent par deux routes différentes. Blucher, attaqué de front, de revers et par un troisième côté, appelle du secours; les corps qui l'ont quitté veulent revenir à lui; nous profitons de leur hésitation; le village de Preititz est repris une dernière fois; rien ne peut

plus arrêter le maréchal Ney. Blucher, précipité des hauteurs de Kreckwitz où il se croyait inexpugnable, ne combat plus que pour assurer sa retraite. Il est six heures, le camp retranché de l'ennemi est envahi de toutes parts; les diverses colonnes des alliés, qui ont été poussées par les ducs de Raguse et de Dalmatie, et par les différens corps de notre armée, sont entraînées dans le revers de Blucher ; mais le défaut de cavalerie nous empêche de les poursuivre et de les atteindre. Là paraît encore d'une manière éclatante le génie militaire de Napoléon ; par la plus juste et la plus heureuse des combinaisons, il tourne à la ruine de l'ennemi l'avantage des positions formidables que 10,000 hommes avaient fortifiées avec tant de soin pendant trois mois et qui semblaient promettre la victoire aux alliés.

Une pensée semblable à celles que lui inspiraient jadis ses plus étonnans succès militaires, couronne cette mémorable journée. Profondément ému des preuves de dévouement que l'armée vient de lui donner sur le champ de bataille de Wurtchen, il prescrit par un décret l'érection, sur le mont Cenis, d'un monument qui sera le témoignage de sa reconnaissance envers ses peuples de France et d'Italie. Il y avait encore de la république même dans ce décret où l'on voyait le général Bonaparte derrière l'empereur Napoléon.

Le champ de bataille de Wurtchen fit éclater, de la manière la plus touchante, l'humanité des Saxons; en vain leurs villages sont détruits ou saccagés, ils viennent chercher 10,000 hommes, amis ou enne-

mis, encore étendus dans la plaine, leur prodiguent des secours de toute espèce, et les conduisent à Dresde où d'autres blessés ont pu se rendre. Si les militaires saxons nous ont trahis sur le champ de bataille, n'oublions jamais ces bons paysans, leurs compatriotes et les amis de l'humanité.

Le 22 mai offre encore une suite de combats, où Miloradowitch tente tous les moyens de nous arrêter. Le plus sérieux de ces combats, celui de Reichembach où Napoléon courait à tout moment le danger d'être frappé à mort, coûte la vie au général Bruyère, emporté par un boulet; c'était un ancien officier de l'armée d'Italie et l'un des plus habiles généraux de l'armée. Nous continuons la poursuite de l'ennemi; les boulets sifflent de nouveau aux oreilles de l'empereur. Bientôt après un chasseur à cheval de l'escorte est tué; Napoléon le voit tomber presque sous les pieds de son cheval, et dit au grand maréchal : *Duroc, la fortune nous en veut bien aujourd'hui.* L'empereur voulait s'arrêter à Reichembach; mais les alliés tiennent à Makersdorff. Napoléon fait ses dispositions; il s'élance par un chemin creux pour monter sur une éminence et juger l'état des choses. Un boulet vient frapper un arbre près de lui, ricoche sur le général Kirgener et ensuite sur le duc de Frioul : l'un est tué roide, l'autre respire encore. Napoléon se laisse emporter presque machinalement par son cheval, et revient ensuite se livrer à sa douleur; elle fut vraie, sentie, profonde; elle était juste; elle attaquait Napoléon au cœur, en

lui enlevant un homme de bien qui ne trompait jamais et qui savait dire la vérité avec zèle, courage et discernement. On aime à entendre Napoléon dire à son ami mourant : « Duroc, il est une autre vie, c'est » là que vous irez m'attendre et que nous nous rejoin- » drons un jour. » Oui, sire ; mais ce sera dans trente ans, lorsque vous aurez triomphé de vos ennemis et réalisé toutes les espérances de notre patrie. La gloire et l'amitié faisaient une double illusion à l'auteur de cette touchante réponse.

Duroc meurt, nous sommes à Gorlitz ; un parlementaire vient demander, au nom des alliés, la faveur d'un armistice qu'ils ont refusé la veille de leur défaite, et prendre ainsi la responsabilité du sang inutilement versé dans une terrible action que Napoléon avait voulu prévenir. Cet armistice fut bientôt conclu ; mais il était une faute de notre part et devint un malheur, surtout par sa prolongation jusqu'au 10 août, contenue dans le traité de médiation avec l'Autriche.

Pendant cette fatale suspension d'armes, l'empereur, occupé à Dresde de tous les soins d'un capitaine aussi habile que prévoyant, et des combinaisons de la plus haute politique, apprend, le 30 juin, la perte de la bataille de Vittoria et presque l'évacuation de l'Espagne ; il y envoie le maréchal Soult, qui, douze jours après son départ, était déjà rendu à Bayonne. En Italie, le prince Eugène se prépare à la guerre ; la Bavière a résolu de porter son armée à 45,000 hommes ; à Stuttgard mêmes efforts ; mais

en outre une communication directe du roi avec Napoléon, qu'il instruit de tout ce qui se prépare, surtout en Autriche, contre nous. Napoléon connaissait bien cette puissance, comme l'atteste ce qu'il disait d'elle à Dresde dans des conférences avec les siens: Observez l'Autriche depuis vingt ans; après nous avoir combattus pendant cinq campagnes acharnées, elle ne se résout à suspendre les hostilités à Léoben, que parce qu'il n'y a plus d'autre moyen de nous empêcher d'entrer à Vienne. Un an après, elle apprend mon départ et celui de mon armée pour l'Égypte, aussitôt elle recommence la guerre; et si, en 1801, elle signe la paix de Lunéville, c'est que les vainqueurs de Hohenlinden menacent de nouveau sa capitale. En 1805, elle croit nous surprendre au milieu de nos projets de descente en Angleterre; elle reparaît sous les armes; mais cette fois elle perd Vienne et la bataille d'Austerlitz : il faut bien encore se soumettre. En 1807, elle nous voit engagés au fond de l'Espagne, et elle nous attaque avec une nouvelle confiance. Ce n'est qu'après avoir perdu Vienne et la bataille de Wagram, qu'elle consent à la paix. Aujourd'hui elle croit avoir des chances plus favorables que jamais, et vous la voyez qui se déclare. En un mot, l'Autriche ne sait rien oublier.

Malgré la conviction de la perfidie et de la défection de l'Autriche, Napoléon ne refuse point d'envoyer le duc de Vicence à ce congrès de Prague où la politique européenne ne voulait que gagner un peu de temps et resserrer les liens de l'union entre

nos ennemis, en couvrant du voile de la paix toutes les machinations ourdies contre nous. Trop convaincu que les négociations n'aboutiraient qu'à la guerre, l'empereur, en ne négligeant aucun moyen de rapprocher les esprits, arrête les dernières dispositions pour la campagne qui va se rouvrir. Quatre corps d'armée s'opposeront à la Bohème ; le vice-roi attaquera les États héréditaires au cœur ; il sera secondé par l'armée bavaroise, par le neuvième corps aux ordres du maréchal Augereau, et par le corps de cavalerie du général Milhaud. En même-temps, Napoléon avertit les places assiégées sur l'Oder et sur la Vistule, de la reprise prochaine des hostilités, et donne des ordres en conséquence au maréchal Davout, rentré de vive force à Hambourg, et maître de Lubeck reprise par les Danois. En cinq jours de temps, il visite les places de l'Elbe. De retour à Dresde, il fait une autre excursion dans la Basse-Lusace, et part, le 25 juillet, pour Mayence où il a donné rendez-vous à l'impératrice. On crut que cette princesse parviendrait à produire un rapprochement entre l'Autriche et nous ; c'était sans doute le vœu de son cœur ; mais ce vœu devait être impuissant.

Revenu à Dresde le 5 août, Napoléon trouve les négociations aussi peu avancées qu'à son départ, et cependant la trêve n'a plus que dix jours à courir ; mais il a promis à Marie-Louise de tenter des voies d'accommodement auprès de son père ; il tient sa promesse, et n'obtient que les propositions intéressées d'une puissance avide qui met à prix sa fidélité :

il les accepte pourtant, et envoie sa réponse; elle arrive à Prague, dans la nuit du 10 au 11, c'est-à-dire avant la dénonciation de la cessation de l'armistice, et à temps pour prévenir la reprise des hostilités, puisque les premiers coups de canon ne pouvaient être tirés que le 17; mais la journée du 11 nous révèle la dissolution du congrès, la défection de l'Autriche, l'appel des Russes et des Prussiens en Bohème, par des feux allumés sur les hauteurs de la route de Prague à Trachenberg. Cependant la négociation particulière du duc de Vicence avec le comte de Metternich n'est pas rompue; Napoléon, pour faire cesser les difficultés d'un seul mot, cède tout ce qui est en contestation; le comte Bubna, porteur de ces paroles, doit arriver le 14 au matin à Prague; mais il est trop tard, suivant Metternich qui, en avouant que les concessions de l'empereur auraient pu amener la paix le 10, ne fait qu'ajouter un mensonge de plus à toutes les duplicités du cabinet de Vienne. Renvoyé de Prague par la rupture, au moment de l'arrivée du comte de Bubna, M. de Narbonne nous rapporte la déclaration de guerre à laquelle Napoléon, même en partant pour se battre, répond par la proposition d'un congrès qui tiendrait même pendant les hostilités; cette proposition est encore déclinée par l'Autriche.

Napoléon est parvenu à rassembler trois cent mille hommes, mais il n'a que quarante mille chevaux; on lui oppose cinq cent mille combattans, dont presque la moitié vient d'être ajoutée tout-à-coup à la

force des alliés par l'Autriche qui promet d'entraîner le reste de l'Allemagne ; parmi ces nouveaux ennemis figure le roi Bernadotte qui ose lever l'étendard contre des Français : ce transfuge de notre gloire militaire, range sous ses ordres des armées prussiennes, russes, anglo-allemandes, et un corps de Suédois. Les alliés ont en outre environ cent mille chevaux.

Au début de cette nouvelle campagne, Napoléon, jugeant que la grande armée des alliés qui doit déboucher de la Bohème, lui laissera le temps de faire une opération combinée sur Berlin et de lancer son armée de Silésie sur Breslaw, prépare ce grand mouvement ; il veut aussi pousser une reconnaissance en Bohème, et prévenir, s'il se peut, la jonction des alliés de Silésie avec les Autrichiens. Il se place au centre de ces deux grands mouvemens ; mais Blucher a pris les devants, et déjà nos troupes se replient devant lui. Napoléon n'en pousse pas moins vers la Bohème où 80,000 Russes et Prussiens sont entrés. Les yeux fixés tantôt sur eux, tantôt sur Blucher, il saisit le moment de voler en Silésie, pour arrêter ce général victorieux ; sa présence arrête nos quatre armées en retraite, et trois jours suffisent pour rejeter les Prussiens loin de nous.

Cependant quatre colonnes de l'armée alliée pénètrent en Saxe et cernent la capitale de Frédéric-Stadt. Le maréchal Saint-Cyr a fait rentrer à Dresde son quartier-général qui, malgré nos efforts, peut être enlevée par les forces ennemies. A ces nouvelles,

confirmées par le rapport précis et vrai de son aide-de-camp Gourgaud, l'empereur appelle le général Haxo, lui donne les ordres les plus positifs pour diriger la conduite de Vandamme qui marche par Pyrna sur les derrières de l'ennemi; envoie Gourgaud rassurer tous les esprits à Dresde; se met en marche avec des troupes qui ont fait quarante lieues en quatre jours; arrive à Dresde au grand galop sous le feu des ennemis qui se croient déjà maîtres de la capitale de la Saxe, cernée de toutes parts; salue un moment le roi; remonte à cheval, dirige tous les mouvemens : l'armée ennemie s'est élancée tout entière; il l'arrête par des sorties combinées, au milieu desquelles l'apparition imprévue de la garde sème partout la terreur. L'ennemi recule partout devant nous; Dresde, dont la perte nous eût coupé la retraite sur le Rhin, est sauvée. Le lendemain voit recommencer une action encore plus terrible pour les alliés et plus glorieuse pour nous que la première. Le prince de Schwartzemberg humilié, sans être abattu par le mauvais succès de son attaque, désire une bataille; il déploie son armée sur les hauteurs où elle s'est repliée la veille, et dans la plaine où il se flatte de nous attirer pour nous écraser sous la supériorité du nombre, et surtout avec sa nombreuse cavalerie. Napoléon, dès la pointe du jour examinait les positions qu'avait prises son imprudent adversaire; il se sent frapper à la tête par un éclat de bois qu'un boulet a fait sauter d'un bâtiment voisin; il tombe roide, se relève, et, regardant

le morceau de bois, « Tout serait fini s'il avait tou-» ché le ventre, » dit-il froidement, et il continue d'observer l'ennemi. Il reconnaît que l'extrême gauche des alliés, placée entre Priesnitz et la vallée de Plauen, ne communique pas avec le centre, et il improvise son plan d'attaque sur le vide qu'il a remarqué. La célérité de l'exécution égale la promptitude de la pensée. Murat qui, à son retour de Naples, avait repris le commandement de la cavalerie, se précipite sur les masses innombrables de Schwartzemberg, les entame, les désunit et les taille en pièces; 26 canons, 18 drapeaux, 130 caissons, tombent en notre pouvoir; 25,000 hommes restent sur le champ de bataille. Le premier coup de canon, tiré de Dresde par la garde de Napoléon, avait emporté les deux jambes au général Moreau, sous les yeux de l'empereur de Russie et du roi de Prusse dont il était devenu leur nouvel auxiliaire. C'est Moreau qui a donné aux ennemis le conseil décisif de marcher sur Dresde, centre de toutes nos communications; c'est Moreau qui a pressé l'attaque de cette ville pour y écraser le maréchal Saint-Cyr, son ancien ami, et porter un coup mortel à l'armée française. Déserteur de nos drapeaux, une double fatalité le punit de son crime envers la patrie et lui fait subir, avec une espèce de rage, l'ascendant de la fortune de l'adversaire qui avait conservé la vie à ce conspirateur sans audace. Quelle différence de rôle entre Napoléon et le faible rival de sa gloire! Moreau, blessé en portant les armes contre la France,

meurt en coupable sur une terre étrangère ; Napoléon vient de triompher pour la France, il a sauvé la capitale d'un roi son allié, il reçoit les remercîmens de tout un peuple exposé à subir toutes les fureurs de la guerre. Au sortir d'un péril si grand, une erreur lui fait croire que le prince de Schwartzemberg est le personnage important dont il vient d'apprendre la blessure mortelle, et il honore d'un noble regret le commandant de l'armée des alliés qui ont juré sa ruine, le général d'une puissance qui vient de le trahir par la plus lâche défection.

L'étoile de Napoléon brillait en ce moment du plus vif éclat; en effet après avoir repoussé Blucher, il avait franchi en trois jours une distance de quarante lieues avec 72,000 hommes ; fatigué par des combats et par des marches si rapides, un si petit nombre de soldats venait de lui suffire pour disperser 200,000 assiégeans qui, le lendemain, n'avaient pu tenir contre cette faible armée à peine augmentée de 20,000 hommes aux ordres du duc de Bellune. Après cette victoire, l'empereur est près d'entrer à Pyrna pour passer la nuit et suivre le lendemain le mouvement qu'il a imprimé; une violente indisposition attribuée au refroidissement que ses vêtemens trempés par une pluie affreuse lui ont fait éprouver pendant la bataille, ou plutôt, comme il l'a dit lui-même, à un aliment indigeste et grossier qu'on lui a servi le matin, le force à rentrer dans Dresde. Jamais événement si ordinaire et si peu important au premier coup d'œil n'a eu des suites plus funestes.

Pendant que Napoléon triomphait à Dresde, le duc de Reggio, chargé de marcher sur Berlin, ayant perdu deux jours, avait trouvé le prince de Suède pour lui barrer le chemin : le maréchal, d'abord vainqueur sur un point; ensuite battu, et enfin victorieux à Gross-Béeren, n'en a pas moins été obligé de se retirer sur Trebbin et ensuite sur Wittenberg. D'un autre côté le duc de Tarente a été battu vers les bords de la Katzbach que nous avions franchie pour attaquer les Prussiens; ces revers sont graves; toutefois Napoléon les réduit d'un coup d'œil à leur juste valeur, et n'en est pas moins décidé à tenter sur Berlin le grand mouvement qui balaiera le nord de l'Allemagne, mettra le prince d'Eckmuhl en ligne, débloquera nos garnisons de Stettin et de Custrin, appuiera notre gauche sur les bords de la Baltique, et menacera de déborder les alliés par une invasion en Pologne. C'est alors qu'arrive la défaite de Vandamme à Culm, après des prodiges de valeur qui ne pouvaient ni excuser ni réparer des fautes impardonnables, et une témérité dont les suites étaient incalculables. En effet le désastre de Vandamme a sauvé la grande armée autrichienne; elle était perdue sans l'inconcevable mouvement de ce général et la fatalité du retour subit de Napoléon à Dresde. Quel changement dans nos affaires! La coalition allait se dissoudre, les princes étaient sur le point de céder à notre ascendant : au contraire ils resserrent les liens de leur union par le traité de Tœplitz, tandis que nos malheurs s'accroissent du côté de la

Bober, grâce aux débordemens et aux inondations.

Rien n'a pu ébranler Napoléon; suivant toujours avec ses yeux d'aigle les manœuvres des trois grands corps d'armée ennemis, il fortifie Dresde, réorganise l'armée de Vandamme tombé au pouvoir des ennemis; lui fait reprendre ses positions, dispose les forces du maréchal Saint-Cyr et du duc de Bellune, oppose le maréchal Ney au prince de Suède, court à Blucher qu'il force à repasser la Neisse et la Queiss, et revient à Dresde. Sur le chemin, des officiers dépêchés en hâte de Torgau, lui racontent que le maréchal Ney a été encore plus malheureux à Dennewitz que le duc de Reggio à Gross-Béeren. Nous eussions triomphé peut-être, mais une nouvelle trahison de nos alliés les Saxons, en face de l'ennemi, nous a fait perdre le champ de bataille, et causé un mal irréparable en laissant dans notre ligne un vide énorme où l'ennemi s'est hâté de jeter des masses considérables que rien n'a pu arrêter. Cependant Dresde même est en proie à de nouvelles alarmes. Napoléon vole à Schwartzemberg, le rejette dans la vallée de Tœplitz; puis, tandis que l'ennemi s'attend à une invasion en Bohême, il rentre à Dresde qu'il quitte encore après quelques heures de repos, pour secourir le duc de Tarente en retraite sur Bautzen, et repousser Blucher derrière la Sprée. Dresde le revoit au milieu de toutes ses armées réunies, mais aussi les forces ennemies sont toutes liées entre elles désormais; elles ont en outre l'avantage du nombre; le choc ne peut être que

terrible, et les chances de la fortune sont contre nous malgré la puissance du génie qui combat avec nous.

Pendant les efforts de Napoléon en Allemagne, ses lieutenants font face à l'ennemi du côté de l'Espagne; en Italie l'audace a manqué, le vice-roi s'est retiré sur l'Isonzo. La Bavière nous abandonne à regret; mais elle nous abandonne aussitôt le départ des 15,000 hommes du duc de Castiglione que Napoléon juge trop faibles pour contenir cette puissance entraînée par la force des choses. De même que Schwartzemberg a traité avec l'ennemi à Minsk et à Varsovie, et pris sur lui l'invective de la défection; de même que les généraux Yorck et Bulow nous ont trahis sans l'aveu de leur roi; de même le général bavarois de Wrède force le sien à entrer dans le mouvement qui va s'exécuter; ses soldats désertent nos rangs bataillon par bataillon. Le roi de Wittemberg plus ferme et plus dévoué, cède aussi à l'empire des circonstances; la Westphalie est presque envahie tout entière, ses soldats nous trahissent à leur tour; le roi de Saxe nous reste avec son armée, mais elle est déjà ébranlée par de funestes exemples; les braves Polonais demeureront fidèles jusqu'au dernier soupir; cette situation est menaçante, et de grands périls nous attendent.

Nos premières opérations interceptent les communications entre Bernadotte et Blucher que Napoléon a poussés devant lui, avant d'exécuter le grand mouvement qu'il projette sur Berlin, en faisant de Magdebourg le centre de ses opérations.

Malheureusement Napoléon cède contre son opinion intime aux raisons de ses généraux et plus encore au découragement dont il aperçoit les indices les plus tristes et les moins équivoques autour de lui. Les militaires paraissent s'accorder à regarder la résolution de Napoléon comme une résolution de génie, et un moyen assuré de ressaisir la victoire; mais il est des temps où rien ne peut suppléer à la confiance qui double la force des hommes, et Napoléon craignit que ses généraux les plus intrépides et les plus dévoués n'exécutassent sans audace et sans bonheur un plan que la timidité de leur esprit dans le conseil, et leur découragement momentané les empêchaient de concevoir et d'approuver. Dans cette situation des choses il ne devait plus penser qu'à devancer les ennemis à Leipsick où semblaient nous appeller les succès d'Augereau et du roi de Naples, et la présence de leurs troupes que le reste de notre armée pouvait rejoindre en vingt-quatre heures.

Napoléon arrivé le 15 à Leipsick, passe toute la journée à reconnaître les quatre armées de la coalition qui arrivent sur nous, et la nuit à faire ses dispositions pour contenir les efforts de l'ennemi et nous rouvrir le chemin de la France qui peut nous être fermé. Le 16, Schwartzemberg engage la bataille au sud de Leipsick qu'il espère enlever comme naguère il a cru emporter Dresde, sous les yeux même de Napoléon. D'abord, nous sommes attaqués, mais nous attaquons à notre tour; toutes les armées belligérantes sont sur le même théâtre; trois ba-

tailles se livrent en même temps sur trois points différens à une lieue d'intervalle. Du côté de Vachau nous avons rejeté Schwartzemberg sur ses positions du matin, et repoussé le général Klénau; pendant ce temps, Poniatowski défend avec intrépidité les bords de la Pleiss : Leipsick à l'abri d'une insulte, remercie le Dieu des armées dans les temples, et Napoléon se prépare à porter des coups décisifs à l'ennemi. Notre infanterie, notre cavalerie s'élancent; nous enlevons Gossa; la victoire paraît assurée pour nous, elle nous échappe ; nous revenons à la charge et tout annonce un succès définitif; en ce moment un nouveau péril nous menace par Mark-Kleeberg; Napoléon s'arrête pour juger les desseins des ennemis. Ce sont des troupes fraîches qui ont remplacé celles du général Kleist; leur choc est terrible et dégage les Russes; le duc de Castiglione parvient à arrêter l'essor de ce mouvement impétueux. Maintenant une autre attaque dirigée par le général Bianchi s'annonce avec non moins de fureur que celle que nous venons de soutenir; Schwartzemberg, avec des forces immenses, veut percer notre ligne et prendre toutes nos positions; notre aile droite est forcée, les Polonais reculent, Meerfeld a franchi la Pleiss. Napoléon revient sur ses pas; l'ennemi est rejeté derrière la Pleiss, et Meerfeld tombe en notre pouvoir; nous sommes victorieux sur ce point, mais au nord de Leipsick, le prince de la Moscowa et le duc de Raguse ont eu beaucoup de peine à tenir tête aux trois armées réunies de Blucher. Nos pertes ont été

graves, et nous nous sommes retirés derrière la Partha ; du côté de l'Elster, le général Bertrand a ressaisi la victoire un moment infidèle, il a repris Lindenau sur l'ennemi qui nous a abandonné la route d'Erfurt ; en résultat nous avons vaincu sur la Pleiss, nous avons faibli sur la Partha, nous avons triomphé à Lindenau, et conquis notre retraite ; la bataille générale de Vachau est une victoire où les ennemis, complètement repoussés, ont perdu plus de 30,000 hommes ; mais cette victoire n'a point été achevée.

Le 18 octobre, les ennemis, renforcés de plus de 100,000 hommes, marchent sur nous de toutes parts, et trouvent sur toute la ligne une résistance invincible ; les Polonais plient sous les efforts de deux armées, Napoléon vole vers eux et les soutient avec deux divisions de la garde ; rappelé sur la hauteur de Probstheyde, il rétablit le combat ; il s'éloigne, le village est pris par les Russes et repris par nos soldats, tandis que Beningsen ne peut forcer la position du duc de Tarente ; nous soutenons au nord un combat non moins furieux et engagé avec Blucher, lorsque derrière nous tonne le canon de Bernadotte. C'est alors que l'armée saxonne, parmi laquelle ce soldat qui n'est plus Français entretenait des intelligences, nous abandonne avec la cavalerie wurtembergeoise du général Normann, et signale aussitôt sa défection par la décharge de toute son artillerie contre la division Durutte restée seule en présence de l'armée aux ordres de Bernadotte qui touche à Reud-

nitz. L'empereur voit le mal, et court y porter remède. Il aperçoit un vide entre l'armée du prince royal et celle de Beningsen; il ordonne au général Nansouty de se jeter dans cet intervalle avec la cavalerie de la garde et vingt pièces d'artillerie, et ralentit ainsi le mouvement des colonnes suédoises, malgré tous les efforts de leur général qui reconnaît la présence du grand capitaine; celui-ci remonte les hauteurs de Probstheyde. Les alliés, rebutés par notre étonnante résistance, ont renoncé à l'espoir d'enlever cette position importante; déjà même ils font replier leurs colonnes, et l'on ne combat plus qu'à coups de canon. En ce moment la nuit tombe et nous laisse maîtres du champ de bataille. Voici les résultats de cette affaire à jamais glorieuse pour l'armée française : l'infâme et dangereuse trahison de l'armée saxonne, la valeur des alliés, l'immense supériorité du nombre n'ont pu nous enlever la ligne que nous avions résolu de garder; de son côté, le général Bertrand est maître de Weissenfels et du pont de cette ville sur la Saale. Mais les munitions manquent, les dépôts d'Erfurt et de Magdebourg peuvent seuls réparer les provisions, il faut quitter le théâtre où moins de cent mille combattans l'ont emporté sur plus de trois cent mille hommes. La retraite commence, non pas sans que nous ayons éprouvé l'admirable fidélité du vertueux roi de Saxe qui voulait suivre jusques au bout la fortune des Français. Napoléon fut presque réduit à faire violence à

ce monarque pour le contraindre de renoncer à nous.

Avant de partir, Napoléon tente tous les moyens de préserver Leipsick des conséquences d'un assaut; les ennemis ne veulent aucun ménagement pour l'une des capitales de l'Allemagne; Napoléon est plus généreux, et au lieu de chercher une défense avantageuse et facile dans ses murs, il aime mieux l'abandonner par degrés que de l'exposer à des désastres sous les yeux de son roi qu'il vient d'y ramener. Une attaque avait déjà lieu sur deux fauxbourgs différens, que l'empereur, encore occupé à consoler et à rassurer la famille royale qui le conjurait de s'éloigner, avait la plus grande peine à quitter le palais du prince; toutefois avant de partir il envoie encore le duc de Bassano pour rassurer le monarque que les alliés ne rougirent pas de traiter comme traître parce qu'il était resté fidèle à ses sermens.

L'action s'échauffe; Raguse, Reynier, le prince de la Moscowa, le duc de Tarente, Lauriston, Poniatowski font face dans tous les faubourgs de la ville, et combattent partout les ennemis avec un acharnement sans exemple; ceux-ci font des progrès, mais ces progrès sont lents; les Français défendent le terrain pied à pied; il ne fallait que deux heures d'une résistance pareille pour sauver l'arrière-garde. Le grand pont de l'Elster qui conduit des boulevards sur le faubourg de Lindenau est notre point de retraite; l'empereur donne les ordres les plus sévères pour la conservation de ce point important, et s'avan-

ce vers le dernier pont, celui du moulin de Lindenau. A peine il l'a franchi et placé lui-même des officiers d'état major qui indiqueront aux hommes isolés le lieu de réunion de chaque corps d'armée, à peine il a dicté ses derniers ordres au duc de Tarente, qu'un bruit terrible, et la présence du roi de Naples et du duc de Castiglione lui annoncent que le grand pont de l'Elster venait de sauter. Cette rivière rapide devint le tombeau du général Dumoutier et du prince Poniatowski tous deux blessés; le maréchal Macdonald passa la rivière à la nage. La rupture du pont nous coûta 12,000 hommes, soixante pièces de canon attelées et une quantité considérable d'équipages. Ce malheur avait été précédé par la trahison d'un bataillon badois qui venait de livrer une de portes de la ville, et de nous enlever notre dernière retraite. Pour comble d'infamie ces traîtres, unis aux Saxons, faisaient du côté de l'Elster un feu continuel contre nous. Cette conduite est une tache éternelle pour ses auteurs; mais les officiers du génie français, et particulièrement le commandant de cette arme, ne se laveront jamais du reproche d'imprévoyance; la postérité ne comprendra jamais comment, d'après les ordres réitérés de l'empereur, les conseils de l'expérience et les inspirations qu'aurait dû leur donner le désir du salut de l'armée, ils ont pu négliger le soin de jeter plusieurs ponts sur le fleuve, comme ils le pouvaient, de l'aveu du général Rognnal lui-même.

Dans la soirée du 19, l'armée française était réunie à Morkranstadt; le 20 elle arrive à Weissenfels,

où le général Bertrand essaie en vain d'engager Napoléon à quitter l'armée; le 23 nous sommes à Erfurt; la marche rapide de Blucher, qui se portait sur Eisenach, nous oblige à repartir après deux jours. C'est là que le roi de Naples nous quitte, déjà gagné en secret par la coalition. Napoléon le devine, et toutefois il ne peut s'empêcher de donner des marques d'affection à ce vieux compagnon d'arme squi a tant de fois prodigué sa vie pour la France. Depuis le 19, l'armée bavaroise, ayant réuni à elle 18,000 Autrichiens, accourait à marches forcées pour nous fermer la retraite; le comte de Wrède, qui la commandait, avait l'insolence de publier qu'il amènerait captif, au camp des alliés, le plus grand homme de guerre du siècle qu'il se flattait d'accabler par le nombre. Le 29, ce présomptueux général occupait Hanau derrière nous, et développait ses troupes adossées à la rivière en avant de cette ville. Quatre-vingts pièces d'artillerie couvraient sa ligne; sa cavalerie, liée à un corps nombreux de cosaques, défendait ses ailes. Si les forces de Napoléon étaient réunies, de Wrède paierait cher sa témérité. Un mouvement vigoureux de notre droite suffirait pour enlever le pont de Lamboy aux ennemis, et les mettre à notre discrétion; mais nous n'avons encore que 10,000 hommes à leur opposer. Un feu très-vif et soutenu jusqu'à trois heures, donne à l'artillerie le temps d'arriver avec le reste de l'armée. Cinquante bouches à feu de la garde mettent le désordre dans les masses bavaroises; en même temps des charges de

cavalerie par les dragons de la garde, par les cuirassiers et un escadron des gardes d'honneur ébranlent toute l'aile gauche de l'armée combinée; le général de Wrède voyant son centre découvert et menacé d'être pris en flanc par la cavalerie française, dirige contre nous une attaque désespérée vers la droite; ce nouvel effort est impuissant, et l'ennemi, forcé de repasser la Kintzig en toute hâte et dans le plus grand désordre, ne peut se rallier que la nuit sous la protection de la place de Hanau. Ce succès nous rouvre la route de Francfort vers laquelle se dirige la cavalerie du général Sébastiani; notre armée la suit le lendemain à la pointe du jour; cependant de Wrède, nous voyant en pleine retraite, reprend courage et nous livre une seconde bataille plus malheureuse encore pour lui que la première. Deux fois puni de son audace l'ennemi se retire; nous arrivons à Francfort, et bientôt à Mayence, après avoir fait du moins de glorieux adieux à la Germanie si long-temps le théâtre de nos triomphes et de notre influence. Les rois de l'Europe l'ont emporté sur nous, mais par d'infâmes trahisons et le mépris de tous les principes de la foi des traités; mais l'honneur, la loyauté, toutes les vertus militaires, ont été foulés aux pieds, et la victoire de nos ennemis est à jamais déshonorée.

Napoléon était de retour à Paris le 9 novembre; les alliés n'ont point osé mettre encore le pied sur le territoire français; mais effrayés par le sénatus-consulte qui avait mis 300,000 conscrits à la disposition

du gouvernement, ils ont publié, le premier décembre, une proclamation par laquelle ils séparent le peuple français de Napoléon, avec lequel ils venaient d'ouvrir une négociation provoquée par eux-mêmes. Le piége était grossier, l'injure odieuse, la déloyauté manifeste. La politique européenne osait parler de la sainteté des traités dans le moment où ils venaient d'être déchirés, violés tous envers nous, par une suite inouie de défections de la politique, et de trahisons sur le champ de bataille, ou de violations des lois militaires, telles que la résolution du prince de Schwartzemberg de faire investir, désarmer et conduire prisonnier en Autriche le corps du maréchal Saint-Cyr, qui revenait en France par suite d'une capitulation. Il était écrit que la coalition ne respecterait aucun des principes qui régissent les sociétés, et que l'Autriche, après avoir si lâchement ourdi ses machinations contre nous, s'empresserait de se légitimer, auprès de ses alliés, par l'exemple des plus odieux scandales.

L'horison politique devient plus sombre de jour en jour; 32,000 hommes ont capitulé dans Dresde; Dantzick, qui va se rendre aussi, touche au moment de voir se renouveler sur sa garnison l'attentat dont le maréchal Saint-Cyr a été l'objet; Stettin a dû ouvrir ses portes après huit mois de blocus. Amsterdam s'est rendue au général Bulow; Utrecht, Bréda, Wilhemstadt, sont au pouvoir de l'ennemi; la Hollande nous échappe; le Danemarck se voit forcé de stipuler un armistice avec les Russes; le maré-

chal Davout est enfermé dans Hambourg avec une armée inutile à notre défense ; la peste, déguisée sous un autre nom, mais plus terrible qu'elle ne l'avait été pour nous à Jaffa, moissonne une garnison de 27,000 hommes dans Torgau ; un autre fléau dévore nos blessés, nos malades dans Mayence, et ne peut être arrêté par un préfet plein de zèle et de capacité, auquel l'administration générale, qui n'a plus le même ressort, ne fournit pas les secours nécessaires. Enfin, la Suisse est sur le point d'ouvrir les portes orientales de la France à nos ennemis. Tel est l'ensemble de circonstances dans lesquelles l'empereur, qui venait de mobiliser 160,000 gardes nationales pour renforcer les garnisons de l'intérieur, ouvrit, le 19 décembre, par le discours suivant, le corps-législatif réuni au conseil-d'état et au sénat tout entier.

« Sénateurs, conseillers-d'état, députés des dé-
» partemens au corps-législatif :

» D'éclatantes victoires ont illustré les armes fran-
» çaises dans cette campagne ; des défections sans
» exemple ont rendu ces victoires inutiles : tout a
» tourné contre nous. La France même serait en
» danger sans l'énergie et l'union des Français. Dans
» ces grandes circonstances, ma première pensée a
» été de vous appeler près de moi ; mon cœur a be-
» soin de la présence et de l'affection de mes sujets.
» Je n'ai jamais été séduit par la prospérité ; l'adver-
» sité me trouvera au-dessus de ses atteintes. J'ai
» plusieurs fois donné la paix aux nations, lorsqu'elles

» avaient tout perdu. D'une part de mes conquêtes, » j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont aban- » donné. J'avais conçu et exécuté de grands desseins » pour la prospérité et le bonheur du monde..... » Monarque et père, je sens que la paix ajoute à la » sécurité des trônes et à celle des familles.

» Des négociations ont été entamées avec les puis- » sances coalisées. J'ai adhéré aux bases préliminaires » qu'elles ont présentées; j'ai ordonné qu'on vous » communiquât toutes les pièces originales qui se » trouvent au portefeuille de mon département des » affaires étrangères.... Rien ne s'oppose de ma part » au rétablissement de la paix. Je connais et je par- » tage tous les sentimens des Français.... Je dis des » Français, parce qu'il n'en est aucun qui désirât la » paix au prix de l'honneur.... Sénateurs, conseil- » lers-d'état, députés des départemens, vous êtes les » organes naturels de ce trône; c'est à vous de don- » ner l'exemple d'une énergie qui recommande cette » génération aux générations futures. Qu'elles ne di- » sent pas de nous : ils ont sacrifié les premiers in- » térêts du pays; ils ont reconnu les lois que l'Angle- » terre a cherché en vain, pendant quatre siècles, à » imposer à la France! Mes peuples ne peuvent pas » craindre que la politique de leur empereur trahisse » jamais la gloire nationale. »

Il manquait à ce discours des mots magiques pour échauffer l'enthousiasme du peuple, et quelques nobles promesses qui pouvaient être faites avec dignité, mais d'une manière irrévocable. Il fallait faire inter-

venir la patrie et parler de la nation comme d'une puissance qui devait effrayer l'ennemi. Quoi qu'il en soit, le sénat délibérant sur les communications qui lui avaient été faites, consentit à tous les sacrifices demandés à la France dans le but de la paix; mais il supplia l'empereur de tout tenter pour l'obtenir : « Sire, c'est le vœu de la France, disait la députation; c'est le besoin de l'humanité. Si l'ennemi persiste dans ses refus, hé bien! nous combattrons pour la patrie entre les tombeaux de nos pères et les berceaux de nos enfans. » L'empereur répondit : « Ma vie n'a qu'un but, le bonheur des Français; cependant le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés. Les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme; j'appelle les Français au secours des Français; j'appelle les Français de Paris, de la Bretagne, de la Normandie, de la Champagne, de la Bourgogne et d'autres départemens au secours de leurs frères. Les abandonnerons-nous dans leur malheur? Paix et délivrance de notre territoire, doit être notre cri de ralliement. A l'aspect de tout ce peuple en armes, l'étranger fuira, ou signera la paix sur les bases qu'il a lui-même proposées. Il n'est plus question de recouvrer les conquêtes que nous avons faites. »

« Rallions-nous, disait le sénat, autour de ce diadème où l'éclat de cinquante victoires brille au travers d'un nuage passager. La fortune ne manque pas long-temps aux nations qui ne se manquent pas à elles-mêmes. » Le corps-législatif plus libre en appa-

rence, mais au fond plus mal disposé, applaudit à M. Raynouard, l'un de ses orateurs, qui fesait le procès au gouvernement, et approuvait ouvertement les projets de nos alliés pour nous dépouiller de toutes nos conquêtes; certes, ce n'était là ni le langage d'un Français, ni celui d'un homme d'état. Sans doute les représentans de la nation devaient demander des garanties au pouvoir, mais, en les lui demandant, il ne fallait pas commencer par immoler le chef de l'état, le défenseur de la France, à nos ennemis; il fallait au contraire soutenir sa cause qui était celle de la patrie, et saisir l'occasion de rendre la guerre nationale, véritable moyen de créer une armée invincible au dedans et qui, fière d'avoir sauvé la France, et animée des généreux sentimens qui font triompher les hommes libres, aurait imposé nécessairement des conditions à Napoléon victorieux par elle. Le corps-législatif fut alors coupable parce qu'il fut mal habile, en adoptant l'esprit du rapport de sa commission; il livra la France aux alliés en prenant parti pour eux contre Napoléon; il enflamma leurs espérances, et donna le signal à tous les malveillans de l'intérieur.

Le rapport de la commission et l'adresse du corps-législatif, vraiment hostiles contre Napoléon, irritèrent beaucoup ce prince, et le portèrent malheureusement à la résolution, peut-être inévitable dans la circonstance, de dissoudre l'assemblée, après avoir fait saisir le rapport et le discours chez l'imprimeur. Cette mesure était extrême, elle mécontenta juste-

ment le public en rappelant presque la violence du 18 brumaire. Peut-être on aurait évité ce malheur en mettant dans le discours d'ouverture de l'empereur, des concessions qui, en allant au-devant des désirs de la nation, auraient déconcerté la malveillance et ses projets. Après avoir adopté un parti violent, Napoléon voulut cependant donner une audience de congé aux députés, et leur tint un discours que l'on a diversement retracé.

« J'ai supprimé l'impression de votre adresse; elle était incendiaire. Les onze douzièmes du corps-législatif sont composés de bons citoyens, je les reconnais, et je saurai avoir des égards pour eux; mais un autre douzième renferme des factieux, des gens dévoués à l'Angleterre : votre commission et son rapporteur, M. Lainé, sont de ce nombre; il correspond avec le prince régent par l'intermédiaire de Desèze, je le sais, j'en ai la preuve : les quatre autres sont des factieux... S'il y a quelques abus, est-ce le moment de venir me faire des remontrances quand 200,000 cosaques franchissent nos frontières? Est-ce le moment de venir disputer sur les libertés et les sûretés individuelles, quand il s'agit de sauver la liberté politique et l'indépendance nationale? Il faut résister à l'ennemi, il faut suivre l'exemple de l'Alsace, de la Franche-Comté et des Vosges qui veulent marcher contre lui, et s'adressent à moi pour avoir des armes..... Vous cherchez dans votre adresse à séparer le souverain de la nation..... C'est moi seul qui représente ici le peuple, car il m'a donné quatre mil-

lions de suffrages : si je voulais vous croire, je céderais à l'ennemi plus qu'il ne me demande..... Vous aurez la paix dans trois mois, ou je périrai..... C'est contre moi que les ennemis s'acharnent plus encore que contre les Français; mais par cela seul, faut-il qu'il me soit permis de démembrer l'État? L'adresse était indigne de moi et du corps-législatif. »

Il aurait bien mieux valu dissoudre en silence le corps-législatif que de lui parler ainsi. Sur la question de l'attitude qu'on aurait dû garder vis-à-vis de l'ennemi, Napoléon parlait comme la vérité elle-même ; mais outre des expressions quelquefois triviales dont notre délicatesse est beaucoup trop blessée, il lui échappa des choses qu'il n'aurait pas dû dire. Ce grand capitaine, qui avait souvent les plus hautes inspirations d'éloquence, éprouva, surtout ici, combien il peut être dangereux pour un prince de ne pas savoir toujours mesurer ses expressions, choisir ses formes, et ménager les esprits. Avec un autre langage, Napoléon pouvait s'emparer d'une assemblée où il comptait beaucoup de créatures, et s'assurer un appui nécessaire dans un corps auquel il ne fallait que rendre la parole pour lui donner de la puissance sur l'opinion,

Après ce funeste entretien avec le corps-législatif, Napoléon se rendit au conseil-d'état : « Vous connaissez, dit-il, la situation des choses et les dangers de la patrie. J'ai cru, sans y être obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du corps-législatif. J'ai voulu les associer à leurs intérêts

les plus chers; mais ils ont fait de cet acte de ma confiance une arme contre moi; c'est-à-dire contre la patrie. Au lieu de me seconder de leurs efforts, ils gênent les miens. Notre attitude seule pourrait arrêter l'ennemi; leur conduite l'appelle; au lieu de lui montrer un front d'airain, ils lui découvrent nos blessures. Ils me demandent la paix à grands cris, lorsque le seul moyen de l'obtenir était de me recommander la guerre. Ils se plaignent de moi; ils parlent de leurs griefs; mais quel temps, quel lieu prennent-ils? N'était-ce pas en famille, et non en présence de l'ennemi, qu'il fallait traiter de pareils objets? Étais-je donc inabordable pour eux? Me suis-je jamais montré incapable d'écouter la raison? Toutefois, il faut prendre un parti : le corps-législatif, au lieu de m'aider à sauver la France, concourt à précipiter sa ruine; il trahit ses devoirs, je remplis les miens, je le dissous.....

« Tel est le décret que je rends; et si l'on m'assurait qu'il doit, dans la journée, porter le peuple de Paris à venir en masse me massacrer aux Tuileries, je le rendrais encore, car tel est mon devoir. Quand le peuple français me confia ses destinées, je considérai les lois qu'il me donnait pour le régir; si je les eusse crues insuffisantes, je n'aurais pas accepté. Qu'on ne pense pas que je suis un Louis XVI; qu'on n'attende pas de moi des oscillations journalières. Pour avoir été empereur, je n'ai pas cessé d'être citoyen. Si l'anarchie devait être consacrée de nouveau, j'abdiquerais pour aller, dans la foule,

jouir de ma part de souveraineté, plutôt que de rester à la tête d'un ordre de choses où je ne pourrais que compromettre chacun, sans pouvoir protéger personne. Du reste, ma détermination est conforme à la loi, et si tous aujourd'hui veulent faire leur devoir, je dois être invincible derrière elle comme devant l'ennemi. »

Le pouvoir et la raison ne pouvaient pas mieux s'exprimer; nul doute que si la nation eût été prise pour juger entre l'assemblée et Napoléon, elle aurait pris parti pour lui; il le sentait, mais l'anarchie était devant ses yeux comme un spectre effrayant, et la manière même dont il venait d'en parler, fut pour les esprits observateurs l'un des plus sûrs pronostics de sa chute. Avec plus d'audace politique, il aurait couru les risques de quelque temps d'anarchie pour sauver la France et lui-même; au reste, le sentiment qu'il avait des forces de son génie, et les prodiges par lesquels il eût infailliblement triomphé, sans la trahison qui les a rendus inutiles, font du moins sentir que sa confiance et sa résolution n'étaient ni d'un téméraire qui méprisait tous les obstables, ni d'un homme aveuglé qui eût craint de réfléchir profondément sur les périls et les ressources de sa position.

L'année 1814 commence sous ces fâcheux auspices. L'avant-garde du prince de Schwartzemberg, maître des passages de la Suisse, vient de s'emparer de Genève, abandonnée par un lâche préfet; ses colonnes marchent sur Épinal, Vesoul et Besançon;

Blucher, Langeron, Yorck, Saint-Priest, Sachen et Kleist ont passé le Rhin sur plusieurs points; nos troupes sont en retraite de toutes parts. Napoléon ordonne aux ducs de Bellune et de Trévise de disputer pied à pied les défilés des Vosges, au duc de Raguse de s'appuyer aussi long-temps qu'il le pourra sur les nombreuses forteresses de la Lorraine; le duc de Tarente qui pourvoit à la sûreté des places du Bas-Rhin et de la Moselle, doit rentrer dans l'ancienne France par la porte des Ardennes; toutes les troupes ont ordre d'acculer leur retraite sur la Champagne; en même temps des commissaires extraordinaires sont envoyés dans les départemens pour présider aux levées d'hommes et aux mesures de défense; mais, s'il y avait des personnages remarquables et distingués parmi ces commissaires, il n'y avait pas un nom populaire. Les choix ne convenaient pas à la circonstance; elle demandait des esprits audacieux, des âmes fortement trempées, des citoyens aguerris aux dangers politiques, incapables de transiger avec l'ennemi avant et après la victoire, et investis d'un grand pouvoir; et toutefois, avec tous ces avantages, il leur aurait encore manqué une proclamation généreuse et digne d'un grand homme qui veut se mettre à la tête d'un grand peuple pour sauver la patrie. Si le chef de l'État eût parlé à la France le langage que le général Bonaparte parlait à l'armée d'Italie (car, tout sublime qu'il était, le langage d'Austerlitz ne suffisait plus), les alliés auraient été bientôt

réduits à retourner sur leurs pas, et à quitter le sol de la France,

Tout se tient dans l'ordre politique; la même faute qui a empêché Napoléon de réveiller la nation entière par des promesses de liberté, le condamne malgré tous ses efforts, à n'avoir d'abord que 100,000 soldats à opposer aux alliés qui auront, d'ici à trois mois, 600,000 hommes dont 250,000, diminués par de nombreux blocus et séparés sur différentes routes, se trouvent seulement au centre de la France. Ce sont ces forces que Napoléon espère frapper et détruire avant leur réunion, en rassemblant nos troupes dans les plaines de Châlons-sur-Marne. Privé de 250,000 braves retenus sur l'Elbe, au pied des Pyrenées, au-delà des Alpes, Napoléon sent qu'une suite de prodiges lui est imposée; il se prépare à les faire. Les négociations, interrompues pendant tout le mois de décembre, avaient paru prêtes à se ranimer au commencement de janvier, et sans doute la double résolution de rendre le pape à l'Italie, et Ferdinand VII à l'Espagne, étaient propres à applanir les difficultés; un congrès allait bientôt s'ouvrir. Lord Castlereagh, de retour d'Amsterdam où il avait rétabli le prince d'Orange, était arrivé à Langres pour présider à la marche des négociations, et en établir la base, au nom de l'Angleterre qui seule donnait aux alliés les moyens de soutenir la guerre, et se servait des rois de l'Europe, comme instrumens de sa vengeance et de son ambition. Le 25 janvier,

les ministres des quatre grandes puissances qui prenaient la dictature de l'Europe, pour y fonder de nouveau le pouvoir absolu, après avoir trompé les peuples par l'espoir de la liberté, se réunirent et décidèrent : 1° que l'Autriche, la Russie, la Prusse et l'Angleterre traiteraient au nom de *l'Europe entière*, et forceraient les autres puissances à ratifier les conventions faites sans leur intervention; 2° que la forme des négociations serait celle de conférences préliminaires avec protocole; 3° que la France rentrerait dans ses limites de 1792; 4° qu'elle n'interviendrait pas dans le partage des provinces dont on la dépouillait; 5° que Napoléon renoncerait à tout titre de souveraineté sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse; 6° qu'on écarterait toute question relative au code maritime, condition qui seule suffisait pour attester la suprématie de l'influence anglaise dans la négociation qui allait enfin s'ouvrir sérieusement, ou du moins en apparence; 7° enfin, que les négociations suivraient la marche des événemens de la guerre. Ainsi, dès le premier pas, la déclaration de Francfort était écartée comme trop favorable, et ne convenant plus aux alliés depuis leur entrée sur le territoire français. Les conférences des plénipotentiaires se réduisaient à un simple interrogatoire que devait subir le duc de Vicence notre plénipotentiaire. Les provinces dont on voulait nous dépouiller n'étaient plus destinées à rétablir la division de l'Europe, telle qu'elle était au mois de septembre de 1792; elles devenaient une masse dont les dic-

tateurs se réservaient le partage. A la promesse d'un équilibre politique si hautement proclamée, à la modération première dont on avait pris le masque, avait succédé le projet positif de l'agrandissement de chacune des quatre puissances qui voulaient se partager les conquêtes de la France reconnues par des traités solennels.

Pour parvenir à ce but, la coalition, entraînée par de puissans motifs d'intérêt et d'ambition, et dirigée par l'Angleterre, dont elle dépendait alors, comme Alexandre avait dépendu des commissaires anglais dans la campagne de 1812, avait pris deux résolutions importantes et soigneusement cachées par la politique qui se croyait obligée de dissimuler, en attendant ce que déciderait le sort des armes. Ces deux résolutions qui, dès-lors, regardées comme la seule garantie solide des usurpations que les quatre grandes puissances méditaient, étaient la déposition de l'empereur Napoléon et l'affaiblissement de la France que l'on mutilerait sans nulle pudeur, en continuant de la tromper par des sermens et des promesses de la laisser grande et forte si elle se séparait de son empereur. A compter de ce moment, la destruction de Napoléon fut jurée; on sentait bien que sa chute ouvrirait un champ libre aux conséquences que l'on se proposait d'en tirer. Aussi n'épargne-t-on aucun moyen d'abuser les Français par des proclamations destinées à les empêcher de s'élancer à la voix de Napoléon qui vient d'ordonner la levée en masse des départemens de

l'Est. Pendant ce temps, les armées ennemies s'avancent ; il est temps de leur opposer l'empereur et son génie. Napoléon sent cette nécessité ; il confirme la régence à Marie-Louise, en lui adjoignant le roi Joseph sous le titre de lieutenant-général de l'empire, rassemble les chefs de la garde nationale, et leur adresse une touchante allocution : « Je pars, leur dit-il en leur présentant l'impératrice et le roi de Rome ; je vais combattre nos ennemis ; je laisse à votre garde ce que j'ai de plus cher, l'impératrice et mon fils ! Vous m'avez élu, je suis votre ouvrage, c'est à vous de me défendre. »

Cette allocution produit une impression profonde et mêlée de terreur sur les esprits ; Napoléon, en laissant échapper ces mots : l'ennemi passera sur mon cadavre avant d'entrer dans Paris, fit entrevoir que ce malheur était possible ; effectivement il croyait au danger de l'occupation, car il avait dit à l'un de ses ministres : « Maintenant qu'on fait la guerre avec douze cent mille hommes, il ne dépend pas de moi peut-être d'empêcher une pointe sur Paris. » Cet aveu, qui me fut rapporté au moment même, me parut d'un augure sinistre. Avant de partir, Napoléon prit toutes les mesures nécessaires pour la défense de la capitale ; il faut même avouer que les ennemis n'y seraient point entrés, si ses ordres eussent été exécutés. Son tort est de n'avoir pas prévu qu'ils ne le seraient pas ; il doit sa chute à une grande faute qui fut sentie alors. Les esprits attentifs conçurent de vives alarmes en voyant Paris confié à une

femme jeune et sans expérience, à un roi sans énergie, à un gouvernement qui ne renfermait pas un homme capable de prendre une grande initiative, et de suppléer, pendant quelques jours, à l'éloignement du grand capitaine qui, malheureusement pour lui et pour nous, était tout l'empire. Quoique averti par ses propres réflexions et par des conseils dont il avait reconnu la justesse, de la nécessité de mettre Paris à l'abri d'une tentative audacieuse, et d'arrêter l'ennemi par des mesures fortes et capables d'augmenter ses craintes connues et réelles, il laissa le siége du gouvernement sans une organisation extraordinaire et appropriée aux circonstances, sans moyens de tirer parti d'une population d'ouvriers qui avaient presque tous porté les armes. Pour comble de malheur, le ministère de la guerre resta entre les mains d'un homme équivoque, sans ascendant, propre à servir exactement un maître attentif et sévère ; mais incapable de trouver en lui-même des résolutions fortes au moment du péril. Enfin, il donna pour commandant à la 17e division militaire, dont Paris était le quartier-général, un brave et digne vétéran de l'armée, au lieu de choisir, après la plus mûre délibération, un officier d'un caractère à toute épreuve et d'un grand courage politique, qualité non moins nécessaire alors que le courage militaire. La prise de la capitale parut alors presque inévitable à des citoyens qui eurent la franchise de transmettre leurs pressentimens à l'empereur ; il lut, approuva et partit, trop confiant peut-être dans un génie qui, mal-

gré son ascendant, ne pouvait égaler la puissance d'une nation. Un prince, un capitaine, quels qu'ils fussent, ne pouvaient plus sauver la France ; il fallait qu'elle se sauvât elle-même en se rangeant sous les bannières de la liberté, et en disant à Napoléon : « Je me confie à toi ; voilà mes trésors pour acheter des armes ; prends mes fils ; conduis-les à la victoire, et compte sur l'appui de leurs pères, si la fortune trahissait un moment la plus juste des causes. Quand nous aurons vaincu, nous ferons ensemble un pacte où mes droits et ton pouvoir seront mis dans un juste équilibre pour notre gloire et notre prospérité communes. » Malheureusement la nation n'avait pas de moyens pour se réunir et faire entendre ce langage, et ses mandataires ne mirent ni grandeur, ni franchise, ni mesure dans leurs remontrances ; ils cédèrent à des passions secrètes, au lieu d'être inspirés par des sentimens généreux, et une noble et sage confiance dont l'accent aurait retenti au cœur de Napoléon, rassuré par la pureté des intentions, par le bon sens de la conduite, et la sagesse des paroles. Personne ne sut être Français avant tout, au milieu des périls de la patrie menacée dans son indépendance.

Napoléon a quitté Paris le 25 janvier ; le 26 sa présence à Châlons arrête la marche rétrograde de nos troupes ; le 27 il reprend l'offensive, et le jour même, à huit heures du matin, il rentre dans Saint-Dizier à la tête des premières troupes. Sa présence y excite un enthousiasme général. Instruit des mouvemens de Blucher, il se décide à le poursuivre, et se dirige secrè-

tement sur Brienne par la forêt qui conduit à Montier-en-Der, après avoir fait avertir le duc de Trévise de revenir sur Troyes, que notre mouvement peut sauver en prévenant la jonction des Prussiens avec l'armée autrichienne. Malgré notre diligence, Blucher occupe Brienne et veut la défendre avec opiniâtreté. Cette ville avait été en quelque sorte le berceau de Napoléon; elle devient malgré lui le théâtre d'une victoire vivement disputée, mais brillante. Blucher, sur le point d'être pris au moment de la plus vigoureuse de nos attaques, s'échappe avec beaucoup de peine. Le 30 les Prussiens sont en pleine retraite, et les Français maîtres de Brienne, incendiée par les feux des deux armées. Ce malheur afflige Napoléon; mais tandis qu'il soulage les infortunés habitans, qu'il pense à rétablir la ville, à y placer une école militaire et une résidence impériale, on vient lui apprendre que Blucher, réuni à Schwartzemberg, l'attend dans les plaines de Bar-sur-Aube. La réunion inattendue des alliés donne lieu à la bataille de la Rothière, que nous sommes forcés de recevoir avec 50,000 hommes contre 80,000; l'armée française s'y couvre de gloire, mais elle ne peut enlever la victoire; et se retire sur Troyes, tandis que Marmont, après avoir passé sur le ventre de 25,000 Bavarois à Rosnay, marche sur Arcis-sur-Aube.

Un congrès s'était ouvert à Châtillon. Le duc de Vicence y représentait l'empereur, et avait déclaré dès le principe l'acceptation des bases de Francfort Fiers de leurs succès, les alliés refusent de traiter

sur ce pied; ils exigent que la France rentre dans ses anciennes limites.

Lorsque le duc de Bassano vint lui faire part de la tournure que prenaient les négociations, Napoléon suivait sur la carte la marche imprudente de Blucher, déjà entré dans la Brie-Champenoise. « Il » s'agit d'autres choses, lui dit Napoléon, je suis dans » ce moment à battre Blucher de l'œil. Il marche par » Montmirail; je pars; je le battrai demain; je le bat- » trai après-demain : si je réussis, l'état des affaires » va changer, et nous verrons. »

Il prélude à l'exécution de ce projet, en détruisant le 9 février, à Champ-Aubert, un corps russe qui formait la liaison entre les deux grandes armées alliées. De là il se précipite vers Montmirail, et le 13 il met dans une déroute complète les troupes du général Blucher. Dix mille Prussiens sont tués ou blessés, et toute l'artillerie ennemie tombe en notre pouvoir.

Il est bientôt obligé de voler sur les rives de la Seine pour combattre le corps d'armée du comte de Wittgenstein. Vainqueur à Vauchamp, à Nangis, à Nogent et à Montereau. Napoléon fit éprouver des pertes si considérables à la principale armée des alliés, qu'elle se vit contrainte de se replier sur Troyes, et enfin d'évacuer cette ville. Mais dans toutes ces journées, et particulièrement à Montereau, si tout le monde parmi les chefs eût fait son devoir, les ennemis reculaient sur le Rhin et même repassaient ce fleuve. C'est alors que les alliés firent des

propositions, et que l'empereur d'Autriche, frappé de terreur, parut désirer de bonne foi un armistice qui cependant n'eut pas lieu. Napoléon voulait alors faire entrer notre armée de Lyon dans les combinaisons militaires; mais la défection de Murat empêche le prince Eugène d'envoyer des renforts à cette armée, c'est là un grand malheur. Cependant il faut marcher de nouveau sur Blucher qui court sur Paris et se trouve aux portes de Meaux; Napoléon vole, Blucher recule; resserré par les mouvemens de Napoléon, il est perdu peut-être, mais Soissons lui ouvre ses portes et le sauve. Alors la sanglante victoire de Craonne contre les Russes illustra encore nos armes. Les ennemis semblaient renaître et se multiplier par leurs défaites. L'empereur se porta sur Reims, et remporta sur les Russes des victoires signalées. Il battit aux environs d'Arcis-sur-Aube l'empereur de Russie et le roi de Prusse qui se retirèrent précipitamment sur la ville de Troyes.

Mais tandis que Napoléon court d'une armée ennemie à l'autre, et de victoire en victoire; tandis qu'il exécute un mouvement pour déboucher sur le dos de la grande armée autrichienne, les alliés qui frappés de terreur, ne songeaient plus qu'à signer la paix, ne sont plus sur la route de Paris. Le succès même a dérangé les plans de Napoléon, et bientôt nous nous trouvons en face de toutes les forces des alliés à Arcis-sur-Aube. Cette affaire où Napoléon affronte à tout moment la mort qui ne voulait

pas de lui, illustre nos soldats, mais ne nous force pas moins à la retraite par les chemins de traverse qui conduisent du côté de Vitry-le-Français et de la Lorraine.

Nous voici désormais séparés de la capitale; les avenues en sont ouvertes aux ennemis : après des hésitations et même le projet de se retirer sur le Rhin, ils marchent en avant excités par de lâches et coupables émissaires venus de Paris. Un malentendu, en exposant deux de nos maréchaux à donner tête baissée sur la masse des alliés, a secondé cette résolution. A cette nouvelle Napoléon marche sur Paris, et n'en est qu'à cinq lieues, mais il est trop tard; une capitulation a été signée dans la nuit du 30 mars, et le lendemain les ennemis ont fait leur entrée dans Paris.

Le congrès de Châtillon ne fut qu'une comédie où les alliés, qui s'étaient engagés à détrôner Napoléon, au mépris de tous les traités faits avec lui, et à réduire même les proportions de la France ancienne, tandis que ses ennemis garderaient toutes leurs conquêtes, même les plus illégitimes, tels que le partage de la Pologne, l'un des plus grands crimes de la force et de la politique, ne cessèrent d'employer, comme pendant le fatal armistice de Dresde, toutes les ressources de la plus indigne duplicité. Les revers et la crainte pouvaient seuls amener les puissances ennemies à une paix qui n'eût encore été qu'une trêve, à cause de l'influence absolue de l'Angleterre et de la guerre à mort qu'elle avait jurée au grand homme qui seul l'avait fait trembler pour ses propre foyers. Ce

n'est pas entre Alexandre et Napoléon, c'est entre l'Angleterre et Napoléon, que se disputait en ce moment la question de la suprématie de l'Europe. Napoléon, quoique sentant le besoin de la paix, quoique la désirant avec ardeur, ne put jamais consentir à accepter des conditions indignes de nous et de lui : aucune considération, même celle de la perte du trône et de la vie, car il ne s'abusait pas sur les desseins formés pour sa ruine entière, n'eut assez d'empire pour le faire consentir à recevoir de la main des alliés, la France moins grande qu'il ne l'avait reçue; il aurait mieux aimé mourir que d'imprimer une pareille tache à sa mémoire. Cependant il faut avouer que, pressé par le désir de faire cesser le plutôt possible les maux d'une invasion si funeste pour le pays, et encore plus homme et citoyen que soumis aux inspirations de son génie et aux intérêts de sa gloire, il avait donné d'abord des pouvoirs illimités à son plénipotentiaire au congrès de Châtillon. Pendant quatorze jours tout entiers, le sort de Napoléon, de l'empire et de la France furent entre les mains du duc de Vicence, maître de signer la paix. On n'attaque point l'honorable caractère de ce diplomate estimé, qui, depuis la chute du colosse, n'a point, comme tant d'autres, abjuré sa longue fidélité, mais on cite un fait historique et nécessaire à la justification de Napoléon. Si ce prince, profitant de l'influence inévitable de ses victoires sur le moral de la nation, et sur les conseils de ses ennemis, réduisit ensuite les pouvoirs de son plénipotentiaire, il voulait la paix

sincèrement, ainsi que l'attestent ses prétentions modérées, mais il la voulait solide et surtout sans honte. Encore un retour de la fortune, et il allait obtenir plus qu'il ne devait espérer dans une situation difficile. Les alliés avaient été frappés par les nouveaux efforts de son génie, comme par des coups de foudre, toutes leurs armées étaient en retraite; François II forcé de fuir avec un gentilhomme et un domestique, s'était réellement trouvé prisonnier pendant vingt-quatre heures à Dijon; Alexandre, saisi d'une terreur panique, après la nouvelle du retour de Napoléon à Épernay, avait fait dire au prince de Schwartzemberg qu'il fallait envoyer un courrier à Châtillon pour que l'on signât le traité de paix que le duc de Vicence demanderait. Voilà en quel état les choses se trouvaient, lorsqu'une faveur inespérée de la fortune, vint rassurer les alliés sur la crainte de se trouver dans un péril éminent, entre le peuple des départements dont l'exaltation croissait chaque jour et l'armée qui se multipliait pour vaincre. Alors on changea de langage; on revint au projet dès long-temps arrêté, non-seulement de mutiler la France, mais de lui interdire, par le plus grand des outrages, toute participation aux nouveaux arrangemens de l'Europe. Dans les dernières conférences de Châtillon, l'intention de poursuivre la guerre contre Napoléon à toute outrance, en affectant toujours de n'en pas vouloir à la nation, contre laquelle on avait des desseins si hostiles, perça de toutes parts; cependant, même en rompant le congrès, on n'osa point

encore rompre toute voie d'accommodement avec le grand capitaine qui avait encore les armes à la main. On craignit d'aller jusqu'à cette extrémité, même après l'occupation de Paris; des Français qui ont revendiqué l'honneur d'une si grande influence, eurent le malheur d'arracher des alliés, ou plutôt d'Alexandre, alors dictateur de la coalition, la promesse solennelle de ne traiter désormais ni avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille. Les conjurés se hâtèrent de faire publier cette déclaration dans Paris. Dans le même moment, le sénat auquel on déféra l'initiative des mesures qui devaient seconder les vœux les plus chers des ennemis de la France, en renversant Napoléon, avait accepté, et non pas nommé un gouvernement provisoire, composé d'hommes que Napoléon avait comblés pour la plupart de ses bienfaits; d'un autre côté, le conseil-général du département de la Seine, convoqué illégalement et entraîné par la défection de son président Bellart, avait pris sur lui de déclarer que le vœu des habitans de Paris était pour le rappel des Bourbons. Ces nouvelles arrivent à Napoléon, retiré à Fontainebleau, et ne peuvent le distraire de ses dispositions militaires; bientôt cinquante mille hommes vont se trouver réunis autour de lui; il veut marcher sur Paris, et ses soldats accueillent avec transport ce projet, qui effraie ou déconcerte les chefs de l'armée, et surtout les grandes fortunes que Napoléon avait créées avec tant de magnificence et d'abandon; c'est sur ces entrefaites que le duc de Vicence, qui avait tout tenté pour

faire du moins triompher la régence, vient demander l'abdication de Napoléon. Bientôt on apprend que le sénat a eu l'audace et l'ingratitude de prononcer la déchéance du prince dont naguère il regardait les désirs comme des ordres, et les volontés comme des lois. Ces nouvelles ont sans doute indigné Napoléon, mais elles n'ont point abattu son courage; et si les chefs qui l'environnent, dans cette affreuse défection de la fortune et des hommes, restent dignes d'eux-mêmes et de lui, rien n'est encore perdu, et tout peut se reconquérir. Ce grand homme avoue lui-même qu'il manqua de courage à cette époque; et, dans la vérité, il ne sortit pas de lui les grandes et fortes résolutions qu'on pouvait attendre de son génie et de son caractère. Il délibéra avec d'autres, quand il ne fallait prendre conseil que de soi-même. Par respect pour une illustre et profonde infortune, par égard pour des hommes qui s'étaient couverts de gloire au nom de la France, je ne soulèverai pas le voile qui couvre les conférences ouvertes à Fontainebleau sur la situation des affaires; mais, quoi qu'il en soit, ce fut à leur issue que l'on apprit bientôt l'abdication de Napoléon en faveur de son fils et de sa femme régente. Trois plénipotentiaires doivent aller porter cet acte à Paris. Napoléon, aveuglé jusqu'au dernier moment par une prédilection particulière pour le plus ancien de ses compagnons d'armes, veut absolument leur adjoindre le duc de Raguse. En ce moment même, le duc de Raguse trahissait le généreux prince qui mettait en lui

toute sa confiance. Le 4 avril, après avoir trompé les plénipotentiaires auxquels il devait s'adjoindre, il avait quitté le poste de l'honneur et du danger, et traité à Paris avec le prince Schwartzemberg ! Déplacés par des ordres criminels, les douze mille hommes qu'il commandait avaient traversé les cantonnemens russes, et laissé Fontainebleau à découvert. En apprenant le nouveau coup de la destinée, plus sensible que tous les autres, Napoléon s'écrie, après quelques momens d'un douloureux silence : « L'ingrat ! il sera plus malheureux que » moi ! » La vengeance était sublime à force de calme et de modération. Le même caractère éclate encore, quoique avec une certaine émotion, dans cette proclamation par laquelle le grand capitaine confie ses peines à l'armée française.

L'empereur remercie l'armée de l'attachement qu'elle lui témoigne, et principalement parce qu'elle reconnaît que la France est en lui, et non dans le peuple de la capitale. Le soldat suit la fortune et l'infortune de son général, son honneur et sa religion. Le duc de Raguse n'a point inspiré ces sentimens à ses compagnons d'armes; il a passé aux alliés : l'empereur ne peut approuver la condition sous laquelle il a fait cette démarche; il ne peut accepter la vie et la liberté de la merci d'un sujet. Le sénat s'est permis de disposer du gouvernement français; il a oublié qu'il doit à l'empereur le pouvoir dont il abuse maintenant; que c'est l'empereur qui a sauvé une partie de ses membres des orages de la

révolution, tiré de l'obscurité et protégé l'autre contre la haine de la nation. Le sénat se fonde sur les articles de la constitution pour la renverser.... Si l'empereur avait méprisé les hommes comme on le lui a reproché, alors le monde reconnaîtrait aujourd'hui qu'il a eu des raisons qui motivaient son mépris. Il tenait sa dignité de Dieu et de la nation; eux seuls pouvaient l'en priver. Il l'a toujours considérée comme un fardeau, et lorsqu'il l'accepta, ce fut dans la conviction que lui seul était à même de la porter dignement. Le bonheur de la France paraissait être dans la destinée de l'empereur; aujourd'hui que la fortune s'est décidée contre lui, la volonté de la nation seule pourrait le persuader de rester plus long-temps sur le trône; s'il se doit considérer comme le seul obstacle à la paix, il fait volontiers le dernier sacrifice à la France. Il a en conséquence envoyé le prince de la Moscowa et les ducs de Vicence et de Tarente à Paris pour entamer la négociation. L'armée peut être certaine que l'honneur de l'empereur ne sera jamais en contradiction avec le bonheur de la nation.

On a besoin d'apprendre ici que l'indignation des soldats commandés par le duc de Raguse monta jusqu'au comble lorsque, croyant marcher au combat, ils se virent partout cernés au milieu de l'armée ennemie qui les laissait passer tranquillement. Ils avaient éclaté en reproches sanglans; mais l'expression de leur ressentiment prit un caractère bien plus alarmant encore quand, arrivés à Versailles, ils eu-

rent connaissance des suites de leur défection. Exposés au désespoir de leurs soldats les généraux coururent les plus grands périls, plusieurs prirent la fuite au milieu des coups de fusil dirigés contre eux. S'il se fût trouvé sur les lieux un homme de tête comme le sergent qui prit, en 1815, le commandement de l'armée du Rhin à Strasbourg, les 12,000 hommes de Marmont rapportaient leurs aigles et leurs drapeaux à l'empereur.

Maintenant que la personne de Napoléon semble être à la disposition des alliés par une désertion inouie, les alliés sont irrévocablement décidés à ne plus reconnaître la dynastie de Napoléon: cependant on demande de lui une renonciation absolue au trône. Napoléon s'indigne, veut ressaisir ses armes, il parle de se retirer sur la Loire; hélas! l'intrigue, la peur, le découragement, les espérances ambitieuses, les défections secrètes, l'environnent et glaceraient le cœur le plus intrépide. Il résiste à cette coalition d'un nouveau genre, et plus dangereuse peut-être que celle qui lui oppose 600,000 combattans; mais ébranlé par la crainte de la guerre civile dont les chances cruelles font tressaillir ses entrailles, il s'écrie : « Eh bien! puisqu'il faut renoncer à défendre plus long-temps la France, l'Italie ne m'offre-t-elle pas encore une retraite digne de moi? Veut-on m'y suivre encore une fois? Marchons vers les Alpes! » Un silence effrayant est toute la réponse à cette proposition... Napoléon peut briser tous les instrumens qu'il avait formés lui-même; il peut demander des maréchaux et des com-

mandans fidèles à son armée indignée; mais il faudrait renverser son ouvrage, et rentrer dans les mesures révolutionnaires qui étaient en opposition manifeste avec l'ordre de son gouvernement et le caractère de son règne, il cède. Un seul homme, dans l'âme duquel il trouverait une étincelle des grandes résolutions et du courage, empêcherait le grand capitaine de combler les vœux de ses ennemis; tout est éteint, tout paraît mort autour de lui, il prend la plume, et signe, en ces termes, la seconde formule de l'abdication que ses ennemis attendent en désespérant de l'obtenir.

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses enfans au trône de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. »

Au retour du duc de Vicence, Napoléon veut retirer cet acte, depuis lequel il était mécontent de lui-même; on ne peut satisfaire son désir, les alliés sont en possession de l'abdication. Pendant les agitations que lui donne la discussion relative au nouveau traité qu'il refuse de signer, la pensée de sortir de la scène du monde, à la manière des héros de l'antiquité, occupait cette grande âme; il prit du poison; mais sauvé par une espèce de miracle, et étonné de vivre encore, il crut reconnaître dans cet événement un ordre du ciel qui ne voulait pas sa

mort, et le 13 du mois il signa enfin le traité qui réglait sa destination future et le sort de sa famille. La souveraineté de l'île d'Elbe lui fut donnée sur son choix; on lui permit d'emmener dans ses nouveaux états 400 hommes de bonne volonté; mais sa femme et son fils lui étaient enlevés pour toujours. L'impératrice ne fut même instruite de ces événemens que lorsqu'ils furent consommés; on s'opposa même au vif désir qu'elle manifestait de rejoindre l'époux qui l'avait assise sur le premier trône de l'univers.

Ainsi tombait le grand empire : Napoléon en contemple la chute avec une fermeté inébranlable. Déchu du rang suprême qu'il avait acquis par la victoire, et par l'assentiment de la nation reconnaissante, séparé des siens, arraché des bras d'une épouse et d'un fils, objets de son amour et de sa tendre sollicitude, il ne lui reste d'autre famille que sa vieille garde; il va la quitter encore, et peut-être pour jamais. Les officiers et les soldats qui la composent sont rassemblés dans la cour du palais qu'il habite. Parmi eux se trouvent encore quelques grenadiers d'Arcole, d'Aboukir, de Marengo; un grand nombre de jeunes braves ne datent que d'Austerlitz, d'Iéna, de Friedland, de Wagram, de Moskou, de Lutzen, de Bautzen, de Wurschen, de Leipsick : la plupart ont été blessés ou mutilés en France dans vingt combats où ils ont toujours vaincu. Napoléon va traverser leurs rangs pour la dernière fois, et visiter en père les témoins de ses illustres travaux. Leurs regards se portent tantôt sur lui, tantôt sur la terre qu'il est à la veille de quitter;

lui-même partage leur émotion. Sa voix ne tonne plus comme au champ de bataille pour commander la victoire, mais l'âme d'un héros respire toujours dans ses paroles. « Soldats de ma vieille garde, dit-il, » je vous fais mes adieux. Depuis vingt ans que nous » sommes ensemble, je suis content de vous. Je vous » ai constamment trouvés sur le chemin de la gloire. » Toutes les puissances de l'Europe se sont armées » contre moi. Quelques-uns de mes généraux ont trahi » leur devoir, et la France elle-même a voulu d'autres » destinées. Avec vous et les braves qui me sont restés » fidèles, j'aurais pu entretenir la guerre civile, mais la » France eût été malheureuse. J'ai donc sacrifié tous » mes intérêts à ceux de la nation. Je pars : vous, mes » amis, continuez à servir le nouveau prince de la » France. Son bonheur était mon unique pensée, il » sera toujours l'objet de mes vœux. Ne plaignez pas » mon sort : je serai heureux, lorsque je saurai que » vous l'êtes vous-mêmes. J'aurais pu mourir; je veux » suivre encore le chemin de l'honneur : j'écrirai les » grandes choses que nous avons faites ensemble. » Soldats, je ne puis vous embrasser tous, mais j'em- » brasse votre chef. Venez, général Petit, que je » vous presse sur mon cœur. Qu'on m'apporte l'aigle, » que je l'embrasse aussi. Ah! chère aigle, puisse le » baiser que je te donne retentir dans la postérité! » Adieu, mes enfans, mes vœux vous accompagne- » ront toujours; gardez mon souvenir. » Il dit, et se dérobe aux transports de ses officiers qui pressent de leurs lèvres et baignent de leurs larmes ses

habits, ses armes, ses mains qu'il retire avec peine. Les commissaires anglais et prussiens, présens à ce spectacle sublime et déchirant, ne purent s'empêcher de partager la profonde émotion de l'armée. Voilà bien dans Napoléon, cet homme taillé à l'antique, l'un des héros de Plutarque que Paoli avait deviné dans le jeune Bonaparte ; et peut-être n'existe-t-il, dans toute l'histoire grecque et romaine, aucune scène qui puisse approcher des adieux du grand capitaine à des soldats dont le dernier serait mort pour défendre son empereur et sauver la gloire de la France.

# CHAPITRE IX.

DEPUIS LE DÉPART DE FONTAINEBLEAU ET L'ARRIVÉE A L'ILE D'ELBE, JUSQU'A LA MORT DE NAPOLÉON.

Le signal du départ est donné. Napoléon que suivent le comte Bertrand, le général Drouot et le général Cambronne, n'aperçoit du moins dans son escorte que des Français. Pendant les derniers momens de son séjour à Fontainebleau, il avait reçu plus de mille adresses qui le pressaient de conserver l'empire ; il reconnut pendant sa marche, qui fut un vrai triomphe de Paris jusqu'aux confins du Dauphiné, combien les peuples regrettaient le chef qui avait porté notre patrie à un si haut degré de gloire et de prospérité; il sentit qu'il aurait trouvé de puissans secours en France pour en expulser à jamais les alliés; mais convaincu de cette vérité, il se repentit bien moins d'avoir abdiqué, qu'il ne fut touché des marques d'attachement d'une nation généreuse. Un peu au-delà de Lyon, le duc de Castiglione, qui venait de faire une affreuse proclamation contre le plus grand capitaine de l'Europe, osa se présenter à ses yeux. Napoléon descendit de voiture et causa long-temps avec lui comme avec un ancien compagnon d'armes. Après leur séparation, les commissaires étrangers témoignèrent leur éton-

nement de la bonté qu'il avait montrée à ce chef infidèle, et sur la réponse que fit naître leur étonnement, ils apprirent à l'illustre exilé, qui avait cru retrouver encore le héros d'Arcole, qu'il y avait deux ducs de Raguse en France, entre lesquels le commandant de l'armée de l'Est était le plus coupable, parce que la secrète inimitié qui datait de loin, son irrésolution qui venait de la faiblesse du caractère, et sa trahison, qu'aucun motif ne pouvait même colorer, avaient fait manquer un projet qui eût amené la ruine inévitable des alliés. « Augereau, avait dit Napoléon, en lui donnant ses derniers ordres, en 1814, » je te confie l'armée de l'Est, souviens-toi de toi-» même; agis comme à la bataille de Castiglionne, et » les ennemis sont à nous. » Ces nobles paroles ne purent ressusciter la flamme de l'honneur dans une âme éteinte, ni réveiller un courage dès long-temps épuisé; ou plutôt deux perfides conseillers enveloppèrent le maréchal dans les filets de leur insidieuse politique, et prévalurent sur les généreux conseils d'un préfet homme de tête et de cœur. Objet des témoignages les plus touchans d'amour et de respect, reçu partout aux cris de vive l'empereur! jusqu'à Lyon, et au-delà, Napoléon eut moins à se louer de l'accueil qu'il reçut dans une partie de la Provence; il courut même des dangers réels : ainsi, après avoir échappé au guet-à-pens de Mont-Breuil, il faillit succomber à une attaque encore plus sérieuse; mais ne nous appesantissons pas sur ce double crime de quelques grands coupables que l'histoire fera

connaître sans doute, en leur imprimant le sceau d'une éternelle réprobation.

En arrivant au port de Saint-Rapheau, Napoléon s'attendait à trouver pour son passage une frégate française dont il devait rester le propriétaire; on n'avait laissé à sa disposition qu'un brick, hors de service. Il se vit obligé de s'embarquer sur une frégate anglaise; il y arbora le drapeau elbois, que depuis les Ragusains ont appelé le pavillon du roi du monde. Le 5 mai, il entra à Porto-Férajo avec mille hommes de sa garde et quelques-uns de ses généraux. Sa réception fut aussi brillante que le permettaient le lieu et la circonstance. Les autorités lui remirent les clefs de la ville, et un *Te Deum*, chanté à la cathédrale, suffit à l'inauguration de sa modeste souveraineté. Il fit annoncer à ses nouveaux sujets qu'ils seraient toujours pour lui l'objet du plus vif intérêt, et s'empressa de régler l'administration de l'île d'Elbe avec le même soin qu'il mettait naguère à régler le gouvernement du grand empire. Dans cette étroite domination, l'agriculture fleurit sous le gouvernement de Napoléon; la terre reconnaissante produisit de riches moissons; des sources jusqu'alors inconnues, portèrent dans les campagnes et dans les villes, le tribut de leurs eaux; de riants jardins où l'art avait réuni tous les objets d'agrément et d'utilité furent construits autour des habitations; des arbres appropriés à la nature du sol, bordèrent les chemins et embellirent les promenades; les routes réparées, les canaux nivelés, facilitèrent les relations in-

dividuelles et commerciales. Le travail des mines s'étendit; la prospérité publique reçut de rapides accroissemens.

Chaque jour, Napoléon animait les ouvriers par sa présence; chaque jour, il parcourait les diverses contrées de son petit royaume, conversait avec les habitans, et leur donnait des marques de bonté. Il était aimé, chéri; les étrangers eux-mêmes accouraient à l'île d'Elbe, admirer l'homme qui dans sa chute avait grandi aux yeux de l'Europe entière. Il est bon de remarquer que l'empereur et le pape étaient alors en bonne intelligence; les sujets et les bâtimens romains étaient parfaitement accueillis à l'île d'Elbe; Pie VII avait personnellement de l'amitié pour Napoléon, et l'on serait sans doute étonné des termes dont les deux princes se servaient réciproquement, même pendant les conférences de Fontainebleau. Aussi le souverain pontife ne mit-il aucun empêchement à ce que la mère de l'empereur, et sa sœur, la princesse Pauline, quittassent leurs palais de Rome, pour venir le visiter. Napoléon vivait dans la plus grande simplicité à l'île d'Elbe; les habitans appelaient sa maison *la casa di Socrate;* elle méritait ce titre par la modestie de son ameublement, parce qu'elle renfermait de vrais amis, presque la seule richesse que Napoléon eût emportée de ses conquêtes. Cette maison était un édifice construit sur le plateau d'un rocher; on y remarquait un pavillon vitré qui n'était pour lui qu'un observatoire d'où il avait sans cesse les yeux tournés vers la France.

Tandis qu'il faisait fleurir ce petit coin de terre devenu digne des regards du monde, les choses prenaient de jour en jour, en France, une tournure inquiétante qui annonçait une crise prochaine; les partis, d'abord contenus par la force, ensuite réconciliés par la sagesse de Napoléon, avaient repris leurs haines, et se trouvaient en présence, grâce aux prétentions de l'incorrigible orgueil des anciens privilégiés qui voulaient l'emporter partout sur les nationaux: les émigrés, naguère trop heureux de servir le grand homme qui les avait mis à l'abri de son pouvoir, devenaient d'une exigeance insupportable, et demandaient tout à la royauté que la plupart d'entre eux avait abandonnée, ou pour laquelle du moins ils n'avaient rien fait. Au mépris du pacte social juré par le monarque, un ministère infidèle regardant l'égalité des droits comme une conquête révolutionnaire, les libertés nationales comme une usurpation, la constitution nouvelle comme un attentat à l'indépendance du prince, s'appliquait à écarter tous les hommes nouveaux qu'il appelait des hommes dangereux. Ce fut dans le même esprit que l'on commença d'abord, au mépris des promesses les plus saintes, à dépouiller la Légion-d'Honneur de ses prérogatives, pour la prodiguer ensuite elle-même à des hommes sans mérite, sans réputation, ou tout-à-fait indignes de porter ce nouveau signe de tous les nobles services rendus à la société; ce fut encore par une conséquence du système adopté par une imprudente audace, que le ministère voulut enlever aux filles des

membres de la Légion-d'Honneur l'asile que Napoléon leur avait ouvert. Forcé de renoncer à cette intention, il essaya de détruire du moins les écoles militaires de Saint-Cyr et de Saint-Germain, mais l'indignation de la représentation nationale qui fit éclater ses plaintes aux oreilles du prince, arrêta encore cette entreprise. Malgré ce double échec et les cris de l'opinion publique, le ministère, fidèle à ses principes de contre-révolution, effaça des cadres de l'armée une masse innombrable d'officiers, et réduisit de moitié leur solde dont la conservation et l'intégrité avaient été formellement garanties; la première de ces mesures aurait eu des excuses, si l'on n'eût pas, dans le même moment, donné des grades à des émigrés incapables de servir; créé cinq à six mille gardes du corps, mousquetaires, chevau-légers, gendarmes de la garde; la réduction de la solde était une impardonnable violation de la foi publique; on mit le comble à tant d'injustices et de fautes en enlevant à 2,500 de nos vieux soldats, mutilés sur les champs de bataille, l'asile et les bienfaits que la patrie reconnaissante leur avait accordés. A la même époque, la garde impériale, malgré le témoignage rendu à sa bonne conduite, à son exacte discipline, par l'abbé de Montesquiou, se vit éloignée de Paris et remplacée par des troupes que l'on ne tarda point à mécontenter en changeant leur ancienne organisation, et surtout en leur donnant des officiers inconnus à la place de ceux qui les avaient conduites tant de fois à la victoire. L'armée elle-même, dont la gloire et le

courage avaient préservé la France du malheur d'être partagée comme la Pologne, l'armée, insultée dans son général que des écrivains secrètement encouragés à cette lâcheté, accablaient d'outrages après l'avoir loué sans pudeur au temps de sa puissance, entendait chaque jour de prétendus Français rabaisser indignement ses triomphes, tandis que le chef même de la coalition européenne se plaisait à les honorer dans la personne de nos généraux les plus illustres. Les grâces et les éloges de la cour étaient réservés aux Vendéens et aux Chouans; on avait vu avec scandale des lettres de noblesse données au père de Georges Cadoudal si connu par les meurtres exécutés de sa main et hors du champ de bataille, et convaincu d'avoir voulu attenter à la vie de Napoléon, avec lequel l'Europe venait encore de traiter à Fontainebleau comme avec un souverain.

Si la force militaire, le seul rempart de la dynastie contre les mauvais desseins de quelques unes des puissances alliées, éprouvait de pareils traitemens, les fonctionnaires de tout ordre durent se trouver et furent en effet à la merci des caprices de l'autorité publique, et sans cesse exposés aux destitutions arbitraires. Bientôt on vit éclore l'épuration des tribunaux; elle commença, non sans un grand scandale, par la première cour de justice de l'État, la cour de cassation, et répandit de justes alarmes dans tous les tribunaux de France. Peut-être les téméraires auteurs de tous ces changemens, ne comprirent-ils pas, ou peut-être comprirent-ils trop bien qu'en ex-

pulsant tous les juges que la révolution avait faits, ils porteraient un coup sensible aux acquéreurs des domaines nationaux; mais ils connaissaient si peu la France nouvelle et la force des choses sanctionnées par le temps, qu'ils ne soupçonnèrent pas même l'ébranlement que leur nouvelle infidélité à la parole royale allait causer à tout l'État. En effet, avant et depuis la restauration, l'inviolabilité des domaines nationaux était la clef de la voûte de l'édifice social, et l'ancienne dynastie était encore plus impérieusement obligée, que le gouvernement impérial lui-même, à respecter ce principe; de tous les sermens qu'elle avait prêtés au peuple français en contractant une alliance nouvelle avec lui, le serment de maintenir à jamais les ventes de domaines nationaux était le plus important de tous pour la sécurité du gouvernement. Neuf ou dix millions d'individus ayant pris une part directe ou indirecte à ces mêmes ventes, quel nombre d'ennemis redoutables devaient susciter au prince nouvellement rétabli, les doutes élevés dans les journaux ministériels contre la légitimité de ces ventes, et surtout les attaques formelles dirigées contre les acquéreurs dans des écrits répandus avec impunité? Quelles alarmes dans toute la France, lorsqu'un des orateurs du gouvernement, M. Ferrand, au sujet de la réintégration des émigrés dans la propriété de leurs biens non aliénés, fit envisager la vente de leurs autres biens comme une spoliation révolutionnaire qu'il fallait se hâter de réparer! La chambre des députés

réprima hautement les pernicieuses doctrines de l'orateur qui, oubliant qu'il parlait au nom de l'auteur de la charte, venait renverser, avec la plus coupable impudeur, les barrières posées par la sagesse de son roi; mais la réprobation imprimée par la chambre aux paroles de M. Ferrand ne pouvait empêcher qu'elles ne produisissent, sur l'opinion, un effet terrible que l'ensemble de la conduite du ministère n'était pas propre à calmer. En effet, la liberté de conscience attaquée par les ordonnances de police, le refus d'inhumation d'une actrice célèbre, refus qui faillit produire une dangereuse insurrection; la licence effrénée des prédicateurs, et toutes les menées sourdes, toutes les menaces employées par eux pour contraindre les acquéreurs de domaines nationaux à se dessaisir de leurs biens; la liberté de la presse violée par une interprétation jésuitique des mots *prévenir* et *réprimer* que l'abbé de Montesquiou voulait rendre synonymes, contribuaient à augmenter de jour en jour l'inquiétude générale. La nation attendait en vain les institutions organiques qui devaient assurer le règne et accroître les bienfaits de la charte; ses espérances étaient déçues par de vaines protestations; et loin qu'on eût la pensée de tenir les promesses royales, la charte sans cesse attaquée, battue en ruine par les dépositaires de l'autorité, n'était à leurs yeux, et ne paraissait plus aux esprits éclairés qu'une concession illusoire, pour amuser les esprits crédules, en attendant le jour où l'on pourrait rétablir le pouvoir absolu. En vain le prince semblait

déterminé à maintenir son ouvrage, tout agissait dans un sens contraire à sa volonté, tout poussait le gouvernement vers un écueil; et ceux qui avaient ou causé la ruine de la monarchie par leurs prétentions insensées, ou laissé tomber le trône, sans pouvoir le soutenir par la sagesse des conseils et la vigueur du courage, allaient précipiter de nouveau la dynastie dans un abîme dont leurs secours n'auraient jamais pu la relever, si elle n'avait eu que leur faible appui.

Cependant Napoléon restait tranquille à l'île d'Elbe, quoiqu'il connût le dessein formé de l'enlever de l'île d'Elbe pour le transporter à Sainte-Hélène, quoiqu'il découvrît à chaque moment de nouvelles tentatives d'assassinat contre sa personne; mais ces considérations personnelles n'auraient pas suffi pour l'arracher à sa retraite; il eût bravé avec quelque plaisir les périls d'une attaque ouverte à laquelle d'ailleurs il avait peine à croire de la part d'Alexandre : quant aux assassins, il était sur ses gardes, et savait en outre qu'un homme résolu à périr était toujours maître de donner la mort à un autre homme. Le voyage d'un officier plein de zèle qui vint lui exposer, dans un récit fidèle, l'état véritable de la France et les dangers qu'elle courait de tomber de nouveau dans les horreurs de la guerre civile, furent les seules causes qui déterminèrent Napoléon à quitter l'île d'Elbe. Il y a peu de scènes historiques aussi curieuses que celle de son entretien avec cet officier; on y remarque ces

passages : « Mais si je débarquais en France, n'est-il pas à craindre que les chouans et les émigrés ne massacrent les patriotes?—Je ne le pense pas, Sire, nous sommes les plus nombreux et les plus braves. — Oui, mais si l'on vous entasse dans les prisons, ils vous y égorgeront? — Le peuple, Sire, ne les laisserait pas faire. — Puissiez-vous ne pas vous tromper! d'ailleurs j'arriverai si vîte à Paris qu'ils n'auront pas le temps de savoir où donner de la tête. J'y serai aussitôt que la nouvelle de mon débarquement.... Oui, dit l'empereur, après avoir fait quelques pas, j'y suis résolu.... je partirai.... l'entreprise est grande, est difficile, est périlleuse, mais elle n'est point au-dessus de moi. La fortune ne m'a jamais abandonné dans les grandes occasions.... Je partirai avec mon épée, mes Polonais, mes grenadiers. La France est tout pour moi. Je lui appartiens : je lui sacrifierai avec joie mon repos, mon sang et ma » vie.

Cette résolution arrêtée, Napoléon achète des munitions de guerre à Naples, des armes à Alger, des felouques à Gênes. Le 26 février, il se dérobe aux plaisirs d'une fête qu'il donnait à sa mère et à sa sœur, et, en l'absence du commandant de la station anglaise, il s'embarque sur le brick l'Inconstant, en disant comme César : « Le sort en est jeté. » Ses généraux, six cents hommes de sa garde, deux cents fantassins, deux cents chasseurs corses, et cent chevau-légers polonais composent sa suite; la plupart ignorent et ne peuvent deviner le but de son voyage.

« Nous allons en France, dit-il à ses grenadiers, » après une heure de route ; nous allons à Paris. » Le cri de vive la France ! vive Napoléon ! s'élève dans les airs, et la joie anime le front des vieux guerriers de Fontainebleau. A la pointe du jour, Napoléon était encore en vue de l'île d'Elbe, et exposé à être aperçu par la croisière anglaise, ou arrêté par plusieurs bâtimens français que l'on voyait dans le canal; il n'en donna pas moins l'ordre de continuer la route. Vers le soir, le brick qui le portait passa bord à bord avec un bâtiment français commandé par le capitaine Andrieux, auquel il répondit lui-même avec le porte-voix. Un vaisseau de 74 se trouva aussi en vue de Napoléon, mais sans danger pour lui. C'est encore sur son bâtiment que Napoléon adressa aux Français et à l'armée les proclamations que nous verrons bientôt. A peine la dernière était-elle terminée, qu'on aperçut au loin les côtes d'Antibes. Aussitôt l'empereur et ses braves saluèrent la terre de la patrie, des cris : Vive la France ! vivent les Français ! et reprirent aussitôt la cocarde tricolore.

Enfin le 1^er^ mars, à 3 heures du matin, la flottille mouille au golfe Juan. A cinq heures, Napoléon descend à terre, non sans la plus vive émotion, et veut établir son bivouac dans une plantation d'oliviers : « Beau présage, s'écrie Napoléon, puisse-t-il se réaliser ! » Plusieurs paysans, qui avaient servi sous ses drapeaux, le reconnaissent, s'approchent et ne veulent plus le quitter. A onze heures du soir, il se remet en marche, arrive le 2, en faisant

vingt lieues, à Cérénon, le 3 à Barème, le 4 à Digne, et le 5 à Gap. Ce fut dans cette dernière ville qu'il fit imprimer ces proclamations que la France recherche avec tant d'avidité, et qui toutes portaient le cachet de l'éloquence de ses anciennes proclamations ; en voici le texte :

« Français! la défection du duc de Castiglione » livra Lyon sans défense à nos ennemis. L'armée » dont je lui avais confié le commandement, était, » par le nombre de ses bataillons, la bravoure et le » patriotisme des troupes qui la composaient, en état » de battre le corps d'armée autrichien qui lui était » opposé, et d'arriver sur les derrières du flanc gauche » de l'armée ennemie qui menaçait Paris.

» Les victoires de Champ-Aubert, de Montmirail, » de Château-Thierry, de Vauchamp, de Mormans, » de Montereau, de Craonne, de Reims, d'Arcy-sur- » Aube et de Saint-Dizier; l'insurrection des braves » paysans de la Lorraine et de la Champagne, de » l'Alsace, de la Franche-Comté et de la Bourgogne, » et la position que j'avais prise sur les derrières de » l'armée ennemie, en la séparant de ses magasins, » de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous » ses équipages, l'avaient placée dans une situation » désespérée. Les Français ne furent jamais sur le » point d'être plus puissans, et l'élite de l'armée en- » nemie était perdue sans ressources : elle eût trouvé » son tombeau dans ces vastes contrées qu'elle avait » si impitoyablement saccagées, lorsque la trahison » du duc de Raguse livra la capitale et désorganisa

» l'armée. La conduite inattendue de ces deux géné-
» raux, qui trahirent à la fois leur patrie, leur prince
» et leur bienfaiteur, changea le destin de la guerre;
» la situation de l'ennemi était telle qu'à la fin de
» l'affaire qui eut lieu devant Paris, il était sans mu-
» nitions, par la séparation de ses parcs de réserve.

» Dans ces nouvelles et grandes circonstances, mon
» cœur fut déchiré; mais mon âme resta inébranla-
» ble; je ne consultai que l'intérêt de la patrie; je
» m'exilai sur un rocher au milieu des mers; ma vie
» vous était et devait encore vous être utile...

» Français, dans mon exil, j'ai entendu vos plain-
» tes et vos vœux; vous accusiez mon long sommeil;
» vous me reprochiez de sacrifier à mon repos, les in-
» térêts de la patrie. J'ai traversé les mers, au milieu
» des périls de toute espèce; j'arrive parmi vous re-
» prendre mes droits qui sont les vôtres. »

On lisait dans la proclamation à l'armée : « Soldats ! nous n'avons pas été vaincus : deux hommes sortis de nos rangs, ont trahi nos lauriers, leur pays, leur prince, leur bienfaiteur.

» Ceux que nous avons vus pendant 25 ans, parcourir toute l'Europe, pour nous susciter des ennemis, qui ont passé leur vie à combattre contre nous, dans les rangs des armées étrangères, en maudissant notre belle France, prétendraient-ils commander et enchaîner nos aigles, eux qui n'ont jamais pu en soutenir les regards? Souffrirons-nous qu'ils héritent du fruit de nos glorieux travaux; qu'ils s'emparent de nos honneurs, de nos biens; qu'ils calomnient no-

tre gloire? Si leur règne durait, tout serait perdu, même le souvenir de ces mémorables journées.

» Avec quel acharnement ils les dénaturent! ils cherchent à empoisonner ce que le monde admire; et s'il reste encore des défenseurs de notre gloire, c'est parmi ces mêmes ennemis que nous avons combattus sur les champs de bataille.

» Soldats! dans mon exil, j'ai entendu votre voix; je suis arrivé à travers tous les obstacles et tous les périls.

» Votre général, appelé au trône par le choix du peuple, et élevé sur vos pavois, vous est rendu : venez le joindre.

» Arborez cette cocarde tricolore, vous la portiez dans nos grandes journées. Nous devons oublier que nous avons été les maîtres des nations; mais nous ne devons pas souffrir qu'aucune se mêle de nos affaires. Qui prétendrait être maître chez nous? Qui en aurait le pouvoir? Reprenez ces aigles que vous aviez à Ulm, à Austerlitz, à Jéna, à Eylau, à Wagram, à Friedland, à Tudéla, à Eckmül, à Essling, à Smolensk, à la Moscowa, à Lutzen, à Wurtchen, à Montmirail.

» Les vétérans des armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin, d'Italie, d'Égypte, de l'Ouest, de la grande armée, sont humiliés; leurs honorables cicatrices sont flétries; leurs succès seraient des crimes; les braves seraient des rebelles, si, comme le prétendent les ennemis du peuple, des souverains légitimes étaient au milieu des armées étrangères. Les honneurs, les

récompenses, les affections sont pour ceux qui les ont servis contre la patrie et contre nous.

» Soldats ! venez vous ranger sous les drapeaux de votre chef : son existence ne se compose que de la vôtre ; ses droits ne sont que ceux du peuple et les vôtres; son intérêt, son honneur, sa gloire, ne sont autres que votre intérêt, votre honneur et votre gloire. La victoire marchera au pas de charge; l'aigle, avec les couleurs nationales, volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. Alors vous pourrez montrer avec honneur vos cicatrices ; alors vous pourrez vous vanter de ce que vous aurez fait : vous serez les libérateurs de la patrie.

» Dans votre vieillesse, entourés et considérés de vos concitoyens, ils vous entendront avec respect raconter vos hauts faits ; vous pourrez dire avec orgueil : et moi aussi je faisais partie de cette grande armée qui est entrée deux fois dans les murs de Vienne, dans ceux de Rome, de Berlin, de Madrid, de Moskou, qui a délivré Paris de la souillure que la trahison et la présence de l'ennemi y ont empreinte. Honneur à ces braves soldats, la gloire de la patrie!

Le 6 mars, Napoléon quitte Gap au milieu de la population, réunie tout entière sur son passage, et se dirige vers Grenoble. A Sisteron les habitans lui fournissent des vivres en abondance, et offrent à son bataillon un drapeau tricolore. Plus loin, il rencontre une troupe de soldats qui venaient d'arrêter son avant-garde. Il met pied à terre, et découvrant sa poitrine : « Si parmi vous il en est un seul qui veuille

» tuer son général, son empereur, il le peut, le » voici. » Vive l'empereur! s'écrient tous ceux qui entendent cette voix si connue; et tous se rangent à ses côtés. Le lendemain, le colonel Labédoyère lui amène le 7e régiment de ligne; ce puissant renfort favorise son entrée à Grenoble. Les habitans étonnés de voir sa troupe s'avancer l'arme renversée, et marchant avec joie, aux cris de vive la France! vive l'empereur! demandent au commandant de la place, les clefs de la ville; sur son refus, ils enfoncent et brisent les portes. Les autorités civiles, judiciaires, militaires et ecclésiastiques, viennent complimenter Napoléon; sa réponse, que voici, produit sur leurs esprits l'impression la plus favorable :

« J'ai su que la France était malheureuse; j'ai en- » tendu ses gémissemens et ses reproches.... Mes » droits ne sont autres que les droits du peuple.... Je » viens les reprendre, non pour régner, le trône n'est » rien pour moi; non pour me venger, je veux ou- » blier tout ce qui a été dit, fait et écrit, depuis la » capitulation de Paris.... J'ai trop aimé la guerre, » je ne la ferai plus.... Nous devons oublier que nous » avons été les maîtres du monde.... Je veux régner » pour rendre notre belle France libre, heureuse et » indépendante... Je veux être moins son souverain, » que le premier et le meilleur de ses citoyens.... » J'aurais pu venir attaquer les Bourbons, avec des » vaisseaux et des flottes nombreuses; je n'ai voulu » des secours ni de Murat; ni de l'Autriche... »

Napoléon passe ensuite la revue de la garnison, et

apercevant le 4e régiment d'artillerie, dans lequel il a servi en qualité de capitaine :

« C'est parmi vous que j'ai fait mes premières » armes; je vous aime tous comme d'anciens cama- » rades. Je vous ai suivis sur le champ de bataille, et » j'ai toujours été content de vous; mais j'espère que » nous n'aurons pas besoin de vos canons. Il faut à la » France de la modération et du repos. L'armée joui- » ra, dans le sein de la paix, du bien que je lui ai » déjà fait et que je lui ferai encore. Les soldats ont » retrouvé en moi leur père; il peuvent compter » sur les récompenses qu'ils ont méritées. »

Ces paroles portent l'enthousiasme public jusqu'au délire. Napoléon organise les gardes nationales dans les départemens qu'il vient de traverser; décrète, qu'à dater du 15 mars, les actes publics seront rédigés et la justice rendue en son nom, se dispose à quitter Grenoble, et fait ainsi ses adieux aux habitans de l'Isère :

» Citoyens, lorsque dans mon exil, j'appris tous les » malheurs qui pesaient sur la nation, que tous les » droits du peuple étaient méconnus, et qu'on me » reprochait le repos dans lequel je vivais, je ne per- » dis pas un moment, je m'embarquai sur un frêle » navire; je traversai les mers au milieu des vais- » seaux de guerre de différentes nations. Je débar- » quai seul sur le sol de la patrie, et je n'eus en vue » que d'arriver, avec la rapidité de l'aigle, dans cette » bonne ville de Grenoble dont le patriotisme et l'atta- » chement à ma personne m'étaient particulièrement

» connus. Dauphinois, vous avez rempli mon attente : » j'ai supporté, non sans déchirement de cœur, mais » sans abattement, les malheurs auxquels j'ai été en » proie il y a un an. Le spectacle que m'a offert le » peuple sur mon passage, m'a vivement ému. Si » quelques nuages avaient pu altérer la grande opi- » nion que j'avais du peuple français, ce que j'ai vu » m'a convaincu qu'il était toujours digne de ce nom » de GRAND PEUPLE dont je le saluai il y a 20 ans. » Dauphinois, sur le point de quitter vos contrées » pour me rendre dans ma bonne ville de Lyon, j'ai » senti le besoin de vous exprimer toute l'estime que » m'ont inspirée vos sentimens élevés. Mon cœur est » tout plein des émotions que vous y avez fait naî- » tre; j'en conserverai toujours le souvenir. »

N'oublions pas ici la généreuse liberté avec laquelle le colonel Labédoyère parlait à Napoléon dans cette circonstance : « Sire, les Français vont tout faire » pour Votre Majesté, mais il faut aussi que Votre » Majesté fasse tout pour eux; plus d'ambition, plus » de despotisme; nous voulons tous être libres et heu- » reux. » « Si je réussis, répondit Napoléon, je ferai » tout ce qu'il faudra pour répondre à l'attente de la » nation; son bonheur m'est plus cher que le mien. »

Il continue sa marche triomphale; toute la population l'accueille et le salue par des cris d'allégresse et d'espérance. A la cour seulement, on révoque en doute ses succès; la cour méprise cet ennemi, comme vingt-cinq ans auparavant elle méprisait *la révolution;* cependant une ordonnance royale met hors la loi Napo-

léon et ses adhérens, et une proclamation convoque les deux chambres. En attendant leur secours, le gouvernement envoie sur sa route 25,000 hommes pour le combattre. A la vue de ses aigles, ils se joignent à lui. Le 9 il couche à Bourgoing, et le 10, à sept heures du soir, il entre à Lyon. Le comte d'Artois, qui s'était rendu dans cette ville, s'en éloigne aussitôt. Un seul garde à cheval accompagne ce prince. Napoléon applaudit au dévouement du jeune Lyonnais, et lui donne la croix de la Légion-d'Honneur. Il ne négligeait aucune occasion d'échauffer les nobles sentimens dans les cœurs du peuple et des soldats. Maître assuré de l'opinion, il abolit la noblesse et les titres féodaux, il frappe du sequestre les biens des émigrés, rappelle à leurs postes et à leurs fonctions, les officiers et les magistrats éliminés, dissout les chambres, et convoque les colléges électoraux de l'empire, en assemblée extraordinaire, sous le nom de *Champ-de-Mai*. Ses décrets sont autant d'oracles pour la multitude enivrée; le 13 mars, il quitte la ville de Lyon, et le 14, il est à Châlons-sur-Marne. Un obstacle paraît rester à vaincre : Ney s'avance contre Napoléon à la tête d'une nombreuse armée; mais les troupes du prince de la Moskowa brûlent de se réunir à la colonne de l'île d'Elbe; leur chef, *le brave des braves*, cède à l'entraînement général, et la fatale proclamation, qui n'était pas son ouvrage, et qui lui a coûté la vie, est mise à l'ordre du jour; la voici :

« Officiers, sous-officiers et soldats,

» La cause des Bourbons est à jamais perdue! la » dynastie légitime, que la nation française a adoptée. » va remonter sur le trône. C'est à Napoléon, notre » souverain, qu'il appartient de régner sur notre beau » pays! Que la noblesse des Bourbons prenne le parti » de s'expatrier encore, ou qu'elle consente à vivre » au milieu de nous, que nous importe! La cause sa- » crée de la liberté et de notre indépendance ne » souffrira plus d'une funeste influence.

» Ils ont voulu avilir notre gloire militaire, mais ils » se sont trompés; cette gloire est le fruit de trop » nobles travaux, pour que nous puissions jamais en » perdre le souvenir.

» Soldats, les temps ne sont plus où l'on gouver- » nait les peuples en étouffant tous leurs droits; la » liberté triomphe enfin, et Napoléon, notre auguste » empereur, va l'affermir à jamais. Que désormais » cette cause si belle soit la nôtre et celle de tous les » Français! que tous les braves, que j'ai l'honneur de » commander, se pénètrent de cette grande vérité. » Soldats! je vous ai souvent menés à la victoire; » maintenant je veux vous conduire à cette phalange » immortelle que l'empereur Napoléon conduit à » Paris, et qui y sera sous peu de jours; et là, notre » espérance et notre bonheur seront à jamais réalisés! » Vive l'empereur! »

Le maréchal ne se trompait point: Napoléon arrive le 18 à Auxerre; le 20, il revoit Fontainebleau, ce théâtre d'une abdication qui lui paraissait un songe.

Le roi, après avoir fait tout ce qui était possible pour se défendre, avait appelé le peuple français au secours de la dynastie; il avait parlé aux chambres assemblées un noble langage, et prononcé dans leur sein le serment de maintenir la Charte, serment que le comte d'Artois répéta, pour la première fois, en ces termes : « Nous jurons sur l'honneur, ma » famille et moi, de vivre et mourir fidèles à » notre roi et à la Charte constitutionnelle qui as- » sure le bonheur des Français. » Mais l'orage grossissait à tout moment, et la manière dont les ministres avaient abusé la France jusqu'au dernier moment sur les progrès de Napoléon rendait la crise plus périlleuse, à mesure que l'opinion détrompée apprenait la vérité : de dernières et infructueuses tentatives du comte d'Artois sur la garde nationale, achevèrent de déchirer le voile de l'illusion; il fallut céder. Le roi, que le ministère n'avait pas craint d'abuser aussi, eut à peine le temps de la retraite. Napoléon partit de Fontainebleau, le 20 mars, à deux heures, pour Paris. Retardé par la foule amoncelée sur son passage, et par les félicitations des troupes et des généraux accourus à sa rencontre, il ne put arriver qu'à neuf heures du soir. Aussitôt qu'il eut mis pied à terre, on se précipita sur lui; mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe jusqu'au milieu des appartemens des Tuileries. Les cris de vive l'empereur l'avaient accueilli partout sur son passage, depuis son entrée dans les murs de la capitale; mais lui-même eut à regretter de n'avoir pas attendu le

lendemain pour faire une entrée triomphale qui aurait excité l'enthousiasme du peuple au plus haut degré ; mais Napoléon était fataliste, et tenait à remonter le 20 mars sur le trône. Au reste, les souvenirs attachés à ce mois étaient bien propres à exercer une grande puissance sur son esprit. Arrêtons-nous un moment pour les rappeler tous.

Bonaparte prit le commandement de l'armée d'Italie, en mars 1796, mois singulièrement remarquable dans chaque année de son étonnante carrière. Au mois de mars se rapportent successivement la victoire du Tagliamento ; la reconnaissance de la rive gauche du Rhin pour limite de la république française; la formation de l'armée de réserve; l'élection du pape Pie VII à Venise, par l'influence du premier consul ; la cession du duché de Parme à la France; le traité de paix avec Naples ; celui d'Amiens; la création des écoles de droit dans toutes les grandes villes ; la réunion des États de Venise au royaume d'Italie ; l'abdication de Charles IV, roi d'Espagne, en faveur de son fils, le prince des Asturies; la prise de Saragosse ; la bataille de la Gébora et la capitulation de Badajos ; la bataille de Craone ; les belles affaires de Reims et de Saint-Dizier ; l'entrée de la flotte de l'île d'Elbe dans le golfe Juan ; l'occupation de Sisteron par Cambrone ; l'entrée à Grenoble, à Lyon, et la jonction du maréchal Ney et de son armée avec Napoléon; enfin pour résumer tous ces anniversaires par des rapprochemens, le 20 mars 1796, Bonaparte parut pour la première fois à la tête d'une

armée; le 20 mars 1810, Napoléon apprit à Paris la nouvelle de la célébration de son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise; le 20 mars 1811 lui donna un fils; enfin le 20 mars 1815, Napoléon, que le mois de mars de 1814 avait vu réduit à abdiquer la couronne, après des prodiges de gloire et de génie, rentra dans la capitale et remonta sur le trône.

Il ne faut point oublier ici un mot admirable qui était sorti de la bouche de Napoléon à son arrivée en France, et qui devint sublime parce que l'effet suivit les paroles : « Cambrone, s'écria Napoléon, nous allons à Paris; ce sera notre plus belle campagne; nous ne tirerons pas un coup de fusil. »

Le soir même de son entrée à Paris, Napoléon s'entretient de la situation de la France avec les principaux dignitaires de l'État; il était dans un ravissement que ses paroles laissaient éclater à tout moment. Le lendemain il donne ses premiers soins à la création de son ministère; il commit l'inconcevable faute d'y appeler le duc d'Otrante que son influence usurpée, mais réelle, sa duplicité connue, ses relations intimes avec tous les partis, son défaut absolu de morale, et ses intrigues passées, ordonnaient impérieusement d'écarter des affaires. Ce choix était d'autant plus mauvais que Fouché, qui ne possédait pas une des vertus et des qualités de Carnot, avait précisément tous les avantages nécessaires pour tromper un homme de bien. C'était ne pas connaître ces deux hommes que de

prendre le second comme une garantie contre le premier. Aussi Carnot fut-il indignement joué par son collègue, au grand détriment de la France et de l'empire, même pendant que Napoléon encore présent à Paris, mais occupé de préparer des moyens de défense contre l'Europe entière, pouvait encore pénétrer la conduite du Sinon de la politique moderne.

Le 22 mars, Napoléon passe la revue du corps que commandait naguère le duc de Berry, et au moment où le général Cambrone, et les officiers du bataillon sacré de l'île d'Elbe, paraissent avec les anciennes aigles de la garde, il prend la parole et dit :

« Soldats, voilà les officiers du bataillon qui m'a » accompagné dans mon malheur. Ils sont tous mes » amis, ils étaient chers à mon cœur : toutes les fois » que je les voyais, il me représentaient les différens » régimens de l'armée. Dans ces six cents braves, il » y a des hommes de tous les régimens. Tous me rap- » pelaient ces grandes journées dont le souvenir m'est » si cher : car tous sont couverts d'honorables cica- » trices reçues à ces batailles mémorables. En les ai- » mant, c'est vous tous, soldats de l'armée française, » que j'aimais. Ils vous rapportent ces aigles. Qu'elles » vous servent de ralliement! En les donnant à la » garde, je les donne à toute l'armée. La trahison » et des circonstances malheureuses les avaient cou- » vertes d'un voile funèbre; mais, grâce au peuple » français et à vous, elles reparaissent resplendis- » santes de toute leur gloire. Jurez qu'elles se trou-

» veront toujours partout où l'intérêt de la patrie les » appellera, jurez que les traîtres et ceux qui vou- » draient envahir notre territoire, n'en pourront ja- » mais soutenir les regards ! »

Nous le jurons, s'écrient les troupes, en défilant au son d'une musique qui fait entendre les airs favoris de la révolution, et cette marche des Marseillais qui a tant de fois vaincu les armées de la coalition.

C'est en ce moment que Napoléon rendit aux Français la liberté de la presse ; par cette mesure, la plus propre à augmenter sa popularité, il préludait en quelque sorte à la nouvelle profession de foi qu'il se proposait de faire à la face de la nation attentive aux premières promesses qui allaient descendre du trône impérial. Le 26 mars, dans ses différentes réponses aux ministres, au conseil d'état, à la cour de cassation et aux autres députations, on remarqua ces paroles qui exprimaient une grande pensée en termes énergiques et simples : « Tout à la nation, et tout pour la France; voilà ma devise. Il n'a jamais été vrai de dire, dans aucune période de l'histoire, dans aucune nation, même en Orient, que les peuples existassent pour les rois; partout il a été consacré que les rois n'existaient que pour les peuples. »

Cependant la Vendée, où l'on a voulu ressusciter la guerre civile, n'a vu qu'un soulèvement éphémère et bientôt apaisé; de ce côté, le duc de Bourbon ; à Bordeaux, la duchesse d'Angoulême, préservés de tout danger par les ordres de Napoléon, sont sortis de France ; dans le nord, Louis XVIII et son frère

ont dépassé la frontière, reconduits et non pas attaqués par d'autres généraux qui ont reçu et exécuté les mêmes ordres donnés par l'empereur, malgré la fameuse ordonnance de mise hors la loi prononcée contre lui. Par le même principe de respect envers leur rang et leur malheur, Napoléon n'a pas voulu retenir en ôtage le duc d'Angoulême, devenu son prisonnier, et suivre l'exemple que les généraux ennemis lui avaient donné en violant toutes les lois de la guerre vis-à-vis du maréchal Saint-Cyr et de son armée.

Après le départ du prince, Napoléon apprend, par le télégraphe, la soumission de Marseille et l'entière pacification du Midi, au moment où il va passer la revue de la garde nationale parisienne. Avant cette revue, quelques grenadiers, ex-volontaires royaux, se sont répandus contre lui en menaces et en imprécations; mais sourd aux craintes et aux prières de quelques personnes, il n'a pas voulu placer près de lui quelques bataillons de sa garde; cependant il était entouré à son insu de dix ou douze grenadiers à cheval qui avaient ordre de ne pas le perdre de vue un seul instant. Il s'aperçoit enfin de cette précaution, il renvoie ceux qui le suivaient, en leur disant : « Je ne suis entouré que de bons Français; je suis en sûreté avec eux comme avec vous. » A ces paroles qu'ils entendirent, les gardes nationaux s'écrièrent spontanément : « Oui, oui, Sire, vous avez raison, nous donnerons tous notre vie pour défendre la vôtre. » Alors éclate une

scène dans laquelle, encouragés par la familiarité que l'empereur leur témoignait, ils lui prodiguent les plus vives marques d'attachement. Après cette scène, et la revue achevée, l'empereur fait former en cercle les officiers de la garde nationale, met pied à terre, et leur parle à peu près en ces termes :

« Soldats de la garde nationale de Paris, je suis » bien aise de vous voir. Je vous ai formés, il y a » quinze mois, pour le maintien de la tranquillité pu- » blique de la capitale et pour sa sûreté. Vous avez » rempli mon attente. Vous avez versé votre sang » pour la défense de Paris ; et si des ennemis sont » entrés dans vos murs, la faute n'en est pas à vous, » mais à la trahison, et surtout à la fatalité qui s'est » attachée à mes affaires dans ces malheureuses cir- » constances.

» La France a dû se séparer des Bourbons ; sa » voix appelait un libérateur. L'attente, qui m'avait » décidé au plus grand des sacrifices, avait été trom- » pée. Je suis venu, et du point où j'ai touché le ri- » vage, l'amour de mes peuples m'a porté jusqu'au » sein de ma capitale. Le premier besoin de mon cœur » est de payer tant d'affection par une honorable tran- » quillité. Le rétablissement du trône impérial étant » nécessaire au bonheur des Français, ma plus douce » pensée est de le rendre en même temps utile à l'af- » fermissement du repos de l'Europe. Assez de gloire » a illustré tour-à-tour les drapeaux des diverses na- » tions. Les vicissitudes du sort ont assez fait succé- » der de grands revers à de grands succès. Une plus

» belle arène est aujourd'hui ouverte aux souverains, » et je suis le premier à y descendre. Après avoir » présenté au monde le spectacle de grands combats, » il sera plus doux de ne connaître d'autre rivalité » que celle des avantages de la paix, d'autre lutte » sainte que celle de la félicité des peuples.

» Soldats de la garde nationale, ce matin même le » télégraphe de Lyon m'a appris que le drapeau tri- » colore flottait à Antibes et à Marseille. Cent coups » de canon, tirés sur toutes nos frontières, appren- » dront à l'étranger que toutes nos dissentions sont » terminées; je dis l'étranger, parce que nous ne » connaissons pas encore d'ennemis.

» S'ils rassemblent leurs troupes, nous rassemble- » rons les nôtres. Nos armées sont toutes composées » de braves qui se sont signalés dans plusieurs ba- » tailles, et qui présenteront à l'étranger une barrière » de fer, tandis que de nombreux bataillons de gre- » nadiers et de chasseurs des gardes nationales ga- » rantiront nos frontières. Je ne me mêlerai point » des affaires des autres nations; mais malheur aux » nations qui se mêleraient des nôtres! Des revers » ont retrempé le caractère du peuple français; il a » repris cette jeunesse, cette vigueur qui, il y a vingt » ans, étonnait l'Europe.

» Soldats! vous avez été forcés d'abord de porter » des couleurs proscrites par la nation; mais les cou- » leurs nationales étaient dans vos cœurs. Vous jurez » de les prendre toujours pour signe de ralliement, » et de défendre le trône impérial, seule et naturelle

» garantie de nos droits. Vous jurez de ne jamais » souffrir que des étrangers, chez lesquels nous avons » paru plusieurs fois en maîtres, se mêlent de notre » constitution et de notre gouvernement. Vous jurez, » enfin, de tout sacrifier à l'honneur et à l'indépen- » dance de la France. »

Des applaudissemens unanimes couvrent la voix de Napoléon ; et, peu de jours après, la garde impériale, interprète des sentimens de son chef, cimente, par un banquet de quinze mille couverts, son alliance avec la garde nationale. L'armée, composée de divers élémens, ne présente qu'un peuple de frères qu'animent les mêmes vœux et les mêmes espérances. Le territoire se couvre de défenseurs. Les places fortes se réparent, s'approvisionnent et se fortifient ; la France, semblable à une citadelle armée, s'apprête à soutenir les assauts de l'Europe.

Avant même de savoir s'il aurait une nouvelle guerre à soutenir, Napoléon s'était empressé de courir au-devant d'une rupture : le jour même de son entrée à Lyon, il s'était empressé de faire déclarer par Joseph aux ministres d'Autriche et de Russie près la Diète helvétique la disposition positive où il était de ratifier le traité de Paris ; arrivé dans la capitale, il saisit une occasion de donner les mêmes assurances pacifiques aux envoyés de ces deux puissances. Il fit même communiquer au chargé d'affaires de Russie un traité secret entre l'Angleterre, l'Autriche et la France, en opposition manifeste avec les projets du Czar. Dans le même temps il faisait faire

des ouvertures au cabinet de Londres; à toutes ces précautions, Napoléon joignit l'envoi d'une lettre ainsi conçue aux princes étrangers :

« Monsieur mon frère, vous aurez appris, dans le » cours du mois dernier, mon retour sur les côtes de » France, mon entrée à Paris et le départ de la fa- » mille des Bourbons. La véritable nature de ces » événemens doit être maintenant connue de Votre » Majesté. Ils sont l'ouvrage d'une irrésistible puis- » sance, l'ouvrage et la volonté unanime d'une grande » nation qui connaît ses devoirs et ses droits..... » La France se plaît à proclamer avec franchise le » noble but de tous ses vœux. Jalouse de son indé- » pendance, le principe invariable de sa politique » sera le respect le plus absolu pour l'indépendance » des autres nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heu- » reuse confiance, les sentimens personnels de votre » Majesté, le calme général est assuré pour long- » temps, et la justice, assise aux confins des États, » suffit seule pour en garder les frontières. »

Ce langage était assurément celui de la bonne foi, parce qu'il était le fruit de la profonde conviction d'un homme qui avait mesuré toute la gravité des circonstances, et senti la nécessité de laisser long-temps reposer la France sur la base d'une paix solide. L'intérêt et les craintes personnelles du ministre de France inspirèrent de la défiance aux princes alliés, encore réunis en congrès pour le malheur de Napoléon; et l'on vit paraître, sous la signature de leurs plénipotentiaires, une déclaration inouie dans

les fastes de la diplomatie : on lit dans cette pièce, qui a pour date le 13 mars : « Les puissances déclarent que Napoléon-Bonaparte s'est placé hors des » relations civiles et sociales, et que, comme ennemi et perturbateur du monde, il s'est livré à la » vindicte publique !... » Comment le roi de Prusse, remis sur le trône par Napoléon à Tilsit ; Alexandre noblement épargné à la bataille d'Austerlitz, l'admirateur et l'ami de Napoléon à Erfurt ; l'empereur François trois fois rétabli par le vainqueur de l'Europe, dont il était devenu le beau-père ; comment des princes auxquels on reconnaît des vertus personnelles, ont-ils pu fouler aux pieds de pareils souvenirs, et laisser ainsi violer en leur nom la morale publique ? Comment des ministres attachés à leur prince et à leur propre réputation, comment des hommes qui représentaient des nations se sont-ils emportés à renverser tous les principes du droit public, tous les principes de la civilisation ? Napoléon n'est-il pas souverain à l'île d'Elbe, et reconnu en cette qualité par l'Europe entière ? Au temps de sa puissance avait-il mis hors la loi les princes qui étaient venus l'attaquer les armes à la main et au milieu de la paix ? Avait-on exécuté fidèlement le traité conclu avec lui ? Et quand même il n'aurait pas eu les plus justes raisons de se plaindre, ne suffisait-il pas de la force des armes pour le repousser ? Fallait-il provoquer son assassinat au lieu de le combattre ? Sans doute la déclaration émanée du congrès était le premier cri de la terreur ; mais avec un million de soldats devait-on

employer de tels moyens contre un seul homme à la face de l'Europe? Il faut l'avouer, c'est bien agrandir son ennemi que d'agir ainsi envers lui. Seuls et livrés à eux-mêmes, les princes n'auraient jamais commis une pareille faute; mais la politique des cabinets n'a ni entrailles, ni pudeur, ni frein, et quand elle tremble elle ne respecte rien. Napoléon, que la peur ne déterminait jamais, même en présence des plus grands dangers dont il mesurait bien toute l'étendue, avait protégé la fuite des Bourbons et soigneusement écarté d'eux toute espèce d'outrage!

Napoléon sentit profondément celui qu'on lui faisait; il y répondit avec la dignité de la raison; et c'est un document aussi rare que précieux dans les annales de la diplomatie que le rapport de la commission des présideus du conseil d'État sur la déclaration des puissances. Mais en même temps qu'il publiait ce rapport, Napoléon regardant la déclaration comme un acte de circonstance, comme une menace, et surtout comme un moyen de rendre la force morale au gouvernement des Bourbons, et comptant sur l'effet que devaient produire son voyage en France aux acclamations de la population, son entrée à Paris, et le calme rétabli dans le midi, ne se déconcerta point du nouveau traité conclu à Vienne, le 25 mars, et tenta des moyens de rapprochement avec l'Autriche. C'est dans ce moment que le roi de Naples, malgré les avis de l'empereur qui lui avait prescrit d'attendre qu'il lui eût donné le signal, commença les hostilités contre cette puissance dont il

se défiait. Cette levée intempestive de boucliers déplut beaucoup à l'empereur; il en prévit les suites funestes, et ne s'occupa que plus ardemment de ses vastes préparatifs dont le seul aspect effraie la pensée.

Toutes les places de la frontière du nord depuis Dunkerque jusqu'à Charlemont, toutes les places de la Lorraine, toutes les forteresses de l'Alsace sont approvisionnées et armées; des ouvrages de campagne dans la forêt de Mormale, des retranchemens dans les différens passages de la forêt d'Argonne sont ordonnés; des moyens sont pris pour défendre les passages du Jura et de toutes les frontières des Alpes. Dans l'intérieur, on met en état Guise, Laferté, Vitry, Soissons, Château-Thierry, Langres; des ouvrages sont commandés sur les hauteurs de Montmartre et de Ménil-Montant qui pourront recevoir trois cents bouches à feu; au midi de pareilles précautions attestent la vigilance de l'empereur. La fabrication des armes redouble d'activité dans toutes nos manufactures; plusieurs corps d'armée se réunissent; plus de cent cinquante batteries d'artillerie sont en marche pour les rejoindre; des régimens de cavalerie volontaire, des corps de partisans et des corps francs s'organisent dans un grand nombre de départemens; la levée en masse se prépare en Dauphiné, en Alsace, dans la Bourgogne, dans la Picardie; toutes les villes ont reçu l'injonction de s'armer pour défendre leur enceinte; la garde nationale est répartie en trois mille cent-trente bataillons; tous les gardes nationaux de vingt ans sont classés

dans les compagnies de chasseurs et de grenadiers, et quinze cents de ces compagnies mises à la disposition du ministère de la guerre, pour former la garnison des places frontières et renforcer notre réserve. Mais ce qui valait mieux encore que les mesures prescrites par le gouvernement, les citoyens, animés du plus pur patriotisme, et brûlant d'une ardeur belliqueuse, couraient aux armes de toutes parts; la Lorraine, l'Alsace, les Vosges, la Champagne et la Bourgogne rivalisaient de dévouement.

Toutefois, au milieu de ces efforts, pour lesquels l'empereur se multipliait et semblait décupler ses forces pour suffire aux besoins de la position de la France, on sentait à Paris dans l'administration générale, je ne sais quelle force d'inertie qui paralysait jusqu'aux prodiges du génie de l'empereur. Ses ordres n'étaient point exécutés avec cette précision, cette rapidité, cette confiance dans le succès qui avaient été jusqu'alors un des plus puissans ressorts de son gouvernement. Lui-même s'étonna de voir qu'au bout d'un mois telle mesure prescrite n'avait pas encore reçu un commencement d'exécution. Dans un premier calcul de sa haute raison, il avait autorisé l'ouverture des clubs populaires et la formation des corps de fédérés; il ne retira point de ces associations les services qu'il pouvait en obtenir, parce qu'on l'obséda de craintes sur elles, et qu'il redouta surtout de les voir devenir des instrumens entre les mains du duc d'Otrante. Il est cependant un fait que l'on ignore et qu'il convient de révéler. Après avoir mûrement con-

sidéré la question, Napoléon avait reconnu la nécessité de s'unir avec le peuple, seul moyen de sauver l'état et l'empereur. Dans cette conviction il avait rédigé lui-même des instructions détaillées sur cette alliance, d'une espèce nouvelle pour un homme qui avait été si long-temps le maître absolu de la France et de l'Europe. Tout était prévu dans cette pièce où l'on remarquait entre autres idées celle d'établir par des députations une espèce d'association entre le peuple de Paris, et celui des grandes villes, comme Lyon, Bordeaux, Grenoble, Dijon, Strasbourg. L'empereur fit appeler à des conférences sur ce sujet, un magistrat doué d'un courage de tous les momens, et quelques citoyens dévoués; mais malheureusement il mit pour intermédiaire entre eux et lui, un ministre justement suspect à l'opinion; et sans refuser d'une manière précise une mission grande, mais périlleuse, ils ne s'occupèrent pas des moyens de la remplir. Leur motif pour en agir ainsi fut la crainte de compromettre des citoyens qu'ils allaient arracher à la paix de leur obscurité, et qui seraient perdus sans ressource, si la trahison qui planait autour de l'empereur, venait à les livrer aux vengeances implacables de l'aristocratie contre le peuple et les chefs qui ont la généreuse témérité de se mettre à sa tête. Napoléon eût été sauvé par la résolution qu'il avait prise. En effet, du moment de son alliance sincère avec le peuple, il avait dans ses mains la France entière; ensuite, par une conséquence naturelle, il prenait franchement le

parti de la liberté qui, rassurée sur des garanties que la bonne foi eût accordées, lui aurait permis de prendre, ou offert d'elle-même, la grande dictature dont il avait besoin pour anéantir la seconde coalition, comme le comité du salut public avait anéanti la première; et, par un avantage inoui de sa position, de son ascendant, de la confiance absolue qu'eussent alors inspirée son caractère et son génie, il pouvait précipiter de nouveau la France sur l'Europe, sans que ce grand mouvement fût souillé en France par une goutte de sang. Il manqua alors quelques hommes capables de donner cette conviction à Napoléon, qui, prodigue de la vie des hommes sur le champ de bataille, avait une horreur invincible du sang versé dans l'intérieur par le peuple, et surtout des cruautés commises sous les yeux du gouvernement; rassuré sur ce point, il eût tout osé peut-être.

Mais pour mettre à profit ces moyens de salut, il ne fallait point convoquer alors de corps législatif; avec cet élément de division, la dictature fortifiée de l'alliance populaire devenait impossible, ou devait bientôt passer des mains de Napoléon entre celles des représentans de la nation. Dans les circonstances où nous nous trouvions, un prince comme Napoléon peut commander à tout un peuple, il ne peut pas gouverner une assemblée délibérante; eût-il des armées, la tribune le renversera en lui enlevant le peuple, à moins que, par une exception que Napoléon ne pouvait espérer ni du passé ni du présent, une confiance mutuelle et absolue ne réunisse pour un

temps par les liens les plus étroits, la tribune et le conseil, l'assemblée et le gouvernement. La connaissance des révolutions, et l'instinct qu'elles donnent pour trouver les moyens de salut d'un peuple, révélaient ces choses à Fouché; il se gardait bien de les dire, et son intervention dans les clubs, ses rapports avec les fédérés n'avaient rien que de perfide. Il fut très-mécontent, très-alarmé même, lorsqu'il vit Napoléon passer la revue des fédérés des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau réunis dans la cour des Tuileries, et salué par les franches acclamations de ces hommes simples, sincères et courageux. Au moment où leur orateur prononçait le discours que ces deux faubourgs lui adressaient, Napoléon à cheval dans la cour des Tuileries avait un air imposant et sévère. Il écoutait peut-être avec humeur, et comme un homme qui se fait violence, ces protestations de dévouement qui avaient pour condition manifeste le retour de la liberté. Il aimait à s'entendre dire : « Nous venons vous offrir nos bras, notre courage et notre sang pour le salut de la capitale. » Mais quel langage étrange pour lui que ces paroles : « Nous attendons de vous une glorieuse indépendance et une sage liberté. Vous nous assurerez ces deux biens précieux; vous consacrerez à jamais les droits du peuple; vous régnerez par la constitution et les lois. » Quel nouvel étonnement pour Napoléon d'entendre mêler ensemble pour la première fois ces cris qui exprimaient l'ordre des sentimens du peuple, au nom duquel on

les proférait : Vive la nation! vive la liberté! vive l'empereur! Il leur répondit avec une confiance plus apparente que réelle, et sans leur donner le nom de citoyens : « Soldats fédérés des faubourgs Saint-» Antoine et Saint-Marceau, je suis revenu seul, par-» ce que je comptais sur le peuple des villes, les ha-» bitans des campagnes et les soldats de l'armée dont » je connaissais l'attachement à l'honneur national. » Vous avez tous justifié ma confiance. J'accepte votre » offre; je vous donnerai des armes.... Quant au » courage, vous êtes Français, vous serez les éclai-» reurs de la garde nationale. Je serai sans inquiétude » pour la capitale lorsque la garde nationale et vous » serez chargés de sa défense. Je suis bien aise de » vous voir. J'ai confiance en vous. Vive la nation! » C'est un souvenir ineffaçable que celui du jour où l'on a vu et entendu Napoléon écoutant un langage pareil à celui des fédérés, et prononçant une telle réponse. Après l'avoir proférée, il se mit au galop de son cheval, et passa dans tous les rangs aux cris réitérés de vive l'empereur! Au moment de rentrer au palais, la satisfaction et la sérénité avaient reparu sur son visage; il avait conçu des espérances d'une scène qui allait retentir dans toute la France, et parler à tout un peuple. Heureux Napoléon, si cet accueil d'hommes capables de sceller de leur sang, sur le champ de bataille, les promesses qu'ils venaient de faire, en lui offrant leurs bras et leur courage, l'eussent ramené à la grande pensée qu'il avait conçue de sauver la France

par la France! Il n'en fut pas ainsi; au lieu de persister dans ce qu'il avait annoncé à Lyon et surtout à Grenoble, au moment où il était plein de reconnaissance pour le dévouement des Français dans tous les lieux où il avait passé, il rétrograda vers son ancien système, et résolut de se borner à faire paraître un article additionnel aux constitutions de l'empire, qui fut proposé à l'acceptation publique. Cet acte fournissait tous les moyens d'établir la liberté; fidèlement exécuté il aurait encore pu devenir la source du bonheur et le gardien de l'indépendance d'une nation, mais on n'y vit qu'une concession faite à regret et de mauvaise grâce, un mélange adultère des créations du despotisme avec les institutions de la liberté; l'opinion le repoussa.

L'opinion avait tort; il fallait accepter l'acte additionnel dans ce moment de péril, et se rallier à Napoléon pour conjurer l'invasion étrangère; un grand nombre de citoyens sentirent cette vérité, mais l'acte additionnel n'en porta pas moins un coup mortel à l'empereur qui ne commit jamais une faute plus grave et plus funeste dans tout le cours de sa carrière. La masse se serait encore dévouée pour lui, mais les personnages influens cessèrent d'avoir aucune confiance en ses promesses; ils le regardèrent comme un prince incorrigible dans ses habitudes despotiques, et s'appliquèrent à le dépopulariser entièrement, sans songer combien leur conduite imprudente allait servir la cause des alliés, et donner de force à leur nouveau projet d'invasion de la France. C'est ainsi que se

trouva ralenti tout-à-coup le mouvement que le retour de Napoléon avait imprimé à toute la nation. « Si j'avais voulu, avait dit Napoléon à un de ses conseillers d'État, j'aurais amené ici deux millions d'hommes; mais il ne faut pas s'y tromper, il y avait beaucoup de jacobinisme dans tout cela. » Cette anecdote explique la conduite de Napoléon depuis son entrée à Paris, et comment un homme de cette expérience a pu refuser de voir les effets inévitables de son acte additionnel. Les deux mots idéologues et jacobins ont fait un mal horrible à Napoléon; les idées qu'il attachait à ces mots l'ont renversé du trône.

Une nouvelle insurrection dans la Vendée avait attiré l'attention de Napoléon, et motivé des mouvemens de troupes qui devaient bientôt anéantir cette vaine tentative; mais, au moment où il apprenait cette issue des précautions qu'il avait prises, il recevait avec douleur la nouvelle de la catastrophe de Murat, événement d'un présage funeste. Cependant le patriotisme des habitans de Paris, le dévouement des départemens du Centre et de l'Est, et des travaux immenses faisaient diversion à la fâcheuse impression de ce malheur. Ce fut dans ce concours de circonstances qu'eut lieu le Champ-de-Mai où les électeurs de tous les départemens vinrent se réunir pour procéder au recensement des votes de rejet ou d'adoption de l'acte constitutionnel. Le 1^er^ juin, une salve d'artillerie annonça la cérémonie. Un vaste édifice en charpente avait été élevé en face de l'École-Militaire. L'amphithéâtre du pourtour

intérieur était destiné aux membres des colléges électoraux, à ceux de la chambre des représentans et aux députations des différens corps de l'armée. La garde impériale, la garde nationale et des troupes de ligne étaient distribuées en carrés dans le Champ-de-Mars. Napoléon parut comme un nouveau Charlemagne, entouré de ses frères, de sa cour et des membres de son gouvernement sur un trône magnifique. Un autel s'élevait au milieu de la vaste enceinte du Champ-de-Mars, et l'on commença la cérémonie par invoquer l'appui du Dieu des armées. Après le sacrifice religieux, une députation de cinq cents électeurs s'avança au pied du trône, et lui fit entendre, dans une adresse éloquente, le langage du respect, de la confiance, du dévouement et de la liberté. Ce discours fini, on proclama le résultat des votes et l'acceptation de l'acte additionnel; il avait obtenu 1,532,337 suffrages; mais onze départemens n'avaient point envoyé à temps leurs suffrages pour le recensement; 4802 votes négatifs avaient été émis dans la nation et dans l'armée.

Alors l'empereur, se tournant du côté des électeurs, dit :

« Empereur, consul, soldat, je tiens tout du » peuple; dans la prospérité, dans l'adversité, sur le » champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans » l'exil, la France a été l'objet unique de mes pen- » sées et de mes actions.

» Comme ce roi d'Athènes, je me suis sacrifié pour » mon peuple, dans l'espoir de voir se réaliser la

» promesse donnée de conserver à la France son in-
» tégrité naturelle, ses honneurs et ses droits.

» L'indignation de voir ces droits sacrés, acquis par
» vingt années de victoires, méconnus et perdus à
» jamais, le cri de l'honneur français flétri, les vœux
» de la nation m'ont ramené sur ce trône qui m'est
» cher, parce qu'il est le palladium de l'indépendance,
» de l'honneur et des droits du peuple.

» Français, en traversant au milieu de l'allégresse
» publique, les diverses provinces de l'empire pour
» arriver dans ma capitale, j'ai dû compter sur une
» longue paix; les nations sont liées par les traités con-
» clus par leurs gouvernemens, quels qu'ils soient.

» Ma pensée se portait alors tout entière sur les
» moyens de fonder notre liberté par une constitu-
» tion conforme à la volonté et à l'intérêt du peu-
» ple. J'ai convoqué le Champ-de-Mai.

» Je ne tardai pas à apprendre que les princes, qui
» ont méconnu tous les principes, froissé l'opinion et
» les plus chers intérêts de tant de peuples, veulent
» nous faire la guerre. Ils méditent d'accroître le
» royaume des Pays-Bas, de lui donner pour barriè-
» res toutes nos places fortes du Nord, et de concilier
» les différends qui les divisent encore, en se parta-
» geant la Lorraine et l'Alsace. Il a fallu se préparer à
» la guerre.

» Cependant, devant courir personnellement les
» hasards des combats, ma première sollicitude a dû
» être de consulter, sans retard, la nation. Le peuple
» a accepté l'acte que je lui ai présenté.

« Français! lorsque nous aurons repoussé ces » injustes aggressions, que l'Europe sera convaincue » de ce qu'on doit aux droits et à l'indépendance de » vingt-huit millions de Français, une loi solennelle, » faite dans les formes voulues par l'acte constitution- » nel, réunira les différentes dispositions de nos consti- » tutions aujourd'hui éparses.

» Français! vous allez retourner dans vos départe- » mens. Dites aux citoyens que les circonstances » sont grandes!!! Qu'avec de l'union, de l'énergie, » de la persévérance, nous sortirons victorieux de » cette lutte d'un grand peuple contre ses oppres- » seurs; que les générations à venir scruteront sévè- » rement notre conduite; qu'une nation a tout per- » du, quand elle a perdu l'indépendance.

» Dites-leur, que les rois étrangers que j'ai élevés » sur le trône, ou qui me doivent la conservation de » leur couronne; qui tous, au temps de ma prospé- » rité, ont brigué mon alliance et la protection du » peuple français, dirigent aujourd'hui tous leurs » coups contre ma personne. Si je ne voyais pas que » c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais à » leur merci cette existence contre laquelle ils se » montrent si acharnés; mais dites aussi aux ci- » toyens que, tant que les Français me conserve- » ront les sentimens d'amour dont ils me donnent » tant de preuves, cette rage de nos ennemis sera im- » puissante.

» Français! ma volonté est celle du peuple, mes

» droits sont les siens ; mon honneur, ma gloire, mon » bonheur, ne peuvent être autres que l'honneur, la » gloire et le bonheur de la France. »

Après ce discours, Napoléon se transporte à l'autel avec son cortége, jure d'observer et de maintenir les constitutions de l'État; son serment est répété par les ministres et les députations électorales. Il distribue des aigles à la garde impériale et à la garde nationale de Paris, et le cri de vive l'empereur retentit de toutes parts. Les troupes défilent ensuite sous ses yeux; leur attitude a quelque chose d'héroïque; on ne peut se lasser de voir ces bataillons sacrés, les soutiens du trône et l'espoir de la patrie. On fait les vœux les plus ardens pour le salut de la patrie, on veut y concourir de toutes ses forces; mais au fond du cœur, on se plaint que le Champ-de-Mai n'ait été qu'une vaine cérémonie au lieu d'avoir réalisé le grand congrès national promis à Lyon.

Le 2 juin, l'empereur donne à la France une seconde fête ; il réunit dans les vastes galeries du Louvre, les députés de l'armée et les électeurs des départemens. Tous reçoivent de sa main les aigles qui leur appartiennent, et attachent à la conservation de ce dépôt sacré le bonheur des générations présentes et futures. Cette réunion où l'empereur fut poli, aimable, affectueux, comme il convient de l'être avec des Français, et promit une seule et même constitution qui deviendrait la loi fondamentale de l'État, effaça en partie les mauvaises im-

pressions du Champ-de-Mai sur beaucoup d'esprits.

Le corps législatif s'assemble le 3 juin, et, dès les premières séances, il donne des inquiétudes à Napoléon par des prétentions justes peut-être, mais qui annoncent déjà un alarmant esprit d'opposition, au lieu des rapports de confiance mutuelle qu'auraient demandés les circonstances. Néanmoins il fit le 7 juin, l'ouverture des chambres par le discours suivant :

« Messieurs les pairs, et messieurs les députés, » depuis trois mois les circonstances et la confiance » du peuple m'ont revêtu d'un pouvoir illimité. Au- » jourd'hui s'accomplit le désir le plus pressant de » mon cœur. Je viens commencer la monarchie cons- » titutionnelle.

» Les hommes sont trop impuissans pour assurer » l'avenir; les institutions seules fixent les destinées » des nations. La monarchie est nécessaire à la Fran- » ce, pour garantir l'indépendance et les droits des » peuples.

» Nos constitutions sont éparses : une de nos plus » importantes occupations sera de les réunir dans un » seul cadre, et de les coordonner dans une seule » partie. Ce travail recommandera l'époque actuelle » aux générations futures.

» J'ambitionne de voir la France jouir de toute » la liberté possible; je dis possible, parce que l'a- » narchie ramène toujours au pouvoir absolu.

» Une coalition formidable de rois en veut à notre » indépendance; ses armées arrivent sur nos fron- » tières.

» La frégate la Melpomène a été attaquée et prise » (le 30 avril) dans la Méditerranée, après un com- » bat sanglant contre un vaisseau anglais de 74. Le » sang a coulé pendant la paix.

» Nos ennemis comptent sur nos divisions intesti- » nes ; ils excitent et fomentent la guerre civile. » Des rassemblemens ont lieu. On communique » avec Gand, comme en 1792 avec Coblentz. Des » mesures législatives sont indispensables. C'est à » votre patriotisme, à vos lumières et à votre atta- » chement à ma personne que je me confie sans » réserve.

» La liberté de la presse est inhérente à la consti- » tution actuelle. On n'y peut rien changer sans al- » térer toute notre existence politique; mais il faut des lois répressives, surtout dans l'état actuel de la » nation : je recommande à vos méditations cet objet » important.

» Les ministres vous feront connaître la situation » de nos affaires.

» Les finances seraient dans un état satisfaisant, » sans le surcroît de dépenses que les circonstances » actuelles ont exigé.

» Cependant, on pourrait faire face à tout, si les » recettes comprises dans le budget étaient toutes réa- » lisables dans l'année; et c'est sur les moyens d'ar-

» river à ce résultat que mon ministre des finances » fixera votre attention.

» Il est possible que le premier devoir du prince » m'appelle bientôt à la tête des enfans de la nation, » pour combattre pour la patrie. L'armée et moi » nous ferons notre devoir.

» Vous, pairs et représentans, donnez à la nation » l'exemple de la confiance, de l'énergie et du pa- » triotisme. Comme le sénat d'un grand peuple de » l'antiquité, soyez décidés à mourir plutôt que de » survivre au déshonneur et à la dégradation de la » France. La cause sainte de la patrie doit triom- » pher. »

Les chambres sont admises le 9 juin à présenter leurs adresses au pied du trône. Napoléon leur répond avec une dignité remarquable :

« La lutte dans laquelle nous sommes engagés, dit- » il aux pairs, est grave ; l'entraînement de la prospé- » rité, n'est pas le danger qui nous menace aujour- » d'hui. C'est sous les fourches caudines que les étran- » gers veulent nous faire passer !

» La justice de notre cause, l'esprit public de la » nation et le courage de l'armée, sont de puissans » motifs pour espérer des succès : mais si nous avions » des revers, c'est alors que j'aimerais à voir déployer » toute l'énergie de ce grand peuple ; c'est alors que » je trouverais dans la chambre des pairs des preuves » d'attachement à la patrie et à moi.

» C'est dans les temps difficiles que les grandes na- » tions, comme les grands hommes, déploient toute

» l'énergie de leur caractère, et deviennent un objet » d'admiration pour la postérité. »

» La constitution, dit-il aux représentans, est notre » point de ralliement ; elle doit être notre étoile po- » laire dans ces momens d'orage. Toute discussion » publique, qui tendrait à diminuer directement ou » indirectement la confiance qu'on doit avoir dans ses » dispositions, serait un malheur pour l'État ; nous » nous trouverions au milieu des écueils sans bous- » sole et sans direction. La crise où nous sommes » engagés est forte. N'imitons pas l'exemple du Bas- » Empire qui, pressé de tous côtés par les Barbares, » se rendit la risée de la postérité, en s'occupant de » discussions abstraites au moment où le bélier brisait » les portes de la ville.... Dans toutes les affaires, ma » marche sera toujours droite et ferme. Aidez-moi à » sauver la patrie. Premier représentant du peuple, » j'ai contracté l'obligation que je renouvelle d'em- » ployer, dans des temps plus tranquilles, toutes les » prérogatives de la couronne et le peu d'expérience » que j'ai acquise, à vous seconder dans l'améliora- » tion de nos constitutions. »

Napoléon avait parlé le langage d'un Français, d'un citoyen et d'un homme d'état, dans ses deux réponses, et particulièrement dans celle qu'il avait faite à la chambre des représentans ; son discours contenait une grande leçon, mais c'était une leçon ; et d'après ce qu'il savait déjà du caractère ombrageux de la chambre, peut-être devait-il la ménager avec quelque soin, et ne pas affecter le titre de premier représentant du

peuple. Peut-être eût-il tout concilié avec un ton de franchise qui donne tant d'empire aux paroles sorties du cœur ; il fallait parler un peu à la Henri IV, avec moins de sévérité et plus d'abandon Les représentans regardèrent les avis prophétiques de Napoléon comme une injure à leur dignité ; tous ces préludes n'étaient pas heureux, et portèrent bientôt de mauvais fruits.

L'orage approche, le péril devient imminent. La France, qui ne pouvait, en présence de l'ennemi, se séparer impunément de Napoléon, est menacée de toutes parts. Les Anglais, les Prussiens, les Autrichiens sont en ligne ; les Russes en pleine marche. Napoléon s'empresse d'établir à Paris un gouvernement où siégaient les princes Cambacérès et Lucien, le prince d'Eckmulh, le duc de Vicence, le duc de Gaëte, le duc Decrès, le duc d'Otrante, et plusieurs ministres d'État, et part le 12 mai pour l'armée. Nous n'avons que cent vingt mille hommes à opposer à la coalition. Quarante-trois mille occupent la rive droite de la Sambre, dix-sept mille sont établis à Beaumont, soixante mille campent en avant de Philippeville. Napoléon vole au milieu d'eux, et le 14 juin il leur adresse, d'Avesnes, une proclamation pleine d'énergie et de patriotisme :

« Soldats! c'est aujourd'hui l'anniversaire de Ma-
» rengo et de Friedland qui décidèrent deux fois du
» destin de l'Europe. Alors, comme après Austerlitz,
» comme après Wagram, nous fûmes trop généreux.
» Nous crûmes aux protestations et aux sermens des

» princes que nous laissâmes sur le trône. Aujourd'hui, cependant, coalisés entre eux, ils en veulent » à l'indépendance et aux droits les plus sacrés de la » France. Ils ont commencé la plus injuste des agressions. Marchons donc à leur rencontre. Eux et » nous, ne sommes-nous plus les mêmes hommes? » Soldats! à Jéna contre ces mêmes Prussiens, aujourd'hui si arrogans, vous étiez un contre deux, » et à Montmirail, un contre trois. Que ceux d'entre » vous qui ont été prisonniers des Anglais, vous fassent le récit de leurs pontons, et des maux affreux » qu'ils ont soufferts. Les Saxons, les Belges, les Hanovriens, les soldats de la confédération du Rhin, » gémissent d'être obligés de prêter leurs bras à la » cause des princes ennemis de la justice et des droits » de tous les peuples; ils savent que cette coalition » est insatiable. Après avoir dévoré deux millions de » Polonais, douze millions d'Italiens, un million de » Saxons, six millions de Belges, elle devra dévorer » les États du deuxième ordre de l'Allemagne. Les » insensés! un moment de prospérité les aveugle! » L'oppression et l'humiliation du peuple français » sont hors de leur pouvoir. S'ils entrent en France, » ils y trouveront leur tombeau. Soldats! nous avons » des marches forcées à faire, des batailles à livrer, » des périls à courir; mais, avec de la constance, la » victoire sera à nous. Les droits, l'honneur et le » bonheur de la patrie seront reconquis. Pour tout » Français qui a du cœur, le moment est arrivé de » vaincre ou de périr. »

Le 15, Napoléon a revu ses braves, et il se dispose à commencer l'exécution de son plan de campagne, quand une nouvelle imprévue le force à le changer. Le général Bourmont, les colonels Clouet et Willoutreys, et deux autres officiers, venaient de passer aux ennemis. Toutefois il met ses trois colonnes en mouvement, prend Charleroi, passe la Sambre, et bivouaque entre les Anglais et les Prussiens étonnés de ne pouvoir opérer leur jonction. Le 16, il les attaque à Ligny, s'empare du village, et leur tue une trentaine de mille hommes. Si le maréchal Ney, qui devait, en gardant les routes de Nivelle et de Namur, occuper celle de Bruxelles, eût bien exécuté l'ordre formel qu'il avait reçu; s'il n'eût pas résisté à une volonté plusieurs fois exprimée par le général en chef; s'il n'eût pas en outre commis l'impardonnable faute d'empêcher le mouvement du comte d'Erlon, qui allait rejoindre le principal corps d'armée, il ne s'échappait pas un homme de l'armée prussienne; elle était prise ou détruite; et nous n'aurions pas été réduits à la nécessité d'en venir aux mains avec le prince d'Orange, pour lui enlever la position des *Quatre-Bras*. La bataille coûta aux Prussiens vingt-cinq mille hommes; les Anglais et les Hollandais en perdirent quatre mille cinq cents. Trois régimens écossais et la légion Noire de Brunswick furent entièrement détruits; le prince lui-même et plusieurs généraux perdirent la vie.

Napoléon, le 17 dès la pointe du jour, voulait d'un côté attaquer les Anglais, et de l'autre pour-

suivre les Prussiens sans relâche. On lui fit des objections, et il les écouta, quoique avec répugnance. Que ne suivait-il les inspirations de son génie! Le soir il arrivait à Bruxelles, et l'occupation de cette capitale entraînait la conquête de la Belgique! Là, comme à Dresde, il commit la faute de ne pas s'en rapporter à lui-même.

La nuit du 17 au 18 fut affreuse. La pluie tomba par torrens, et les chemins devinrent peu praticables. Nos soldats avaient besoin de vivres. Une foule d'obstacles, inévitables effets d'un système de désorganisation inventé et adopté par les ennemis de Napoléon et de la France, arrêta la marche des convois. Wellington et Blucher comptaient dans nos administrations et dans les conseils de l'empereur de trop utiles auxiliaires. Les munitions abondaient partout où n'était point l'armée. Elle se forme cependant en deux colonnes : l'une, la plus considérable, doit, sous les ordres immédiats de Napoléon, suivre la trace des Anglais; l'autre, sous les ordres du maréchal Grouchy, doit pousser vigoureusement les Prussiens, et manœuvrer de manière à pouvoir s'unir à nos mouvemens. Napoléon rassemble ses principaux officiers, entend les objections de chacun sur le parti à prendre, se résout, par des considérations qui entraînent tous les suffrages, à faire attaquer de front les Anglais, et envoie des ordres itératifs au maréchal Grouchy.

Napoléon, pour lui donner le temps d'arriver, s'occupe à déployer son armée, et la dispose en deux

corps; poste le premier vis-à-vis la Haie-Sainte, et le second vis-à-vis le bois d'Hongoumont; se place avec son état-major, près la ferme de la Belle-Alliance sur une éminence d'où il domine la plaine, suit nos mouvemens, et observe ceux des Anglais, dont la position centrale est adossée à Mont-Saint-Jean. A midi et demi, fondé à croire que le maréchal Grouchy est en mouvement, il donne le signal du combat; à une heure le bois et le château d'Hongoumont sont enlevés.

Quelques momens après ce succès, une lettre interceptée apprend à Napoléon la prochaine arrivée de 30,000 Prussiens commandés par Bulow. Persuadé que Grouchy va déboucher sur leurs derrières, il envoie cependant contre eux les divisions Damas et Fuberwick que le comte Lobau doit soutenir au besoin, et expédie plusieurs ordonnances à Grouchy pour lui prescrire de poursuivre et d'écraser Bulow.

Cette nouvelle destination réduit son armée à 60,000 hommes. Comptant sur leur bravoure, il commande une nouvelle attaque, repousse les Anglais de positions en positions, et s'empare de la Haie-Sainte et du Mont-Saint-Jean, que le premier corps n'avait pu forcer la veille.

L'ennemi, animé par la vengeance, se jette sur nos batteries, et désorganise nos pièces. Les cuirassiers, les lanciers et les chasseurs le chargent une troisième fois, le culbutent, et paraissent fixer la victoire. C'en était fait de toute l'armée de Welling-

ton, si le général Grouchy, à qui peut-être on ne remit pas exactement les dépêches du quartier général, eût marché sur le canon de l'empereur et combiné ses mouvemens avec les siens.

Les Anglais, prévenus de l'arrivée de Bulow, se rallient, prennent l'offensive et cherchent à nous chasser des positions que nous leur avons enlevées; nos troupes les repoussent. Le maréchal Ney, oubliant les ordres de l'empereur, charge l'ennemi et parvient à s'établir sur les hauteurs du Mont-Saint-Jean. Wellington voit ce mouvement intempestif, fait avancer son infanterie et lance sur nous toute sa cavalerie. L'empereur leur oppose les cuirassiers de Kellerman pour dégager notre première ligne. Les grenadiers à cheval et les dragons de la garde, spontanément et sans ordres, suivent les cuirassiers. Une seconde mêlée, plus affreuse que la première, s'engage sur tous les points. Nos troupes font pendant deux heures des prodiges de valeur, prennent six drapeaux, renversent des batteries, détruisent quatre régimens, mais en faisant des pertes considérables. Comment remédier à cet engagement inopiné? Nos réserves sont affaiblies; Grouchy est vainement attendu; notre cavalerie harassée commence à fléchir; la victoire va nous échapper; il faut la décider par un coup de foudre.

Napoléon attaque simultanément le front et la droite de l'ennemi, et ordonne au maréchal Ney de se porter en toute hâte sur les hauteurs du Mont-Saint-Jean, afin d'y maintenir nos cuirassiers qui

les occupent encore. Au même instant une fusillade se fait entendre. Voilà Grouchy, s'écrie-t-on; courage! courage! les Anglais sont perdus. En avant, en avant! Cruelle méprise! fatale témérité! C'était Ziethen avec 35,000 Prussiens. La colonne commandée par le maréchal Ney, fatiguée des nombreuses décharges de l'ennemi, attaque en tumulte les batteries à la baïonnette. Un orage terrible de balles, de mitrailles crève sur leur tête ; nos généraux tombent tués ou blessés. Wellington ne laisse pas à nos grenadiers le temps de se reconnaître. Au même instant les 30,000 Prussiens de Ziethen nous enlèvent de vive force le village de la Haie-Sainte, et nous repoussent devant eux. Notre cavalerie recule, la cavalerie anglaise avance et sème le désordre dans nos rangs. Nos troupes de la droite, qui avaient depuis long-temps beaucoup de peine à résister aux Prussiens, et manquaient de munitions depuis une heure, voyant quelques hommes à la débandade, quittent leur position. Ce fatal exemple se communique à la gauche, et l'armée entière abandonne avec empressement les positions qu'elle avait conquises au prix de tant de sang et de gloire.

A l'aspect de ce mouvement rétrogade, les Anglais et les Prussiens fondent à la fois sur nos bataillons épars. La nuit augmente le tumulte et l'effroi, et bientôt l'armée n'est plus qu'une masse informe et confuse à la merci de ses ennemis.

Napoléon voit cet épouvantable désordre qu'il ne peut réparer; ses aides-de-camp et lui-même, se

jettent dans la foule pour rallier les fuyards; on n'entend ni la voix des généraux, ni la sienne. Quatre-vingt mille Anglais et soixante mille Prussiens, ont envahi le champ de bataille, et ne cessent de pousser en avant. Huit bataillons que l'empereur avait réunis se forment en carré, et arrêtent les armées ennemies; ils succombent; deux seuls bataillons qu'elles n'ont pu rompre se retirent en disputant le terrain pied à pied; enfin le torrent les entraîne.

Un dernier bataillon commandé par Cambronne, était resté inébranlable au milieu de ce chaos, l'empereur se retire parmi ces braves, les forme en carré et s'avance à leur tête. Autour de lui tous ses généraux sont devenus de simples soldats. Les grenadiers veulent l'écarter, il résiste et commande le feu; il cherche la mort; tout le monde tremble pour sa vie; enfin les officiers qui l'entourent s'emparent de son cheval et l'entraînent au nom de la France. Cambronne avec le bataillon sacré continue un combat inégal; et c'est alors que sommé de se rendre, il répond aux troupes ennemies touchées de son héroïque résistance : *Non, la garde meurt et ne se rend pas.* La garde, c'est toute l'armée. Nos intrépides guerriers succombent; les uns meurent en pressant de leurs lèvres expirantes la décoration des braves; d'autres, dont le fer ennemi a trompé l'attente, se fusillent entre eux pour ne pas survivre à leurs compagnons d'armes.

Ainsi se termina la malheureuse journée de Wa-

terloo, où cinquante mille Français, mourant de fatigues et de besoin, accablés par le nombre, trahis par la fortune, par les fautes inexplicables du plus intrépide des lieutenans de l'empereur, par la funeste inertie d'un autre maréchal sourd à ces paroles du général Excelmans, qui lui criait : « Marchons droit au lieu où l'on se bat », luttèrent glorieusement contre cent quarante mille combattans, placés dans une situation inexpugnable.

Après la bataille perdue, l'empereur arrive à Charleroi, et veut en vain y rallier quelques troupes; les généraux de la garde ne sont pas plus heureux dans leurs efforts. De Philippeville, Napoléon transmet à son frère Joseph le récit vrai de la bataille, mais en exposant les ressources qui lui restent. Elles étaient grandes encore, il le sentait; il comptait, si Grouchy n'était point pris, arrêter encore l'ennemi avec cinquante mille hommes, et donner le temps à Paris et à la France de faire leur devoir. « Tout peut se réparer encore, écrivait-il à Joseph; écrivez-moi l'effet que cette terrible échauffourée aura produit sur la chambre. Je crois que les députés se pénétreront que leur devoir, dans cette grande circonstance, est de se réunir à moi pour sauver la France : préparez-les à me seconder dignement. »

L'empereur avait ordonné de diriger sur Laon tous les militaires isolés; trois mille hommes ralliés par ses généraux, lui arrivent dans cette ville; il se résout à y rester jusqu'à la réunion du reste de l'armée. « Bientôt, disait-il, nous aurons réuni un noyau de

dix à douze mille hommes. Avec cette petite armée, je contiendrai l'ennemi et je donnerai à Grouchy le temps d'arriver. » Cette résolution salutaire fut combattue, et malheureusement l'avis des plus fidèles serviteurs entraîna l'empereur à se rendre dans la capitale; un pressentiment certain lui annonçait qu'il y trouverait sa perte. Il partit, et arriva bientôt à Paris, où tout retentissait encore du bruit de la victoire de Ligny et de nos succès dans l'Ouest et dans le Nord. Son intention était de passer seulement quarante-huit heures aux Tuileries pour y prendre des mesures de défense avec les deux chambres, et de revenir présider à la réorganisation de l'armée.

L'union intime de la chambre avec Napoléon pouvait encore tout sauver; et je ne doute pas que si, doué d'une voix capable de retentir dans toute la salle, et de la facilité d'ordonner ses éloquentes inspirations, l'empereur eût pu exprimer à l'assemblée ce qu'il avait au fond du cœur, il aurait entraîné tous les sentimens et rallié à lui les représentans de la nation; mais le même homme qui faisait parler la conviction dans tous les cœurs, et enfantait des choses sublimes dans ses entretiens avec son conseil-d'état, ou dans ses allocutions à nos soldats, n'avait pas les moyens et la puissance de la tribune; il envoya ses ministres parler en son nom, et tout fut perdu. Napoléon se manqua à lui-même dans cette grande circonstance parce qu'il sentit qu'il n'avait pas à sa disposition l'arme avec laquelle on triomphe dans l'arène politique; peut-être encore eut-il tort, dès

qu'il aperçut les premiers symptômes de la mauvaise volonté des députés, de ne pas prendre une grande dictature, et de s'unir avec le peuple français, comme le lui conseillaient des hommes de courage, parmi lesquels il faut compter son frère Lucien. De leur côté les représentans, entraînés par des sentimens généreux, mais courant en aveugles à leur propre perte, ne surent pas tirer habilement parti de sa position pour arracher la France à l'invasion ennemie, et obtenir de grandes garanties de liberté. Ils crurent remporter un grand triomphe dans l'abdication de Napoléon qui allait les livrer eux-mêmes sans force et désarmés aux coups de la fortune; ils ne s'aperçurent pas qu'ils allaient au-devant du vœu le plus cher des alliés. Se réunir à Napoléon était le conseil du bon sens, de la nécessité, du salut; les passions d'un côté, des fautes de l'autre, et par-dessus tout les intrigues du traître que Napoléon avait laissé au pouvoir, firent perdre de vue le véritable état de la question. Pour s'absoudre d'avoir exigé l'abdication de Napoléon dans un pareil moment, il aurait fallu que les députés eussent le courage d'usurper eux-mêmes la dictature, et de rallier toute la France autour de la représentation nationale. N'ayant ni l'audace, ni la capacité, ni la force nécessaires à un si grand dessein, ils ressemblèrent à un homme qui jeterait loin de lui son glaive, et se présenterait désarmé dans la lice du combat.

La seconde abdication de l'empereur en faveur de

son fils, sous le nom de Napoléon II, empereur des Français, satisfit enfin à l'impatience de la chambre, qui eut toutefois la pudeur de paraître accepter avec respect et reconnaissance, au nom de la nation, le grand sacrifice offert par une si noble victime. Napoléon reçut avec dignité, mais avec froideur, les félicitations de la chambre; il répondit au discours de la députation :

« Je vous remercie des sentimens que vous m'exprimez. Je désire que mon abdication puisse faire le bonheur de la France, *mais je ne l'espère point.* Elle laisse l'État sans chef, sans existence politique. Le temps perdu à renverser la monarchie aurait pu être employé à mettre la France en état d'écraser l'ennemi. Je recommande à la chambre de renforcer les armées. Qui veut la paix, doit se préparer à la guerre.

» Ne mettez pas cette grande nation à la merci des étrangers ; craignez d'être déçus dans vos espérances. C'est là qu'est le danger. Dans quelque position que je me trouve, je serai toujours bien si la France est heureuse.

» Je recommande mon fils à la France ; j'espère qu'elle n'oubliera point que je n'ai abdiqué que pour lui. Je l'ai fait aussi ce grand sacrifice pour le bien de la nation. Ce n'est qu'avec ma dynastie qu'elle peut être libre, heureuse et indépendante. »

Cet avis n'était pas celui des hommes qui dirigeaient la chambre, et qui, craignant l'influence de

Napoléon sur les siens, et prétendaient que son abdication absolue était le seul moyen d'obtenir la paix, mais ils n'osèrent pas laisser éclater publiquement cette pensée, ainsi que leurs engagemens pour le retour de l'ancienne dynastie.

Après l'abdication de Napoléon la chambre avait un grand rôle à jouer; elle ne s'éleva point à la hauteur de sa position, et confia imprudemment les rênes du gouvernement à cinq hommes, parmi lesquels la seule présence du duc d'Otrante était un danger pour le gouvernement que les représentans paraissaient vouloir maintenir. La vaine proclamation de Napoléon II, comme empereur, ne fut qu'une comédie jouée par des acteurs embarrassés de leur rôle, et secrètement inspirée par le duc d'Otrante qui trompait tout le monde avec une facilité d'autant plus inconcevable, qu'il ne prenait pas même la peine de cacher ses trames. Il suffisait d'entrer dans son salon, et de regarder les masques, pour reconnaître une partie de ce qui se passait dans le cabinet du ministre gouvernant.

L'armée, réunie sous les murs de Paris, conservait son attachement et sa fidélité à Napoléon. Les députés, qui marchaient d'accord avec le duc d'Otrante, parce qu'ils étaient dupes de son prétendu patriotisme, voyaient avec inquiétude Napoléon à l'Élysée, et résolurent de l'éloigner. Ils avaient raison, car un seul acte de la volonté de l'empereur l'eût remis à la tête des troupes et des affaires. Na-

poléon, craignant que sa présence à Paris, dans un palais impérial, ne fût un obstacle à la paix, consentit à se retirer à la Malmaison où il fut reçu par la princesse Hortense, digne et capable de soutenir une grande infortune sans se laisser abattre. C'est quelques momens après son arrivée dans cette résidence qu'il voulut encore s'entretenir une dernière fois avec les braves qui avaient combattu avec lui à Waterloo, et illustré leur défaite par des actions plus grandes que des victoires. Voici l'adresse qu'il rédigea pour eux, comme les adieux de leur général, de leur père et de leur ami :

« Soldats, quand je cède à la nécessité qui me » force de m'éloigner de la brave armée française, » j'emporte avec moi l'heureuse certitude qu'elle jus- » tifiera, par les services éminens que la patrie attend » d'elle, les éloges que nos ennemis eux-mêmes ne » peuvent pas lui refuser. Soldats, je suivrai vos pas, » quoique absent. Je connais tous les corps, et aucun » d'eux ne remportera un avantage signalé sur l'en- » nemi, que je ne rende justice au courage qu'il aura » déployé. Vous et moi, nous avons été calomniés. » Des hommes, indignes d'apprécier vos travaux, ont » vu dans les marques d'attachement que vous m'a- » viez données, un zèle dont j'étais le seul objet ; que » vos succès futurs leur apprennent que c'était la pa- » trie par-dessus tout que vous serviez en m'obéis- » sant ; et que, si j'ai quelque part à votre affection, » je la dois à mon ardent amour pour la France, notre

» mère commune. Soldats, encore quelques efforts, » et la coalition est dissoute. Napoléon vous recon- » naîtra aux coups que vous allez porter. Sauvez » l'honneur, l'indépendance des Français, soyez jus- » qu'à la fin tels que je vous ai connus depuis vingt » ans, et vous serez invincibles ! »

Ces nobles et touchans adieux ne parvinrent pas à l'armée ; on craignit avec raison de reporter toute son attention sur lui, et de donner lieu peut-être à quelque changement subit et imprévu qui renverserait tout l'édifice d'intrigues élevé avec tant de peine par quelques hommes.

Cependant les chambres essayaient sans audace et sans fermeté, mais avec quelque zèle, les moyens d'imposer aux ennemis. Elles avaient déclaré la guerre nationale, accordé des pouvoirs immenses à la commission du gouvernement qui avait à son tour confié le commandement de la garde nationale de Paris au prince d'Essling, et donné des commandemens au maréchal Grouchy, au général Reille, au général Drouot, au maréchal Jourdan. Pendant le développement de toutes les mesures adoptées par les cinq membres de la commission, les chambres avaient encore envoyé une députation auprès des puissances alliées ; elles se flattaient du fol espoir d'être écoutées, preuve évidente qu'elles ne connaissaient aucunement l'état des choses et les dispositions des cabinets. Napoléon, plus clairvoyant, n'adopta pas un moment cette illusion, et prédit le résultat infaillible de la démarche.

Son départ de la France était impatiemment attendu par les meneurs du parti que conduisait le duc d'Otrante, alors en communication directe avec Gand : il fallut enfin songer à prendre ce parti, que d'ailleurs on pressait par tous les moyens les plus capables d'inspirer à Napoléon le désir ardent de quitter la France; en effet, on lui enleva les uns après les autres ses officiers les plus dévoués et jusqu'à ses secrétaires. Cependant l'ennemi est à Compiègne, dans vingt-quatre heures il sera aux portes de Paris; la commission craint des dangers pour Napoléon; averti par elle, il promet de partir sur-le-champ; mais dans ce moment il apprend l'imprudence des alliés qui, s'étant enhardis au point de marcher par la vallée de Montmorency, et d'arriver à Saint-Germain et à Versailles, ont laissé, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche entièrement à découvert, et exposé aux attaques de l'armée française; il conçoit aussitôt le projet de tomber de toutes ses forces sur le flanc et les derrières de l'ennemi, et de le forcer par la victoire, à mettre de la bonne foi dans les négociations. Après ce succès, Napoléon veut résigner le commandement et quitter la France. Plein d'une si haute résolution, il donne avec autorité au général Becker, chargé de le garder, ou plutôt de le retenir prisonnier sous des prétextes de sûreté pour sa personne, l'ordre de porter la lettre par laquelle il réclame l'honneur de rendre, comme général, un immortel et dernier *service à sa patrie, dont il se regardait encore comme le premier soldat.* Le duc d'Otrante

fait refuser cette proposition; Napoléon le sait, voit avec douleur le manque d'énergie de la commission, et s'écrie : « Puisqu'il en est ainsi, partons, partons. » Il est douloureux, mais nécessaire de dire pour l'instruction des hommes que le maréchal Davout, celui de tous les lieutenans de Napoléon qui avait poussé le plus loin le fanatisme de l'obéissance, et auquel il avait fallu pardonner les excès de tyrannie par lesquels l'esclave prévient et dépasse même les fureurs d'un maître, s'emporta au point de prononcer devant M. de Flahaut la menace de venir lui-même arrêter l'empereur. « Qu'il vienne, répondit froidement Napoléon, *je suis prêt, s'il le veut, à lui tendre la gorge.* » Cependant, indigné du refus de la commission, il disait à M. de Bassano : « Ces gens-là sentent que s'ils me replaçaient à la tête de l'armée, ils ne seraient plus que mon ombre, et ils me sacrifient, moi et la patrie, à leur orgueil. Ils perdront tout.... Mais pourquoi les laisserais-je régner? J'ai abdiqué pour sauver le trône de mon fils. Si ce trône doit être perdu, j'aime mieux le perdre sur le champ de bataille qu'ici. Je n'ai rien de mieux à faire pour vous tous, pour mon fils et pour moi, que de me jeter dans les bras de mes soldats. Mon apparition électrisera l'armée; elle foudroyera les étrangers. Ils sauront que je ne suis revenu sur le terrain que pour leur marcher sur le corps ou me faire tuer, et ils vous accorderont tout ce que vous leur demanderez. Si, au contraire, vous me laissez ici ronger mon épée, ils se moqueront de vous, et vous serez forcés de rece-

voir Louis XVIII chapeau bas. Il faut en finir. Si vos cinq empereurs ne veulent pas de moi pour sauver la France, je me passerai de leur consentement; il me suffira de me montrer, Paris et l'armée me recevront une seconde fois en libérateur. » Tout cela était vrai, mais il fallait agir au lieu de parler; on ne dit pas ces sortes de choses, on les fait. Peut-être était-il trop tard; et jamais de plus graves objections, jamais de plus hautes considérations que celles du duc de Bassano, ne furent mises dans la balance où un grand homme pesait alors les deux partis qui lui restaient à prendre pour la France et pour lui. Cependant si, au moment même de la naissance de sa pensée, Napoléon eût monté à cheval et volé au camp, la fortune revenait à lui; tout porte à adopter cette opinion.

Après avoir agité de grandes questions sur le lieu qu'il devait choisir pour asile, Napoléon, résolu de confier son sort au vent et à la fortune, est près de partir; mais la Commission s'y oppose par des raisons politiques. Cependant Blucher avait formé le projet d'enlever Napoléon de la Malmaison; mais les soldats, les officiers, les généraux, placés dans cette direction, veillent sur lui; et, à la seule annonce de son danger, l'armée entière volerait à son secours. La Commission, ne voulant courir aucune de ces alternatives, se décide enfin à permettre le départ de l'empereur, en prenant toutes les précautions pour l'empêcher de revenir sur ses pas, de séjourner à Rochefort, et de remettre le pied à terre une fois qu'il serait embarqué.

Les adieux de Napoléon à sa garde réunie autour de lui, à Fontainebleau, avaient été une grande scène de l'histoire romaine transportée dans les temps modernes ; ses adieux à la princesse Hortense et à quelques amis fidèles qui lui restaient à la Malmaison furent touchans ; ils montrèrent dans le souverain déchu un héros de pair avec la plus haute infortune, comme il l'avait été avec la plus haute prospérité; un prince qui avait un cœur d'homme, et surtout un amant de la France dont le sort à venir excitait sa plus vive sollicitude. Napoléon fut accueilli sur son passage par les plus vives marques d'intérêt et de dévouement ; mais rien ne put égaler les transports que firent éclater à sa vue les troupes réunies aux habitans de la ville de Niort ; cet accueil lui suggéra encore l'idée d'offrir une dernière fois, comme soldat, ses services à la France. A Rochefort, sa présence excita un enthousiasme universel; aucune force n'aurait pu l'empêcher de reparaître à la tête des affaires, mais il eut horreur des maux d'une guerre civile qui, désormais, ne pouvait plus profiter qu'à lui seul. A la Malmaison, il avait paru beaucoup pencher à la résolution de se rendre en Angleterre ; de nouvelles réflexions, ou plutôt une funeste condescendance, le confirmèrent dans la pensée de se confier à la foi britannique. Le 14 juillet, il fit prévenir l'amiral Keit qui croisait devant Rochefort, du dessein qu'il avait formé de se rendre à bord d'un vaisseau anglais. Le lendemain il se fit transporter jusqu'au Belléro-

phon, où il fut reçu avec les honneurs dus à son rang et à son infortune. Dès ce moment, il avait perdu sa liberté pour toujours, et se trouvait le prisonnier de ses plus implacables ennemis. Le général Becker suivait l'empereur qui se rendait au vaisseau amiral; mais, au moment d'aborder, Napoléon, toujours plein du sentiment de ces convenances que donne une grande âme, lui dit avec calme : « Retirez-vous, général, je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un Français soit venu me livrer à mes ennemis. »

Avant de quitter Rochefort, il avait écrit au prince régent d'Angleterre la lettre suivante, que le général Gourgaud fut chargé de remettre :

« Altesse royale,

» En butte aux factions qui dévorent mon pays, » et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Eu- » rope, j'ai terminé ma carrière politique; et je viens, » comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple » britannique. Je me mets sous la protection de ses » lois, que je réclame de V. A. R., comme du plus » puissant, du plus constant et du plus généreux de » mes ennemis.

» Rochefort, 13 juillet 1815. »

Napoléon, en paraissant croire à la générosité anglaise, avait donc oublié que l'intérêt est le dieu de l'Angleterre, qu'elle viole les droits les plus sacrés, qu'elle ne recule jamais devant un crime quand elle le croit utile à ses desseins; et enfin qu'elle avait une haine encore plus violente contre l'auteur du

blocus continental et le maître de l'Europe pendant quatorze ans, que contre la France même. Ce fut à Plymouth qu'il reçut la réponse de sa lettre au prince régent : deux commissaires du gouvernement vinrent lui signifier qu'il était prisonnier de guerre, et qu'il serait renfermé à Sainte-Hélène. Telle est la loyauté anglaise ! Napoléon descendit dans sa cabine, et écrivit sur-le-champ une protestation énergique : « Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et » des hommes, contre la violence qui m'est faite, » contre la violation de mes droits les plus sacrés, en » disposant, par la force, de ma personne et de ma » liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon*. Je ne suis pas prisonnier ; je suis l'hôte de » l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation du capitaine qui a dit avoir des ordres du gouvernement » de me recevoir et de me conduire en Angleterre si » cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne » foi pour venir me mettre sous la protection des lois » de l'Angleterre. Aussitôt assis à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si » le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir ainsi que ma » suite, n'a voulu que me tendre une embûche, il a » forfait à l'honneur et flétri son pavillon. Si cet acte » se consommait, ce serait en vain que les Anglais » voudraient parler désormais de leur loyauté, de » leurs lois et de leur liberté. La foi britannique se » trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*. » J'en appelle à l'histoire. Elle dira qu'un ennemi, » qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint

» librement, dans son infortune, chercher un asile » sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-» il lui donner de son estime et de sa confiance? Mais » comment répondit-on, en Angleterre, à une telle » magnanimité? On feignit de tendre une main hos-» pitalière à cet ennemi; et quand il se fut livré de » bonne foi, on l'immola.

» NAPOLÉON.

» *A bord du Bellérophon, à la mer.* »

Si le gouvernement de la Grande-Bretagne est un gouvernement affreux dans ses rapports avec les autres gouvernemens, il y a un fonds d'honneur et de grandeur d'âme dans la nation : la détention injuste et illégale de Napoléon, d'un ennemi désarmé, d'un prince qui avait résigné le pouvoir suprême pour arrêter l'effusion du sang humain et prévenir la guerre, excita une fermentation dangereuse qui avait les caractères de l'indignation, et pouvait aller jusqu'au soulèvement. Les ministres alarmés s'empressèrent de hâter le départ du captif illustre, dont la seule présence soulevait en sa faveur tout un peuple ennemi. On fit armer le Northumberland pour recevoir Napoléon; pendant ces préparatifs, un concours immense remplissait la rade de Plymouth : les Anglais de tous les âges, de toutes les conditions, voulaient contempler le grand homme, ne fût-ce qu'un moment; des milliers d'embarcations entouraient sans cesse le Bellérophon où il résidait encore, et prodiguaient au vainqueur de l'Europe tous

les témoignages d'admiration et d'intérêt. On ne sait pas le mouvement que Napoléon, descendu à terre, eût pu produire chez un peuple révolté par la plus affreuse violation de tous les principes d'honneur, de morale et de droit public. Qu'on se rappelle les transports que nous avons vu éclater, il y a quelques jours, parmi les troupes et les citoyens, sur le passage de Napoléon, et surtout à Niort et à Rochefort, et qu'on juge de l'impression qu'aurait faite en France la tentative de reprendre les armes, exécutée par l'homme prodigieux qui ne pouvait toucher le sol de la Grande-Bretagne sans épouvanter le gouvernement!

Enfin, le 7 août, Napoléon séparé, par la force, de quelques serviteurs dévoués, le duc de Rovigo et les deux généraux Lallemand, que l'on craignit encore quoique captifs et désarmés, monte à bord du Northumberland, avec sa suite, et bientôt l'escadre appareille. Elle arrive à la hauteur du cap Lahogue; Napoléon reconnaît les côtes de la France, il verse des larmes d'attendrissement, et s'écrie : « Adieu, terre des braves! adieu, chère France! quelques traîtres de moins, et tu serais encore la grande nation et la maîtresse de l'univers. »

Pendant la traversée, qui dura trois mois, Napoléon conquit l'admiration, la profonde estime, l'attachement même de tous les officiers anglais qui purent l'approcher; son caractère ne se démentit pas un seul moment. Au moment de l'arrivée du Northumberland devant Sainte-Hélène, Napoléon ne

laissa échapper aucune marque d'émotion à l'aspect des énormes rochers qui allaient devenir sa prison éternelle.

A l'époque où il débarqua, sir Georges Cockburn était gouverneur de l'île. Dur, sévère, violent même, cet amiral avait une âme, il connaissait les égards dus à une grande infortune. Et quel homme, à moins d'être un barbare, aurait voulu ajouter aux chagrins d'un proscrit séparé, par deux mille lieues, de sa femme, de son fils, de sa famille entière, de tous les objets de ses affections, de sa patrie, du théâtre de sa gloire, et enchaîné sur un rocher dans une île meurtrière? En effet, on ne peut marcher une demi-heure dans Sainte-Hélène sans éprouver d'étonnantes variations atmosphériques : selon les accidens du terrain on se trouve tantôt sous la zone torride, et tantôt sous la zone glaciale. En outre les pluies sont abondantes et continuelles dans le pays où règnent encore deux maladies presque toujours mortelles pour les Européens, la dyssenterie et l'hépatite.

Rien n'était prêt pour recevoir Napoléon à son arrivée; il fallut se contenter d'une chambre et d'un grenier cédés par un bon et sensible Anglais, sir Balcombe : ce ne fut qu'au bout de deux mois que l'empereur put habiter la maison de Longwood, située dans une plaine sans verdure, et autour de laquelle on ne trouve d'autre ombre que celle d'un petit nombre d'arbres à gomme, dont quelques feuilles seulement paraissent à l'extrémité des branches. Là, il se créa une manière de vivre conforme

à ses goûts et aux besoins de son esprit. Se rappelant la promesse qu'il avait faite à ses soldats d'écrire les grandes choses accomplies avec eux, il écrivait ou dictait ses *mémoires :* personne n'en était plus capable que lui ; son style, plein d'énergie et d'images passionnées, était surtout propre à peindre les actions militaires; presque toutes ses proclamations sont des modèles d'éloquence : il trouvait des inspirations soudaines dans ses écrits, comme sur les champs de bataille. Tous les jours, il faisait des promenades à cheval dans une étendue de terrain qui lui avait été assignée; souvent il admettait à sa table des officiers anglais, et se plaisait à les questionner. Mais son plus grand bonheur était de se voir entouré de la religieuse fidélité, des soins tendres, des respects affectueux, du dévouement sans bornes des Bertrand, des Montholon, des Gourgaud, des Las-Cases, dont les noms vivront dans la mémoire aussi long-temps que les vertus dont ils ont donné le touchant exemple, seront en honneur parmi les hommes. Avec de tels secours, rien ne paraissait manquer à Napoléon que sa famille et une liberté raisonnable dans l'île dont il ne pouvait sortir ; mais la prison, déjà si pénible pour un homme de ce caractère, allait devenir intolérable.

C'était une barbarie de la part des ministres anglais, d'avoir relégué Napoléon sous le fatal climat de Sainte-Hélène; ce fut un crime de choisir sir Hudson Lowe pour le gardien de l'illustre captif. L'amiral Cockburn, auquel on donnait un si indigne

successeur, n'avait pu résister à l'ascendant de Napoléon, et à un certain charme, effets de la surprise que causaient tant de dignité, de patience, de résignation et de bonté dans un tel homme. Mais Hudson Lowe, l'un des plus mauvais soldats de la Grande-Bretagne, dès long-temps accoutumé à martyriser les soldats français en sa qualité d'administrateur de ces trop fameux pontons, la honte éternelle du gouvernement de nos voisins, avait l'esprit d'un sbirre, le caractère d'un geolier et le cœur d'un bourreau qui aimerait à prolonger des supplices; rien ne pouvait le toucher. Il se plut à torturer sa victime, et à la faire expirer dans une lente agonie. Napoléon a exprimé, avec son génie ordinaire, cette affreuse situation : « Nouveau Prométhée, je suis attaché à un roc où un vautour me ronge. Oui, j'avais dérobé le feu du ciel pour en doter la France; le feu est remonté à sa source, et me voilà. »

Rien ne fut oublié pour porter de moment en moment, à l'illustre captif, quelque atteinte semblable aux morsures sans cesse renaissantes du vautour de la fable. L'exercice du cheval était absolument nécessaire à Napoléon ; il fut bientôt obligé d'y renoncer par la surveillance indécente et prochaine qui l'arrêtait à tout instant; bientôt même l'espace qu'il parcourait à pied fut tellement circonscrit par les sentinelles, qu'il se vit obligé de renoncer à ses promenades. La transition subite d'une vie laborieuse et agitée à une inaction complète des facultés physiques, favorisa l'invasion de la redoutable

maladie dont il était menacé. Mais la force morale du héros, et sa constitution robuste, pouvaient le soutenir long-temps, et peut-être triompher à la fois d'un calcul barbare et de la funeste influence du climat; sir Hudson eut recours à la mauvaise qualité des alimens, à des privations de toute espèce; l'eau manquait quelquefois à Napoléon; il craignit de ne pas même obtenir le nécessaire pour vivre. « Si je manque d'alimens, dit-il un jour avec calme, en montrant les troupes de la garnison, j'irai demander la la soupe à ces braves, ils ne la refuseront pas au premier soldat de l'Europe. » Il fut réduit à vendre une partie de son argenterie pour nourrir ses serviteurs, et obligé de déposer en mains tierces le produit de la vente dont sir Hudson voulut encore diriger l'emploi!

Ce n'était point assez; les serviteurs qu'il affectionnait le plus furent retirés à Napoléon et remplacés par des espions de tous les momens qui ne lui laissaient point de repos; le général Bertrand se vit obligé de réprimer leur insolence dont il demanda raison au gouverneur; mais celui qui a supporté sans vengeance l'humiliante et outrageuse leçon que lui a donnée, dans les rues de Londres, un jeune homme, un fils indigné, n'était pas capable de répondre à la voix de l'honneur. D'autant plus cruel qu'il était plus lâche, sir Hudson redoublait de soins pour abattre le courage de Napoléon. C'est ainsi qu'il lui arracha violemment M. le comte de Las Cazes, l'un de ses plus fidèles et de ses plus utiles compa-

gnons de captivité. Le général Gourgaud, dut aussi quitter Sainte-Hélène. Le docteur O'Meara prodiguait à la grave maladie du prisonnier les soins les plus assidus et les plus éclairés, le gouverneur le força de sortir de l'île. Abreuvé de dégoûts, ne faisant plus d'exercice, fatigué de travaux littéraires par la rédaction de ses mémoires qu'il dictait à ses amis, comme il l'avait promis dans ses adieux de Fontainebleau à sa garde, privé du seul médecin qui eût sa confiance, Napoléon refusa de voir celui que le gouverneur voulait lui imposer; et presque tout espoir de salut était perdu quand le docteur Autommarchi et l'abbé Vignali, vieillard cassé, impotant et perclus, arrivèrent à Sainte-Hélène, envoyés par le cardinal Fesch.

Napoléon était attaqué de la maladie de foie, endémique et mortelle à Sainte-Hélène. Dès le mois d'avril, 1818, le général Gourgaud fut obligé d'écrire à la princesse Borghèse : « Napoléon se meurt dans » les tourmens de la plus affreuse et de la plus lon- » gue agonie. » Quelques mois après, le docteur O'Meara s'empressait d'annoncer au secrétaire de l'amirauté que la vie de Napoléon était en danger s'il résidait plus long-temps dans un climat aussi funeste que celui de Sainte-Hélène, et surtout si l'on ne renonçait pas au système de persécutions dont le malade était l'objet. De nouveaux avis de ce sensible et courageux médecin à lord Bathurst annoncèrent que la mort prématurée de Napoléon était certaine, si l'on

persévérait dans les indignes traitemens adoptés contre lui; mais malgré les généreuses réclamations de lord Holland, secondé par le duc de Sussex dans le parlement d'Angleterre, les ministres opposaient des cœurs d'airain aux cris éloquens de l'humanité. Ils attendaient, ils voulaient, ils souhaitaient la mort de Napoléon; ils en avaient calculé avec certitude l'époque inévitable; cette époque approchait; ils n'auraient pas voulu différer d'un moment le triomphe de leurs cruelles espérances. Aussi le gouverneur, sans doute admis à une affreuse confidence, ou animé du génie infernal de la politique anglaise qui a résolu de se défaire d'un ennemi, refusa de faire passer à Londres la lettre que le comte Bertrand écrivait à lord Liverpool pour demander que Napoléon fût transporté dans un autre climat. Napoléon devait mourir à Sainte-Hélène, sir Hudson le savait; il savait aussi, car cette question avait été prévue au congrès d'Aix-la-chapelle par les alliés, sous les inspirations de lord Castelreagh et de ses pareils, que Sainte-Hélène devait garder les dépouilles du prisonnier de l'Europe, et du martyr de la vengeance britannique. Il est douloureux d'ajouter qu'envain le général Gourgaud et le comte de Las-Cases firent retentir l'Europe de leur plaintes, que vainement une note pressante avait été remise au congrès d'Aix-la-Chapelle au nom d'une des grandes puissances de l'Europe; aucun effort des plus fidèles serviteurs, aucune démarche de la famille im-

périale ne purent obtenir un adoucissement au sort de Napoléon.

Dès long-temps Napoléon avait conçu de fâcheuses idées sur l'état de sa santé. Il parlait souvent de sa maladie dont il suivait les progrès avec une sagacité d'observations d'autant plus remarquable qu'il y ajoutait ce que le médecin le plus habile ne peut suppléer, le sentiment intime et les diverses impressions d'un malade qui s'interroge de sang-froid. On dirait, aux discours de Napoléon sur ce sujet, qu'il lisait clairement au-dedans de lui-même, et voyait d'un œil sûr le siége de la maladie, et les altérations successives des organes blessés. Au mois de mars 1821 il eut le pressentiment de sa fin prochaine. « Quand je serai mort, disait-il un jour à ses amis, chacun de vous aura la douce consolation de retourner en Europe. Vous reverrez, les uns, vos parens, les autres, vos amis; et moi, je retrouverai mes braves aux Champs-Élysées. Oui, continua-t-il, en haussant la voix, Kléber, Desaix, Bessières, Duroc, Ney, Murat, Berthier, Masséna, tous viendront à ma rencontre. Ils me parleront de ce que nous avons fait ensemble. En me voyant, ils redeviendront tous fous d'enthousiasme et de gloire. Nous causerons de nos guerres avec les Scipion, les Annibal, les César, les Frédéric.... ; il y aura plaisir à cela.... A moins, ajouta-t-il en riant, qu'on ait peur là-bas de voir tant de guerriers ensemble. » Ce langage était celui d'un homme qui voyait venir la mort sans aucun effroi; effectivement elle avançait chaque jour vers

celui qui ne la repoussait pas, qui, peut-être, la souhaitait, mais qui avait résolu de l'attendre et de lui laisser choisir son heure. Chaque jour elle faisait un pas, chaque jour la faiblesse du malade augmentait; forcé de s'aliter souvent, il ne prenait presque plus d'alimens, et encore son estomac ne pouvait-il les garder. Avril se passa dans les souffrances d'une dissolution progressive et rapide. Vers la fin du mois il n'y avait plus pour lui d'espoir de salut; et vivant, déjà il disposait de ses débris mortels d'une manière digne de sa vie. Époux tendre, il léguait son cœur à sa chère Marie-Louise; père et ami de l'humanité, il livrait son corps à la médecine pour servir de préservatif à son fils, et de documens à l'art de guérir. Souverain jusqu'au dernier moment, il réglait en roi les préludes de ses funérailles; Français à son dernier soupir, ses dernières volontés portaient : « Je désire être enterré sur les bords de la Seine, au milieu des Français que j'ai tant aimés. »

Le 1^er^ mai, Napoléon s'était levé, mais une faiblesse l'avait forcé de se mettre au lit; ce jour, il dit à l'un de ses plus fidèles serviteurs : « Dans quatre jours je ne serai plus. » Ayant repris quelques forces, il fit placer devant lui le buste de son fils, et ne cessa plus d'avoir les yeux fixés sur cette image chérie d'un enfant pour lequel il avait rêvé tant de gloire et de prospérité. Le 2 et le 3, le mal augmenta dans une progression effrayante; le 4, une lueur d'espérance vint briller aux regards de ses amis, que la vérité eût bientôt détrompés. Jamais agonie ne fut plus

calme; aucun signe de douleur ne parut sur le visage du mourant; aucune plainte ne lui échappa; il fut doux envers la mort (1). Son regard était serein; sa voix faible, mais assurée, fit entendre ces mots entrecoupés : « *Nation française !..... Rien à mon fils que mon nom..... Mon fils! France!..... France!.....* Un peu avant six heures du soir, Napoléon croisant les bras avec effort, prononça les mots : « *Tête..... Armée,* » jeta encore un regard sur le buste de son fils, et rendit le dernier soupir lorsque le soleil quittait l'horizon.

Au moment de sa mort, il était entouré des familles Bertrand et Montholon, plongées dans la plus profonde douleur. Son corps fut ouvert comme il l'avait ordonné; les hommes de l'art constatèrent que sa maladie était un cancer à l'estomac; on trouva cette partie percée par une profonde ulcération; toutefois le docteur Autommarchi refusa de signer le procès-verbal de ses confrères. De sinistres soupçons, des rumeurs qui seront peut-être un jour confirmées par des faits encore enveloppés d'un nuage obscur, planent sur les véritables causes de la mort de Napoléon; beaucoup de personnes ont paru craindre que la nouvelle Rome, plus impatiente que l'ancienne, parce qu'elle était plus envenimée dans sa haine, et qu'il fallait espérer trop long-temps l'accomplissement d'un violent desir, n'ait pas voulu attendre la mort naturelle du moderne Annibal.

(1) Expressions de Bossuet.

Napoléon en avait le pressentiment (1); mais si l'on doit se garder d'admettre de semblables accusations sur des soupçons et des pressentimens, jamais les ministres anglais ne se laveront du reproche d'avoir choisi le séjour meurtrier de Sainte-Hélène, pour un grand homme qui était venu se confier à la foi britannique, et surtout d'avoir fait mourir si long-temps un ennemi désarmé! Quant aux autres gouvernemens de l'Europe, puissent-ils avoir, dans l'ignorance des supplices du Prométhée de Sainte-Hélène, des excuses légitimes devant Dieu et la postérité, pour un si barbare oubli du respect dû au génie, à la gloire, au malheur, aux traités les plus solennels et aux saintes lois de l'humanité! Que si les puissances, dont l'une, du moins, éleva la voix à Aix-la-Chapelle, en faveur du proscrit qui avait relevé des empires et donné des couronnes, peuvent ainsi s'absoudre devant le tribunal des hommes et du ciel, quelle responsabilité pèse sur la tête des représentans des princes du continent à Sainte-Hélène!

Napoléon fut exposé aux regards du public le 6 et le 7 mai, sur le lit-de-camp qui lui avait servi dans toutes ses campagnes : il était revêtu de l'uniforme des chasseurs de la garde, et couvert en partie du manteau qu'il portait à Marengo, devenu, par ce

---

(1) « L'Angleterre réclame mon cadavre, je ne veux pas la faire attendre. »

nouvel usage, le plus magnifique ornement dont un héros ait pu être décoré après sa mort. Lui-même avait prescrit ces dispositions ; il avait voulu apparaître une dernière fois, comme si, accablé des fatigues d'une grande bataille, il reposait encore dans ses habits guerriers et sous son manteau de gloire. Par un privilége heureux et rare, après de si longues souffrances, ses traits qui paraissaient à peine altérés, un léger sourire errant sur ses lèvres, attestaient le calme de son âme au moment suprême; il paraissait dormir ; et cet ensemble de circonstances aurait produit une illusion complète, sans les préparatifs funèbres qui rappelaient la triste vérité.

Quelques heures avant de mourir il avait dit à ses amis : « Tout ce qui se rattache à ma personne restera cher à bien du monde. D'ici, je donne des couronnes!... Oui, mes chers amis, quand vous retournerez en Europe vous trouverez des couronnes! » Tous les cœurs français ont justifié cette noble espérance en payant leur tribut d'admiration à tous ceux qui ont volontairement embrassé l'adversité de Napoléon et partagé des douleurs héroïques ; mais avec quel respect, avec quelle religieuse reconnaissance la nation aurait salué les restes du grand homme! Les généraux Bertrand et Montholon ne purent pas même obtenir le cœur de leur souverain pour le transporter en France. Le gouverneur anglais craignit le triomphe des cendres de Napoléon ; il ne voulut pas qu'elles reposassent sur les bords du fleuve dont les eaux réfléchissent chaque jour les monu-

mens de son règne. Napoléon avait prévu cette dernière persécution; l'événement a justifié sa triste prévoyance. Mais du moins les plus grands honneurs lui ont été rendus; ses funérailles, célébrées par quelques amis, désespérés d'une perte si grande et si cruelle, au milieu des habitans de l'île, et des soldats de la garnison, muets de douleur et d'admiration devant les restes inanimés d'un héros, ont eu toute la pompe des funérailles d'un empereur; et ce qui est bien au-dessus de toutes les décorations dont nous cherchons à parer la mort, elles ont vu couler sur son cercueil les larmes de la France et de l'Angleterre dignement représentées dans cette imposante cérémonie. Napoléon, comme il l'avait demandé, en supposant que l'on refusât le sol de la patrie à ses cendres, repose au fond d'un site romantique, appelé la vallée du Geranium, où il avait plus d'une fois médité sur les forces morales de l'homme, sur la brièveté de sa vie comparée à la grandeur de ses desseins, et sur la mort qui met fin à tout, au moment où l'ouvrage du génie est encore si loin du but qu'il se proposait d'atteindre.

Dans son vaste cercueil, gardé par quelques officiers anglais, et visité maintenant par tous les vaisseaux qui passent devant l'île, les pieds de Napoléon sont vers l'orient, sa tête vers l'occident.

Ses victoires avaient immortalisé les noms de Rivoli, de Castiglione, de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna, et de Friedland, de même son séjour et son tombeau ont immortalisé Sainte-Hélène.

## CHAPITRE X ET DERNIER.

### COUP D'ŒIL GÉNÉRAL.

Essayons maintenant de rapprocher, dans un tableau rapide, les traits qui composent la physionomie morale de l'homme le plus extraordinaire des temps modernes, et peut-être de tous les temps. Dans son enfance, rien de remarquable que la curiosité qui cherche la raison de tout. Dans sa jeunesse, la passion des sciences exactes, un ascendant marqué sur ses condisciples, un orgueil qu'il ne fallait point offenser, l'amour de l'ordre et l'obéissance aux règles établies. Ses maîtres aperçoivent en lui les traces profondes d'un grand caractère; l'un d'eux écrit au sujet de son élève : « C'est du granit échauffé par la flamme d'un volcan. » Sorti des écoles militaires, Bonaparte fit ses premières armes avec les gardes nationales de la Corse contre les Anglais qui s'étaient emparés de cette île par le secours du célèbre Paoli, long-temps le héros du jeune officier dont il avait entrevu les hautes destinées. De l'époque de l'incendie d'Ajaccio par les Anglais, date peut-être la haine nationale et invincible que Bonaparte a toujours portée à ces insulaires. Aussi courut-il avec joie

à Toulon pour en délivrer la France, comme il avait voulu en délivrer son pays natal. Désormais il trouvera ces éternels ennemis de notre prospérité partout devant lui jusqu'à la fin de la carrière qui va s'ouvrir devant ses pas.

Après quatre années de triomphes remportés sur toutes les forces de la coalition, nous n'avions pu obtenir la paix générale : l'honneur de la conquérir était réservé à un officier de vingt-six ans qui n'avait jamais commandé une armée. Pendant le cours de ces brillantes campagnes d'Italie, couronnées par les préliminaires de Léoben, les Anglais ne lui suscitèrent pas moins d'embarras que les Autrichiens; quelquefois même les premiers lui parurent plus redoutables que les seconds; leur politique soulevait contre nous toute la Péninsule; leur or seul entretenait la guerre, et suscitait des armées nouvelles pour succéder à celles que nous avions vaincues. Dans cette lutte acharnée, Bonaparte, devenu l'héritier de la guerre d'extermination que le fils de lord Chatam avait déclarée à la République française, sentait à toute heure peser sur sa tête la fatale influence de l'Angleterre. Ce sont les Anglais qu'il combattait aussi à chaque nouvel engagement avec les soldats de François II; ce sont eux qu'il voulait enchaîner en même temps que les Autrichiens par le traité de Campo Formio; mais les premiers resteront encore en présence, quand les seconds auront posé les armes; il faudra encore beaucoup de sang pour sous-

traire l'Italie entière à leur domination cachée, mais toute puissante. C'est l'Angleterre que Bonaparte court attaquer en Orient, sept mois après la conclusion de la paix avec l'Autriche ; c'est l'Angleterre qui détruit notre flotte, et nous enlève les moyens d'arracher l'Asie et le monde à la suprématie que lui donne l'empire de la mer ; c'est l'Angleterre qui arrête nos conquêtes en Syrie ; c'est l'Angleterre enfin qui nous force d'abandonner une colonie destinée à devenir la source d'une grandeur inouie pour sa métropole. Il n'y a qu'une puissance redoutable au monde pour la France, voilà la pensée qui occupe Bonaparte tout entier à son retour d'Égypte ; cette pensée acquiert une force démesurée quand il voit son ouvrage renversé, la paix détruite, la guerre rallumée avec fureur par l'Angleterre, la coalition qu'elle a renouée maîtresse de l'Italie, attaquant la Hollande, et sur le point d'envahir notre territoire. Conséquemment à cette conviction, les premières démarches du général-consul ont pour but de tenter la paix avec l'Angleterre ; déçu dans ses espérances, il s'applique à détacher Paul I^er^ de l'alliance des Anglais, à faire entrer ce prince dans une ligue contre eux, en même temps qu'à resserrer les liens de l'amitié entre la France et les États-Unis.

Avant d'entrer dans la nouvelle période de la vie de Bonaparte, regardons ce qu'il a fait jusqu'ici. Grand général, aussi grand administrateur, politique habile, il a vaincu et gouverné avec gloire en Italie. Sa renommée s'est accrue en Orient sous ces deux

rapports; son caractère, sa fermeté, sa politique ont jeté un nouvel éclat au milieu des plus redoutables épreuves; par l'audace des résolutions, par l'emploi judicieux de la force, il a su apaiser la révolte et inspirer la crainte à un peuple égaré; mais il a su aussi le ménager par la prudence; de même qu'il a craint l'influence morale et respecté la puissance du pape en Europe, de même, connaissant les effets du fanatisme des sectaires de Mahomet, il a respecté la religion de l'Égypte. Tout était perdu si l'on eût souffert une offense au prophète et au Coran. Kléber, qui attaquait en frondeur parisien les professions de foi du général en chef, reconnut bientôt la nécessité de cette politique. Si Henri IV a dit : « Paris vaut bien une messe, » Bonaparte a pu acheter au prix de quelques paroles, la gloire et le salut d'une armée. Ici il faut remarquer en lui, comme une preuve étonnante de son ascendant, le pouvoir qu'il eut de faire pratiquer les maximes de sa tolérance d'homme d'état par 40,000 soldats victorieux, et naturellement enclins à tourner en ridicule les croyances et les coutumes des autres peuples.

Bonaparte revenait d'Égypte mûri par une expérience qui devait avoir beaucoup ajouté à ses facultés naturelles et acquises; il possédait alors la réunion de tous les avantages que l'état des choses en France demandait dans le chef du gouvernement; mais peut-être aussi les habitudes du pouvoir absolu dont il avait fait l'essai en Italie, et qu'il venait d'exercer dans toute sa plénitude en Orient, avaient-elles

donné une grande énergie à son penchant pour la domination. Il n'avait vu en Égypte qu'un peuple esclave et des soldats obéissans; il allait retrouver chez nous des hommes, des citoyens, des armées encore fortement trempées dans les idées républicaines. Il sentit cette différence, et résolut de prendre, avec les nouveaux instrumens remis entre ses mains, des ménagemens habiles, et d'accorder des concessions au présent, sauf à les reprendre plus ou moins vite sur l'avenir. En Italie, la liberté marchait devant lui et ralliait les peuples autour de nos drapeaux; il avait trop de mémoire et de pénétration pour abandonner une alliée si précieuse, la première cause de ses triomphes; mais au lieu de s'unir à jamais avec la puissance magique qui avait mis tous les rois à nos pieds, il ne voulut faire avec elle qu'un traité du moment, fondé sur l'intérêt, et mobile comme ce Protée du cœur humain. Là est le principe de sa ruine; il la reculera pendant quatorze ans; il maîtrisera l'Europe, il entraînera la France, il répandra sur elle de grands bienfaits, il paraîtra inébranlable sur un trône fondé par la victoire, et affermi par l'habileté; mais son heure arrivera enfin, et la liberté, qui l'avait élevé si haut, laissera tomber un ingrat auquel elle aurait voulu décerner la plus belle palme de l'univers, celle qu'elle réserve aux libérateurs des nations.

Ce funeste avenir est caché dans un nuage de gloire. L'Italie attend Bonaparte comme son libérateur; la France accueille avec des transports de joie

l'auteur de la paix, le héros de la guerre et l'espérance de la patrie. La nation appelait Bonaparte au pouvoir; elle sentait la nécessité d'un gouvernement ferme pour reprendre avec lui le rang que la victoire nous avait donné, mais elle voulait aussi des institutions libérales. Si l'on voulait remplir ce double vœu, il fallait modifier, et non pas détruire, la constitution de l'an 3; il fallait, surtout, y ajouter un ressort capable de maintenir l'équilibre entre deux grands pouvoirs toujours prêts à tenter des entreprises l'un contre l'autre, sans trouver entre eux une barrière invincible. Mal conseillé par lui-même ou par les autres, Bonaparte s'exposa témérairement alors au danger de périr justement et sans gloire, aux pieds de la représentation nationale indignée, ou de violer le sanctuaire des lois, et d'en arracher les mandataires de la France. Plus l'esprit constitutionnel fera de conquêtes, plus la liberté poussera de racines en Europe, plus cette double faute attirera des reproches sévères à l'auteur du 18 brumaire. Après avoir beaucoup réfléchi sur la situation des choses à cette époque, on est porté à penser que peut-être elle demandait impérieusement une dictature; cette dictature devait être courte et accompagnée de garanties d'un retour complet et graduel pourtant au régime constitutionnel. Les circonstances, et surtout les hommes, ne permirent pas cette audace et cette franchise à Bonaparte; d'ailleurs il ne pouvait prendre la dictature après la violence faite au corps-législatif. Du reste, jamais changement politique ne

fut plus nécessaire que celui que tout le monde désirait alors, jamais homme ne parut plus indispensable que Bonaparte ne l'était au moment de son arrivée ; la France allait périr malgré ses victoires ; son salut devait venir du dedans. Nul doute que Moreau et Masséna n'eussent encore triomphé sans le général Bonaparte ; mais, sans le consul Bonaparte, leurs succès eussent en vain augmenté l'éclat de notre gloire militaire ; malgré les immenses ressources qu'elle renfermait encore et que le génie d'un homme a créées ou fécondées pendant son règne, la France aurait fini par succomber de détresse dans sa lutte avec les rois conjurés contre elle, si Bonaparte ne fût venu prendre les rênes du pouvoir. Quelques mots suffiront pour montrer à quel point notre situation était désespérée, même après la bataille de Zurich. Les employés privés d'appointemens depuis dix mois ; tous les traitemens arriérés ; les armées long-temps sans solde au dehors ; celles de l'intérieur ne vivant que de réquisitions ; les récoltes dévorées d'avance par des délégations sur des revenus incertains et mal connus ; les ordonnances des ministres dépréciées sur la place par un agiotage effréné ; les rentiers au désespoir ; le crédit nul et impossible avec le régime de la faiblesse, du désordre et de la mauvaise foi ; un impôt progressif et forcé qui desséchait tous les canaux de la circulation ; une misérable somme de 160,000 fr. pour tout numéraire au trésor public ; voilà un aperçu de nos finances au 18 brumaire. Ce ne sont pas des armées victorieuses, ce sont une ad-

ministration ferme et éclairée, un gouvernement ferme et sage qui peuvent seuls conjurer la ruine d'un État parvenu à ce point de dépérissement. Jamais on ne vit une métamorphose pareille à celle que Bonaparte produisit parmi nous, du 18 brumaire 1799, au 14 prairial de l'année suivante; en sept mois de temps, il fit une France nouvelle; et l'on peut dire que nous étions vraiment sauvés avant la bataille de Marengo qui fut un si grand acheminement à la paix.

L'administration de Bonaparte contribua beaucoup à ces prodiges; mais son gouvernement y eut encore une plus grande part. Entre les bienfaits de cette époque, il faut en remarquer plusieurs; le premier, d'avoir éteint le volcan de la Vendée et opéré une suspension d'armes, une trève entre les deux partis acharnés l'un contre l'autre depuis dix ans, et prêts à reprendre les armes sur toute la surface de la France; le second, d'avoir préservé la nation de rouvrir la lice des révolutions qui nous aurait précipités dans un abîme de maux. D'abord, parce qu'après l'action et la réaction qui avaient eu lieu, les deux partis, s'ils venaient à rentrer en hostilités ouvertes, ne pouvaient plus se faire qu'une guerre d'extermination; ensuite, parce qu'un nouvel et profond ébranlement, donné à un peuple composé de vingt-cinq millions d'hommes, eût retardé pour un demi-siècle, peut-être, l'établissement d'un système régulier.

Rechercher les élémens du corps social, les rap-

procher, en former un ensemble solide, telle était la mission du premier consul; il la remplit avec le plus rare bonheur; et, ce qui est digne des plus grands éloges, il dut un tel succès bien plus à la sagesse qu'à la force; il fut habile à contenir les partis et se laissa peu réduire à la nécessité toujours fâcheuse de les réprimer par la force. Des conspirations s'élevèrent pourtant contre lui; celles des républicains prenaient leur source dans les ombrages que leur donnait la rapidité de sa marche vers le pouvoir qu'il voulait absolu, en se réservant d'en faire un bon usage, comme si c'était là une garantie suffisante pour une nation. Ces entreprises étaient sans aucun espoir de réussite; il aurait dû en tarir la source par la clémence, et surtout par de sages concessions. Les entreprises des royalistes qu'il protégeait d'une manière si généreuse, étaient une affreuse ingratitude, et produisirent l'affaire du 3 nivose, un de ces attentats inouis qui prouvent de quelles fureurs il nous avait préservés en arrachant la France à ce parti, devenu puissant par une organisation forte, excité par nos malheurs, et prêt à seconder les vengeances de l'étranger résolu alors à étouffer la liberté dans des flots de notre sang. Les auteurs de cet attentat furent punis; une fatale erreur en fit retomber aussi la peine sur le parti contraire, et déposa des semences de haine dans les cœurs, fruit naturel de toutes les hautes injustices. Mais la nation heureuse au dedans, glorieuse au dehors, jouissant de la paix générale et des travaux d'un gou-

vernement qui protégeait toutes les choses grandes et utiles, se reposait avec confiance sous l'égide du premier consul en qui elle trouvait à la fois un grand capitaine, un grand prince. Enfin, sauf les dangers que la liberté courait dans le voisinage de tant d'ambition, dangers que la masse n'était pas assez éclairée pour apercevoir, le gouvernement de Bonaparte, assez habile pour conserver au peuple tous les bienfaits positifs de la révolution et maintenir l'égalité qui nous est si chère, obtenait justement l'assentiment général. A beaucoup d'égards, Bonaparte mérite de servir de modèle aux chefs des États modernes qui voudront régner avec une véritable gloire. Heureux le premier consul s'il se fût contenté de ce titre qui lui donnait une place à part au milieu de l'Europe, encore pleine d'effroi devant la République! plus heureux si la dictature déguisée dont il étendait chaque jour les limites, n'eût été qu'un moyen adopté par le génie pour parvenir à préparer le règne des loix sages, en laissant rasseoir et calmer, en éclairant par degrés un pays remué jusqu'en ses fondemens, et qui manquait encore des lumières nécessaires à la vraie liberté, fille des institutions et mère des vertus! Peut-être n'étions-nous pas capables de la recevoir et de la garder au 18 brumaire; mais dix années de repos et d'une sage administration auraient suffi pour opérer d'heureux changemens. Napoléon, investi d'un pouvoir presque sans bornes, environné de gloire, maître d'accroître chaque jour une popularité qu'il devait à des actions durables et

non pas à des paroles fugitives, se trouvait seul à même de nous mesurer la liberté avec la sagesse d'un législateur qui prend conseil du temps, et connaît les esprits auxquels il veut appliquer les fruits de son expérience. Quelque bien pondérée qu'eût été une constitution improvisée au 18 brumaire, elle aurait difficilement résisté par elle-même au choc des partis; les passions étaient trop ardentes, les esprits trop fougueux, les principes constitutionnels encore trop peu connus, les préjugés politiques trop enracinés pour obtenir cette soumission des cœurs qui fait la force des lois. Bonaparte, avec ses yeux d'aigle, a pu reconnaître d'abord une vérité obscure même pour ceux qui prétendaient être les sages du temps, et qui, malgré cette prétention, n'en avaient pas moins des préjugés ou des ignorances incompatibles avec les besoins de la France, telle qu'elle était alors; la faute de Bonaparte n'est donc point dans ce qu'il fit avant et après la bataille de Marengo jusqu'à la paix d'Amiens et au consulat à vie; mais dans le développement rapide de l'erreur qui le conduisit à désirer l'empire et à se réfugier dans le pouvoir absolu pour échapper aux conséquences qu'avait failli avoir pour lui et pour la France la conspiration de Pichegru, de Georges et de ses complices. La nation entière détesta cette entreprise; c'est à ce sentiment peut-être qu'il faut attribuer en partie les trois millions de suffrages qui accueillirent la nouvelle dignité conférée par le sénat conservateur au premier consul; mais Bonaparte, si intéressé à connaître la

vérité, aurait dû sentir qu'en consentant à ce qu'il fût empereur, les Français ne croyaient pas, ne voulaient pas surtout lui attribuer une autorité sans bornes, et demandaient au contraire, comme une garantie indispensable, la conservation du système représentatif.

Ici, Bonaparte finit et Napoléon commence; le premier de ces deux hommes sera-t-il effacé par le second? Les victoires d'Italie et d'Orient pâliront-elles devant les triomphes d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland? L'empire éclipsera-t-il le consulat? Telles sont les questions qui se présentent, et qu'il faut laisser résoudre au siècle et à la postérité. Quel que soit leur jugement, ils ne pourront s'empêcher de ranger Napoléon au rang de ce petit nombre d'hommes privilégiés dont l'apparition est un phénomène et un spectacle dans l'univers.

Comme capitaine, on reconnaît en lui la fécondité d'inventions d'Annibal; l'art de Mithridate à maintenir l'ensemble et l'harmonie entre vingt nations conduites au combat par une volonté souveraine; le génie politique et guerrier de César, ainsi que son ascendant suprême sur les soldats; la rapidité de Charlemagne à transporter des armées d'un bout de l'Europe à l'autre; l'étendue des desseins d'Alexandre; la célérité de ses conquêtes, et jusqu'à la création de la phalange macédonienne que représente à nos yeux la garde impériale. A toutes ces glorieuses similitudes, Napoléon ajoute des avantages qui lui sont particuliers : Gustave-Adolphe a

fondé une admirable école au dix-septième siècle ; mais Napoléon est, dans l'Europe actuelle, le maître de la grande guerre. Lui seul s'élevant tout à coup au-dessus de lui-même, au-dessus de ses batailles d'Italie, a trouvé dans la force de sa tête, dans les ressources de son esprit, dans la puissance de son caractère, les moyens de régir des armées de cinq cent mille hommes, et de leur imprimer une direction avec plus de facilité que Turenne ou le prince de Condé n'en avaient à faire mouvoir trente mille combattans ! Quel général peut-on comparer à celui qui, après avoir livré soixante batailles rangées, n'a été vaincu que deux fois : la première à Leipzick par l'affreuse défection de ses alliés sur le champ de bataille même ; la seconde à Waterloo par l'inexécution d'ordres qui lui assuraient une victoire complète et raffermissaient son trône pour toujours peut-être ! Mais surtout quel capitaine supporterait le parallèle avec le héros de la campagne de 1814 ? Napoléon ne réunit autour de lui que 100,000 combattans dont beaucoup sont des conscrits sortant de la charrue ; avec cette poignée d'hommes, son génie fait face à 600,000 ennemis ; arrête pendant quatre mois toutes les forces de l'Europe ; remporte les plus mémorables triomphes de sa vie, et ne manque que de vingt-quatre heures l'occasion de forcer à la retraite et d'accabler bientôt, avec le secours du peuple français, des ennemis que les seuls efforts de notre armée avaient déjà réduits à commencer leur retraite vers le Rhin ! Bonaparte s'était écrié en

Égypte, avant le désastre de notre flotte, que l'exécution de ses ordres l'eût préservée de sa ruine : « Fortune, encore un jour ! » « Fortune, encore un jour, a-t-il pu s'écrier en 1814, et la France est sauvée ! »

Frédéric II prétendait que, s'il avait l'honneur d'être roi de France, il ne se tirerait pas un coup de canon sans sa permission. Napoléon, élevant cette idée à la hauteur de son génie, regardait la France nouvelle comme le point d'appui qu'Archimède demandait pour soulever le monde ; tout son règne a été la conséquence de la conviction profonde de cette opinion, principe de ses triomphes et source de sa ruine. En effet, les prodiges de notre résistance et les succès de nos armées républicaines avaient imprimé une terreur telle à l'Europe, que Napoléon, à la tête du peuple français, et plein du sentiment de ce qu'il pouvait faire d'un tel peuple, devait long-temps renverser tous les obstacles à ses desseins ; mais la puissance de sa volonté, en réduisant tous les rois, tous les États à entrer dans sa sphère d'activité, à adopter le plan qu'il avait conçu contre l'ennemi commun, l'exposait à tous les dangers de la conjuration des intérêts et des forces qui pouvaient se réunir contre lui, si la fortune venait, un jour, à abandonner le chef d'une longue et difficile entreprise. Toutefois, sans l'intervention perpétuelle de l'Angleterre, sans la constance de sa haine, sans l'immensité de ses sacrifices, sans l'audace de ses résolutions, sans les crimes de sa politique, depuis la mort violente de Paul Ier dont elle

fut la complice, jusqu'à l'incendie de la flotte danoise, brûlée en pleine paix par Nelson dans la rade de Copenhague, l'Europe entière eût subi le joug du génie de Napoléon, et obtenu par lui le triomphe définitif du Continent.

Il n'y eut jamais de représailles plus justes que celles de Napoléon contre l'Angleterre; la vieille France, et plus encore la nouvelle qu'elle avait voulu mettre hors la loi des nations, pour étouffer sa liberté naissante et détruire d'un seul coup tous les germes de sa prospérité, excitaient ce prince à combattre par tous les moyens une puissance infatigable à nous nuire. Mais une fois entré dans ce dessein, le reste de sa vie ne devait plus être qu'une lutte comme celle de Carthage et de Rome. Il pouvait y avoir une suspension, une trêve dans cette lutte, mais la guerre entre l'Angleterre et lui était *une guerre à mort*. Napoléon sentit cette vérité en signant le célèbre décret du blocus continental.

Ces mots : *guerre à mort entre l'Angleterre et moi*, retentissaient chaque jour aux oreilles de Napoléon; ils le réveillaient pendant les courts instants de son repos, ils le préoccupaient au milieu de ses plus beaux triomphes. Après Marengo, après la paix de Lunéville, après les journées d'Austerlitz, d'Iéna, de Wagram, le colosse de l'Angleterre, toujours menaçant, lui répétait sans cesse et avec une effrayante autorité la maxime de César : *Rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire*. De là, des préparatifs maritimes tels qu'aucun prince, aucun peuple n'en réali-

sèrent jamais en un si court espace de temps, et qui attestent peut-être dans Napoléon plus de génie qu'aucune de ses plus grandes et de ses plus heureuses entreprises; de là, l'Angleterre, dans l'attente d'une terreur universelle et près d'être surprise presque sans défense par les flottes de France, d'Espagne, de Hollande, bientôt réunies pour escorter une flottille qui portait 160,000 hommes de débarquement.

Jamais Napoléon ne fut si près d'un triomphe éternel et de la paix du monde que dans ce moment. L'expédition manque par la faute d'un amiral infidèle aux ordres du génie; l'Angleterre est sauvée; elle va reparaître plus redoutable dans la lice, parce que la nation et l'inexorable Pitt qui la gouverne, ont senti toute la grandeur du péril qu'ils viennent de courir. L'Angleterre a renoué une coalition avec l'Autriche, la Prusse et la Russie; de là, sortent la campagne d'Austerlitz, et la paix de Presbourg; la Prusse a été sur le point de nous trahir et peut-être de nous accabler, la Russie persiste dans l'alliance de notre perfide alliée; toutes deux sont unies avec l'Angleterre qui ne se lasse point de nous susciter des ennemis; de là les batailles d'Iéna, la campagne de Pologne, les batailles d'Eylau et de Friedland; enfin le traité de paix de Tilsitt où la paix avec toutes les puissances devient hostile contre l'Angleterre. Ici se présente aux regards de l'observateur un étonnant problème politique. L'Angleterre, en développant un système d'usurpation tel qu'on

n'en vit jamais ; en tenant le monde entier dans les serres de son avarice et de son ambition; en ne voulant souffrir ni commerce, ni industrie chez les autres peuples; en humiliant tous les pavillons; en surprenant les flottes étrangères au milieu de la paix; en ôtant le trône et la vie à Paul I^er^ pour le punir d'avoir jeté de concert avec Napoléon un coup d'œil sur l'Inde; en adoptant, sans aucun scrupule, tous les moyens de ruiner la France par la destruction de sa marine, de son commerce et de son industrie, par la guerre étrangère et par la guerre civile ; l'Angleterre eut l'habileté de faire de l'ambition de Napoléon, toujours condamné à se défendre, ou à courir au-devant du danger le plus évident, un monstre imaginaire à l'aide duquel Pitt et ses successeurs détournant tous les regards de leurs envahissemens, inspirèrent aux princes de l'Europe une terreur qui croissait chaque jour. La prévention contre la France était si forte alors que la Russie, maîtresse de la Pologne qu'un seul mot pouvait lui donner tout entière, capable d'écraser l'Autriche en quelques batailles, menaçant l'Europe du débordement d'un million de soldats dont une partie pouvait aller prendre Constantinople, soulever la Grèce, tandis que le reste se répandrait comme un torrent sur l'Allemagne et sur la France, semblait être oubliée dans le calcul des prévoyances de la politique. Napoléon, plus éclairé, ne voyait que deux grands périls pour l'Europe et pour lui; d'un côté, l'Angleterre qui éternisait la guerre, et qui le mettait dans la nécessité de vaincre ou de périr; de

l'autre, la Russie, qu'il avait réussi à gagner dès son arrivée au pouvoir; qu'il avait été obligé de combattre depuis l'avènement d'Alexandre, mais qu'il devait se concilier ensuite pour conjurer, par une alliance, un orage qui grondait sur la tête de toutes les nations de l'Europe. La campagne de Friedland et le traité de Tilsitt remplirent ce double but. Instruit par les souvenirs du règne de Catherine II, par l'exemple des desseins et de la mort de son père, déjà le successeur de Paul Ier portait une haine secrète à la Grande-Bretagne : Napoléon, doué d'un ascendant suprême sur les autres hommes, et armé des preuves les plus irrésistibles, n'eut pas de peine à convaincre son nouvel allié de cette vérité attestée par le monde, que le gouvernement anglais était, comme il l'est encore, le plus dangereux adversaire, le plus irréconciliable ennemi de la grandeur et de la prospérité des autres peuples, soit en Europe, soit dans l'Amérique et dans l'Inde. Alors l'empereur des Français, au faîte de la gloire et de la puissance, devint, de l'aveu unanime, le chef de la confédération européenne contre l'ennemi commun.

Un mois après le traité de Tilsitt, l'Angleterre fournit à Napoléon, par le bombardement de Copenhague au milieu de la paix, les argumens les plus irrésistibles; la Russie rompt toute communication politique et commerciale avec les auteurs de cette affreuse violation du droit des gens, et promet de venger le Danemarck, s'il n'obtient pas une juste satisfaction ; la Prusse imite cet exemple; d'accord

avec nous, le czar entre en Finlande; le système du blocus continental règne en Allemagne, en Hollande, dans tout le nord entièrement interdit à l'Angleterre. Pour lui fermer également le midi, nous commandons en Italie; nous occupons le Portugal, nous combattons en Espagne, nous lui donnons un roi invinciblement attaché au système de la France, dont la Russie embrasse et soutient toutes les conséquences par ses armes et sa politique; tandis que nous réveillons l'énergie de la Porte Ottomane, dont la capitale est menacée par les Anglais d'un désastre pareil à celui de Copenhague, et que la Perse, ralliée à nos intérêts, entretient avec nous des relations d'amitié qui sont encore des coups portés à nos voisins sur lesquels Napoléon a jeté un vaste réseau qui les environne de toutes parts.

La célèbre entrevue d'Erfurt, en resserrant les liens de l'intimité entre Alexandre et Napoléon, désormais d'accord sur les projets de leur politique et sur le partage des grands intérêts de l'un et l'autre empire, raffermit le système adopté contre l'ennemi. Pendant deux années, le faisceau des forces continentales résiste à tous les efforts de l'Angleterre; en 1809, elle parvient à détacher l'un des dards dont il était formé. La campagne de Wagram, le traité avec la Suède, la paix avec l'Autriche, le mariage de l'empereur avec Marie-Louise, la réunion de la Hollande, achèvent de confondre tous les efforts de l'Angleterre, et de confirmer le grand dessein de la France devenu par la force des choses et par la conviction,

le système de l'Europe. Dix-huit cent dix et dix-huit cent onze, voient d'un côté Napoléon maître du Continent, dans l'intérêt général, marcher à la plus haute prospérité; de l'autre, l'Angleterre, exclue de la société européenne, éprouver les plus cruels embarras, et redouter à la fois la perte de son commerce et le fléau des révolutions qui en serait la ruine.

Dans cette situation, l'empereur paraît inébranlable et près de terminer à jamais par la victoire la lutte dont il avait toujours regardé l'issue comme la plus terrible épreuve de sa fortune; mais le vice de sa politique était de ne pas faire entrer les peuples dans son alliance avec les rois, et de n'avoir vraiment que des cabinets pour auxiliaires. Intimider, tromper, gagner un prince, et surtout acheter quelques ministres suffisent à l'Angleterre pour désunir la coalition qui ne lui inspirait tant d'alarmes, que parce qu'elle connaissait bien le génie de Napoléon. Elle ne manque pas de recourir à ses armes ordinaires. Des intérêts blessés qu'il ne sut pas contenir, l'orgueil national qui lui imposait par ses murmures, des intrigues dans lesquelles l'Angleterre eut pour alliée toute l'aristocratie russe, peut-être une conjuration dont elle était l'âme en secret, entraînent Alexandre qui prend les armes contre nous malgré lui, et quoiqu'il souhaitât avant tout, comme prince et comme homme, l'abaissement de l'Angleterre dont il sentait les trames s'ourdir autour de lui, et jusque dans son propre palais. Au fond du cœur, Alexandre voulait le système continental, et peut-

être regardait-il la nouvelle guerre où il se laissa entraîner, comme un moyen de ressaisir l'autorité dans son empire, de porter de nouveaux coups à l'Angleterre, avec le secours de Napoléon, devenu de nouveau son allié, après une guerre de courte durée. Une foule d'indices, pris dans la conduite et dans les paroles des deux princes, semblent appuyer cette conjecture, à laquelle les dispositions connues d'Alexandre, avant et après la prise de Moskou, donnent beaucoup de poids.

Dans la nouvelle guerre que Londres nous donne, ce n'est pas la Russie qui est le plus à craindre pour nous, c'est l'Angleterre. Nous marchons de triomphe en triomphe, mais l'Angleterre conduit le bras de l'incendiaire de Moskou dont elle veut faire notre tombeau ; Alexandre, effrayé de ses revers, veut partir de Saint-Pétersbourg pour venir signer la paix à Moskou, avec son ancien allié ; l'Angleterre, présente par ses envoyés, suscite des obstacles invincibles à cette résolution, et nous porte une atteinte mortelle en frustrant des espérances fondées sur une connaissance personnelle des sentimens du czar; la fatale prolongation de notre séjour à Moskou, et tous les désastres de notre retraite sont l'effet de l'influence de l'Angleterre ; tandis que nous sommes accablés par la ligue de tous les fléaux réunis, c'est encore un envoyé de l'Angleterre, dont la fureur se soulève contre le maréchal Kutusof qui n'ose pas tenter d'ensevelir les débris de l'armée française dans les neiges de la Russie, arrosée de notre sang. Nous

échappons par des miracles de génie et de courage; l'Angleterre ne laisse pas un moment reposer sa haine et notre malheur. Déjà depuis long-temps elle a favorisé l'esprit d'insurrection en Prusse contre nous, et acheté en Autriche des hommes qui vendraient l'Europe, s'il se trouvait un acheteur. L'une de ces puissances ajoute à nos calamités par la trahison de ses soldats qu'elle désavoue tout haut, et qu'elle approuve tout bas; l'autre se prépare à saisir l'occasion de nous écraser de concert avec les autres puissances. La Suède est entrée ouvertement dans la ligue du Continent, dont Bernadotte a été l'âme en secret par ses funestes conseils à l'empereur de Russie, pendant les conférences d'Abo. Toute l'Europe est séduite ou ébranlée. Le gouvernement Anglais veut la guerre, la campagne de 1813 devient inévitable. Malgré l'énorme disproportion de nos forces avec celles des alliés, nous triomphons encore, mais nous commettons la faute d'accorder le funeste armistice de Prague, et de consentir à l'ouverture d'un congrès, au lieu de ne pas donner un moment de trêve à la victoire qui avait pris sa course. L'Angleterre paraît dans le congrès pour le rompre, et détruire toute espérance de rapprochement. Elle entraîne l'Autriche, dès long-temps séduite par de brillantes promesses, et toujours prête à ressaisir ce qu'elle a perdu; 250,000 hommes sont ajoutés aux armées ennemies. Cependant le nombre ne peut l'emporter sur le génie, Napoléon doit encore dicter la loi à ses adversaires; nous succombons à Leipsick, sous d'infâ-

mes défections. Arrêtés dans leur marche par la mémorable victoire d'Hanau, les alliés sont enfin réunis à Francfort. Là, toujours appliquée au même dessein, l'Angleterre nous fait encore plus de mal que pendant les deux dernières campagnes; là, elle achève de briser notre système continental, elle resserre les liens de la conjuration formée contre Napoléon, suscite la pensée révolutionnaire de le séparer de la France, affermit tous les esprits dans la résolution de l'abattre, et de réduire la nation au point de ne lui laisser que la vaine ressource des plaintes, lorsqu'elle aura cédé aux fourberies politiques par lesquelles on aura trompé sa bonne foi, et paralysé son courage.

Dix-huit cent quatorze arrive : Napoléon, en face de toute l'Europe, renouvelle ou surpasse tous ses prodiges passés; les alliés épouvantés des ressources de son génie, reculent devant lui, et vont se réfugier vers le Rhin. L'Angleterre, acharnée sur sa proie, et sentant que la victoire de Napoléon va devenir un nouvel arrêt de l'Europe contre elle, dissipe les terreurs des princes, arrête leur fuite, réunit leurs ministres, leur inspire la persévérance de sa haine, conduit toutes les fourberies du congrès de Châtillon, s'oppose impérieusement à la signature d'un traité de paix ordonné par Alexandre, profite de l'absence de l'empereur d'Autriche dont elle se défie, dicte la loi aux puissances, les entraîne à Paris, et ne s'arrête enfin, qu'après la chute de Napoléon et l'humiliation de la France. Elle craignait égale-

ment l'un et l'autre, elle voulait leur ruine; mais loin de ses conseils la généreuse pensée de chercher à rétablir la dynastie des Bourbons; l'Angleterre ne songeait pas plus aux intérêts de Louis XVIII, en 1814, qu'elle n'avait pensé à ceux des successeurs de Louis XVI, en brûlant la flotte et en détruisant l'arsenal de Toulon.

Napoléon est réduit à la royauté de l'île d'Elbe; l'Angleterre tremble encore de le voir si près d'elle et de la France; elle favorise ou inspire la résolution de l'enlever de vive force pour l'enfermer à Sainte-Hélène. Toutefois ce n'est pas à cette menace, mais au sentiment profond des vœux et des besoins de la France qu'il faut attribuer cet étonnant retour, ce merveilleux voyage du chef de tant d'armées qui, seul, vient reconquérir un empire sans verser une goutte de sang, et remonter paisiblement sur un trône occupé par une ancienne dynastie protégée par l'Europe entière. Après ce triomphe d'une espèce si nouvelle, après des préparatifs qui sont des miracles d'une vie si féconde en prodiges, deux batailles gagnées relèvent la fortune de Napoléon. La troisième, qui est une victoire complète jusqu'à la moitié du jour, se termine par le revers de Waterloo, ce triomphe immérité du général anglais, et conduit Napoléon à la longue agonie de Sainte-Hélène, l'éternel opprobre du gouvernement anglais.

Napoléon travaillait pour l'Europe entière, en s'opposant à l'affreux système d'oppression des rois et des peuples, que l'Angleterre développe partout où elle

étend sa domination ; il combattait au profit de l'Europe la prétention des Anglais à l'empire de la mer et au monopole du commerce du monde. L'Europe a commis une faute en abandonnant son défenseur contre l'Angleterre. Les Bourbons eux-mêmes, qui ont cru devoir, et qui ne doivent pas leur rétablissement à cette puissance, mais à des Français, ne savent déjà que trop bien ce qu'on peut craindre de sa haine envers la France. Cependant, avec de justes raisons d'accuser l'Europe, Napoléon doit imputer sa chute à lui-même. L'Angleterre était perdue, s'il se fût donné les peuples pour alliés, en mettant de sages concessions de liberté pour conditions de la paix qu'il accordait à la Prusse, à l'Autriche, à la Russie, dont les confidences particulières du czar et sa propre expérience lui avaient appris à connaître l'esprit, déjà mûr pour un commencement de révolution politique. Que de maux prévenus peut-être par cette sage alliance! Avec elle, point d'insurrection possible de la Prusse et de l'Allemagne. En sacrifiant au plaisir de créer des rois, à l'ambition de restaurer le pouvoir absolu, il commettait deux fautes : la première et la plus grave, de se séparer des peuples ; la seconde, de s'exposer sans défense aux ingratitudes nécessaires de l'orgueil humilié des présens d'un soldat, aux tentatives inévitables de la vieille politique des cabinets, et à l'obsession des princes vendus par leur conseil. Les peuples, fatigués par la conquête, trompés par leurs gouvernemens et par les apparences, ne virent dans le grand capitaine,

sans cesse provoqué par ses ennemis, que l'auteur d'une guerre éternelle, qu'un nouvel Alexandre qui étouffait dans les limites de ses vastes États; ils finirent par lui imputer tous les maux que faisait souffrir à l'Allemagne une lutte si longue et si cruelle. Cependant son génie et sa fortune l'emportaient encore sur tous les obstacles, et un long avenir était devant lui, pour regagner par des bienfaits immenses, par une haute prospérité, les cœurs que lui avait aliénés la nécessité de tout subordonner à l'accomplissement d'un dessein utile à toute l'Europe. En ce moment les princes, avertis par l'Angleterre, ou plutôt par le mauvais génie de la France, reconnaissent la grande faute politique du règne de Napoléon ; ils prennent le rôle que sa haute raison aurait dû adopter; dès-lors, les cours de ces mêmes princes, devenues révolutionnaires, mais avec perfidie, favorisent l'esprit de liberté dans les peuples, et mettent tout leur espoir dans l'insurrection dont elles avaient éloigné la contagion par une guerre de vingt ans; nous avions contribué nous-mêmes au succès de ce système. Le pouvoir absolu de Napoléon, accompagné d'institutions, comme le jury, l'indépendance des tribunaux, l'égalité des citoyens devant la loi, l'admission de tous aux fonctions publiques, la route de la fortune ouverte à tous les grands talens, l'uniformité des poids et des mesures, un même code civil pour tout l'empire, un bon système administratif, l'ordre dans les finances, et un admirable régime de comptabilité, la protection accordée aux sciences qui répandent

des lumières et des bienfaits, étaient de la liberté pour les peuples que nous allions visiter par la guerre; les armées de Napoléon, quoique pleines d'un dévouement sans bornes pour lui, renfermaient beaucoup de citoyens, qui répandaient partout sur leur passage des idées qui éclairaient les vaincus et leur inspiraient le désir des heureuses réformes que la France avait obtenues de sa révolution. Ainsi ce prince même, qu'on accusait de conspiration permanente contre la liberté, favorisait, par le commerce de ses soldats avec les peuples, les idées dont les gouvernemens de l'Europe allaient faire un moyen d'attaque contre lui, et concourait, sans le savoir, à sa propre perte. Il devait succomber à ce nouveau genre de périls; il a succombé en effet. Mais qu'est-il arrivé? Quels fruits les peuple ont-ils retiré de leur confiance et de leur courage? Le pouvoir absolu a repris tout à coup les concessions qu'il avait faites dans sa terreur; l'Italie a été mise sous un joug de fer; les généreux soldats de l'insurrection se sont vus désarmés, poursuivis comme des rebelles, et traités comme suspects; la liberté a été proscrite; la plus grande partie des peuples de l'Allemagne, trompés dans leur attente, ont été réduits à pleurer sur les imprudents secours qu'ils avaient prêtés au despotisme; aujourd'hui l'Europe, qui avait poussé un cri de délivrance à la chute de Napoléon, gémit dans ses nouvelles chaînes; et, pressée par les deux colosses dont ce grand homme empêchait seul qu'elle ne fût écrasée, elle attend, dans le

silence et la stupeur, ce que la fortune décidera entre l'Angleterre et la Russie qui se disputent l'empire du monde. Tout serait perdu si le règne de la Charte donnée à la France par Louis XVIII; si les exemples des bienfais du régime constitutionnel, quoique encore trop imparfait chez nous, contre les intentions de ce prince ; si la liberté, que les voyages européens de nos armées et le séjour des étrangers ont communiquée, comme une contagion, aux peuples de l'Allemagne, et même aux habitans des dernières limites de l'empire des czars, ne nous faisaient entrevoir l'aurore du salut.

Quant à la France, si après l'horrible guerre qu'on lui avait faite pendant si long-temps, elle avait pu être dupe un moment du piége qu'on lui tendait en voulant la séparer de Napoléon, la manière dont on l'a dépouillée, humiliée, désarmée dans les congrès, suffirait sans doute pour lui apprendre que c'était elle que l'on avait juré d'abattre, et que le crime de son chef était d'avoir voulu qu'elle devînt grande et heureuse. A quelque hauteur qu'il l'eût placée, on s'alarmait surtout de ce qu'elle pouvait devenir entre les mains du génie, libre enfin de la régénérer entièrement par des créations de toute espèce; l'Angleterre surtout, cette puissance où les intérêts sont des lois suprêmes, des règles inflexibles, et joignent l'unité du but à la continuité des efforts pour y parvenir; la constance, qui ne s'en laisse jamais détourner, à l'ardeur, à la violence des passions qui y courent par toutes les voies, et ne connaissent ni morale,

ni frein pour les arrêter; l'Angleterre craignait encore plus la paix que la guerre de la France, sous Napoléon. Cette pensée vraie et profonde prenait sa source dans la justice que le gouvernement anglais rendait à son ennemi, et dans l'examen attentif de ce qu'il avait fait pour notre pays au milieu des embarras, des dépenses et des périls d'une guerre perpétuelle.

Napoléon a régi un empire composé de près de cent millions d'hommes, et partout il a fécondé les germes de la grandeur et de la prospérité des peuples; il a laissé à chacun d'eux des traces ineffaçables de son passage et de son règne; les pays même dont les habitans ont été le plus acharnés à sa perte, jouissent des bienfaits qu'il a répandus sur eux. En effet son régime administratif, judiciaire, constitutionnel même, était une amélioration immense dans le sort des hommes. L'Italie accablée de tous les genres de malheurs et d'humiliations le regrette comme un libérateur et un père : l'Allemagne voudrait être en possession de ses lois et de plusieurs de ses institutions. Les amis de la liberté dans ces deux pays ont appris à connaître, au milieu des proscriptions de toute espèce, celui qui avait assez de force et de confiance en lui-même pour être ni persécuteur ni cruel, et ne pas recourir à la terrible inquisition politique dont l'Europe a été le théâtre depuis sa mort. Quant à l'Espagne, combien de maux elle aurait évités en acceptant, en gardant la constitution de Bayonne, tout imparfaite qu'elle pouvait être! Quelle diffé-

rence pour l'Espagne, entre ce qu'elle pouvait attendre de Napoléon qui voulait et connaissait les moyens de la rendre prospère, et les présens de l'empereur Alexandre dont les erreurs en politique ont favorisé le parti qui conduit la nation à sa perte. Sans doute l'Espagne a dû regarder notre invasion comme un outrage à son indépendance; sans doute elle a dû prendre les armes; mais après avoir sauvé l'honneur, le premier des biens pour les nations comme pour les particuliers, combien la paix, utile et même glorieuse qu'elle pouvait faire avec nous, sous la condition du retour de Ferdinand, maintenu lui-même par une sage constitution, aurait été préférable aux déchiremens de la guerre civile, à la proscription de tous les hommes généreux et éclairés, aux vengeances du fanatisme, à l'avilissement de l'autorité royale tournée en despotisme, et bientôt impuissante à se maintenir elle-même contre la violence de ses prétendus défenseurs, enfin à la ruine prochaine d'un pays qu'Alexandre n'a pas su protéger, et que la cruelle Angleterre a vu avec joie tomber dans cette situation, parce qu'elle ne présente que des dangers, des embarras et des dépenses énormes à la France, et détruit pour cent ans peut-être, tous les avantages de l'alliance des deux gouvernemens! Quant à la Grèce, ne fût-ce que par respect pour les grands hommes qu'elle a produits, pour les héros et les martyrs qu'elle vient d'enfanter, Napoléon lui aurait envoyé de généreux secours; ou plutôt sa raison et sa politique auraient fait entendre un langage

si haut et si clair au milieu de l'Europe, qu'il aurait suffi pour arracher les défenseurs de la Croix au glaive de Mahomet. Sous Napoléon, malheur à l'indigne Français qui eût osé adopter les drapeaux d'un barbare, contre les généreux enfans de la moderne Hellénie, et violer les remparts sacrés d'Athènes.

Pour être digne de la nation et du siècle, pour jeter de profondes racines et avoir des garanties de sa durée, il manquait au gouvernement de Napoléon la liberté constitutionnelle. Louis XVIII est venu la consacrer parmi nous; mais, en nous rapportant de l'exil ce gage de la nouvelle alliance de sa dynastie avec la nation qui se souvenait de Louis XII et de Henri IV, et n'avait point oublié Louis XIV, combien ce prince n'avait-il pas dû admirer lui-même la France agrandie et renouvelée par la révolution et par le règne de Napoléon!

Un déficit peu considérable en lui-même, mais impossible à combler, parce que des mains puissantes et enhardies par le privilége de l'impunité, étaient toujours prêtes à le creuser de nouveau sous une administration qui n'avait ni règles certaines, ni barrières invincibles dans la volonté du prince ou dans des lois respectées, avait perdu la dynastie après la guerre d'Amérique. Napoléon, après une guerre où un seul peuple a lutté contre l'Europe entière pendant huit années, trouve la France épuisée de sacrifices, sans trésors, sans crédit, sans finances, sans aucun moyen de payer les

armées, l'administration intérieure et les arrérages de la dette publique ; le génie et le caractère triomphent de ces obstacles. Napoléon crée la banque de France, qui recommence le crédit du commerce et fournit, sans dangers pour elle, d'importans secours au gouvernement ; il rétablit dans le recouvrement des impôts une régularité parfaite et mêlée à des facilités pour les contribuables ; il veut dans la comptabilité un ordre qui existait avant lui, mais qui parut être son ouvrage, parce qu'il le maintint avec une constance plus admirable encore que la création de ce grand ressort d'une bonne administration. Le banquier le plus sévère, le commerçant le plus exact ne connaissent pas mieux chaque jour l'état de leur caisse, que Napoléon ne connaissait à toute heure le produit des impôts, la comptabilité de chaque ministre et la situation financière de l'empire. Rien n'échappait à sa vigilance ; il avait des yeux de lynx pour apercevoir les erreurs de calcul ou les doubles emplois. La certitude d'un contrôle perpétuel de sa part, mettait tous les administrateurs en garde, et prévenait les fautes, comme son caractère connu ne permettait pas même des velléités de mauvaise foi aux agens de l'autorité.

Mais l'ordre qui conserve et féconde la richesse ne la produit pas. Napoléon se créa des ressources immenses en donnant une impulsion nouvelle ou l'existence aux douanes, à la régie de l'enregistrement et des domaines, à l'utile institution des eau-

tionnemens, aux impôts indirects, d'abord circonscrits dans de sages limites, et enfin à la caisse d'amortissement. Dans ces nouveaux élémens de prospérité, la liquidation de la dette publique et le paiement des rentes en numéraire exercèrent la plus heureuse influence. Voilà les moyens par lesquels les finances se trouvèrent rétablies; voilà comment on parvint à laisser la France en 1814, avec neuf cent millions de recettes qui payaient toutes ses dépenses, et la préservaient de recourir à la facile et dangereuse habitude des emprunts. Napoléon mérite une place distinguée entre les princes, trop rares dans les annales des nations, qui ont obtenu la reconnaissance publique pour leur attention à faire régner l'ordre dans les finances; la nation française si souvent victime de la faiblesse et des prodigalités de ses princes, doit le louer surtout d'avoir été le plus mortel ennemi des dilapidations qui causent tant de mal aux peuples et aux États, et finissent toujours par perdre les dynasties. Toutefois, les hommes sages et éclairés qui veulent que les décisions du pouvoir soient soumises à des règles certaines, et que le prince ne devienne jamais juge et partie dans sa cause, reprochent justement à Napoléon des décisions arbitraires contre les fournisseurs; sans doute plusieurs de ceux contre lesquels il a sévi étaient célèbres par des gains illicites; la fortune de quelques-uns s'élevait au milieu de la France souffrante et appauvrie, comme un crime et un scandale; sans doute

la nation, la morale et l'intérêt général, demandaient qu'on fît rendre gorge à des sangsues publiques ; mais les moyens employés pour parvenir à ce but, ne furent pas alors conformes aux lois administratives, et aux lois judiciaires, aux principes d'équité, ni aux véritables doctrines du crédit public qui s'éloigne à la vue des ruses ou de la violence du débiteur, surtout quand le débiteur est prince et investi du pouvoir absolu. Si Napoléon ne suivit pas les funestes exemples des rois de France, assez faibles pour laisser condamner à mort, par des juges iniques et avides de leurs dépouilles, les Jacques Cœur, les Marigny, les Semblançay, c'est-à-dire les hommes qui avaient le mieux servi l'État, ou dont tout le crime était d'avoir exécuté les ordres du prince lui-même ; s'il n'a pas renouvelé la grande erreur des chambres ardentes des temps passés, il n'en a pas moins pris, en plus d'une circonstance, sa volonté pour tout juge entre les fournisseurs et lui ; mais on lui doit des actions de grâce pour avoir mis à profit les fautes de Louis XIV, du régent, de Louis XV, du malheureux Louis XVI et du Directoire, en adoptant, sans jamais s'en départir, la ferme résolution de ne point abandonner la France à la merci des traitans et des hommes de finance, qui font payer si cher leurs funestes secours. Que si la jalousie du pouvoir entra pour beaucoup dans cette résolution, elle était aussi la pensée d'un homme d'état, et n'empêche pas de reconnaître dans Napoléon le meil-

leur gardien de la fortune publique que la France ait jamais possédé.

On a vu le rétablissement progressif des finances; voici ce qu'il a permis de faire pendant un règne de quatorze ans consacré à jeter toutes les grandes bases de la prospérité de la France.

Depuis 1804, jusqu'au 1er janvier 1813, Napoléon a dépensé trente-un millions pour les ponts-et-chaussées, cinquante-quatre millions pour les canaux, quatorze pour les desséchemens; il destinait cent soixante-huit millions à ces deux sources d'amélioration; la sûreté, la commodité de nos ports lui ont coûté cent dix millions que devaient suivre soixante-quinze autres millions affectés à ce service. Parmi les plus grands et les plus utiles travaux du règne impérial en ce genre, il faut mettre hors de ligne Cherbourg placé dans l'Océan comme un boulevard et un centre d'attaque contre l'Angleterre qui donnerait des trésors pour sa destruction; sur un autre point les chantiers et le port d'Anvers, vraiment créés par Napoléon, inspiraient de telles alarmes à l'Angleterre, qu'elle eût tout sacrifié au désir et au besoin d'anéantir cet asile où nos flottes à l'abri de ses coups pouvaient s'élancer sur elle au signal donné du départ général et simultané de nos forces maritimes. Les routes de Paris à Mayence, à Amsterdam, à Hambourg, à Madrid par Bayonne; une foule d'autres routes et les entreprises gigantesques du Mont-Cenis, du Mont-Genèvre et de la Corniche, ont exigé l'emploi de deux cent-soixante-dix-sept millions, qui

n'atteignaient pas encore la limite des projets arrêtés ; plus de cent millions appliqués à des vues d'utilité publique et non à une vaine pompe, contribuaient de jour en jour à faire de Paris la plus saine, la plus commode et la plus belle des capitales du monde. Au milieu de toute cette sage munificence, l'humanité remarque avec plaisir dix millions répandus dans la Vendée pour en cicatriser les plaies, ainsi qu'une somme plus forte encore et destinée à la distribution des secours à domicile, au paiement des mois de nourrice des enfans abandonnés, à la construction de nouveaux asiles pour les orphelins, de refuges pour la mendicité, d'établissemens d'industrie pour extirper ce fléau qui reparaît aujourd'hui plus affligeant et plus hideux que jamais. D'autres entreprises à Paris, dans l'intérieur et au-dehors de la France, s'élevaient à plus de deux cent millions : enfin pour tout dire, l'empereur devait pourvoir encore à l'entretien d'un million de soldats, de cent mille matelots, de cent vaisseaux de haut-bord et de cinquante frégates, au paiement des arrérages de la dette qui montaient à quatre-vingt-seize millions, aux frais d'une administration qui demandait deux cent-cinquante-six millions par an, n'a pas dépensé moins d'un milliard pour vivifier par les travaux publics l'agriculture, l'industrie et le commerce.

Napoléon s'appliqua surtout à continuer, à augmenter l'heureuse impulsion que la révolution avait donnée à ces trois branches de la prospérité publique, depuis le moment terrible qui vit le peu-

ple français, exclu de la société européenne par la haine implacable de l'Angleterre, manquer de beaucoup de choses nécessaires à la vie. Ainsi fut créée une administration chargée du soin de régénérer notre agriculture, d'encourager les défrichemens, la plantation des dunes et des landes, de régler l'aménagement des bois de manière à empêcher leur effrayante destruction et à réparer nos pertes. Il faut mettre au nombre des bienfaits de cette administration, surveillée par l'attention continuelle de l'empereur, l'accroissement des pépinières d'arbres exotiques et indigènes; la réintégration et la plantation des grandes routes et des chemins vicinaux; les desséchemens; l'exploitation et le partage des biens communaux, nouvelle source de richesses ouverte au travail; l'innovation d'un cadastre général; l'importante création des manufactures de sucre de betteraves; la protection accordée aux écoles vétérinaires qui rendent aujourd'hui tant de services aux agriculteurs, soit pour l'amélioration, soit pour la conservation des animaux destinés à partager les travaux de l'homme; l'organisation des haras; l'établissement des dépôts d'étalons; l'institution annuelle des courses de chevaux, et surtout les encouragemens accordés à la multiplication des troupeaux mérinos, destinés à améliorer les races, à doubler les produits de notre commerce de laines, comme à perfectionner la qualité de nos draps, déjà si supérieurs à ceux de l'étranger. Napoléon, occupé d'une guerre presque continuelle avec l'Europe, a

plus fait pour l'agriculture, en quatorze ans, que l'ancien gouvernement de la France, depuis la mort de Henri IV jusques en 1789, c'est-à-dire pendant deux siècles.

Dès le commencement du consulat, des mesures avaient été prises pour régler, dans le double intérêt du peuple et du cultivateur, l'exportation des grains, et accorder de nouvelles facilités à leur circulation, moyen le plus efficace de prévenir les famines factices. La France doit à Napoléon la conquête définitive du grand principe de la liberté du commerce des grains qui avait été ébranlé, soit pendant le règne de Louis XVI, soit pendant la révolution, et que le gouvernement impérial sut maintenir avec fermeté, même dans les circonstances les plus difficiles. On se souviendra long-temps de la manière dont Napoléon conjura une disette menaçante avant de partir pour l'expédition de Russie. Des chambres, des bourses, des conseils de commerce établis près chaque préfecture, attestent encore les soins d'un prince convaincu de l'importance du premier des ressorts de la richesse des nations. Napoléon ne put conserver que peu de temps au commerce la liberté des mers; mais en revanche il lui ouvrit le continent tout entier; les villes maritimes souffraient beaucoup sans doute; de pénibles sacrifices leur étaient imposés; mais, quel prix elles en auraient recueilli avec la France et l'Europe, si l'Angleterre n'était parvenue à rompre le système conçu pour arracher les

nations à la suprématie que l'empire de la mer donne à une seule puissance sur toutes les autres !

Le blocus continental avait non-seulement ce but utile et glorieux; mais il devait encore assurer à la France, et aux autres états du continent, le temps et les moyens de créer ou de développer dans leur sein les prodiges de l'industrie. D'heureux efforts avaient été tentés à ce sujet par le comité de salut public qui féconda le premier les germes de toutes les améliorations en France par l'institution de la commission d'agriculture et des arts, où les Monge, les Berthollet, les Vandermonde, les Mongolfier, commencèrent, par la réunion de leurs lumières et la sagesse des mesures qu'ils proposaient, l'étonnante métamorphose qui allait éclore en France. Le Directoire, quoique embarrassé dans sa marche par un mauvais système de finances, n'avait négligé, ni l'agriculture, ni le commerce et l'industrie; Napoléon dut à ce gouvernement l'exemple de plusieurs des choses utiles qui recommandent son règne; mais il leur imprima un mouvement plus sûr et plus rapide. C'est encore le Directoire qui avait exécuté la belle idée d'une exposition à Paris des produits de toutes les manufactures de France. Napoléon s'empara de cette institution comme de toutes celles que la nécessité, secondée par le génie de la science, avait fait naître au milieu de nous; il y joignit tous les encouragemens qui étaient en son pouvoir, et parut aimer l'industrie plus qu'aucun prince ne l'avait aimée avant lui. Cette prédilection, fruit des lu-

mières, est une qualité particulière à Napoléon entre tous les conquérans. Rien ne fut épargné par le premier capitaine du siècle pour porter notre industrie au plus haut point de splendeur. Indépendamment des conseils fréquens où il délibérait sur les intérêts du commerce et des manufactures, il leur prodigua toutes les marques d'une éclatante et judicieuse protection, les secours, les dons, les entretiens avec les particuliers, les récompenses solennelles. Dans ses visites publiques, il étonnait les fabricans par la variété, le nombre et la sagacité de ses questions; il descendait aux plus petits procédés et embrassait l'ensemble d'une vaste manufacture comme il entrait dans tous les détails d'un plan de bataille qu'il avait conçu de génie. Un trait particulier prouvera combien il apportait d'attention à cette partie de l'administration. La surveille de son départ pour la campagne d'Austerlitz, il reçut dans son cabinet, à Saint-Cloud, une députation des filateurs de coton, examina avec eux, en les admettant à la plus aimable familiarité, le mérite d'un décret dont ils lui demandaient le rapport; et, s'excusant sur ce que la question ne lui était pas bien présente, *parce qu'il avait*, dit-il, *quelques affaires en ce moment*, il les renvoya pour le lendemain à une discussion en présence du conseil-d'état tout entier. Là, il permit à la députation une entière liberté d'opinions, et montra dans la discussion une singulière justesse d'aperçus, en même-temps que la ferme résolution de soutenir notre industrie, en lui imposant toutefois comme

conditions les plus grands efforts pour parvenir à établir les marchandises à un prix que les facultés du peuple pussent atteindre. On voit, dans la chambre des pairs du parlement d'Angleterre, deux balles de laine sur un fauteuil à côté de celui du président : sans avoir placé cet emblême dans son conseil-d'état ou dans son cabinet, Napoléon, fidèle en cela aux principes de la saine raison, à l'heureux changement de nos mœurs, ne cessa point d'élever et d'ennoblir le commerce et l'industrie aux yeux de la France, par des distinctions et par des paroles, monnaie d'honneur dont il faut surtout payer les Français. Ces récompenses appartenaient à la liberté qui, introduite dans le gouvernement grâce à la raison, se mêlait à l'empire plus que ne le croyait Napoléon lui-même.

Conquérir la liberté des mers pour tous les peuples; les affranchir ainsi du joug de l'Angleterre ; les soustraire à son monopole, en éveillant leur industrie, après avoir rétabli l'égalité de fait et de droit dans leurs rapports; fonder la supériorité de la France sur ses progrès dans les sciences, dans l'agriculture, l'industrie et le commerce, tel fut le triple but du règne de Napoléon. Dans ce règne, dont toutes les pensées furent d'accord en ce point, il faut distinguer cinq actes mémorables, parce qu'ils ont éclaté à la face du monde, comme des témoignages irréfragables de la haute ambition d'un homme au niveau de son siècle. Ces actes sont la conquête d'Égypte, qui, semblable à la prise de Tyr par Alexandre, cachait aussi le

dessein d'unir les Indes avec l'Occident par un commerce maritime ; l'alliance contractée avec Paul Ier dont la mort seule put détourner le projet d'aller renverser, de concert avec nous et la Perse, le colosse de la puissance anglaise dans les Indes; la grande expédition projetée par l'empereur contre l'Angleterre, et sur le point d'être exécutée par toutes les forces de l'Europe ; le traité de Tilsitt, les conférences d'Erfurt, et enfin, le système continental dont le succès, infaillible avec un peu de constance de la part des alliés, leur eût fait partager avec nous l'honneur d'avoir rendu l'indépendance aux nations, et d'être les restaurateurs du commerce rétabli dans tous ses droits. Alexandre avait senti cette gloire, et l'avait embrassée; mais, parmi ses conseillers, les uns ont craint pour lui le second rôle qui révoltait leur fierté nationale; les autres ont obéi à l'impulsion de nos ennemis.

Comme législateur politique, Napoléon ne saurait être un modèle; sa constitution entée sur plusieurs autres, et modifiée, suivant les circonstances qui développaient son pouvoir, créant un empire au milieu d'une république, avait des défauts graves; elle ôtait la parole au corps-législatif; elle n'avait pu conserver son seul élément d'opposition, le tribunat; elle faisait du sénat conservateur un instrument trop docile des volontés de Napoléon; la composition de ce corps ajoutait encore à l'influence excessive du chef de l'état; Napoléon y avait jeté quelques hommes d'un rare mérite et d'un certain caractère au milieu d'une

foule de ces gens à vues étroites, à esprits bornés, à cœurs craintifs ou serviles, nés pour adorer et consacrer les volontés du pouvoir; perdus dans une telle société, le talent le plus élevé, le courage le plus audacieux ne pouvaient que sentir leur impuissance. La nation n'avait pas même pour garantie la liberté de la presse, qui eût été un contre-poids si utile dans le corps politique. L'indépendance du jury que des sénatus-consultes pouvaient suspendre, sur la demande de l'empereur, dans tels ou tels départemens, souffrait aussi plusieurs autres atteintes propres à dénaturer cette belle institution. Mais, du moins, Napoléon respecta constamment tous les autres bienfaits de la révolution et particulièrement l'égalité si chère à notre nation. Il ouvrit la porte de toutes les dignités, de tous les honneurs, à tous les Français sans aucune distinction.

Les statuts relatifs à la maison impériale prouvent que Napoléon voulait être roi absolu des siens, comme il l'était de la France; mais on trouve aussi, dans les justes sévérités du statut de famille, le contre-poids des priviléges accordés aux princes, et une garantie contre les excès dont leur impunité pourrait menacer les peuples. Cette garantie, prévue et positive, n'existait pas dans l'ancien régime. Napoléon n'avait pas non plus oublié de reconnaître, pour lui et ses successeurs, le droit de régler tout ce qui concerne l'éducation des enfans des princes de la maison impériale. Il se proposait aussi de veiller à ce que les enfans de tous les grands fonctionnaires fussent

élevés d'une manière utile pour l'État. Aux jours du péril, il en a coûté bien cher au malheureux prince dont les aïeux avaient négligé ce grand devoir de la royauté.

La législation criminelle et civile de Napoléon offrent d'étonnantes différences. La première, rédigée par d'habiles criminalistes choisis dans toutes les opinions, semble un singulier mélange des sévérités de l'ancienne ordonnance et des rigueurs de la Convention. D'un côté, elle semble appartenir au régime qui ne connaissait aucune proportion entre le délit et la peine, et n'avait aucune pitié de l'accusé, parce que ses juges voyaient presque toujours en lui un coupable et un homme incorrigible, condamné à de nouveaux crimes si on lui rendait la liberté; de l'autre, elle paraissait conçue par les mêmes hommes qui, après avoir improvisé des lois propres à effrayer les ennemis du dedans et du dehors, prêtaient à un gouvernement régulier, mais encore nouveau et sans racines profondes, l'appui qui leur avait paru nécessaire pour appuyer un pouvoir extraordinaire, et sauver un grand peuple en danger. Jamais Napoléon, quelles que fussent les précautions de sa prudence et de sa jalousie sur le fait de la sécurité de son pouvoir, n'eût descendu à tous les détails de la prévoyance inquiète des rédacteurs du Code pénal. Outre la rigueur excessive des peines, ce Code a pour défauts particuliers, que l'interrogatoire, la procédure, et même la direction du débat judiciaire, soient également contre l'accusé. Les juges anglais paraissent être des

appuis pour l'accusé; ils veillent sur lui, ils l'avertissent des fautes qu'il commet contre son intérêt; nos juges sont ses ennemis, ou du moins ses examinateurs passionnés; ils emploient tous leurs efforts à l'enlacer dans leurs chaînes; ils arrachent de force son aveu par l'autorité de leurs paroles et la puissance de leur logique sur l'ignorance, la faiblesse et la peur. Trop souvent, surtout, l'accusateur est un adversaire fougueux et sans entrailles qui trouve du crime et des preuves de crime partout. Le code pénal n'a point détruit ces grandes erreurs qui s'aggravent de jour en jour; nous avons vu même un ministère constitutionnel enlever des garanties aux prévenus, en laissant long-temps le choix des jurés à la merci de magistrats amovibles, et révocables au moindre caprice de l'autorité. Mais, chose bien rare et digne de remarque! la fermeté du gouvernement impérial, son attention à tout savoir, à réprimer tous les excès, servaient de contre-poids aux conséquences des défauts du code; et l'absence des vices lâches et cachés ou des sombres fureurs de la tyrannie dans le cœur de Napoléon, empêchait que la justice ne fût corrompue par le funeste ascendant des passions du prince comme sous Louis XI et Tibère. Toutefois, les procureurs impériaux acquéraient trop de pouvoir, et de dangereuses doctrines commençaient à prendre du crédit. On a reproché avec raison, comme un crime, au Sénat-conservateur, instrument des volontés de Napoléon, d'avoir annulé la déclaration d'un jury et une ordon-

nance d'acquittement prononcées à Bruxelles. Napoléon, trompé par les rapports d'un agent soupçonneux, crut à l'existence des plus coupables dilapidations, et son horreur pour ce genre de délit l'emporta au-delà de toutes les bornes dans cette circonstance. Ainsi partout éclate la nécessité d'un frein pour l'autorité, puisque même les bons sentimens du prince et la droiture de ses intentions, peuvent lui faire violer les lois les plus saintes.

Loin de mériter les mêmes reproches que le code pénal, armé de tant de précautions du pouvoir contre la liberté, les lois civiles de l'empire sont autant de bienfaits; le code de procédure a rendu un service éminent à la société en diminuant les frais et en réprimant, par une censure continuelle, l'avidité des avoués dont le nombre, restreint par une mesure utile mais arbitraire en ses formes, fit tarir la source d'un grand nombre de procès. Une sage organisation du notariat tendit également à rétablir, par l'autorité des chambres prises dans son sein, les garanties d'honneur et de probité sévère que ce corps, tombé dans une espèce de discrédit, semblait ne plus offrir au public alarmé. Le code de commerce, d'une utilité plus générale encore, fut reçu comme un bienfait; l'expérience démontre chaque jour la sagesse de ses auteurs. Mais le plus beau titre de Napoléon, comme législateur, est l'unité du code civil appliqué à toute la France, et retenu encore aujourd'hui par des peuples qui ont été séparés de nous en 1814. Jamais prince ne fit un plus beau pré-

sent à une nation. Sans doute Napoléon n'est point le rédacteur de ce code ; mais la part qu'il a prise à la discussion, ouverte à ce sujet dans le conseil d'État, doit honorer à jamais sa mémoire. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus de la droiture d'intentions, de l'amour du bien public, de la sollicitude pour tous les intérêts sociaux, des vues libérales, et de l'étonnante sagacité dont Napoléon donna tant de preuves dans le cours d'une délibération qui dura si long-temps. Les avis les plus sages, les plus généreux étaient presque toujours ceux de l'empereur; dix batailles gagnées ne valent pas cette gloire innocente et pure que Napoléon partage avec un si petit nombre de princes.

On ne comprend pas bien les ombrages qui portèrent Bonaparte à supprimer, dans l'Institut réorganisé, la classe des sciences morales et politiques; les mêmes causes, dit-on, et quelques autres, entraînèrent la destruction des écoles centrales où l'instruction était établie sur un plan vaste, et révélait à tous les esprits, les mystères des plus hautes connaissances directement appliquées aux besoins de la civilisation. Mais si l'Université impériale, bien plus par la direction de son premier grand-maître que par la volonté spéciale de Napoléon, accorda tout-à-coup une préférence marquée aux études purement littéraires, l'enseignement des sciences ne fut pas négligé dans le nouveau corps élevé sur les ruines de l'ancien. Les hommes les plus distingués de l'époque y professaient la chimie, la physique, l'astronomie, les

mathématiques et l'histoire. La philosophie elle-même, qui se croyait peut-être suspecte au pouvoir, ne saurait oublier les brillantes leçons des Royer-Colard, des Laromiguière et de leurs élèves, fréquentées, sous le règne de Napoléon, par une jeunesse avide et enthousiaste qui trouvait encore des secours de toute espèce au collége de France. Jamais il n'y eut d'enseignement plus libre de toute contrainte que celui des diverses facultés. Comment se fait-il qu'on ait imposé silence à tant de voix éloquentes qui n'inquiétaient pas Napoléon? Comment le gouvernement constitutionnel a-t-il pu devenir plus ombrageux que le pouvoir absolu? mais surtout quels funestes conseils ont pu amener la ruine de l'école normale, de cette pépinière de jeunes maîtres destinés à remplir toutes les chaires, et qui nous a donné les professeurs les plus distingués de l'époque? La suppression de cette école est d'autant plus étonnante que, soumise à un régime sévère, et gouvernée par un ancien universitaire d'un talent reconnu et d'un caractère ferme et sévère, sa discipline ne pouvait que rassurer l'autorité.

A cette époque, les philosophes virent avec douleur le système militaire transporté par Napoléon dans les lycées; ils l'accusaient de vouloir faire des Français un peuple de soldats; mais, était-ce un crime d'éveiller de bonne heure les courages chez une nation qui avait l'Europe à combattre? Ensuite, avec le relâchement qui s'était introduit dans le gouvernement de la jeunesse, sous le Directoire, peut-être

le régime militaire, appliqué pour un certain temps, était-il le seul moyen de rétablir la discipline ; il fallait apporter à un mal invétéré un remède prompt et décisif; Napoléon l'employa, et sa résolution eut alors la plus heureuse influence sur les mœurs de la jeunesse; j'ai vu de mes yeux ce changement utile et rapide; je dois ajouter encore que cette belliqueuse jeunesse, abreuvée de l'amour de la gloire dans les lycées, avait pour toute sorte d'instruction une avidité sans exemple, et cultivait avec la même ardeur les lettres, la poésie et les sciences. Il régnait au milieu d'elle un élan extraordinaire vers tout ce qui était grand, beau, utile et généreux. Il n'y avait pas d'esclaves dans ses rangs; elle admirait Napoléon; elle volait à sa voix; mais elle aimait la patrie. Un nouvel exemple prouvera ce que j'avance. Quelques temps après son avénement au pouvoir, Napoléon, qui portait encore le nom de Bonaparte, parut avoir quelque inquiétude sur les sentimens républicains de cette belle école Polytechnique dont le nom est immortel en Europe. Monge, qui aima ses élèves comme un père aime ses enfans, prit leur défense et répondit d'eux. Toutefois, le régime intérieur de l'école, mais non pas son enseignement libéral, fut changé; par degrés, les jeunes gens devinrent les partisans déclarés du vainqueur de l'Europe; mais ils restèrent amis des doctrines de la liberté; c'est en invoquant son nom qu'ils voulurent, en 1814, sceller de leur sang leur dévouement à la cause commune. Napoléon était absent, Paris les

appela; ils volèrent à sa défense, ou plutôt leur zèle et leur courage devancèrent tous les appels de la patrie et de la loi. Ajoutons que Napoléon porta pendant tout son règne, une affection particulière à cette école dont il n'avait entrevu qu'une bien faible image dans sa première jeunesse.

Sans doute, l'esprit de liberté, que l'étude des lettres inspire, convenait peu à la direction politique du gouvernement de Napoléon; sans doute, il craignait la censure des écrivains; Chénier expia par une destitution quelques vers satyriques et hardis de son épître au patriarche de Ferney; cette faiblesse ne devrait pas se trouver dans un si grand caractère; mais il sera toujours honorable pour Napoléon d'avoir témoigné tant d'estime et d'égard au vieux Ducis, et respecté le noble silence de Delille, le chantre de l'ancienne dynastie. Napoléon allait au devant de toutes les supériorités; il a répandu des grâces et des bienfaits sur tous les hommes de talent. Son décret sur les prix décennaux est une de ces grandes idées, fruits de ses souvenirs de l'antiquité, comme de son penchant pour tout ce qui peut donner de l'éclat à un règne. Il avait une prédilection singulière pour Corneille; et, s'il lui eût été donné d'en posséder un, il l'aurait couvert de richesses et de dignités, il l'aurait fait prince, a-t-il dit lui-même dans ses Mémoires. Mais un autre Corneille, né de notre temps, lui aurait demandé cette parfaite indépendance, seul moyen qui reste aujourd'hui au génie, pour atteindre ou surpasser des productions

immortelles; c'est ce que firent entendre à Napoléon la franchise républicaine et un peu sauvage de l'auteur d'Hamlet et la jalouse indépendance de Lemercier.

Les arts libéraux devaient au vainqueur de l'Italie, à Napoléon, les conquêtes des plus rares chefs-d'œuvre de ce musée, qui était devenu le musée de l'Europe; ils trouvèrent dans Napoléon un protecteur plein de zèle et de munificence; dans l'impératrice Josephine une passion éclairée qui ajoutait la grâce des égards aux nobles encouragemens d'un grand homme. Mais, par un penchant de son esprit, par une direction de sa volonté, Napoléon fut surtout prodigue de sa protection envers les sciences et les hommes qui les cultivent. Sous ce rapport, il était le partisan le plus déclaré des lumières; et, comme il avait, avant tout, l'amour de l'utile, on ne saurait assez le louer d'avoir secondé de tout son pouvoir le mouvement que le dix-huitième siècle et la révolution française ont communiqué aux sciences vers l'application de leurs découvertes aux besoins de la société. Son esprit supérieur avait compris qu'il y avait dans les veines du nouveau corps social des mines inconnues à exploiter, et une nouvelle source de richesses qui devaient accroître dans une progression indéfinie la prospérité de la France et de l'empire. On peut mettre cette conviction et les conséquences qu'il en tirait chaque jour, au nombre de ces grands services que la reconnaissance des générations ne laisse jamais tomber dans l'oubli.

D'autres princes ont paru aimer plus tendrement la France; mais aucun, peut-être, ne lui a fait plus de bien avec moins de faste que Napoléon. A peine arrivé au pouvoir, on le vit s'appliquer efficacement à pacifier l'Ouest où la guerre civile avait eu un caractère religieux très-alarmant; il savait que les prêtres étaient cent fois plus redoutables que les nobles, et que les premiers avaient contribué bien plus que les seconds à ouvrir et à entretenir le volcan de la Vendée; il mit tous ses soins à l'éteindre, pour désarmer surtout la milice sacrée. En rendant ce service à la religion et à l'état, il combattait encore la dangereuse influence de Rome sur un pays qu'elle avait si long-temps agité, au détriment de la religion et de la France.

Fidèle aux maximes qu'il avait pratiquées en Italie et dans l'Orient, il ne s'écarta jamais de la tolérance qu'il s'était prescrite comme un moyen de sécurité pour les peuples et pour le prince. Sous son règne, protestans, juifs, mahométans, déistes, catholiques, toutes les communions enfin, jouirent également d'une parfaite liberté de conscience et de pensée. En relevant toutefois les autels du culte de la majorité des Français, en assurant une existence aux curés et aux desservans des villes et des campagnes, c'est-à-dire à ceux qui supportent tout le poids du ministère évangélique, en traitant le clergé supérieur avec une magnificence payée d'une assez grande ingratitude depuis sa chute, il eut pour maxime invariable de rendre la constitution, le gou-

vernement, les tribunaux et l'état-civil tout entier, absolument indépendans de la religion et de son influence. Il voulait que les ministres de cette religion, au lieu de prétendre, en vertu de leur titre de prêtres, aux emplois publics, renonçassent à tout pouvoir sur les choses temporelles.

Il étendait cette doctrine politique au pape lui-même que, du reste, il prétendait investir d'une immense autorité spirituelle. Si l'on en croit un écrivain politique qui a beaucoup étudié les secrets de l'empire, Napoléon, étendant à tout les principes d'unité, avait conçu le vaste projet de donner une seule religion à toute l'Europe, et de rendre alors à l'Église catholique sa signification primitive d'Église universelle. Suivant les mêmes idées, l'idée mère de tous les démêlés entre Napoléon et Pie VII, n'était pas l'expédition des bulles, dans tel ou tel délai, après la nomination du prince; c'était la séparation éternelle du temporel et du spirituel dans la royauté pontificale. L'accroissement extraordinaire de la puissance spirituelle du pape, sa prédomination sur les diverses communions de l'Europe, étaient la compensation de ce sacrifice; et le moyen de rendre cette dernière création directement utile au plan de Napoléon était l'établissement du saint siége dans le palais métropolitain de la capitale du grand empire (1), devenue la capitale du monde chrétien. Napoléon ayant paru

(1) M. de Norwins, auteur du Portefeuille de 1813.

avouer ce gigantesque dessein, on ne saurait le révoquer en doute; mais il effraie la pensée, et fait sentir d'abord ce qu'un si grand politique aurait dû comprendre de suite, que la plus longue vie d'un homme ne pouvait suffire à de telles entreprises. D'ailleurs, en les adoptant, la force même des choses aurait entraîné Napoléon à s'écarter des principes de tolérance envers des communions nécessairement rebelles à ses intentions. On aime à penser que sa raison, maîtrisant enfin son génie, l'aurait ramené, comme elle l'a fait tant de fois, à de plus sages pensées. Il serait aussi consolant de pouvoir adopter l'opinion de l'écrivain que j'ai cité plus haut, et qui donne à ses lecteurs des motifs assez plausibles de rejeter sur le roi de Naples l'enlèvement du pape à Rome par le général Radet. Ce qui ne peut faire la matière d'un doute, c'est que Napoléon et le pontife avaient fini par s'accorder pour rendre la paix à l'Église. Du reste la religion, dont il voulait étendre l'empire d'une manière démesurée peut-être; la France, qu'il cherchait à délivrer pour jamais de toute influence d'un prince étranger, ne doivent pas du moins accuser les intentions de Napoléon, et quelle que soit l'opinion que la raison, la philosophie adoptent sur ses projets, aucune de ces trois puissances, qui tendent enfin à se mettre d'accord dans l'univers, ne sauraient refuser à l'héritier des gouvernemens mobiles et agités de la révolution le mérite d'avoir détruit les funestes semences de la guerre civile dans l'Ouest et le Midi; fait vivre les cultes en paix sur le sol de la mère-patrie, et

surtout donné l'exemple du mélange de prudence et de fermeté avec lequel un prince doit modérer l'influence des prêtres, pour empêcher l'Église de faire un État à part dans l'État. Qu'il nous a fallu peu d'années pour nous apprendre à mesurer la grandeur de ce bienfait!

Napoléon avait le cœur sensible et généreux, un caractère plein de force, des inégalités d'humeur; les unes naturelles, dont il savait réparer les conséquences avec beaucoup de grâce; les autres volontaires et destinées, soit à éprouver les hommes, soit à le défendre de sa propre faiblesse, en empêchant qu'on ne l'approchât de trop près. Les emportemens auxquels il était sujet passaient comme des orages, et l'on appelait presque toujours avec succès de Napoléon irrité à Napoléon tranquille. Bon fils, bon époux, bon père, il était facile avec sa famille qu'il gouvernait cependant. Il n'y aurait pas souffert de dilapidations de la fortune publique, et donnait à tous l'exemple de l'ordre et de l'économie: sa maison était réglée comme une maison particulière. Il inspirait le plus vif attachement à ses serviteurs qui couraient au-devant de ses modestes besoins jusqu'au milieu des plus grands périls du champ de bataille. Pour connaître toute la bonté de Napoléon, il fallait le voir au milieu des soldats. Avec eux, sa familiarité abdiquait l'empire; il veillait en père sur leurs besoins; il consolait leurs souffrances; sa gloire obtenait de leur enthousiasme des triomphes qu'il rapportait à leur courage, en leur accordant

des récompenses magnifiques et des éloges qui retentissaient dans le monde entier. Avec ses ministres, il se montrait juste, sévère, jaloux de son autorité; mais surtout d'une attention extrême aux affaires, et ne laissait à personne l'espoir de le dominer. Si, par une considération particulière pour le talent et pour l'aptitude au travail, il a souvent employé des hommes d'une moralité peu sûre, il recherchait les gens d'honneur, et leur témoignait les plus grands égards. La probité la plus sévère régnait surtout autour de lui dans les dépositaires de sa confiance.

Sauf l'ambition, on ne lui a pas connu de vices essentiels et qui aient influé d'une manière grave sur sa vie ou sur son règne. « Il faut, disait-il un jour à l'un de ses favoris, tout l'orgueil que j'ai pour me soutenir à la hauteur où je me suis placé. » Ce mot exprime parfaitement la nature de cette passion toute politique en lui, et les secours qu'elle prêtait à son génie; c'est par elle qu'il soutenait le fardeau de la couronne européenne. Son caractère préservait de ces scandales publics contre lesquels tonnaient en vain les Bourdaloue et les Massillon; mais, surtout, il n'y eut jamais à la cour de femmes qui pussent se vanter d'avoir manié un seul moment le sceptre échappé de ses mains. Aucun prince ne donna moins de momens aux plaisirs, et plus de temps aux affaires. Il se délassait par la variété des occupations, et passait de l'une à l'autre avec la même facilité. La puissance du travail, son seul excès, semblait dépasser en lui toutes les bornes

des facultés humaines, et long-temps les forces de son corps répondirent à la vigueur de son esprit; aucune vie n'a été aussi pleine que la sienne.

La nature lui avait accordé la réunion des dons les plus rares, et quelquefois les plus opposés : le génie qui conçoit de grandes choses; l'imagination qui leur donne des formes colossales; l'enthousiasme qui prévoit et augmente les conséquences de l'idée première; la raison qui réduit tout à ses justes proportions; les calculs positifs d'un esprit méthodique qui ne néglige pas même les plus petites quantités; la patience qui interroge tous les détails; l'énergie qui brise tous les obstacles; la souplesse qui sait tourner toutes les difficultés, et enfin une étonnante fécondité de ressources du milieu desquelles sortaient des coups de génie qui terrassaient ses ennemis comme les coups de foudre, lorsqu'elle éclate, tombe et frappe en même temps. Ce serait un tableau vraiment curieux que celui des conceptions de Napoléon telles qu'il les enfantait d'abord, et ensuite accommodées aux temps, aux circonstances, et aux instrumens. La France, l'Europe, le monde tout entier rapetissaient les idées premières de Napoléon; et s'il a péri, c'est par leur disproportion avec la puissance de l'homme, et par l'ascendant irrésistible qu'elles exerçaient quelquefois sur lui. Ses deux malheurs sont d'avoir fait trop de prodiges, et surtout d'avoir, dans de grandes circonstances, regardé comme faites les choses extraordinaires qu'il avait ordonnées.

Nul moyen de combattre l'ascendant suprême de Napoléon; il entraînait également la nation et l'armée, il dominait l'Europe et imposait à son siècle; comment ses ministres et ses serviteurs auraient-ils pu ne pas subir le joug de sa supériorité?

Dès le moment de son apparition à la tête d'une armée, il parut né pour le commandement; et, depuis que la fortune l'avait élevé si haut, aucun prince n'a pu résister à ses volontés; sa seule présence avait une séduction et un empire dont le fils de Catherine II est le plus mémorable exemple. Et quel homme en effet que celui dont on peut dire tour-à-tour avec vérité, sous plus d'un rapport: C'est Alexandre, moins les débauches qui l'ont perdu à Babylone; c'est César, moins les crimes énormes de son ambition pour parvenir, et les vices honteux de sa vie; c'est Charlemagne, moins le massacre d'un peuple généreux; c'est Frédéric II, avec sa rectitude d'esprit, son application extrême à ses devoirs de prince, mais avec des entrailles et un cœur accessible à l'amitié; enfin c'est l'Annibal moderne? En effet, comme ce grand capitaine, qu'il mettait au premier rang, Napoléon fut, toute sa vie, l'adversaire et l'ennemi d'un peuple qui aspire à l'empire du monde: trahi enfin par la fortune, au lieu d'aller attendre le lever d'un petit roi de Bithynie, il demanda l'hospitalité à un gouvernement libre; et, trompé dans sa généreuse attente, il mourut avec grandeur sur le rocher de Sainte-Hélène, après avoir vaincu et gouverné les nations. Présent au milieu

de nous par sa gloire, Napoléon s'élève entre les trois dynasties comme un géant dont aucun de leurs princes n'atteignit la hauteur, et dont leurs héritiers devront un jour interroger les actions, les vertus, les talens, les fautes et les services, comme la plus éloquente des leçons du trône. Cependant Napoléon ne repose point dans la terre natale, ainsi qu'il l'a désiré à son heure dernière. Peut-être eût-il été digne des nobles princes qui nous gouvernent de redemander les cendres de l'homme qui a fait revivre la célèbre inscription de l'arc de triomphe de la porte Saint-Denis en l'honneur de Louis XIV ; qui a consacré des autels expiatoires aux mânes de toutes les races royales de France, et rétabli leurs tombeaux dans les honneurs du Temple où reposaient ensemble Louis XII et Henri IV, ces deux pères du peuple.

FIN.

# TABLE

# DES CHAPITRES

## CONTENUS DANS CE VOLUME.


Chapitre Ier. Napoléon depuis sa naissance jusqu'à sa nomination au commandement de l'armée d'Italie. Page 1

Chap. II. Campagnes d'Italie, jusqu'au départ pour l'Égypte. . . . . 20

Chap. III. Expédition d'Égypte, jusqu'au retour de Napoléon. . . . . 44

Chap. IV. Retour d'Égypte, et suite, jusques et y compris la bataille de Marengo. . . . . 57

Chap. V. Depuis la bataille de Marengo, jusqu'à l'érection de l'Empire, et la paix de Presbourg inclusivement. 74

Chap. VI. Depuis la paix de Presbourg, jusqu'à la conclusion du traité de Tilsitt. . . . . 98

Chap. VII. Depuis le traité de Tilsitt, jusqu'à la nouvelle rupture avec la Russie, en 1812. . . . . 120

Chap. VIII. Depuis la guerre de Russie, jusqu'à l'abdication en 1814. . . . . 169

Chap. IX. Depuis le départ de Fontainebleau et l'arrivée à l'île d'Elbe, jusqu'à la mort de Napoléon. . . . . 321

Chap. X *et dernier*. Coup-d'œil général. . . . . 405


FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

DC
203
A34
Ader, Jean Joseph
Napoléon devant ses
contemporains

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY